TRENTE-QUATRIÈME ANNÉE. — N° 9984 — 24 PAGES — DERNIÈRE ÉDITION — DIMANCHE 6 - LUNDI 7 MARS 1977

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Tarif des abonnements page 10

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

VIOLENT SÉISME EN ROUMANIE

Plusieurs centaines de victimes

LIRE PAGE 24

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

M. SOARES A PARIS

Comment donner à M. Soares une réponse « politiquement positive et économiquement réaliste » ? La formule de M. Jenkins, président de la Commission européenne, que le gouvernement français pourrait faire sienne, s'apparente à la quadrature du cercle. En termes moins diplomatiques, il s'agit de répondre au chef du gouvernement portugais qui frappe à la porte de l'Europe par un « oui » qui n'en soit pas un : quelque chose comme « peut-être ».

M. Soares a pourtant besoin d'une réponse claire. Après ses visites à Londres, à Dublin, à Copenhague et à Rome en février, le premier ministre portugais commence par Paris — où il s'entretiendra lundi avec le président Giscard d'Estaing et M. Raymond Barre — la dernière partie d'un pèlerinage qui le conduira à La Haye, à Luxembourg et à Bruxelles. Son intention est de déposer la candidature portugaise à la Communauté à la fin du mois. Les Neuf devront alors lui dire si elle est recevable. Dans l'affirmative, des conversations s'ouvriraient pour fixer les conditions de l'adhésion.

L'avis de la France sera déterminant, comme on l'a déjà vu avec les demandes d'adhésion de la Grande-Bretagne — que Paris fit traîner dix ans — et de la Grèce — que le gouvernement français fit accepter malgré l'avis défavorable de la Commission.

En l'occurrence, la politique française est écartelée entre des arguments contradictoires. Elle est « a priori » favorable à l'élargissement de la Communauté vers le Sud. Alors que la France se trouve au centre de l'Europe occidentale, la Communauté est déséquilibrée en faveur de l'Europe du Nord, industrielle et en bonne partie protestante, aux dépens du monde latin, plus agricole et de condition catholique.

La France est également acquise d'avance à tout ce qui peut favoriser le renforcement de la fragile démocratie portugaise. On veut espérer que, malgré la période électorale, le gouvernement français ne fait pas grief à M. Soares de ses options socialistes. Le régime de Lisbonne n'est d'ailleurs pas seul en cause, mais aussi l'orientation extérieure à long terme du Portugal. Exclu de l'Europe pour une durée indéterminée, il tomberait inévitablement, à terme, dans l'orbite des États-Unis.

Les arguments contraires sont d'abord économiques. Nul ne doute, pas même M. Soares, que l'économie portugaise ne puisse supporter immédiatement la compétition communautaire. Il eût été plus raisonnable de proposer au Portugal une période probatoire si cette formule n'avait été écartée dans le cas de la Grèce au profit d'une période d'adaptation postérieure à l'adhésion.

Il est naturel que le gouvernement français s'inquiète d'une ouverture éventuelle du marché européen aux produits agricoles portugais. M. Soares a beau dire que quelques secteurs seulement sont en cause, le vin et les produits horticoles portugais seront suivis du vin et des produits horticoles espagnols, puisque, aussi bien, la candidature de Lisbonne sera suivie de celle de Madrid.

C'est là que se situe finalement la vraie question. La Communauté, qui, commencée à six, n'a jamais bien fonctionné à neuf, pourra-t-elle fonctionner à douze, avec la Grèce, le Portugal et l'Espagne, en attendant que la Turquie frappe aussi à la porte ? Sans doute le problème n'est-il pas insoluble dans son principe : il suffirait — si l'on peut dire — que se forme un noyau moteur dans la Communauté, que les principaux gouvernements s'entendent sur les grandes politiques communes (diplomatie, sécurité, agriculture, énergie) pour qu'un pôle d'attraction se crée, qui la mette à l'abri des risques d'éclatement. Si la Communauté était suffisamment dynamique, l'élargissement serait sans péril. Mais avec des si...

Madrid reconnaît le droit de grève et promet une extension de l'amnistie

Le gouvernement espagnol reconnaît le droit de grève. Il rétablit, d'autre part, les assemblées populaires des deux provinces basques de Biscaye et de Guipuzcoa : telles sont les deux principales décisions adoptées par le conseil des ministres du vendredi 4 mars.

La première mesure officialise une situation de fait. Elle est complétée cependant par une disposition prévoyant le licenciement « pour raisons disciplinaires ». La seconde mesure est une étape vers le rétablissement des privilèges économiques des deux provinces basques.

En revanche, les mesures de grâce généralisées attendues n'ont pas été retenues. Le gouvernement a seulement chargé le ministre de la justice d'étudier, « cas par cas », les dossiers des détenus politiques, dont le nombre est estimé à deux cents, parmi lesquels cent cinquante Basques.

Enfin, une opération favorisée par des membres du gouvernement vise à la formation d'un nouveau et vaste rassemblement politique centriste, dont M. Adolfo Suarez pourrait prendre la tête.

Un parti du gouvernement ?

De notre envoyé spécial

Madrid. — M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement espagnol, va-t-il prendre personnellement la tête d'une nouvelle formation politique centriste en exploitant la popularité qu'il a conquise depuis six mois ? La question est ouvertement posée dans la presse espagnole au lendemain de la création de la Fédération sociale indépendante, un groupe où l'on retrouve effectivement beaucoup d'amis, anciens phalangistes ou ex-dirigeants des syndicats universitaires officiels, de M. Suarez, dont la carrière a commencé à l'ombre de l'appareil du Mouvement.

Jeune, dynamique, connaissant parfaitement les rouages de l'État et des institutions franquistes, se proclamant démocrate à chaque instant, mais n'ayant pas abandonné ses relations avec les hiérarques de la « vieille garde », fin manœuvrier, M. Suarez, considéré un peu « tendre » par la classe politique lors de sa nomination à la tête du gouvernement l'année dernière, a très rapidement acquis une réputation de politicien avisé.

Certains pourtant, dans les coulisses du pouvoir, commencent à lui reprocher sa tendance à gagner du temps plutôt qu'à foncer, à se présenter partout comme un « homme de la transition ».

Ainsi en est-il, par exemple, des dossiers de la légalisation du parti communiste, de la loi électorale, de la préparation d'une nouvelle Constitution (M. Suarez affirme que cette tâche doit être réservée aux prochaines Cortès), d'une nouvelle structure syndicale démocratique, sans parler de la très grave crise qui appelle des mesures plus radicales que celles, provisoires, incluses récemment dans un modeste plan de stabilisation.

La révolte inattendue et spectaculaire des agriculteurs, qui s'est étendue sur onze provinces, a montré cette semaine que de larges secteurs de la société étaient davantage préoccupés par les problèmes concrets que par le jeu parfois byzantin de la classe politique madrilène.

MARCEL NIEDERGANG.

(Lire la suite page 3.)

DEUX PROGRÈS DE LA SCIENCE

La sonde Viking remet en cause les hypothèses sur les origines de la vie

Depuis que les sondes Viking ont atteint la planète Mars, elles ont fourni une moisson de résultats, souvent inattendus. Le dernier en date est une détermination de la masse de Phobos, l'un des deux satellites de Mars. Mais l'interprétation de la plupart des résultats demande un long travail d'analyse.

Un symposium consacré à cette analyse était réuni à Paris les 3 et 4 mars, organisé par l'Agence spatiale européenne, le Centre national d'études spatiales et l'ambassade des États-Unis. Les principaux responsables de la mission Viking étaient présents et ont rencontré au Palais de la découverte une centaine de scientifiques européens.

Une raison sous-jacente du symposium était de trouver en Europe des équipes qui puissent se charger en partie de ce travail d'analyse. Une autre était de mieux discerner quelles expériences devront être prévues lors des futures expéditions martiennes.

Il y a maintenant huit mois que Viking-1 s'est posée sur Mars. La mission nominale a pris fin en novembre, quand la planète est passée derrière le Soleil ; les communications ont alors été interrompues. Depuis décembre elles ont repris pour une « mission prolongée » qui devrait durer au moins jusqu'en mai 1978.

Cette dernière mission a fourni peu de résultats nouveaux, mais beaucoup de confirmations. Deux « nouveautés » cependant ont été enregistrées : la preuve de l'existence sur Mars d'une activité sismique, bien que faible par rapport à celle de la Terre ; une vérification de la relativité générale d'Einstein. Les Viking offraient des conditions presque parfaites : certains émetteurs sont sur le sol martien et leur mouvement, qui est celui de Mars, est très bien connu. D'autres émetteurs sont en orbite, donc ne subissent pas le même champ gravitationnel ; ils émettent sur deux fréquences différentes, ce qui permet de tenir compte de l'influence de la couronne solaire sur la propagation des ondes radioélectriques. On a ainsi pu calculer, à moins d'un mètre près, une distance de 300 millions de kilomètres, et vérifier précisément les prédictions d'Einstein sur le freinage des ondes qui passent près du Soleil.

Phobos : une grosse météorite ?

Ces derniers jours, l'un des Orbiter (compartiment de Viking resté en orbite) est passé à moins d'une centaine de kilomètres de Phobos, l'un des deux satellites de Mars. Il a pu en prendre d'excellentes photographies ; la petite perturbation de sa trajectoire causée par le voisinage de Phobos a permis de mesurer la masse de ce tout petit satellite, dont la plus grande dimension est de 23 kilomètres. Il en résulte que Phobos a une densité très voisine de 2, ce qui exclut pour ce satellite une nature basaltique (densité 2,8). En revanche, la densité est proche de celle de certaines météorites.

La prolongation de la mission a surtout permis d'accumuler les résultats et d'affiner les analyses.

MAURICE ARVONNY.

(Lire la suite page 8.)

Un laser américain à gaz carbonique produit une fusion thermonucléaire

Le laboratoire américain de Los Alamos a annoncé jeudi 3 mars qu'il avait produit une réaction de fusion thermonucléaire en utilisant un laser à gaz carbonique.

Bien qu'il convienne d'accueillir l'information avec prudence, elle a son importance. Pour qu'une fusion se produise entre deux noyaux atomiques, il faut leur fournir une énergie considérable, celle qui correspond à une température de plusieurs millions de degrés. On essaie depuis longtemps de produire les conditions de la fusion en chauffant un plasma (gaz d'atomes ionisés) par un très fort courant électrique tout en le comprimant par des champs magnétiques. Le projet européen JET (*le Monde* du 1er mars) est conçu selon ce schéma. Le recours à des lasers est une autre approche. En effet, le faisceau d'un puissant laser peut remplacer le courant électrique pour apporter l'énergie, et il peut aussi assurer l'indispensable compression du plasma.

Plus efficace et moins coûteux

Dès 1962, un physicien soviétique, M. Nicolaï Basov — dont les travaux sont à l'origine de l'invention du laser, et qui partagea, pour cette raison, le prix Nobel de physique 1964 avec un autre Soviétique et un Américain, — proposait d'utiliser des lasers pour réaliser la fusion nucléaire. En 1968, il annonçait avoir ainsi obtenu quelques réactions de fusion. Ce qui déclencha d'actives recherches — souvent couvertes par le secret militaire — sur la fusion par laser (*le Monde* du 26 juin 1974).

L'originalité de l'expérience américaine serait d'utiliser un laser à gaz carbonique, qu'on jugeait peu adapté, et qui serait, au contraire, plus efficace et d'une mise en œuvre moins coûteuse. Cela est important, car l'objectif n'est pas d'observer quelques fusions, mais d'en produire un nombre tel que l'énergie ainsi fournie dépasse notablement celle qu'il a fallu apporter pour déclencher la fusion. Pour cela, il faut comprimer le plasma pendant un temps relativement *long* — à l'échelle atomique, s'entend. Les chercheurs de Los Alamos espèrent y parvenir vers 1981, mais, dans le passé, les prévisions optimistes ont toujours été démenties par les faits. — M. A.

AU JOUR LE JOUR

A L'AFFICHE

Étrange campagne électorale qui se déroule tout entière dans les coulisses pendant que quelques vedettes trop connues occupent l'avant-scène parisienne ! A huit jours du lever de rideau, on a l'impression que les acteurs épuisés considèrent la pièce comme jouée parce qu'ils ont fini de distribuer les rôles. C'est tout juste s'il leur reste la force de faire connaître l'affiche au public.

Et pourtant, huit jours, aux yeux du public, c'est bien peu pour choisir un répertoire et la distribution, dont on sait qu'ils ne changeront plus pendant six ans.

ROBERT ESCARPIT.

« EPPUR, SI MUOVE... »

De notre envoyé spécial
ANDRÉ FONTAINE

Rome. — Il y a tant à regarder, dans cette ville incomparable, que la dernière chose à quoi l'on soit tenté de porter attention est sans doute les pendules publiques. Elles ont pourtant une particularité : elles marquent presque toutes une heure différente. Il paraît qu'il y a longtemps qu'il en va ainsi, mais on ne peut s'empêcher de trouver cette situation symbolique de celle dans laquelle se débat aujourd'hui l'Italie. Les différents courants qui se partagent l'opinion vivent de plus en plus chacun à son heure. Il en résulte une cacophonie qui fait paradoxalement le jeu de l'habile M. Andreotti, président du conseil depuis le mois de juillet dernier, dans la mesure où personne n'est prêt à fournir la base d'une solution de rechange.

Les communistes, qui sont arrivés presque à égalité avec la démocratie chrétienne, aux élections de juin 1976, ont décidé de ne pas s'opposer à la constitution d'un gouvernement démocrate-chrétien monocolore et minoritaire, et c'est leur abstention qui permet sa survie. Aussi bien ne prend-il pratiquement aucune décision importante sans s'être assuré au préalable que le P.C.I. n'y fera pas objection. Est-ce à dire que le « compromis historique » est déjà pratiquement entré dans les faits ? Les gauchistes ne se privent pas d'ironiser sur le cabinet « Berlinguotti ». Mais chacun s'accorde aujourd'hui à penser qu'il n'entrera pas davantage dans la réalité : autrement dit qu'on n'est pas près de voir des communistes participer au gouvernement.

Le Vatican, qui est moins que jamais décidé à renoncer à la tutelle qu'il exerce sur la politique italienne depuis la Libération, y est résolument hostile. Et la majorité de la démocratie chrétienne le suit, même si M. Andreotti lui-même porte, et pour cause, sur le comportement des amis de M. Berlinguer, un jugement plus nuancé et moins méfiant que la cour pontificale. Le calcul qui semble avoir été celui des communistes l'an dernier, et qui visait à une extension progressive de leur contrôle sur l'État jusqu'au moment où leur concours direct apparaîtrait indispensable, n'a donc pas été confirmé par les faits. Mieux, le soutien qu'ils ont donné au pouvoir, la manière très responsable dont M. Berlinguer et ses lieutenants ont défendu la nécessité d'une politique d'austérité, sachant très bien que l'Italie vivait au-dessus de ses moyens, ont suscité à la base certaines critiques, et accentué surtout celles que leur porte en permanence une extrême gauche toujours aussi incapable, au demeurant, de surmonter ses propres querelles.

Un sous-prolétariat qui échappe aux communistes

Aujourd'hui, le P.C.I. prendrait un risque sérieux en provoquant une crise gouvernementale, qui aurait toutes chances de conduire à de nouvelles élections : la plupart des augures s'accordent à penser qu'il perdrait cette fois du terrain. Et la conduite de Grenoble que les étudiants grévistes ont infligée aux militants syndicalistes communistes, menés par leur secrétaire général, M. Lama, qui prétendaient manifester leur solidarité avec eux tout en cherchant à les persuader de rouvrir les portes de l'université de Rome, n'a pas fini d'alimenter les conversations.

Pour comprendre la violence de ce heurt, il faut d'abord savoir qu'il y a en Italie un million d'étudiants, soit 250 000 de plus qu'en France. Leurs chances d'obtenir des situations en rapport avec leurs diplômes étant encore plus faibles que chez nous, ils prolongent indéfiniment leurs études et s'installent dans un chômage chronique qui fait d'eux les cousins des centaines de milliers de *disoccupati* que compte aujourd'hui l'Italie. Devant l'incapacité de l'État, déjà chargé par une législation sociale audacieuse de trop de servitudes de tous ordres, à venir à bout du sous-emploi, des solutions spontanées se sont fait jour. Des millions d'Italiens travaillent aujourd'hui « au noir » à des salaires extrêmement bas, pour des patrons à moitié clandestins, qui ne payent ni impôts ni cotisations de *sécurité sociale*.

(Lire la suite page 2.)



RETOUR AU CINÉMA MUET

Méliès, notre enchanteur

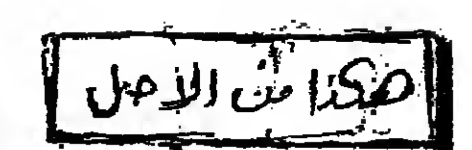
Le cinéma Le Ranelagh, à Paris, présente, à partir de ce samedi 5 mars, sous le titre « Méliès tel qu'en lui-même », seize films de Georges Méliès, réalisés entre 1896 et 1909. Avec accompagnement de piano dans l'esprit de l'époque. Ce programme, conçu par les Amis du cinéma muet, est parrainé par le Centre national de la cinématographie et l'Association française des cinémas d'art et d'essai. Sa première a eu lieu le 4 mars, devant un public d'invités.

Avec son plafond à caissons peints sous lequel s'accrochent des balcons aux rampes massives, avec ses boiseries sculptées vaguement « Renaissance » et ses portes vitrées, la salle du Ranelagh, restée telle qu'elle fut décorée en 1890, est l'endroit rêvé pour cette rétrospective. Un vieux monsieur de soixante-seize ans, redingote noire, gilet blanc, guêtres blanches, fleur blanche à la boutonnière, un vieux monsieur depuis longtemps acteur, est là comme chez lui, y sera chaque jour. C'est André Méliès, le fils de Georges le cinéaste et, entre ses mains, lorsqu'il parle des films de son père, lorsqu'il raconte des anecdotes, c'est le micro qui semble anachronique.

Un chef d'orchestre se sert de fils télégraphiques tendus entre deux poteaux comme des lignes d'une partition sur lesquelles il place des têtes — la sienne, toujours qui, à peine détachée du col, repousse pour la circonstance — en guise de notes. Dans son studio de Montreuil-sous-Bois, Georges Méliès, qui avait été prestidigitateur, illusionniste, se servait des truquages du cinématographe pour reproduire et perfectionner les trucs du théâtre Robert Houdin. Il inventa une nouvelle forme de spectacle.

JACQUES SICLIER.

(Lire la suite page 19.)



EUROPE

LA CONTESTATION DANS LES PAYS COMMUNISTES

Les « Izvestia » s'en prennent aux « méthodes répugnantes » des diplomates et journalistes américains en U.R.S.S.

De notre correspondant

Moscou. — Continuant la contre-offensive lancée par l'U.R.S.S. à propos du problème des droits de l'homme, les *Izvestia* ont accusé, vendredi soir 4 mars, les dissidents soviétiques d'être « *en fait des agents de la C.I.A.* ». Cette accusation, qui vise à discréditer les opposants au régime soviétique est contenue dans la « *lettre-confession* » d'un ancien activiste juif, M. Lipavski, que le quotidien du gouvernement soviétique publie sur trois colonnes.

Dans un très long commentaire, deux journalistes des *Izvestia* développent, d'autre part, les allégations de M. Lipavski et dénoncent notamment « *les méthodes répugnantes que suivent les diplomates et les « journalistes » américains en U.R.S.S.* ».

Les accusatoins du quotidien risquent de relancé la polémique américano-soviétique sur les droits de l'homme, alors que celle-ci paraissait s'estomper, à la suite de la réaction initialement modérée du Kremlin à l'entrevue Carter-Boukovski, et après que les autorités soviétiques eurent pris deux mesures d'apaisement au cours des derniers jours : la libération d'un hôpital psychiatrique de Leningrad du dissident Borissov et l'autorisation enfin donnée à un prisonnier politique, M. Serge Kovaliev de se faire opérer d'une tumeur au cerveau. Les *Izvestia* mettent directement en cause trois diplomates et trois journalistes américains : un ancien vice-consul, Mlle Nathanson, qui n'est plus en poste à Moscou et qui a quitté le service diplomatique ; un premier conseiller, qui est revenu à Washington depuis plus d'un an, M. Melvyn Levitsky ; son successeur, M. Joseph Presel, toujours basé à Moscou mais actuellement en congé de maladie ; M. Alfred Friendly, ancien correspondant de *Newsweek* à Moscou, qui travaille actuellement pour la commission du Congrès américain chargée de vérifier l'application des accords d'Helsinki ; M. George Krimsky, ancien correspondant de l'agence Associated Press à Moscou, expulsé le mois dernier ; M. Peter Osnos, correspondant en U.R.S.S. du *Washington Post.*

Habituellement, la mise en cause de diplomates ou de correspondants étrangers était réservée à la *Literatournaia Gazeta* ou à des organes de moindre importance, ce qui permettait de ne pas donner un caractère trop officiel à ces accusations. Aujourd'hui, l'organe du gouvernement relaie l'hebdomadaire de l'Union des écrivains et accuse plusieurs citoyens américains d'avoir monté un réseau d'espionnage, grâce à plusieurs dissidents, qui sont tous juifs, comme d'ailleurs la plupart des Américains mis en cause.

Deux des activistes soviétiques juifs dénoncés par le « dissident repenti » Lipavski, sont à l'abri de toute poursuite puisqu'ils ont déjà quitté l'Union soviétique. Il s'agit de MM. Azbel et Roubine. Deux autres, en revanche, risquent d'être inquiétés. Il s'agit du professeur Lerner, qui attend depuis plus de quatre ans son visa de sortie, et, qui a été soumis, depuis sa demande de départ, à d'innombrables brimades (perte de son emploi, coupure du téléphone, interdiction de quitter son appartement pendant les visites d'officiels américains en U.R.S.S., etc.) et de M. Charansky, qui a rejoint, il y a peu de temps, le comité de surveillance de l'application des accords d'Helsinki, et qui est l'un des dissidents les plus actifs encore en liberté, depuis les arrestations le mois dernier de MM. Alexandre Guinzbourg et Youri Orlov. Dès vendredi, une perquisition aurait été effectuée dans l'appartement de M. Lerner.

M. Carter et l'accord d'Helsinki

Les termes de la lettre de M. Lipavski coïncident parfaitement en tous cas avec les soucis actuels des dirigeants soviétiques. « *Je me suis rendu compte,* écrit-il, *que des aventuriers et des accapareurs, dont le but essentiel consistait à se faire de la publicité et à s'assurer des fonds de l'étranger en organisant des provocations et en aidant les forces réactionnaires de l'Occident, se cachaient sous le masque des combattants pour les droits de l'homme. (...) Dans leurs réunions* (de dissidents), *le problème d'une aide aux Américains pour obtenir des informations secrètes d'ordre scientifique, technique et militaire ou politique, a toujours été mis à l'ordre du jour. Il s'agissait d'aider les agents de la C.I.A. qui se masquent à Moscou sous des enseignes officielles* ».

M. Lipavski, qui annonce qu'il fera dorénavant « *le maximum d'efforts pour démasquer les activités anti-soviétiques des renégats et des traîtres qui se sont vendus à la C.I.A.* », annonce, en conclusion, qu'il renonce à sa demande de quitter l'Union soviétique, car « *l'Union soviétique est mon unique patrie* ».

Ces « révélations » des *Izvestia* sont accompagnées de deux commentaires significatifs de l'agence Tass qui n'ont pas encore été publiés dans la presse. L'un consacré à la prochaine conférence de Belgrade, qui devrait établir un premier bilan de l'application des accords d'Helsinki met en cause indirectement le président Carter. « *Certains,* affirme l'agence, *se préparent à la rencontre de Belgrade en recourant aux bons offices de toutes sortes de Boukovski. Pensent-ils à ce que deviendra cette rencontre, si les représentants des Etats s'y présentent avec un tel état d'esprit ? Sont-ils conscients des conséquences que peuvent entraîner des actes de ce genre pour l'atmosphère politique en Europe ?* » L'agence Tass, en conclusion, laisse entendre que le président Carter connaît mal le contenu des accords d'Helsinki. Elle écrit en effet : « *Les hommes d'Etat ne peuvent en aucun cas se référer à ce qu'ils ne connaissent pas de l'acte final d'Helsinki, même s'ils ont accédé il y a peu de temps à leurs hautes fonctions.* »

Le deuxième commentaire de l'agence Tass, publié samedi matin, critique violemment le sénateur Frank Church, auteur d'une résolution sur la protection des droits de l'homme en U.R.S.S., adoptée récemment par le Sénat américain.

JACQUES AMALRIC.

VLADIMIR BORISSOV A ÉTÉ LIBÉRÉ

Leningrad (U.P.I.). — Le dissident soviétique Vladimir Borissov est sorti, vendredi 4 mars, de l'hôpital psychiatrique de Leningrad, où il était détenu depuis le 25 décembre dernier ainsi que nous l'avions annoncé hier dans notre dernière édition.

« Je remercie, a-t-il déclaré à sa sortie de l'hôpital, tous ceux qui ont élevé la voix en ma faveur, et j'espère qu'ils combattront avec la même force en faveur de tous les autres prisonniers politiques, qu'ils soient détenus dans des hôpitaux psychiatriques ou dans des établissements pénitentiaires. »

M. Borissov, qui, à 33 ans, a déjà passé neuf années de sa vie dans des hôpitaux psychiatriques à la suite de ses prises de position en faveur des droits de l'homme, a ajouté qu'il avait l'intention de se rendre à Moscou pour y voir sa femme, et qu'il poursuivrait ses « efforts en vue d'améliorer la démocratie en Union soviétique ».

Le dissident soviétique a précisé que la commission médicale qui l'avait examiné à l'hôpital psychiatrique de Leningrad avait conclu qu'il souffrait de tendances à la schizophrénie, mais avait décidé cependant qu'il pouvait quitter l'hôpital.

A LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

« On ne saurait impunément faire obstacle à la détente »

déclare le représentant soviétique

De notre correspondante

Genève. — Les Etats-Unis et l'U.R.S.S. se sont vivement affrontés vendredi 4 mars, à Genève, à la commission des droits de l'homme des Nations unies.

Après avoir refusé de condamner l'Ouganda (*le Monde* du 3 mars), la commission est allée au plus facile : elle a condamné les gouvernements de la République Sud-Africaine et de la Rhodésie pour leur politique de répression. L'unanimité s'est faite au sein de la commission sur ce sujet : cela n'a pas empêché, paradoxalement, M. Zorine, chef de la délégation soviétique, de reprocher à la fois aux Etats-Unis de ménager « *les régimes racistes d'Afrique australe* » et de « *violer le principe de non-intervention dans les affaires intérieures d'un Etat* ». M. Zorine faisait allusion à l'initiative américaine proposant d'envoyer un télégramme à Moscou (*le Monde* daté 13-14 février) pour demander, au nom de la commission, des éclaircissements sur les poursuites intentées aux dissidents soviétiques. En outre, le représentant soviétique était particulièrement irrité par les nombreuses interventions, en coulisses, des militants du Batun (Mouvement de libération des pays baltes). Ceux-ci avaient réussi à présenter à des journalistes accrédités au Palais des nations un film sur les camps de travail forcé à Riga (Lettonie) et à remettre au président de la commission des droits de l'homme, M. Bosovic (Yougoslavie), une lettre demandant l'envoi d'une commission d'enquête dans les Etats baltes.

Toujours est-il que la détente, du moins verbale, n'est plus à Genève qu'un souvenir. « *Le représentant des Etats-Unis s'engage sur une voie glissante qui n'est pas sans danger pour la paix et pour les relations internationales* », a dit M. Zorine, ajoutant cette menace à peine voilée : « *On ne saurait impunément faire obstacle à la détente* ».

Quant aux dissidents, il ne s'agirait, selon lui, que de « *quelques individus qui ont contrevenu à la législation soviétique et qui ont reçu de l'argent étranger, notamment des dollars, des services secrets américains par l'intermédiaire de correspondants américains à Moscou expulsés depuis* ».

La demande américaine d'envoi d'un télégramme à Moscou remonte au 12 février et ne s'était heurtée alors qu'à la réprobation offensée de M. Zorine. Après trois semaines d'accalmie, elle a été reprise vendredi et appuyée par les autres délégués occidentaux, tandis que les représentants de la Biélo-Russie et de la Bulgarie, ainsi que l'observateur de l'Algérie s'y opposaient avec vigueur. La séance a été suspendue tard dans la soirée : en dépit des efforts du délégué bulgare pour amener la commission à renoncer à examiner l'initiative américaine, la discussion reprendra lundi.

ISABELLE VICHNIAC.

(1) Allemagne fédérale, Canada, Grande-Bretagne et Italie. La France n'est pas représentée à la commission des Droits de l'homme depuis la mort de M. René Cassin, qui a été remplacé par un délégué de l'Ouganda (*le Monde* du 8 février).

M. Vance répète que les prises de position de M. Carter ne nuisent pas aux relations entre Washington et Moscou

Washington (*A.F.P., U.P.I., Reuter*). — M. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat, a répété, vendredi 4 mars, au cours d'une conférence de presse que les prises de position de l'administration Carter en faveur des droits de l'homme ne nuisaient pas aux relations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. « *J'ai noté quelques commentaires critiques dans la presse soviétique à l'égard de notre action en faveur des droits de l'homme,* a dit M. Vance. *Mais, en même temps, j'ai également noté le profond désir des dirigeants soviétique de poursuivre les négociations en cours en vue du désarmement, en particulier du désarmement nucléaire.* » Le chef de la diplomatie américaine a estimé qu'il était nécessaire aux deux super-puissances de définir « *les règles de base* » devant gouverner la politique de détente. « *Nous devons parvenir à une signification de la détente* », a-t-il souligné.

M. Vance a, d'autre part, fait une ouverture en direction de Cuba, en affirmant qu'il n'y avait pas de conditions préalables à l'ouverture de discussions sur un certain nombre de questions d'intérêt commun. M. Vance a précisé que le respect des droits de l'homme à Cuba et la « *cessation des aventures cubaines à l'étranger* », telles que celle de l'Angola, ne constituaient pas de telles conditions préalables. M. Vance s'est déclaré favorable à l'ouverture « rapide » de négociations sur la délimitation des zones de pêche entre les deux pays. Il a aussi relevé une idée de M. Fidel Castro d'organiser des rencontres athlétiques entre les deux pays. (M. Kissinger, en 1975, avait interdit le voyage d'une équipe américaine de base-ball à La Havane.)

Le secrétaire d'Etat a, d'autre part, démenti des informations parues récemment dans la presse américaine, selon lesquelles M. Kissinger aurait conclu avec Pékin un accord secret prévoyant le resserrement des relations entre la Chine et les Etats-Unis, en échange d'une rupture progressive des liens unissant les Etats-Unis et Taïwan.

APRÈS LA RENCONTRE DE MADRID

Les dirigeants des pays socialistes sont perplexes devant l'eurocommunisme

De notre correspondant en Europe centrale

Varsovie. — La presse polonaise n'a donné encore que peu d'écho au « sommet eurocommuniste » de Madrid. Les journaux se sont contentés, jeudi 3 et vendredi 4 mars, de reproduire dans leurs pages intérieures une brève information — une vingtaine de lignes — de l'agence officielle PAP indiquant que cette rencontre était destinée à exprimer « *la solidarité des communistes français et italiens aux communistes espagnols et aux forces démocratiques de ce pays* ».

A Berlin-Est en revanche, l'annonce de la réunion de Madrid a été rapportée les mêmes jours en première page de *Neues Deutschland*, l'organe du P.C. Ce journal a reproduit intégralement la déclaration finale adoptée par MM. Berlinguer, Carrillo et Marchais (1).

La différence des réactions entre la presse est-allemande et celle de Pologne est révélatrice : elle montre l'incertitude avec laquelle les P.C. est-européens observent l'évolution du phénomène eurocommuniste. La réunion de Sofia, qui a rassemblé au même moment les secrétaires à l'idéologie et aux questions internationales de neuf pays socialistes, aura sans doute eu entre autres buts celui de tenter de définir une position commune de ces partis sur ce point.

La présence, pour la première fois depuis longtemps dans ce genre de consultations, d'un représentant roumain de haut rang, M. Burtica, membre du bureau permanent du comité politique exécutif, confirme que dans les circonstances actuelles Bucarest veut resserrer ses liens avec la « communauté socialiste ».

Il ne serait pas juste de prétendre que les P.C. au pouvoir en Europe de l'Est ne prennent pas au sérieux le phénomène eurocommuniste et ne s'en inquiètent pas, même s'ils contestent encore le mot et s'ils tentent parfois de se rassurer en expliquant que l'évolution des P.C. italien, espagnol et français serait essentiellement due à l'existence dans ces pays de conditions politiques et nationales différentes de celles régnant en Europe de l'Est.

La crainte d'une scission

En réalité, les dirigeants des pays socialistes sont obligés de constater qu'en dépit de la conférence de Berlin, en juin dernier, le mouvement communiste en Europe est menacé d'une scission. Cette inquiétude apparaît dans un exposé fait le 10 janvier devant des cadres du parti socialiste unifié est-allemand par M. Hermann Axen, membre du bureau politique et secrétaire du comité central, et publié à Berlin-Est à la mi-février. M. Axen évoquait à plusieurs reprises les dangers de « division » (Spaltung) dans le mouvement communiste européen, et, s'il se félicitait de l'échec de ces tentatives, il n'en notait pas moins que la situation actuelle était « compliquée ».

Même si la déclaration de Madrid est le fruit d'une habileté tactique évidente de ses signataires (le respect des droits civiques en Europe de l'Est n'y est pas expressément mentionné), et même si elle est le résultat d'un compromis inévitable entre des positions reflétant des états d'évolution politique différents, elle n'a pas rendu le dialogue plus facile entre les grands P.C. d'Europe occidentale et les partis « frères » de l'Est. L'énumération des droits et libertés qui devront exister dans la « société nouvelle » que les communistes espagnols, italiens et français proposent aux autres « forces démocratiques » de créer avec eux est en effet une dénonciation plus terrible de l'absence de la plupart de ces droits et libertés, et donc de démocratie, en Europe de l'Est qu'aurait pu l'être la critique de tel ou tel aspect de la vie politique de ces Etats.

Avec ses limites et ses insuffisances, la déclaration de Madrid confirme néanmoins le jugement porté récemment par M. Franz Marek, ancien dirigeant du P.C. autrichien et aujourd'hui marxiste indépendant, dans sa revue *Wiener Tagebuch* (mars 1977) : « *L'eurocommunisme ne représente pas seulement une stratégie fondamentalement différente de celle qui a été utilisée dans les pays est-européens, elle signifie aussi une conception fondamentalement différente du socialisme, c'est-à-dire une conception socialiste qui ne peut pas renoncer à une analyse approfondie du régime des Etats d'Europe* de l'Est. »

Chance ou défi ?

L'emploi par les dirigeants des trois P.C. occidentaux à Madrid du terme d'eurocommunisme sans les restrictions dont ils l'avaient encore accompagné lors de la conférence de Berlin devrait rendre plus difficile à l'avenir le genre d'articles qui ont fleuri ces derniers temps en Europe de l'Est, et où l'on affirmait qu'il s'agissait-là d'une « fiction » ou d'une notion « *fabriquée par la propagande bourgeoise et n'offrant pas une solution alternative socialiste* » (*Tarsadalmi Szemle*, organe théorique du P.C. hongrois, n° 1 de février). Qu'ils le veuillent ou non, les idéologues de l'Est devront bien à l'avenir abandonner ces débats purement formels pour se confronter à la réalité.

L'eurocommunisme pose un problème aigu aux dirigeants du monde communiste dans la mesure où : 1) il représente concrètement l'expression d'une volonté d'autonomie non seulement diplomatique, comme celle des Roumains, mais idéologique et politique de certains P.C. vis-à-vis de Moscou ; 2) il s'engage dans la recherche d'une nouvelle interprétation des rapports entre la démocratie et le socialisme.

Les partis communistes au pouvoir s'enfermeront-ils dans une défense têtue du système largement autoritaire appelé « socialisme réel » qu'ils ont instauré dans leur pays, ou bien comprendront-ils le défi qui leur est ainsi lancé comme une chance à saisir pour entreprendre certaines réformes particulièrement urgentes ?

Les nécessités de la détente peuvent-elles être compatibles pour l'Est avec une lutte idéologique sur deux fronts contre l'Ouest (contre la bourgeoisie et contre l'eurocommunisme) ? Le débat est ouvert. On peut en tout cas déjà constater avec M. Franz Marek déjà cité, que les trois grands partis communistes d'Europe occidentale sont aujourd'hui allés « *plus loin dans leur autonomie vis-à-vis de Moscou que les grands partis sociaux-démocrates dans leurs rapports avec les Etats-Unis* ». La conséquence de cette évolution sont pour beaucoup encore imprévisibles.

MANUEL LUCBERT.

(1) La presse soviétique n'a pas encore mentionné cette rencontre.

Yougoslavie

Les États-Unis exigent de nouvelles garanties avant de transférer de la technologie nucléaire

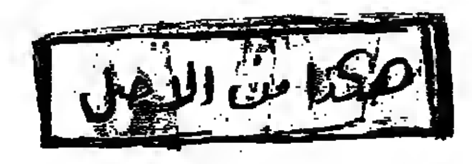
De notre correspondant

Belgrade. — Un différend inattendu vient de surgir entre les gouvernements de Belgrade et de Washington. Il risque d'avoir pour conséquence l'interruption des travaux de construction de la première centrale nucléaire yougoslave, commencée en 1975 à Krsko, petite localité située à la frontière des républiques fédérées de Slovénie et de Croatie. Aux termes d'un contrat signé en 1974, les Etats-Unis s'étaient engagés à financer (700 millions de dollars) la construction de la centrale de Krsko d'une puissance de 644 mégawatts et la firme Westinghouse à transférer de la technologie nucléaire. Les Etats-Unis exigent maintenant de nouvelles garanties. C'est ce qu'a indiqué la semaine dernière à M. Milos Minitch, ministre yougoslave des affaires étrangères, M. George Vest, assistant du secrétaire d'Etat américain, qui s'était rendu à cet effet à Belgrade.

M. Vest a insisté sur la volonté de l'administration du président Carter d'empêcher « à tout prix » les risques de prolifération nucléaire, notamment lors du processus de transfert de la technologie nucléaire. Selon les milieux informés, M. Minitch a rappelé à son interlocuteur que la Yougoslavie avait accepté en 1974 toutes les garanties demandées par la partie américaine, de même que celles prévues par l'organisation internationale de Vienne, et qu'elle ne voyait donc pas la nécessité de modifier le contrat. La mise en marche de la centrale de Krsko était prévue pour 1980.

En faisant obstacle — sous prétexte d'empêcher la prolifération des armes atomiques — à l'exportation de cette technologie dans les pays sous-développés, les puissances nucléaires, dit-on ici, cherchent à en conserver le monopole.

PAUL YANKOVITCH.



EUROPE

ET LES RELATIONS EST-OUEST

MINISTRE D'ÉTAT DU GOUVERNEMENT DE BONN

M. Wischnewski a reçu M. Amalrik au siège du parti social-démocrate

De notre correspondant

Bonn. — Arrivé le mercredi 2 mars dans la capitale fédérale allemande, M. André Amalrik a été reçu vendredi par M. Hans Jürgen Wischnewski, ministre d'État à la chancellerie. Il avait exprimé l'intention de rencontrer le chancelier Schmidt, mais celui-ci n'a pas donné suite à sa demande afin de ne pas indisposer les Soviétiques.

Pour marquer le caractère en quelque sorte « privé » de l'entretien, le ministre d'État n'a pas reçu M. Amalrik dans son bureau de la chancellerie, mais au club du parti social-démocrate. Après un échange de vues de trois quarts d'heure, M. Almarik a déclaré que le gouvernement fédéral allemand appuyait la politique du président Carter dans sa défense des droits de l'homme partout dans le monde.

M. Amalrik a été reçu ensuite par M. Egon Bahr, secrétaire général du S.P.D. Il aurait eu auparavant de nombreuses conversations avec les dirigeants de la démocratie chrétienne.

En fait, le gouvernement de Bonn parvient mal à cacher son embarras. Sans doute regarde-t-il avec sympathie le Mouvement pour la défense des droits de l'homme en Union soviétique comme dans les autres pays socialistes, et il ne peut refuser de lui apporter publiquement son soutien. Mais il sait, d'autre part, que la poursuite de sa politique à l'Est, qui connaît actuellement des difficultés, mais qui seule peut permettre la détente entre les deux États allemands, dépend de ses relations avec l'Union soviétique.

Or depuis plusieurs mois déjà une détérioration sensible est perceptible ; la visite que M. Brejnev devait faire à Bonn à la fin de l'année dernière a été ajournée *sine die*.

DANIEL VERNET.

Mme Stern demande à MM. Giscard d'Estaing Marchais et Mitterrand d'intervenir en faveur de son mari

De notre correspondant

Moscou. — Mme Ida Stern, la femme du docteur Mikhaïl Stern, qui a été condamné, le 31 décembre 1974, par un tribunal de Vinnitza (Ukraine) à huit ans de détention dans un camp de travail à régime sévère, a donné une conférence de presse, vendredi 4 mars, à Moscou. Elle a notamment annoncé qu'elle avait lancé un appel aux présidents Giscard d'Estaing et Carter, ainsi qu'à MM. François Mitterrand et Georges Marchais, afin qu'ils interviennent en faveur de son mari, auquel elle n'a pas pu rendre visite le mois dernier.

Selon Mme Stern, les autorités policières lui ont proposé de libérer son mari, à condition qu'elle intervienne auprès de lui pour le convaincre de reconnaître qu'il avait reçu des pots-de-vin, au cours des trente années pendant lesquelles il a exercé la médecine à Vinnitza. Cette démarche des autorités s'expliquerait, selon Mme Stern, par leurs préoccupations avant l'ouverture, le 24 mars à Amsterdam, d'un « procès » symbolique, au cours duquel doit être réexaminé le cas du docteur. Au cours de son procès, le docteur Stern, qui est juif, a toujours nié les accusations portées contre lui et a affirmé qu'on lui reprochait en fait de ne s'être pas opposé au départ de ses fils pour Israël. Les dénégations du médecin ont été confirmées par la quasi-totalité des témoins de l'accusation qui sont revenus sur leurs « déclarations » faites à l'instruction. Le compte rendu de ce procès kafkaïen a été publié en français sous le titre *Un procès ordinaire en U.R.S.S.*, par les éditions Gallimard (*le Monde* du 23 octobre 1976).

Voici le texte de l'appel adressé à MM. Giscard d'Estaing, Mitterrand et Marchais. Il nous a été remis en français, et nous en respectons la rédaction parfois maladroite. L'appel adressé au président Carter est similaire, exception faite du passage dans lequel Mme Stern évoque le prochain voyage de Brejnev en France.

« Moi, femme d'un prisonnier soviétique victime de l'injustice, le docteur Mikhaïl Stern, emprisonné dans un camp de travail forcé à Kharkov, fais appel à vous et, par votre intermédiaire, au peuple français, afin de faire tout votre possible et l'impossible pour sauver la vie de mon mari. Victime innocente d'une administration aveugle, de l'hypocrisie et de la violation des droits fondamentaux de l'homme, voici trois ans consécutifs que mon mari est emprisonné de façon inhumaine.

» Agé bientôt de soixante ans, sérieusement malade, il peut mourir à tout moment : aujourd'hui, demain, ou le jour où M. Brejnev se rendra en visite dans votre pays, au mois de juin.

» Je suis certaine de la grande et noble lutte du peuple français pour la réhabilitation de mon mari.

» Je crois que ma voix solitaire dans ce silence peut être entendue.

» J'espère que nous vivrons.

» Sauvez-nous.

« 1er mars 1977. »

J. A.

● *Epuisé par plus de dix heures d'interrogatoires*, jeudi 3 mars, M. Jan Patocka, porte-parole de la Charte 77, a été hospitalisé vendredi matin, a indiqué sa famille. Il semble qu'il souffre d'une insuffisance cardiaque. Il avait été conduit jeudi au centre pénitentiaire de Ruzyne, dans la banlieue de Prague, pour y être entendu sur l'organisation de son entrevue avec le ministre des affaires étrangères néerlandais, M. Max Van Der Stoel, mardi, à l'hôtel Intercontinental. De son côté, la télévision de Prague a qualifié d'« *ingérence sans précédent dans les affaires intérieures tchécoslovaques* » l'entrevue entre le ministre néerlandais et M. Patocka. — *(A.F.P.)*

Italie

« EPPUR, SI MUOVE... »

(Suite de la première page.)

Grâce à quoi, l'Italie peut vendre aujourd'hui, à l'étranger notamment, divers articles d'habillement, des souliers et des collants, à des prix qui rappellent ceux que l'on pratique à Hongkong ou à Macao. Les rentrées de devises ainsi assurées ne sont pas négligeables, et le pouvoir ferme les yeux. Il n'a d'ailleurs pas les moyens de faire autrement.

Malgré des progrès spectaculaires dans le Sud, et notamment à Naples, ce sous-prolétariat échappe largement au parti communiste, dont la clientèle de base se recrute au sein du million d'ouvriers de la grosse industrie, et d'une manière plus générale de la main-d'œuvre du secteur dit « protégé », qui bénéficie tant de l'échelle mobile des salaires que de la garantie quasi absolue de l'emploi : celle-ci est telle que l'on voit des employés qui cessent de travailler vendre leur poste de travail comme ailleurs on cède une charge d'officier ministériel.

Le P.C.I. a aussi une forte audience auprès d'un « establishment » intellectuel qui, dans l'ensemble, ne vit pas trop mal, et la rigueur de sa gestion municipale et régionale lui vaut les sympathies d'une partie de la classe moyenne éprise d'ordre et écœurée par la corruption de trop d'élus du centre gauche. Son drame est qu'il est devenu un parti trop nombreux pour n'être pas agité de courants divers. Et trop institutionnel pour pouvoir rallier ceux qui, étudiants ou *disoccupati*, n'attendent plus rien de l'État. Le vieux fond anarchiste remonte sous toutes les formes, pittoresques ou violentes, de la dérision et de l'agitation à la base, jusqu'à inspirer un groupe comme celui des « Indiens métropolitains », qui se peignent le visage et s'habillent de la manière la plus extravagante.

Conscient au plus haut point de la fragilité de cet État ; redoutant que son écroulement n'amène au pouvoir, en fin de compte, qu'un émule de Pinochet ; persuadé que les États-Unis et l'Europe ne sont pas le moins du monde disposés à laisser le communisme s'établir dans la péninsule ; et ne sachant plus très bien d'ailleurs ce que signifie le communisme, à partir du moment où la référence soviétique a perdu tout attrait, le P.C.I. est plus que jamais convaincu que le seul remède est l'union nationale pour le salut public.

D'où son insistance sur la notion de gouvernement d'« émergence », rassemblant tous les partis de l'« arc constitutionnel » : tout le monde sauf les fascistes et l'extrême gauche. Et ils poussent l'attention jusqu'à soigneusement éviter — à la différence des radicaux, formation non conformiste qui rend à ce mot tout son sens étymologique, toute implication du président de la République dans l'affaire Lockheed. Outre que rien ne prouve sa culpabilité, ils font valoir qu'il serait singulièrement dangereux, pour les institutions, de mettre en cause le chef de l'État. Il suffit d'imaginer ce que feraient les communistes français, si jamais une situation analogue se présentait chez nous, pour mesurer la distance qui, malgré tout ce qu'on raconte sur l'« eurocommunisme », les sépare de leurs camarades transalpins...

Les difficultés des socialistes

Une telle modération ne provoque pas seulement les sarcasmes de l'extrême gauche. Elle suscite des réserves à la base du parti, surtout chez les jeunes, dont on dit que beaucoup seraient en train de se radicaliser au point d'exprimer une nostalgie du stalinisme, de sa dureté idéologique, de son refus de toute compromission avec le pouvoir bourgeois, de son aptitude à établir l'ordre. Pour le moment la direction du P.C.I. tient bon et a réussi à décourager les mouvements de protestation contre l'austérité envisagés par certains syndicalistes. Mais elle est bien consciente, surtout depuis les incidents de l'université de Rome, du risque grandissant où elle se trouve de se laisser déborder sur sa gauche. Or c'est un danger qu'aucun parti communiste n'a jamais accepté de courir. La tentation sera forte, dans les jours qui viennent, pour M. Berlinguer et ses camarades, de radicaliser quelque peu leur position, au moins sur des points qui ne touchent pas directement le sauvetage économique de la nation. Ainsi de la réforme des universités proposée par le ministre de l'éducation, M. Malfatti, et qui a provoqué l'occupation d'une série de bâtiments universitaires dans tout le pays.

Le P.C.I. n'est pas seul à avoir des ennuis avec la gauche. Le parti socialiste, avec lequel la D.C. ne demande qu'à reconstituer un cabinet de centre gauche, qui disposerait, lui, d'une petite majorité à la Chambre, est profondément divisé à propos de l'affaire Lockheed. Une partie de sa base, de plus en plus attirée vers la gauche, reproche à la direction — et notamment au secrétaire général, M. Craxi — d'avoir voté contre la mise en cause, approuvée par le P.C.I., de l'ancien président du conseil Mariano Rumor, lequel a été blanchi par la commission d'enquête à une voix de majorité. Des fédérations provinciales ont déploré cette attitude, et un groupe de militants a occupé pendant quelques jours le siège central du parti. Cette grogne paraît singulièrement limiter, pour le moment, les chances de voir le P.S.I. faire sa rentrée au gouvernement, même sous la forme discrète, envisagée un moment, de quelques « techniciens » socialisants.

C'est dans ce climat finalement assez tendu qu'ont repris les négociations sur l'octroi par le Fonds monétaire international d'un crédit de 530 millions de dollars. Jusqu'à présent, l'Italie n'a pas voulu — ou pas pu — fournir au F.M.I. les contreparties qu'il réclamait : diminution des coûts du travail, réduction de la dette publique. L'ambition de M. Andreotti, c'est de restaurer progressivement la confiance de l'étranger dans les possibilités de son pays. Il se déclare résolu à ramener le taux annuel d'inflation de 20 % à 16 %, se flatte d'avoir suscité, grâce à l'amnistie un important mouvement de retour des capitaux émigrés, et, patiemment, avec une prudence de serpent, fait adopter certaines mesures d'assainissement indispensables, certes, mais loin encore d'être vraiment cohérentes. C'est ainsi que l'État prendra provisoirement à sa charge une partie des charges sociales des entreprises, à condition que celles-ci renoncent à augmenter les salaires de leur personnel.

A chaque moment, à la vérité, le président du conseil risque de dépasser la limite au-delà de laquelle les communistes se trouveront dans l'impossibilité de le soutenir. La crainte qu'éprouve le P.C.I. de perdre du terrain lors d'éventuelles élections peut se trouver en effet compensée par celle d'en perdre davantage encore s'il se laisse faire. Jusqu'à présent, cependant, la tactique du salami a bien réussi à M. Andreotti.

L'Italie, qui n'a jamais été aussi politisée, bouillonne de passions. Elle n'est pas près de surmonter l'énorme contradiction entre un Nord industrialisé qui ne regarde que vers l'Europe et un Sud qui se sent méprisé, exploité, traité en pays du tiers monde. Elle est affligée d'une dette extérieure de l'ordre de 17 milliards de dollars, que ne compensent pas les 9 milliards de crédits ouverts aux pays de l'Est et à divers autres États de la planète. Mais elle n'a rien perdu de sa capacité d'adaptation. « *L'Angleterre a des institutions, mais elle n'a plus d'économie*, nous disait un jour M. Guido Carli, l'ancien gouverneur de la Banque d'Italie, devenu président du patronat de la péninsule. *Nous n'avons toujours pas d'institutions, mais nous avons une économie.* » Et c'est ainsi que, tant bien que mal, les Italiens se débrouillent avec ce qu'ils ont et avec ce que les autres veulent bien leur prêter. Ils manifestent un esprit d'invention qui se manifeste dans tous les domaines. Il n'est pas nécessaire d'insister sur le foisonnement de la vie culturelle. Il en est de même de la vie religieuses avec l'entrée en force dans la jeunesse d'un mouvement très original, mais aussi passablement ambigu, de ferveur et d'action sociale comme Communion et Libération. Et la carence de l'État a pour conséquence l'apparition d'innombrables structures de substitution autogérées à l'échelon des quartiers, des entreprises, des groupes de citoyens de tous ordres.

« *Cela peut durer longtemps, si on ne fait pas d'omelette avant* », disait Robert Desnos dans *le Pélican de Jonathan*. Galilée n'a peut-être jamais prononcé les mots que lui prête la légende : « Et pourtant, elle bouge (la Terre), « *Eppur, si muove...* » Mais on pourrait appliquer ce jugement à l'Italie. Depuis le temps qu'elle est au bord du naufrage, elle s'obstine à tourner, et les Italiens à vivre.

ANDRÉ FONTAINE.

Espagne

Un parti du gouvernement ?

(Suite de la première page.)

Ayant grandi dans le sérail du Mouvement — dont le démantèlement reste à réaliser alors que les élections générales doivent avoir lieu en principe dans trois mois, — M. Suarez excelle précisément aux jeux de prince, aux contacts de coulisses et aux opérations de couloirs. Si l'on en croit la presse, la création de la nouvelle Fédération sociale indépendante vise à la formation d'une « *puissante option électorale de centre gauche* ». Il s'agirait à la fois de rejeter le plus à droite possible l'Alliance populaire de MM. Fraga et Lopez Rodo, qui peut effectivement séduire de larges secteurs d'une opinion fondamentalement conservatrice, et d'occuper un espace politique convoité par les formations centristes, les démocrates chrétiens et les différents petits groupes sociaux-démocrates.

Dans cette perspective, la récente et surprenante légalisation du secteur dit « historique » du P.S.O.E., parti socialiste ouvrier espagnol, n'apparaît plus tout à fait comme une « fausse manœuvre », ainsi que le laisse entendre en privé M. Adolfo Suarez, mais comme un élément d'un vaste opération politique, soutenue par des hommes du gouvernement.

C'est ainsi que M. Rodolfo Martin Villa, ministre de l'intérieur, est singulièrement actif ces derniers jours. C'est lui qui a annoncé la légalisation du « secteur historique » du P.S.O.E. sous son sigle concurrentiel avec celui des amis de M. Felipe Gonzalez, le seul jusqu'à présent à disposer du soutien officiel de l'Internationale socialiste. Il n'est pas encore certain que M. Martin Villa, qui aurait, d'autre part, rencontré M. Socias Humbert, le maire de Barcelone, ait pris cette décision blessante pour le P.S.O.E. « rénové » avec ou sans l'accord de M. Suarez. Mais il est acquis, en revanche, que le ministre de l'intérieur, dont la réputation d'obstination n'est plus à faire, utilise résolument les structures toujours solides de l'appareil syndical officiel pour « lancer » la nouvelle Fédération sociale indépendante.

« Les hommes de M. Martin Villa »

Des dirigeants syndicaux verticaux connus, des membres des Cortès ayant pris l'étiquette « indépendante » : ceux que l'on appelle à Madrid « les hommes de Martin Villa », pourraient faire entrer dans leur formation le secteur « historique » du P.S.O.E. (hostile à toute collaboration avec les communistes, à la différence du P.S.O.E. « rénové ») et des petits groupes sociaux démocrates modestes, mais remuants, dirigés par MM. Garcia Lopez et Lasuen, connus pour leur anticommunisme.

« *Après l'eurocommunisme*, dit un humoriste, *nous allons avoir l'eurofranquisme...* » Pour certains, l'opération vise en fait à la création d'un véritable parti de gouvernement, « *néo-franquiste et démocrate de centre gauche* », et d'ajouter : « *C'est la version espagnole du parti révolutionnaire institutionnel du Mexique.* »

Le moment pour lancer cette offensive n'est pas mal choisi. A droite, l'Alliance populaire, dont le congrès commence ce samedi à Madrid, a le vent en poupe, alors que le Centre démocratique de MM. de Areilza et Pio Cabanillas paraît manquer de dynamisme. Le parti communiste, qui attend une légalisation, maintenant improbable dans des délais rapides, est sur la touche par la force des choses. Les gauchistes, dont les statuts pourtant en conformité avec la loi, ont été repoussés par le ministère de l'intérieur, hésitent sur la meilleure tactique. Le parti socialiste de M. Felipe Gonzalez est en crise : radicalisation de la base, sortie de la commission exécutive des éléments sociaux-démocrates comme M. Miguel Boyer, tensions internes, mise en cause de la direction.

M. Gonzalez, qui avait adopté une posture « triomphaliste » après le congrès du parti, en décembre dernier, et prétendait regrouper toutes les familles socialistes espagnoles sous sa bannière, doit aujourd'hui se montrer plus conciliant.

Mais il est peut-être un peu tard. On affirme en effet dans les milieux bien informés que MM. Willy Brandt et Helmut Schmidt, grand bailleurs de fonds et « conseillers » du parti de M. Gonzalez, ne sont pas très satisfaits de l'orientation actuelle du parti socialiste espagnol et envisagent une « *révision déchirante* » de leur appui.

Iront-ils jusqu'à favoriser un regroupement social-démocrate qui comblerait les vœux du ministre espagnol de l'intérieur ? L'opération prendrait alors une tout autre envergure et justifierait les critiques acerbes des éditorialistes espagnols qui parlent de formation d'un « *groupe social démocrate jeune* » et signalent le danger qu'« *un tel parti de gouvernement ferait courir à la monarchie* ».

MARCEL NIEDERGANG.

● *M. Felipe Gonzalez*, secrétaire général du parti socialiste ouvrier espagnol « rénové », a une nouvelle fois, vendredi 4 mars, menacé le gouvernement de boycotter les prochaines élections législatives si la campagne électorale n'était pas régulière ou si les « néo-démocrates » étaient favorisés, notamment à la radio et à la télévision. M. Gonzalez a fait ces déclarations dans le discours d'ouverture du congrès de sa fédération madrilène. — *(A.F.P.)*

● *M. André Bettencourt* représentera, à titre personnel, les républicains indépendants français au congrès de l'Alliance populaire, la formation ultra-conservatrice de MM. Fraga et Lopez Rodo samedi et dimanche à Madrid.

● *Un « Mouvement chrétien européen »* (M.C.E.) vient d'être créé à Lille (siège social : 113, rue de Jemmapes). Son but est notamment de procéder à des échanges de vues sur l'avenir de l'Europe et de fortifier la construction communautaire par tous les moyens, le meilleur dénominateur entre les peuples paraissant être, pour ses animateurs, l'esprit chrétien.

Belgique

M. TINDEMANS TENTE DE RÉTABLIR LA PARITÉ LINGUISTIQUE AU SEIN DU GOUVERNEMENT

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — La mise à l'écart par M. Tindemans de deux de ses ministres wallons, que le roi a relevés de leurs fonctions, MM. Moreau et Bertrand (*le Monde* du 5 mars), risque de rallumer les passions linguistiques. Le premier ministre accélère ses négociations pour rétablir l'équilibre entre ministres flamands et wallons au sein de son cabinet, la parité linguistique étant expressément inscrite dans la Constitution.

Vendredi matin 4 mars, deux ministres flamands, MM. Geens et Kempinaire, les benjamins du gouvernement, ont été priés, pour rétablir l'équilibre linguistique, de ne pas participer, provisoirement au conseil des ministres.

Dans ce climat, des élections législatives anticipées deviennent inévitables. Le parti social chrétien francophone insiste pour que le nouveau gouvernement dispose d'une majorité, non seulement à l'échelle nationale, mais aussi dans les régions, en Wallonie comme en Flandre. La dissolution des Chambres pourrait, cependant, n'intervenir qu'après Pâques.

P. D. V.

Grande-Bretagne

400 000 F POUR UN TABLEAU SIGNÉ WINSTON CHURCHILL...

(De notre correspondant.)

Londres. — Lady Churchill, qui a aujourd'hui quatre-vingt-onze ans, n'est pas précisément dans la misère : elle habite, près de Hyde Park, un vaste appartement qui lui coûte quelque 8 000 livres par an (1), elle emploie une secrétaire, deux bonnes philippines et une infirmière. Mais « Winnie » avait toujours vécu au-dessus de ses moyens. En dépit des revenus que lui ont rapportés ses Mémoires de guerre, il n'a laissé à sa mort, en 1965, qu'une cinquantaine de milliers de livres. Les revenus d'un modeste portefeuille de titres mis à part, Lady Churchill ne touche aujourd'hui qu'une pension d'État de 15 livres 30 pence par semaine (129 F).

Vendredi 4 mars, deux tableaux signés de Winston Churchill ont été vendus aux enchères chez Christie's, à des prix qui ont étonné les spécialistes : une vue de Mimizan a atteint 48 000 livres. Avec une toile du Palais des Papes à Avignon et trois tableaux d'autres peintres appartenant à sa collection, Lady Clementine a obtenu au total 86 000 livres.

La *Vue* de Mimizan a été achetée par un collectionneur canadien, *Le Palais des Papes* ira au musée du sultanat de Brunei, où sont déjà réunis des lettres, des chapeaux, des livres et des cannes ayant appartenu à Churchill.

J. W.

ASIE

Pakistan

Les élections législatives revêtent l'aspect d'un plébiscite en faveur de M. Bhutto

Pour la première fois depuis six ans, des élections générales ont lieu au Pakistan : le lundi 7 mars, pour le renouvellement de l'Assemblée nationale ; le 10 mars, pour celui des parlements provinciaux (sauf au Cachemire, sous administration pakistanaise, dont le statut est particulier). Le Parti du peuple pakistanais (P.P.P.) avait gagné les élections de 1970 au Pakistan occidental, mais il ne put profiter de sa victoire qu'après que les militaires, discrédités par la défaite au Bangladesh (ancien Pakistan oriental), eurent cédé le pouvoir à M. Bhutto.

De notre envoyé spécial

Islamabad. — « *Si elle parvenait au pouvoir, l'opposition ne pourrait s'y maintenir que quelques mois, tant les divergences entre ses composantes sont grandes* ». Cette récente mise en garde de M. Bhutto, premier ministre, président du P.P.P., visait à faire réfléchir les électeurs sur la menace d'un retour de l'armée sur la scène politique en cas de victoire de ses adversaires.

Associant manière forte et habileté politique, M. Bhutto est parvenu à maintenir pendant cinq ans l'unité nationale, malgré l'existence d'importants courants régionaux centrifuges. Mais l'état d'urgence n'est pas pour autant levé, et le parti national Awami (P.N.A.), naguère très influent dans les deux provinces voisines de l'Afghanistan, et interdit en 1974, en raison de ses options autonomistes considérées par Islamabad comme « *sécessionnistes* », est toujours hors la loi. Ses principaux dirigeants demeurent en prison. Tirant les conséquences de cette situation, et prenant prétexte du maintien de forces armées au Baloutchistan, l'opposition boycotte les scrutins dans cette province.

Surenchères verbales

Sans doute M. Bhutto a-t-il beau jeu d'affirmer que cette opposition présente une simple unité de façade. Du moins est-elle là pour dénoncer les abus du régime et la corruption à laquelle il n'a pas échappé. Mais l'Alliance nationale pakistanaise — amalgame formé par neuf mouvements conservateurs, religieux, ultramusulmans, et comprenant aussi un groupe plus libéral présidé par un ancien général d'armée aérienne, M. Asghar Khan, et quelques membres du P.N.A. qui n'ont pas été arrêtés — mène un combat avant tout réactionnaire. Son programme s'inspire d'une interprétation rigoriste du Coran (prohibition des boissons alcoolisées, séparation des sexes dans les écoles). Il est cependant un peu plus audacieux que celui du P.P.P. en matière de réforme foncière et constitue d'autre part un plaidoyer en faveur de l'entreprise privée.

Cela a conduit le chef du gouvernement, qui a reçu récemment M. Arafat, à se livrer à quelques surenchères verbales pour assurer la population de ses bons sentiments islamiques. Décision symbolique : le vendredi, et non plus le dimanche, sera bientôt le jour de repos hebdomadaire. De même, M. Bhutto a tenté ces dernières semaines de satisfaire la plupart des couches de l'électorat. Le P.P.P. a perdu du terrain en milieu urbain, où la bourgeoisie d'affaires voue aux gémonies sa politique économique et sociale. En revanche, la paysannerie — qui constitue la majorité de la population — devrait bénéficier de réformes importantes si les promesses électorales sont tenues : distribution de domaines publics, abaissement du plafond de la propreté terrienne.

De nouvelles dispositions sociales ont également été prises en faveur des ouvriers. L'armée a reçu l'assurance que les industries d'armements seraient développées — pour faire pièce à l'Inde — et que les achats de matériels modernes seraient poursuivis et diversifiés. Enfin, le mot socialisme ne fait pas partie comme autrefois des slogans du P.P.P., dont les représentants se recrutent parmi les notables locaux. L'appareil de propagande du régime — radio, télévision, presse écrite de langue anglaise — est, bien entendu, entièrement au service du parti gouvernemental.

L'opposition ne comprend aucune personnalité de l'envergure du premier ministre, et celui-ci s'étant engagé à fond pendant la campagne électorale, parfois marquée par des violences, la consultation revêt finalement l'aspect d'un plébiscite. M. Bhutto affirme que la victoire ne fait pas de doute. Ses adversaires s'estimeraient satisfaits s'ils obtenaient un tiers des voix et s'ils pouvaient, par la suite, se faire entendre au Parlement.

GÉRARD VIRATELLE.

Thaïlande

BANGKOK A SIGNÉ UN ACCORD AVEC LA MALAISIE POUR LUTTER CONTRE LA GUERILLA COMMUNISTE

Bangkok (A.F.P.). — Le « droit de poursuite » des forces armées thaïlandaises en Malaisie et vice versa a été officialisé, vendredi 4 mars, par la signature d'un accord entre les ministres des affaires étrangères des deux pays. L'accord prévoit la possibilité, pour l'armée de l'un ou l'autre des deux pays de traverser la frontière — longue d'environ 300 kilomètres — en vue de combattre les maquis communistes. Des opérations de trois types sont prévues : les opé... « ...nées » et « unilatérales ».

D'autre part, le ministre de l'intérieur thaïlandais, M. Samak Sundaravej, a annoncé vendredi que désormais tous les nouveaux réfugiés laotiens en Thaïlande seraient emprisonnés.

Le ministre a rappelé à ce sujet que le gouvernement avait décidé, en août 1976, de faire passer en jugement pour entrée illégale tous les Indochinois qui affluent dans le pays.

Depuis 1975, la Thaïlande doit héberger plus de soixante-quinze mille réfugiés en provenance du Laos, du Vietnam et du Cambodge. Le gouvernement a décidé qu'il ne construirait pas davantage de camps pour ces expatriés. Les autorités de Bangkok ont annoncé vendredi que vingt Vietnamiens venaient de débarquer sur la côte thaïlandaise à bord d'un chalutier. Selon des représentants de l'ONU, plus de cinq mille Vietnamiens ont gagné la Thaïlande par la mer depuis le changement de régime dans leur pays.

● *Le haut commissariat de l'ONU aux réfugiés*, qui a besoin de plus de 14 millions de dollars pour maintenir pendant toute l'année 1977 l'aide aux réfugiés indochinois, dont la plupart — 77 000 — vivent en Thaïlande, a lancé le jeudi 3 mars un appel à des contributions. — *(Reuter.)*

AMÉRIQUES

Etats-Unis

A propos de porte-avions nucléaires

M. Carter s'oppose à son ancien « patron » l'amiral Rickover

La Chambre des représentants, en décidant jeudi 3 mars par 252 voix contre 161 de réduire les dépenses consacrées à la construction de porte-avions à propulsion nucléaire d'un tonnage lourd, a mis fin (si cette détermination est maintenue dans les votes suivants) à toute une époque de la marine de guerre américaine. Les représentants ont nettement fait entendre leur voix dans le débat déjà ancien entre les partisans des grands porte-avions nucléaires et ceux qui, comme M. Jimmy Carter, estiment ces géants des mers trop vulnérables aux missiles soviétiques, et leur préfèrent des porte-avions plus petits, dits d'« *attaque* ». Les congressistes, en suivant l'avis de M. Carter, lui-même ancien officier de marine, ont manifesté leur préférence pour ces porte-avions d'« attaque », qui ne transportent que des avions à décollage vertical ou des hélicoptères, ce qui leur permet des dimensions plus restreintes et un outillage moins lourd (la catapulte, notamment, qui sert au décollage des avions traditionnels, devenant inutile).

L'ironie du sort a voulu que dans cette affaire M. Carter s'oppose à son ancien « patron » de la marine, l'amiral Hyman Rickover, « père » des sous-marins nucléaires, et l'un des esprits les plus originaux de la marine américaine. L'amiral Rickover, qui vient d'avoir soixante-dix-sept ans et qui a victorieusement résisté à toutes les tentatives qui ont été faites de le mettre à la retraite, était en effet un partisan déclaré des grands porte-avions nucléaires de type *Nimitz* (comparables au *Foch* et au *Clemenceau* français, bien que ceux-ci soient à propulsion classique et relativement plus petits).

Dans son autobiographie *Why not the best* (*le Meilleur de nous-même*, dont il doit le titre à l'amiral Rickover), M. Carter révèle que l'amiral est — avec son propre père — l'homme qu'il a le plus admiré dans sa vie.

Les projets de M. Carter ne peuvent cependant que faire grincer les dents de l'amiral : abandonner la construction prévue de quatre porte-avions à propulsion nucléaire de type *Nimitz* et les remplacer par deux porte-avions plus petits, à propulsion classique. Il est vrai que M. Carter, à la différence de l'amiral Rickover, et malgré son passé d'officier sur un sous-marin nucléaire, marque depuis un certain temps quelque méfiance à l'égard de l'énergie atomique dans tous les domaines, civils et militaires. — D. Dh.

● M. ABRAHAM BEAME, MAIRE DE NEW-YORK, a inauguré, vendredi 4 mars, une « Semaine française à New-York ». Un grand nombre d'établissements scolaires et d'universités de la ville doivent organiser, au cours de cette semaine, des concours de récitations, des expositions de dessins, des débats sur des livres, des présentations de pièces de théâtre et de films français. La libération par la France du dirigeant palestinien Abou Daoud, qui, il y a un mois, fut très critiquée aux Etats-Unis et à New-York en particulier, semble oubliée sinon pardonnée. — *(Corresp.)*

Argentine

Les syndicats préparent une négociation avec le gouvernement

Buenos-Aires (*A.F.P., Reuter*). — Une réunion clandestine, qui groupait des représentants des principaux syndicats argentins, a pris fin, le vendredi 4 mars, dans la banlieue de Buenos-Aires. Elle avait été entourée d'un secret absolu.

Le principal objectif de cette réunion était de préparer une rencontre nationale des syndicats, destinée à élire une commission représentative provisoire qui entamerait des négociations avec le gouvernement. Ces négociations devraient notamment porter sur la libération de syndicalistes emprisonnés. La prochaine rencontre nationale devrait, en outre, élaborer un document de base sur les revendications des travailleurs argentins. Ce document, selon des informations publiées par le quotidien *la Razon*, est déjà en préparation.

D'autre part, le gouvernement a interdit, le 4 mars, par décret, « *la distribution, la vente et la mise en circulation dans tout le pays* » des publications des éditions Odal et ordonné la saisie de tous ses titres.

Les éditions Odal, qualifiées de « *nazies* », avaient commencé leurs activités durant le dernier trimestre de 1976, après la fermeture d'une précédente maison qui se consacrait à l'édition des textes des idéologues du nazisme.

Trois guérilleros ont été tués le 4 mars près de Buenos-Aires au cours d'un affrontement avec les forces de sécurité. Les trois hommes ont été abattus après avoir attaqué les policiers et les militaires qui les avaient surpris en train de peindre des slogans « *subversifs* » et qui tentaient de les arrêter, précise-t-on de source officielle.

Enfin, plus de quatre-vingt-dix demandes d'*habeas corpus* en faveur de personnes disparues ont été déposées devant les tribunaux au cours des deux derniers jours, après que l'administration américaine eut annoncé qu'elle réduirait son aide à l'Argentine en raison des violations des droits de l'homme. Selon les familles, la majorité des demandes concernent des personnes emmenées de leur domicile ou de leur lieu de travail par des hommes armés en civil s'étant présentés comme des agents de la sûreté.

Deux de ces demandes concernent les journalistes Oscar Blotta et Mario Mactas, disparus des locaux de leur journal satirique *les Heures d'Emmanuelle*. Ce dernier a été interdit par le gouvernement. Les forces de sécurité ont affirmé ne pas savoir où se trouvaient les deux hommes.

DIPLOMATIE

A la Conférence préparatoire du « sommet » du Caire

Les pays arabes jugent excessives les demandes africaines d'aide financière

Le Caire. — Les ministres des affaires étrangères (ou leurs représentants) de cinquante-neuf Etats africains et arabes (le seul absent est le Malawi) ont poursuivi, le vendredi 4 mars, au Caire, les travaux préparatoires de la conférence « au sommet » des chefs d'Etat d'Afrique et du

De notre correspondant

monde arabe, inaugurés la veille.

Aux mouvements de libération (Palestine, Djibouti, Afrique du Sud, Rhodésie, Namibie), dont la venue avait été annoncée officiellement, se sont joints *in extremis* des représentants du Front de libération de l'Erythrée en lutte contre le régime d'Addis-Abeba. Cette présence n'a étonné que ceux qui ignorent encore la détermination des régimes arabes pro-occidentaux de contrecarrer le développement de la présence soviétique en mer Rouge. Les rapports *soviéto*-éthiopiens sont récemment devenus plus étroits (*le Monde* daté 27-28 février).

Les Arabes avaient pensé prendre les devants en faisant savoir, avant même la levée de rideau de la conférence, que le capital de la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique, installée à Khartoum depuis sa création au « sommet » arabe d'Alger, en 1973, était porté de l'équivalent de 1 milliard de francs à 1 milliard 800 millions. Ce « cadeau » n'a pas paru suffisant à la plupart des délégués africains. Nombre d'entre eux continuent de soutenir la proposition de la Tanzanie de créer un fonds arabe de 10 milliards de francs (et non pas 20 milliards comme l'avaient annoncé certaines dépêches de Dar-Es-Salaam) qui serait mis à la disposition de l'économie africaine pour les cinq ans à venir.

Plusieurs représentants arabes ont poussé de hauts cris devant une telle demande, arguant qu'ils ne pouvaient offrir plus de 2,5 milliards de francs au cours des cinq prochaines années, compte tenu de leurs obligations bilatérales, estimées à plusieurs milliards de francs par an, envers différents gouvernements d'Afrique et du Proche-Orient particulièrement démunis.

Magnanimes, certains ministres africains ont tenu tout à la fois à manifester leur déception devant « *le peu de générosité des Arabes* » et à proclamer que leur attitude envers Israël ne changerait pas tant que cet Etat occuperait une partie de la Syrie et de l'Egypte. Les Arabes n'ont donc pas eu pour l'instant à affronter le « chantage » qu'ils redoutaient de la part des Africains.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

● LE PARQUET FEDERAL a annoncé l'arrestation, vendredi 4 mars, de l'ex-secrétaire de l'ancien président du groupe parlementaire démocrate-chrétien (C.D.U.-C.S.U.), M. Rainer Barzel. Mme Reggentin (cinquante-quatre ans), est soupçonnée d'avoir fourni à son mari des documents pris dans le bureau de M. Barzel. M. Rudolf Reggentin (cinquante et un ans), originaire d'Allemagne de l'Est, se serait livré à des activités d'espionnage pour le compte de la R.D.A. — *(A.F.P.)*

Chili

● L'UNION INTERPARLEMENTAIRE EUROPEENNE a réuni, pour la première fois, à Genève, du 1er au 3 mars, son groupe de travail sur le Chili. Celui-ci a qualifié d'« *extrêmement préoccupant* » le sort des anciens sénateurs Jorge Montes (P.C.) et Erick Schnake (P.S.), tous deux emprisonnés, et des anciens députés Carlos Lorca et Vicente Alencio Cortes, tous deux disparus. Le groupe a déclaré que « *malgré les récentes libérations de prisonniers politiques, le Chili continue de vivre sous un régime de terreur. Les arrestations illégales, les disparitions et la pratique de la torture se perpétuent* ». D'après M. Edgardo Enriquez, ancien ministre de l'éducation de l'Unité populaire et dirigeant radical — l'une des personnalités entendues à Genève, — son fils Edgardo, l'un des principaux dirigeants du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), arrêté une année plus tôt en Argentine, a été vu, en décembre dernier, dans une prison chilienne. — *(Corresp.)*

Ouganda

● LE DOCTEUR WILLIAM BRIAN MELD, évêque anglican de Kramoja, a été expulsé de l'Ouganda, vendredi 4 mars, annonce, à Londres, la société missionnaire des ecclésiastiques de la Bible.

Union soviétique

● LES OFFICIELS SOVIETIQUES ont annoncé à plusieurs missions diplomatiques occidentales que M. Gromyko ferait bientôt sa réapparition. Le ministre des affaires étrangères, qui n'a pas été vu en public depuis le 19 janvier dernier, était malade, ont affirmé ces officiels, pour expliquer la longue absence de M. Gromyko.

La préparation des élections municipales

Dans les villes de plus de trente mille habitants

17 « primaires » à gauche, 21 dans la majorité

Le délai ouvert pour les déclarations de candidatures dans les villes de plus de 30 000 habitants a expiré vendredi 4 mars à minuit. Dans les autres communes cette démarche est facultative mais au-dessus du seuil de 2 500 habitants l'inscription est nécessaire pour bénéficier des moyens officiels de propagande. Dans ce cas, le délai a pris fin samedi 5 mars à 13 heures.

L'Humanité relève que dans deux cent vingt et une villes de plus de 30 000 habitants l'accord national du 28 juin 1976 pour la constitution de listes d'union de la gauche a été respecté dans deux cent quatre et enfreint dans dix-sept. Ce sont Le Cannet (Alpes - Maritimes), Marseille, Aix - en - Provence, La Ciotat (Bouches-du-Rhône), Angoulême (Charente), Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), Evreux (Eure), Blois (Loir - et - Cher), Agen (Lot-et-Garonne), Laval (Mayenne), Lens (Pas - de - Calais), Villeurbanne (Rhône), Hyères (Var), Auxerre (Yonne), Clichy (Hauts - de - Seine), Créteil (Val-de-Marne), Noisy - le - Grand (Seine-Saint-Denis).

Le décompte des « primaires » est moins aisé à obtenir dans la majorité. Outre Paris, il y a une concurrence à Agen, Avignon, Bourg-en-Bresse, Bourges, Brest, Charleville - Mézières, Chateauroux, Chelles, Le Creusot, Epinal, Levallois - Perret, Lyon, Mâcon, Marq-en-Barœul, Nancy, Poitiers, Saint-Malo, Thionville, Toulon, Tourcoing.

ARDÈCHE

ANTRAIGUES. — M. Michel Teston, proche du P.S., conduira une liste comprenant des membres et des sympathisants du P.C. et du P.S. et qui est soutenue par le parti socialiste. M. Jean Ferrat, adjoint au maire sortant, qui ne se représente pas, est candidat (*le Monde* daté 27-28 février) sur une liste conduite par M. Michel Baissade (P.C.).

DORDOGNE

PERIGUEUX. — Face à la liste conduite par M. Yves Guéna, député R.P.R., maire sortant, délégué national du R.P.R., et à celle de l'union de la gauche dont le chef de file est M. Roger Gorse, P.C., une troisième liste s'est constituée. M. Claude Guichard, R.I., figure sur cette dernière. M. Guichard, suppléant de M. Guéna, avait refusé de donner sa démission pour permettre à M. Guéna, qui avait quitté le gouvernement en juin 1969, de retrouver son siège de député.

La fédération départementale du parti socialiste a décidé l'exclusion de cinq de ses élus. Il s'agit de MM. Alain Bournazel, conseiller général du canton de Domme, Pierre Delpech, adjoint au maire de Sarlat, Yves Brette, adjoint au maire de Terrasson, ainsi que deux conseillers municipaux de cette dernière commune (MM. Robert Praysse et Pierre Leymarie). La fédération leur reproche d'avoir fait acte de candidature sur des listes de la majorité opposées aux listes d'union de la gauche constituées par le parti socialiste. Elle estime que ces élus se sont placés eux-mêmes hors du parti. — *(Corr.)*

HAUTE-VIENNE

LIMOGES. — Une troisième liste, qui s'intitule « *autogestion, écologie, Occitanie* », s'est constituée. Cette liste, qui s'opposera à celles de la majorité et de l'union de la gauche, est soutenue par le P.S.U. Elle est constituée de syndicalistes, d'écologistes, de militants d'associations familiales et du cadre de vie, et de défenseurs de l'Occitanie. — *(Corresp.)*

HÉRAULT

MONTPELLIER. — La liste du maire sortant, M. François Delmas (R.I.), comprend 10 R.I., 10 R.P.R., 10 C.D.S., 10 apolitiques et 3 radicaux valoisiens, soutenus par M. Pierre Brousse, maire de Béziers, ministre du commerce et de l'artisanat, mais sans l'investiture de la fédération départementale, qui n'est pas d'accord sur le choix des noms. La liste de gauche est conduite par M. Georges Frêche, député P.S. Elle comprend 22 P.S., 13 P.C., 5 M.R.G., 2 P.S.U. et un gaulliste de gauche, M. Paul Jouffroy, ancien secrétaire départemental de l'U.D.R. La liste d'extrême gauche est conduite par M. Paul Alliès (L.C.R.) et elle est soutenue par le Père Jean Cardonnel.

BEZIERS. — La liste de M. Brousse rassemble 5 radicaux, 5 C.D.S., 5 R.I., 5 R.P.R. et 19 divers. La liste de gauche, que certains sondages donnent vainqueur au second tour, est conduite par M. Paul Balmigère, député communiste, et comprend 13 P.C., 12 P.S., 7 M.R.G., dont M. J.-F. Claparède, fils de l'ancien maire, et 7 personnalités, dont Mme Simone Ain, veuve d'un précédent maire de la ville. M. Pierre Guigue, centriste, conduit une troisième liste présentée comme apolitique.

LUNEL. — Dans cette ville, électoralement importante pour les législatives, la gauche est divisée : M. Jacques Roux, professeur à la faculté de médecine de Montpellier, membre du comité central du P.C., est en concurrence avec M. Elie Rauzier, P.S., suppléant de M. Frêche, député, et M. René Parry, plutôt favorable à la majorité.

RHONE

LYON. — M. Jacques Soustelle a protesté, jeudi 3 mars, contre « *les agissements déloyaux d'éléments inspirés ou manipulés par l'entourage de M. Francisque Collomb* » (candidat soutenu par la majorité). Il a déclaré : « *Des pressions inouïes ont été exercées ces jours derniers, accompagnées de menaces, d'enquêtes administratives et autres mesures d'intimidation contre des candidats de mon mouvement pour les forcer à se retirer.* » M. Soustelle a ajouté : « *Et je ne fais que mentionner, avec le dégoût qu'elles méritent, les campagnes de rumeurs calomnieuses, qui vont jusqu'à mettre en doute mon nom et mon origine, et se teintent d'un méprisable racisme.* »

ORLÉANS : accord « au finish » à gauche.

(De notre correspondant.)

Orléans. — Les partis de gauche ont finalement signé un accord. La liste comprendra finalement seize socialistes, seize communistes et six radicaux de gauche, ainsi que trois autres personnalités choisies par les trois partis. Pour conduire la campagne, un compromis original a été trouvé. Il n'y aura pas une tête de liste, mais quatre : MM. Michel de la Fournière (P.S.), Noël Bisouerne (P.C.), Bernard Huet (radical de gauche) et Antoine Prost (animateur du groupe d'action municipal). Les communistes et les radicaux de gauche ont pris, en revanche, l'engagement, en cas de succès, d'élire, à la tête de la mairie, le candidat désigné par le P.S. : M. Michel de la Fournière. Agé de quarante-deux ans, ancien militant du P.S.U. et membre aujourd'hui du comité directeur du P.S., M. de la Fournière est un spécialiste des questions municipales au sein du P.S. Il a assuré notamment le secrétariat de la commission chargée de rédiger le manifeste électoral du P.S.

L'accord prévoit que le siège de premier adjoint reviendra au P.C.

Les discussions qui ont marqué la constitution de la liste d'union de la gauche profiteront-elles à la majorité ? Le maire sortant d'Orléans, M. René Thinat (radical), qui a rassemblé une coalition des formations de la majorité (R.P.R., comité de défense de la République, C.N.I., R.I. et radicaux valoisiens) a, lui aussi, un « contentieux » : la liste qui l'avait élu en 1971 l'avait emporté sur l'U.D.R., grâce au désistement des communistes. M. Thinat s'allie donc aujourd'hui à ses adversaires d'hier.

SEINE-SAINT-DENIS : des « primaires » pour un siège de député

Vingt-deux maires sortants sur les quarante que compte le département de la Seine-Saint-Denis appartiennent au parti communiste. Dans son bastion, le P.C. ne laisse que la portion congrue à ses concurrents et à ses adversaires : six communes sont gérées par le parti socialiste, trois par le P.S. et neuf par des hommes peu ou prou favorables à la majorité.

Parce qu'il en avait assez de jouer les utilités aux côtés de son puissant allié, le P.S. s'est montré très ferme avec le P.C. et les radicaux de gauche au cours des discussions préalables à la constitution des listes d'union. Un accord portant sur trente-sept communes a pourtant été signé le mardi 1er mars. Il prévoit dans trente et une villes une tête de liste communiste et dans six autres une tête de liste socialiste.

Ce « constat » est plus favorable au P.S. qu'il n'y paraît. En effet, il donnera à celui-ci l'occasion d'entrer en nombre dans les conseils et les bureaux municipaux détenus par les communistes. En raison de l'implantation moins forte des socialistes, le P.C. ne peut espérer un résultat symétrique.

En revanche, les communistes se félicitent de la « clarification » à laquelle ils estiment avoir contraint leurs partenaires. Dans trois communes appartenant au P.S., et dont ils étaient exclus, ils seront enfin admis à travailler avec celui-ci. A Livry-Gargan, M. Alfred-Marcel Vincent, vice-président (P.S.) du conseil général et maire, a accepté de prendre des communistes sur la liste. Au Pré-Saint-Gervais, M. Fernand Blanluet, maire socialiste, ne se représente pas et M. Marcel Debarge, premier secrétaire de la fédération du P.S., conduira une liste d'union de la gauche. Enfin, à Sevran, la décision de M. André Toutain, conseiller général et maire (P.S.), de faire équipe avec des centristes a conduit le parti socialiste à l'exclure, le 28 février, de ses rangs. Ce sera un communiste qui aura la charge de mener la liste d'union de la gauche.

Restent trois villes où les partis de gauche n'ont pu s'entendre. A Villemomble, les socialistes ont fait valoir que leur candidat ayant devancé celui du P.C. de trois cent vingt-neuf voix aux élections cantonales de 1976. Les communistes ont retenu les résultats de l'ensemble des élections intervenues depuis 1971, qui leur sont plus favorables.

La querelle est identique à Neuilly-sur-Marne. M. Jacques Mahéas (P.S.) a battu, aux élections cantonales de l'année dernière, M. André Kremser (modéré majorité). Là encore, le parti communiste a refusé de céder la tête de liste en se référant à l'accord national.

Enfin, à Noisy-le-Grand, le parti socialiste n'a pas admis de laisser à Mme Marie-Thérèse Goutmann, présidente du groupe communiste au Sénat, la responsabilité de mener la bataille contre M. Marius Serelle, conseiller général et maire (modéré majorité). Il a estimé que la croissance de la population rendait caducs les résultats des élections antérieures.

A droite, les procédures de concertation mises en place avant les élections cantonales de 1976 ont bien fonctionné, bien que le R.P.R., les républicains indépendants, les démocrates sociaux et les radicaux semblent avoir du mal à constituer des listes à Dugny, à Pierrefitte, à Saint-Ouen, à Stains et à Tremblay-lès-Gonesse. Le monolithe communiste y est tel qu'il décourage même les candidats aux opérations-suicide.

La majorité n'est pas parvenue à éviter un duel fratricide à Gagny. Parce que M. Raymond Valenet, député (R.P.R.), conseiller général et maire, refusait de donner au C.D.S. et aux républicains indépendants la place que ceux-ci réclamaient, M. Maurice Freschard, président départemental du C.D.S., a formé une liste concurrente. Deux républicains indépendants y figurent, contre l'avis de leur fédération, qui envisagerait de leur infliger une procédure disciplinaire.

Les scrutins des 13 et 20 mars prochains ne bouleverseront pas la carte politique de la Seine-Saint-Denis. Par exemple, M. Georges Valbon, président du conseil général (P.C.) et maire de Bobigny, ou M. Robert Ballanger, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale et maire d'Aulnay-sous-Bois, n'ont pas beaucoup de souci à se faire pour leur réélection.

Il en sera de même pour M. Claude Fuzier, conseiller général (P.S.), qui devrait succéder sans problème à M. Maurice Coutrot, sénateur (P.S.) et maire de Bondy, qui ne se représente pas. Malgré la concurrence d'une liste formée par d'anciens R.P.R., M. Robert Calmejane, conseiller général et maire de Villemomble, ne devrait pas être inquiété.

En revanche, la lutte sera suivie avec beaucoup plus d'intérêt dans huit villes. Le parti communiste espère l'emporter, enfin, au Bourget. Cernée par des municipalités communistes et représentée au conseil général par M. Jacques Gonzalez (P.C.), cette commune était administrée par M. Maurice Houyoux (majorité). Celui-ci ne se représente pas et laisse à M. André Cadot, premier adjoint, le soin de diriger la liste de la majorité. M. Gonzalez conduira celle de la gauche unie. Une liste sans étiquette se présente également.

La majorité, elle, forme des espoirs pour Rosny-sous-Bois, dont elle avait perdu, en 1971, la mairie à l'occasion d'une élection triangulaire. Elle a placé sa confiance en M. Claude Drobecq (majorité), ancien responsable du Centre national d'informations routières, qui aura du mal à battre M. Roger Daviet, maire P.C., réélu en 1973, conseiller général et député suppléant.

A Sevran, l'exclusion du parti socialiste de M. André Toutain, conseiller général et maire, modifie l'équation électorale. M. Toutain retrouvera-t-il à droite un nombre de suffrages équivalent à celui qui va se porter sur la liste socialo-communiste dirigée par M. Bernard Vergnaud (P.C.) ? Ce n'est pas sûr, si l'on en croit les résultats des élections législatives de 1973, qui avaient vu M. Robert Ballanger l'emporter sur son adversaire U.D.R. de 1 648 voix, à Sevran même.

Menaces sur les « Neuilly »

L'essentiel de la bataille se déroulera dans cinq communes : Gagny, Montfermeil, Neuilly-Plaisance, Neuilly-sur-Marne et Noisy-le-Grand. Toutes les cinq sont situées dans le sud-est du département, qui connaît une croissance démographique accélérée : le jeu est donc plus ouvert. Toutes les cinq font partie de la neuvième circonscription législative, qui a été conservée en 1973, de justesse, par la majorité. M. Raymond Valenet, maire (R.P.R.) de Gagny, avait alors battu Mme Marie-Thérèse Goutman, sénateur (P.C.), de 134 voix.

Le parti communiste souhaite bien sûr réaliser, en 1978, le grand chelem en remportant le seul des neuf sièges de député du département qui lui échappe encore. Le parti socialiste sait que la 9e circonscription représente sa dernière chance de représenter la Seine-Saint-Denis à l'Assemblée nationale. Le R.P.R. se bat pour conserver son siège. Chez les républicains indépendants et les démocrates sociaux, on murmure que M. Valenet n'est pas le meilleur candidat possible. Dans toutes les familles politiques, les élections municipales préparent les législatives.

C'est ainsi qu'à Gagny, M. Valenet se voit infliger une « primaire » par M. Maurice Freschard (C.D.S.) face à une liste de gauche conduite par M. Claude Favretto (P.C.).

A Montfermeil, la majorité a fait ses calcul et les juge favorables. Elle n'a été défaite, en 1971, que de 157 voix par M. Michel Rosenblatt, conseiller général et maire (P.C.). M. Michel Prémat (modéré majorité) et sa liste devront compter avec le score réalisé par M. Mitterrand au deuxième tour des élections présidentielles, soit 55,17 %.

A Neuilly-Plaisance, M. André Macé (P.C.), qui a été élu en 1976 conseiller général, est bien placé, mais il se trouve affronté, cette fois-ci, au maire sortant (modéré majorité), M. Charles Cathala, sénateur, qui est solidement implanté.

La commune de Neuilly-sur-Marne est, de l'avis général, perdue pour la majorité. M. André Kremser, maire (modéré majorité), ne se représente pas. M. Henri Morin (R.P.R.) a été désigné pour tenter de résister aux assauts de M. Jacques Mahéas (P.S.), élu conseiller général en 1976, et de M. Michel Sens (P.C.), maire adjoint de Montreuil, qui s'affrontent sur deux listes distinctes.

Enfin, à Noisy-le-Grand, où M. Marius Serelle, conseiller général (modéré majorité) et maire, est attaqué par Mme Goutmann (P.C.) et par M. Colomer (P.S.), l'enjeu est important car il s'agit, à terme, de l'évolution politique de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée dont Noisy-le-Grand est la tête de pont en Seine-Saint-Denis.

ALAIN FAUJAS.

YVELINES

La gauche est parvenue à un accord pour l'ensemble des communes des Yvelines où elle est présente, sans exception.

VERSAILLES. — M. Philippe Delpech, président de la fédération départementale du parti radical, nous précise que sa formation ne donne pas son investiture à la liste Versailles-Avenir que conduit M. Damien, C.D.S.

D'autre part, M. Michel Sinninger, qui conduit la liste « Versailles pour tous » et fut le suppléant de M. Destremau (R.I.), nous prie de préciser qu'il n'est pas exactement journaliste à *la Croix*, mais simple chroniqueur occasionnel (*le Monde* du 4 mars).

OUTRE-MER

Entre le gouvernement, la majorité et les autonomistes

Accord sur un nouvel avant-projet de statut de la Polynésie

La première phase de la nouvelle négociation entre le gouvernement et les formations politiques polynésiennes sur le projet de statut du territoire a pris fin vendredi 4 mars à Paris. MM. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, et Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, se sont entretenus plusieurs fois au cours de la semaine avec, d'une part, une délégation du Front uni (autonomiste) constituée de MM. Millaud, sénateur du territoire, Vanizette, ancien président de l'Assemblée territoriale, Bouvier; et, d'autre part, une délégation de la majorité composée de MM. Jouette, vice-président de l'Assemblée territoriale, Léontieff et Savoie.

L'objectif de cette discussion était d'effacer le désaccord survenu entre les autonomistes et le gouvernement après la publication de l'avant-projet de statut. Après avoir pris connaissance du texte gouvernemental, en février dernier, M. Francis Sanford, député du territoire et chef de file des autonomistes, avait décidé de réclamer l'indépendance. Pour le gouvernement, il s'agissait aussi d'obtenir l'accord des formations de la majorité sur les modifications qui devaient être apportées à l'avant-projet.

Les deux délégations se sont — séparément — accordées avec le gouvernement sur un texte, nettement différent du précédent, qui prévoit notamment l'extension des compétences du conseil de gouvernement (notamment en matière commerciale), la définition des attributions individuelles des membres du conseil de gouvernement, l'accroissement du rôle du vice-président élu de ce conseil et la création d'un comité économique et social. Le mode d'élection de l'Assemblée territoriale (qui désigne le conseil de gouvernement) demeure le scrutin majoritaire.

M. Millaud a estimé que le statut ainsi dessiné est « *une des formes possibles de l'autonomie interne* ». M. Bouvier l'a qualifié d'« *autonomie atténuée* ». Pour les représentants de la majorité, l'élément positif essentiel est que le rôle du haut commissaire comme responsable suprême de l'administration a été maintenu.

Ni M. Sanford, ni M. Gaston Flosse, R.P.R., président de l'Assemblée territoriale, n'ont participé à cette négociation. M. Michel Poniatowski a adressé, samedi 5 mars, à chacun d'eux une lettre détaillant le résultat des entretiens et leur demandant de venir à Paris pour que l'accord définitif puisse être conclu. S'il l'est, l'Assemblée territoriale sera dissoute, comme le réclament les autonomistes.

● *La « table ronde » sur l'avenir de Djibouti.* — Les participants à la conférence de Paris sur le T.F.A.I. ne sont pas parvenus à se mettre d'accord, vendredi 4 mars, sur les modalités d'éventuelles élections générales à Djibouti, avant l'indépendance du territoire.

M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a indiqué qu'un « *large rapprochement des points de vue* » était en train de s'opérer, mais qu'un certain nombre de rencontres seraient encore nécessaires pour aboutir à un accord « *complet et précis* » sur la question. Les discussions portent notamment sur le nombre des circonscriptions et la participation des différentes ethnies.

En raison du retard pris sur ce problème, la commission qui devait débattre de la coopération militaire entre la France et le futur Etat a reporté ses travaux.

LA « BATAILLE » POUR

875 candidats pour 109 sièges

Les inscriptions des candidatures à l'Hôtel de Ville ont été closes vendredi 4 mars à Paris. Il y a 875 candidats répartis sur 149 listes pour les 109 sièges à pourvoir. Le nombre des listes varie de 7 à 10 dans les 18 circonscriptions de la capitale. Quatre circonscriptions atteignent les 10 listes: Ce sont les 2ᵉ-3ᵉ, 5ᵉ, 9ᵉ et 19ᵉ arrondissements.

L'union de la gauche, qui rassemble dans la capitale le P.C., le P.S., le M.R.G., le P.S.U. et des gaullistes de gauche, est présente dans toutes les circonscriptions. Les listes parrainées par M. Jacques Chirac sont présentes dans 17 des 18 circonscriptions. Celles de M. Michel d'Ornano sont au nombre de 16. Ces « anomalies » s'expliquent ainsi : dans le 7ᵉ arrondissement, la liste de M. Edouard Frédéric-Dupont a reçu le soutien de M. d'Ornano comme celui de M. Chirac. Dans le 12ᵉ arrondissement, à la liste de l'ancien premier ministre s'oppose une liste « 12ᵉ Union », qui, avec M. de Bénouville, regroupe des candidats des diverses tendances de la majorité.

Parmi les candidats, on relève, dans les 2ᵉ et 3ᵉ arrondissements, les noms de M. Guy Rabourdin, maire de Challes, sur la liste R.P.R. et de M. Olivier Dassault, suppléant de M. de Bénouville dans le 12ᵉ arrondissement.

L'extrême droite est présente dans toutes les circonscriptions avec son leader, M. Jean-Marie Le Pen. Les « jobertistes » figurent également dans les 18 circonscriptions. Il en est de même des écologistes, qui se présentent sous l'étiquette « Paris-Ecologie ». L'extrême gauche a des candidats dans tous les arrondissements de la capitale, alors que l'Action royaliste est représentée dans 10 circonscriptions avec son leader, M. Bertrand Renouvin, ancien candidat à la présidence de la République, qui briguera les suffrages des électeurs du 13ᵉ arrondissement.

Deux listes de femmes se présentent en se réclamant du féminisme : dans le 5ᵉ arrondissement, « Les femmes dans la cité », qui présentent trois femmes et un homme, et dans le 19ᵉ arrondissement, avec six femmes, sous l'appellation « Rien que des femmes ».

Moune Aguigi se réclame, dans le 5ᵉ arrondissement, de don Quichotte. D'autres candidats proposent un « Gouvernement ouvrier et paysan ». Dans le 20ᵉ arrondissement et dans le 19ᵉ, une liste s'intitule « Pollution et Renouveau ». C'est à la dernière minute, vendredi soir, que s'est inscrite, dans le 18ᵉ arrondissement, une liste du « Comité d'action des prisonniers ».

Toutes ces listes seront soumises à un examen, et si certains de leurs candidats ne présentent pas les conditions requises, elles pourront être rejetées par la juridiction compétente.

M. Fabre : pour une enquête sur le coût de la campagne

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, s'est étonné, vendredi 4 mars, au cours d'une conférence de presse, de l'ampleur que prend la campagne à Paris. Il a rappelé que M. Poniatowski avait naguère souhaité qu'un plafond de dépenses soit fixé pour les campagnes électorales, et a suggéré que le ministre d'État mette en application cette idée au sein de la majorité.

M. Schwartzenberg, délégué général des radicaux de gauche, a expliqué que, dans cette *« foire aux personnalités »*, *« le débat sur les programmes se trouve remplacé par un débat sur les profils »*. Il a réclamé la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur les dépenses électorales à Paris et a estimé que la majorité présente *« un spectacle inconvenant et irresponsable »*.

M. Mattéi, conseiller sortant de Paris, chef de file des candidats radicaux, a rappelé que le groupe Paris-Majorité du Conseil de Paris avait proposé, il y a quelques mois, que toutes les formations politiques renoncent à l'affichage commercial et à l'affichage sauvage à l'occasion de la présente campagne. Il a constaté que ce vœu n'avait guère été suivi par les membres de la majorité. Il a ensuite dénoncé le fait que les attributions de sièges par secteur crée des différences sensibles entre la majorité et l'opposition. Il a par exemple souligné que dans le sixième arrondissement il suffisait de quatorze mille voix pour obtenir un élu alors que dans le vingtième arrondissement il en faut vingt-cinq mille.

M. François Luchaire, membre du bureau national des radicaux de gauche, a enfin présenté une analyse du budget 1977 de la Ville de Paris. Il estime que l'équilibre de ce budget est fictif, de nombreux postes étant surévalués selon lui, car la diminution de la population n'aurait pas été prise en compte. « *Il s'agit*, a-t-il déclaré, *d'un budget électoraliste.* » M. Luchaire a souligné que, depuis 1974, il existe à Paris un déficit budgétaire allant croissant.

A TF 1

M. MITTERRAND : le gouvernement est devenu celui des partis, comme sous la IVᵉ République.

M. François Mitterrand a évoqué les difficultés de la majorité, vendredi 4 mars, à TF 1. Le premier secrétaire du P.S. a déclaré : *« M. Barre ne parvient pas à trancher. La situation s'est tellement dégradée qu'il est obligé d'écrire à ses ministres, de négocier avec eux. M. Barre s'est mal embarqué sur la candidature de M. d'Ornano à Paris, qui semble lui avoir été imposée par le président de la République. (...) Le gouvernement est devenu celui des partis, comme ceux de la IVᵉ République, et n'a plus rien à voir avec la République voulue par le général de Gaulle. (...) M. Barre se trouvera au milieu des pires difficultés à la prochaine rentrée parlementaire (...), notamment du fait de l'attitude imprévisible des députés R.P.R. »*

M. Mitterrand a indiqué qu'il n'exclut pas que les élections législatives aient lieu avant la date prévue, *« décision qui appartient constitutionnellement au seul président de la République et politiquement à celui du R.P.R. »*. Le député de la Nièvre a précisé qu'une telle éventualité lui est indifférente, mais il a exprimé la crainte que *« le climat d'extrême politisation, d'ici à mars 1978, ne soit préjudiciable à la France et aux Français »*. Il a ajouté : *« M. Giscard d'Estaing participe lui-même à cette politisation. Bien que d'une façon subtile et aimable, le chef de l'Etat est en plein dans la bataille électorale. »*

INSTANTANÉ

« Françoise ». à l'assaut du XVᵉ

Prudente, elle avait prévenu : ce n'était ni la bonne heure ni la bonne rue. De fait, il n'y avait pas foule en ce milieu d'après-midi devant le porche de l'hôpital Boucicaut. Tout juste quelques automobilistes en mal de parking, jaloux d'une DS noire garée à même le trottoir. Et deux jeunes lycéennes cherchant vainement à mettre un nom sur cette *« dame en noir avec des boucles d'oreille en or »* qu'elles avaient déjà vue *« en photo et à la télé »*.

La télévision, justement, on l'attendait. Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture et candidate aux municipales (sur la liste de M. Michel d'Ornano) dans le quinzième arrondissement, s'était même spécialement déplacée pour une équipe de TF 1. Il fallait du *« vécu »*, du *« sur le vif »*, du *« Mme la ministre en campagne »*. Un clap, on tourne...

La première visite est pour la droguiste. Il n'a malheureusement pas de petits tubes au néon.

« Les affaires marchent ?

— Plutôt lentement, comme ailleurs. Vous savez, c'est général... »

On ne s'attardera pas.

A côté, le charcutier vend des plats cuisinés. Quelques mots aimables et un sourire : une demi-livre de pâtes fraîches, vite empaquetées, iront rejoindre les dossiers dans le porte-documents déjà plein de la colistière, Mme Marie Breton, qui suit le ministre comme son ombre.

Pas ruineux

Après un saut chez la marchande de journaux, dernier achat dans un magasin de jouets. La commerçante est une ancienne du quartier. Elle y vit depuis dix-huit ans, heureuse, même si *« les enfants sont de plus en plus exigeants »*. La petite-fille Giroud, lui, se contentera d'un tank en plastique : *« 4,10 F, ça n'est pas ruineux pour la campagne. »*

Sur le trottoir, quelques curieux s'arrêtent. La dame en manteau d'astrakan demande une petite faveur pour sa fille étudiante à Necker. L'autre, plus modeste, trouve la cantine de l'école *« un peu chère pour ce que c'est »* et ne comprend pas pourquoi les piscines sont fermées : *« La Ville de Paris ne veut pas payer les moniteurs »*, répond Mme Giroud. Et en aparté elle ajoute : *« C'est tout de même un peu imbécile. C'est seulement une question de bon sens et d'organisation. »*

En vingt minutes, tout est bouclé. Ultime clap, la DS s'en va. Une campagne comme une autre : on serre des mains, on sourit aux passants, on s'enquiert des soucis quotidiens. Mais, là, c'est vrai, plus de questions que de promesses. La secrétaire d'Etat l'admet sans honte : elle n'a pas l'expérience des joutes électorales, *« ayant jusque-là victorieusement résisté à tous ceux qui voulaient l'y entraîner. »* Pourquoi donc, cette fois, a-t-elle dérogé à sa règle ? *« On a pensé que si quelqu'un pouvait prendre le 15ᵉ, c'était moi. »* « On » ? A n'en pas douter, le président de la République lui-même. Mais Mme Françoise Giroud n'a pas encore pris goût à la bataille : *« Pour faire une bonne campagne*, explique-t-elle, *il faudrait être comme un boxeur et vouloir tuer l'autre. Moi, j'aime persuader. L'idée d'invectiver me fait horreur. »*

A l'entendre, on est vite convaincu que l'ancienne directrice de *l'Express* n'a dans l'arrondissement qu'un adversaire : le R.P.R. La gauche ? *« Je ne sais pas très bien qui se présente dans le quartier. »* Les écologistes ? Elle les a bien connus *« quand elle menait campagne contre la bombe. »* C'était avant... Mais, après tout, ne défend-elle pas, avec ses colistiers, l'aménagement en espaces verts des anciens abattoirs de Vaugirard et des terrains abandonnés par Citroën ? *« Du côté du R.P.R. on n'est pas très porté sur l'écologie. Ce sont eux qui ont construit les tours, et ils ont bien l'intention de continuer. »*

Le camp des hommes

Pour arriver en tête au premier tour, Mme Giroud et ses partisans ne lésinent pas sur les moyens : des affiches, des journaux, comme les autres ; mais aussi un camion équipé d'un matériel vidéo qui permet de prendre des questions dans la rue avant que Mme le ministre n'enregistre ses réponses. Tout a été mis gracieusement à la disposition de la candidate : *« On a des amis généreux, qui savent se dévouer et se rendre utiles. »* Et pour le reste ? *« Il n'est pas très gentil de parler chiffres. Si tout le monde ouvre ses comptes, je le ferai aussi... »*

Ainsi « Françoise » — comme elle aime à être appelée — est partie en guerre à l'assaut d'un Paris *« ville saccagée, abominablement mal rénovée par un conseil de moutons menés par un petit groupe »*. A l'assaut d'un quartier où *« le cynisme, l'ignorance de la vie quotidienne, ont fait construire huit cents logements à 2 kilomètres du premier boulanger, et sans un autobus »*. De dénoncer aussi *« les expropriations sauvages (...), la cruauté inutile contre les gens âgés (...)* et la situation des mal-logés — *« quatre dans une pièce, quand les logements de luxe ou de demi-luxe ne se vendent pas »*. Lui fait-on remarquer qu'elle compte sur sa liste au moins un homme — M. Bertrand de Maigret (gendre de M. Poniatowski) — qui n'est pas pour rien dans cette politique, que Mme Giroud, imperturbable, rappelle les votes d'« *opposition* » de son colistier. Certes : au moins deux fois sur... sept cent soixante-dix-sept.

Quant à se présenter — elle, Françoise Giroud — contre une autre femme, tête de liste du R.P.R., pourquoi faudrait-il tant s'en étonner ? *« Depuis trente ans qu'elle siège au Conseil, Mme Nicole de Hauteclocque n'a pas trouvé une compagne à inscrire sur sa liste*, dit Françoise. *En fait, elle est passée dans le camp des hommes... »*

DOMINIQUE POUCHIN.

M. d'Ornano promet de remplacer la radiale Vercingétorix par une coulée verte

Au cours de sa tournée électorale dans les quartiers de la capitale, M. Michel d'Ornano a déclaré, vendredi 4 mars, qu'il était catégoriquement opposé à la construction de la radiale Vercingétorix, autoroute prévue pour joindre la porte de Vanves à la gare Montparnasse, dans le 14ᵉ arrondissement. M. d'Ornano a ainsi pris le contre-pied de M. Jacques Chirac qui, lui, est partisan de mener à bien ce projet.

Le principe de la radiale, qui devait compléter l'ensemble Maine-Montparnasse, avait été approuvé par le Conseil de Paris en décembre 1957. Il s'agissait alors de faire pénétrer jusqu'au cœur de Paris l'autoroute A 10 (venant de Chartres) par deux artères à trois voies.

Mais l'importance du coût et l'opposition croissante des habitants du quartier ont fait modifier ce projet à plusieurs reprises. Il avait même été question de l'abandonner complètement pour éviter les nuisances dues au bruit. Finalement, en mars 1976, le préfet de Paris a proposé au conseil un trajet mi-aérien mi-souterrain, avec des voies de 9 à 11 mètres de large.

M. d'Ornano propose au contraire d'arrêter les travaux (qui ont déjà coûté 12 millions), de garder les terrains (dont l'achat représente 139 millions de francs), et d'y aménager sur 5 hectares une coulée verte avec promenades, aires de jeux et parcours sportifs. Une simple voie de desserte locale parcourue par des autobus électriques relierait la gare Montparnasse à la porte de Vanves. M. d'Ornano s'est enfin déclaré partisan de couvrir la gare par une dalle, vieux projet qui n'a jamais été réalisé en dépit des réclamations des riverains.

JARDINS OUVERTS

M. Michel d'Ornano, candidat à la mairie de Paris, a décidé de faire ouvrir les jardins du ministère de l'industrie et de la recherche au public les samedis après-midi et les dimanches à partir du samedi 5 mars. Les jardins de ce ministère s'étendent sur près de 3 500 mètres carrés entre la rue de Grenelle et la rue de Varenne.

M. d'Ornano a également annoncé que les jardins de l'hôtel de Senneterre, rue de l'Université, où est installée la direction du gaz, de l'électricité et du charbon, seront quotidiennement réservés aux cent quatre-vingts enfants d'une école maternelle.

M. LE PEN : les candidats ne sont pas à égalité

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national et chef de file des candidats des listes Paris aux Parisiens, s'est élevé, vendredi 4 mars, au cours d'une conférence de presse, contre les conditions dans lesquelles se déroule la campagne municipale, en particulier sur les ondes et par voie d'affiches. *« Les candidats ne sont pas placés dans une situation d'égalité*, a-t-il estimé, *ce qui est contraire à la lettre et à l'esprit de la loi, puisque le législateur avait voulu que devant les urnes, les pauvres soient sur le même pied que les riches. »*

L'ancien candidat à la présidence de la République a regretté, en particulier, de n'avoir été invité à aucun débat à la radio ou à la télévision. Il a ajouté : *« Je lance un appel à toutes les stations. Je suis naturellement un adversaire des voies de fait, mais toute la tradition démocratique et républicaine nous enseigne que républicaine nous enseigne que, lorsque la justice est violée durablement, la voie de fait est le seul moyen de la rétablir. A mon grand regret, je dois dire que, si le silence absolu des stations de radio à notre égard persiste, je ferai le pays rouge, à l'occasion d'un incident, de cette situation intolérable. »*

M. Le Pen a, d'autre part, annoncé que les listes Paris aux Parisiens organisent un meeting au palais de la Mutualité, le 9 mars prochain. A propos de l'attitude que les membres de ces listes auront au second tour, il a précisé : *« Nous n'accepterons même pas d'étudier l'éventualité d'un désistement contre la gauche, tant que ne seront pas libérés les trois militants nationaux arrêtés lors de la manifestation pacifique qui a suivi les obsèques d'Alain Escoffier. »* (Il s'agit du jeune militant nationaliste qui s'est donné la mort par le feu, le 10 février dernier, dans le hall de la compagnie soviétique Aeroflot, à Paris, pour protester contre la répression dans les pays de l'Est.)

● *Quatre personnes figurant sur les listes publiées par le Front national à Paris (le Monde* du 1ᵉʳ mars), MM. Guy Lambert, François-Bernard Huyghe, Jean-Gilles Malliararis et Patrice Janeau, ont indiqué, jeudi 3 mars, qu'elles n'étaient nullement candidates. Les trois derniers ont publié une déclaration dans laquelle ils précisent, en outre, qu'ils *« n'envisagent en aucun cas d'adhérer à la formation de M. Le Pen, à laquelle les opposent des raisons fondamentales dans les domaines politique, intérieur, économique et international »*.

● *M. Yves Guéna*, délégué politique du R.P.R., a déclaré vendredi 4 mars à Europe 1 : *« Le R.P.R. est numéro un à Paris, et je ne vois pas pourquoi il ne le resterait pas. En tout cas, notre position est celle-ci : si les choses ne devaient plus être ainsi, cela ne pourrait provenir que du suffrage universel. Ce n'est pas un arbitrage hâtivement rendu, et que personne ne reconnaît finalement, qui aurait la possibilité d'écarter le R.P.R. de la capitale. Et c'est pourquoi il était normal que nous allions à des primaires. Si le peuple de Paris décide que ce n'est plus nous qui sommes la majorité, nous nous inclinerons, mais je ne pense pas qu'il en soit ainsi. »*

● *La Fédération de Paris du Centre républicain*, que préside M. Jean-Jacques Carpentier, a confirmé le jeudi 3 mars, *« le soutien qu'elle apporte aux listes Union pour Paris dirigées par Jacques Chirac. Elle appelle tous les électeurs, du centre et de la gauche (réformateurs, radicaux et sociaux-démocrates) à apporter leurs voix à ces listes, seules capables de faire échec au danger collectiviste qui menace l'avenir de Paris, et à confirmer ainsi l'ouverture vers la gauche des listes Union pour Paris »*.

● *M. Didier Schuller*, présenté jeudi 3 mars par M. Olivier Stirn comme membre du bureau provisoire du Mouvement des sociaux libéraux, a déclaré vendredi qu'il n'entend pas quitter le Mouvement des radicaux de gauche. *« J'ai décidé d'aider le Mouvement des sociaux libéraux à rétablir l'unité des Français autour d'une nouvelle société plus juste et plus humaine »*, a-t-il dit. M. Schuller a toutefois été désavoué par M. Robert Fabre qui a estimé qu'il s'était placé en dehors du mouvement.

LE COMITÉ D'ACTION DES PRISONNIERS A DÉPOSÉ UNE LISTE DANS LE 18ᵉ ARRONDISSEMENT

A 23 heures, vendredi soir 4 mars, soit une heure avant la clôture des listes électorales, le Comité d'action des prisonniers (CAP) a déposé la sienne à l'Hôtel de Ville de Paris. Une liste de dix-huit noms (neuf titulaires et neuf suppléants) (1), pour la plupart d'anciens détenus. Quatre d'entre eux, qui totalisent trente-sept ans de prison, sont même privés de l'exercice de leurs droits civiques et politiques, et l'un d'eux est en libération conditionnelle. Pourquoi sont-ils candidats aux élections municipales ? *« Nous n'avons pas l'intention de concurrencer les Chirac et les d'Ornano, nous voulons seulement faire campagne contre l'interdiction d'exercice des droits civiques, qui, avec le casier judiciaire et un certain nombre d'autres choses, sont de véritables boulets que nous traînons après notre sortie de prison. »*

Les membres du CAP se demandent également pourquoi les prisonniers n'ont pas la possibilité d'exercer leur droit de vote *« même quand ceux-ci ne sont pas déchus de leurs droits civiques ou tout simplement*, ajoutent-ils, *quand ils sont prévenus, donc présumés innocents »*.

Pour *« interpeller efficacement l'administration »*, le CAP a décidé de présenter sa liste dans le XVIIIᵉ arrondissement, *« là où le pouvoir en place fait campagne, c'est-à-dire M. d'Ornano »*. *« Ce n'est ni une provocation ni un canular*, précisent les militants du CAP, *nous voulons seulement attirer l'attention sur ce problème. »*

Les personnes chargées de l'inscription sur les listes électorales n'ont fait aucune difficulté pour accepter ces derniers candidats, bien que les articles 34 et 42 du code pénal, le premier pour les peines criminelles, le second pour les peines correctionnelles, privent du droit d'éligibilité et, en général, des droits civiques et politiques certains condamnés. Ils sont quatre sur la liste du CAP. Tous étaient venus soutenir leur tête de liste, M. Serge Livrozet. *« Du point de vue politique, comment faut-il vous classer*, a demandé le préposé à l'inscription. *A droite, à gauche ? — A gauche*, ont protesté les candidats. *— Mais dans quel parti politique ?* a, derechef, interrogé l'employé de l'Hôtel de Ville. *— Ça n'a pas d'importance*, ont rétorqué les candidats, *nous sommes le CAP. — Alors, j'inscris : divers gauche. »* — M. B.-R.

(1) MM. Serge Livrozet, Jacques Lesage de La Haye, Jean-Pierre Delaspre, Jean-Louis Auger, Jean Lapeyrie, Eric Hazan, Jean-Pierre Briffaut, Mmes Muriel Raimbault, Laurence Daulos.

Les élections municipales

LA MAIRIE DE PARIS

Commentant les résultats du recensement de 1975

M. Georges Sarre : l'évolution démographique de la capitale illustre la faillite de la politique de la majorité

M. Georges Sarre, candidat socialiste à la mairie de Paris, a donné connaissance, vendredi 4 mars, au cours d'une conférence de presse, des premiers résultats du recensement de 1975 dans la capitale, résultats dont il a déploré que *« deux ans après le début des opérations, ils ne soient toujours pas publiés par le pouvoir »*.

M. Sarre a notamment indiqué que la population parisienne, qui comptait 2 848 000 habitants en 1954 et 2 587 000 en 1968, n'en comptait plus que 2 297 000 en 1975. Il a en outre précisé que, aux trois mêmes dates, le nombre des employés résidant dans la capitale était respectivement de 343 000, 310 000 et 292 000, et celui des ouvriers de 477 000, 358 000 et 287 000. Même le nombre des cadres moyens, qui avait crû de 1954 à 1968, a sensiblement régressé depuis, tandis que celui des cadres supérieurs et membres de professions libérales et celui des personnes âgées a progressé dans une proportion importante.

Commentant ces chiffres, M. Sarre a déclaré : *« Nous avions déjà dit, dans notre plan socialiste comme dans le contrat municipal de la gauche unie, toutes les inquiétudes que nous suggéraient, il y a quelques mois, les premiers résultats globaux (...). L'hémorragie avait notamment vidé le centre de la capitale du quart de ses habitants, et la leçon de l'expérience acquise entre 1954 et 1968, intervalle dans lequel Paris avait déjà perdu 400 000 habitants, nous avait fait craindre le pire. Le pire est effectivement arrivé. L'analyse des résultats confirme que tous les processus, de vieillissement, de pertes de substance, se sont accélérés à un rythme rapide. Accélération de la sclérose, du déséquilibre social, voilà le maître mot du diagnostic qui illustre toute la faillite d'une politique (...).*

» Paris est de moins en moins une ville où l'on reste pour vivre sa vie. Les conditions d'existence sont telles que beaucoup cherchent à y rester le moins longtemps possible. La vie chère et dure est à l'origine du départ de milliers de Parisiens, qui, parce qu'ils ne trouvent pas de logement compatible avec leurs ressources, ou qu'ils en ont assez d'être perpétuellement nerveux, fatigués, pressés, décident de bâtir leur foyer ailleurs. C'est ainsi que huit cent mille Parisiens sont partis entre 1968 et 1975 — l'équivalent de la population de l'agglomération lilloise ! Seulement cinq cent mille provinciaux et étrangers sont venus les remplacer. Le solde net (moins trois cent mille) est donc le résultat d'un intense brassage entre Parisiens qui s'en vont parce qu'ils y sont contraints par la mauvaise qualité de la vie, et provinciaux et étrangers qui y viennent pour un temps avant de chercher à s'en aller à leur tour. »

Le candidat socialiste a estimé que cette situation a trois conséquences : Paris est *« de moins en moins populaire, à un point qui met en cause tout l'équilibre social de la cité »* ; en outre, *« l'exode des jeunes ménages et des enfants prive la capitale de ses forces vives et hypothèque l'avenir »* ; enfin, *« Paris vieillit mais ne fait pas assez pour ses vieux »*. M. Sarre a estimé que *« la majorité se trompe si elle pense l'emporter aux élections municipales grâce aux voix des personnes du troisième âge, des professions libérales ou des cadres supérieurs »*, car ces différentes catégories *« sont, à des titres divers mais autant que les autres couches de la population, victimes de la politique de cette majorité, et sensibles à la chance historique de changement que lui offre la gauche »*.

M. Fiszbin dénonce l'inexistence des pouvoirs du maire en matière de police

M. Henri Fiszbin, chef de file des candidats communistes au Conseil de Paris, a réuni, vendredi 4 mars, une conférence de presse consacrée aux problèmes de la sécurité à Paris. *« MM. Chirac et d'Ornano, dans ce domaine comme dans les autres,* a-t-il dit, *font assaut de démagogie. Ils cachent soigneusement que les pouvoirs du maire de Paris en matière de police seront inexistants. (...) Le préfet de police de Paris concentrera intégralement tous les pouvoirs qui résultent pour l'essentiel de textes datant de cent soixante-dix-sept ans. (...) Le maire de Paris, contrairement à ce qu'on laisse entendre, n'aura donc pas droit de regard sur la police. Si c'est un maire de droite, il s'alignera sur les volontés du ministre de l'intérieur et du gouvernement, qui ont laissé l'insécurité se développer dans la capitale. Il continuera d'accepter que la ville de Paris soit exceptionnellement imposée du quart des dépenses de police décidé par l'Etat, et ce en vertu d'une loi scélérate du régime de Vichy, toujours en vigueur. Une municipalité de gauche, s'appuyant sur la volonté de la population, pourra agir avec détermination pour obtenir du gouvernement les mesures de sécurité qui s'imposent. »*

M. Louis Baillot, député de Paris, qui conduit la liste d'union de la gauche dans le 18e arrondissement, a présenté les propositions du P.C. « *A terme,* a-t-il souligné, *nous pensons que l'application du programme commun de gouvernement permettrait d'enrayer la délinquance en surmontant la crise économique et sociale. Dans l'immédiat, il s'agit de refondre le système actuel de police afin d'assurer la priorité absolue au service du public.* » Afin d'assurer à la police « *un rôle préventif et dissuasif* », M. Baillot a demandé que « *soient remis en place les îlotiers* » et que « *les compagnies d'intervention et une partie des C.R.S. soient réorganisées pour des fonctions permanentes de sécurité publique* ». Enfin, il s'est prononcé contre la création d'un corps spécial de police du métro et pour l'augmentation des effectifs du personnel « *de manière à ne pas laisser les quais et les couloirs sans surveillance* ».

● *Les principales formations d'extrême gauche* ont organisé différents meetings destinés à soutenir leurs candidats aux élections municipales. Jeudi soir 3 mars, à Paris, une réunion a rassemblé plusieurs milliers de militants de la Ligue communiste révolutionnaire et de Lutte ouvrière (trotskiste), ainsi que de l'Organisation communiste des travailleurs, qui présentent des listes communes dans la capitale et dans vingt-six villes de plus de 30 000 habitants (*le Monde* du 2 mars). M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la L.C.R., a, d'autre part, dénoncé vendredi 4 mars à Rezé (Loire-Atlantique) *« la passivité des directions syndicales et politiques de la classe ouvrière »* et *« le refus de la part de l'Union de la gauche de se retrouver à la tête du gouvernement sur la base d'une mobilisation populaire »*. Mlle Arlette Laguiller, membre de la direction politique nationale de Lutte ouvrière, a déploré, de son côté, *« la comédie électorale qui n'est que de la poudre aux yeux des travailleurs »*.

LES 109 CANDIDATS « PARIS-ÉCOLOGIE »

Les listes de « Paris-Ecologie » sont parmi les plus « féministes » puisqu'on y trouve 39 % de candidates. Rappelons que « Paris-Ecologie » est un collectif regroupant les militants de plusieurs associations telles que les Amis de la Terre, S.O.S. Paris, le Mouvement écologique et la Fédération des usagers des transports. Dans les 13e et 19e arrondissements, les candidats n'ont volontairement pas désigné de têtes de listes.

1er et 4e arrondissements : Jean-Claude Delarue, Marie Hélène Cheylus, Odette Zeller, Jean-Marie Garcin.

2e et 3e arrondissements : Geneviève Maurice, Dominique Bidou, Monique Norry, Alain Peltereau-Villeneuve.

5e arrondissement : Brice Lalonde, Chantal Guichard, Geneviève Delvoye, Vincent Richet.

6e arrondissement : Alain Hervé, Edouard Esmérian, Christiane Lespinasse-Fonsegrive, Geneviève Paultre.

7e arrondissement : Lison de Caunes, Jean-Pierre Dupuy, Robert Pebez, Chantal Henry-Lepaute.

8e arrondissement : Christina Dorville, Christian Hugio, André de Fonscolombe, Christophe Nicolay.

9e arrondissement : Germaine Houzel, Gérard Nonet, Lilian Meleux, Claude Bardos.

10e arrondissement : Amy Ben Dahan, Alain Eveno, Alain Mamou-Mani, Maurice Ronai.

11e arrondissement : Joël Broquet, Joëlle Mone, Georges Rossin, Yannick Couvreur, Gilles Turpin, Laurent Besson, Jean Baumgarten.

12e arrondissement : Jean-Bernard Sockeel, Viviane Bazin, Sophie Gherardi, Hélène Haury, Alain Morin, Xavier Oudot.

13e arrondissement : Laurence Bardin, Pierre-Alain Brossault, François Donzel, Henri Morel-Maroger, Serge Moscovici, Georges Périquet, Dominique Simonnet.

14e arrondissement (pas de tête de liste désignée) : Alain Cerioli, Madeleine Fabre, Monique Lebailly, Jean Macheras, Patricia Osenda, Jean-Jacques Porchez, Dominique Rossignol.

15e arrondissement : Laure Schneiter, Astrid Barde, Francis Bastien, Alain Faure, Christian Garnier, Michel Haag, Paul Imbert, Marcel Massiou, Roland de Miller-Aicholz, Isabelle Peretti-Gilbert, Hubert Peuch.

16e arrondissement : Christian Laporta, Frédéric Guingand, Emma de Longprée, Marie-Claude Mattews, Emmanuel Baudon de Mony-Pajol, Pierre Portocarrero, Catherine Pouletta, Solange Robieux, Louis Salaun.

17e arrondissement : José Guillemain, Philippe Destombes, Huguette Loyot, Thierry Moureau, Jean-Marie Pénissard-Bouvy, Geneviève Kou, Jean Pujol, Denis Barnoltin.

18e arrondissement : Maximilienne Gautrat, Jean-Loup Caffoz, Nicole Magnan de Bornier, Dominique Delassus, François Rampon, Henri Fabre-Luce, Hélène Barnouin, Pierre Delage, Guy Clouet.

19e arrondissement : Marie-Christine Arnoux, Maria Bolsrame, Arnaud Boland, Gérard Havard, Catherine Jobert, Max Mendelbaum.

20e arrondissement : Denise Fernandez, Jean-Pierre Haraire, Jacques Gautrat, Chantal Alban, Elisabeth Jehanno, Gilles Verel, Marcelle Vidonne.

LES SYNDICATS ET LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

● *M. Henri Krasucki*, secrétaire confédéral de la C.G.T., membre du bureau politique du P.C., a regretté vendredi soir 4 mars, au cours d'un meeting à Béthune, que l'accord des partis de gauche n'ait pu se réaliser dans certaines communes, en particulier à Béthune. *« C'est vraiment dommage pour l'union de la gauche,* a-t-il dit, *que certaines sections socialistes aient cru bon passer outre aux accords conclus en juin dernier à Paris entre nos deux partis. »*

● M. Jacques Moreau, secrétaire confédéral de la C.F.D.T., a indiqué vendredi 4 mars, à l'issue d'une réunion du bureau national, que la C.F.D.T. appelle à soutenir les listes et les candidats de gauche qui se prononcent *« pour une gestion municipale au service des intérêts des travailleurs et se situant dans le cadre de la stratégie de l'union des forces populaires »*.

M. Moreau a souligné la nécessité d'une part de combattre *« les listes de droite sous quelque étiquette qu'elles se cachent, y compris l'apolitisme »*, et, d'autre part, de défendre les thèmes tels que la démocratisation de la vie locale, l'autonomie réelle des communes, la priorité aux équipements publics et le développement de l'emploi.

● La commission exécutive de Force ouvrière a décidé vendredi 4 mars de ne donner aucune consigne de vote pour les élections municipales. Elle précise que *« Force ouvrière ne sous-estime pas les problèmes posés par la gestion municipale »* mais *« elle ne cautionnera aucune candidature, respectant ainsi la liberté d'expression de tous les adhérents de la Confédération »*.

Libres opinions

Rassemblement ou division ?

par BERNARD POMMEY (*)

Si après dix-huit ans d'efforts et de progrès, la France hésite, n'invoquons pas le renoncement et la facilité, mais plutôt la multiplication et la dispersion des convictions, des énergies et des efforts. Ce n'est pas dans un sursaut que la nation se retrouvera, mais dans l'analyse lucide et chaleureuse de ce qu'elle est et de ce à quoi elle croit.

Certes, les Français veulent que la France préserve son indépendance, garante de leurs libertés, mais notre Constitution est là pour y veiller par la responsabilité et le ministère du président de la République qui choisit les moyens, les coordonne et les dirige en fonction de ce que la France, telle qu'elle est, peut, dans le monde tel qu'il est.

Certes, la France dans le plein exercice de sa souveraineté doit être forte et armée, mais sereine autant que souveraine.

Certes, il faut veiller à l'épanouissement des libertés, mais sans y laisser porter atteinte par des organisations parallèles ou souterraines.

Certes, nous voulons une société de responsabilité, mais sans que ceux qui revendiquent l'honneur des responsabilités prétendent y découvrir un droit qui les écarterait par trop de la règle commune à l'ensemble national.

Certes, nous voulons une société où il n'y ait pas de privilèges, mais qui soit vigilante vis-à-vis de ceux qui, tout en créant un Etat dans l'Etat, sont sourcilleux et nostalgiques dès que l'Etat y met bon ordre.

Certes, nous voulons promouvoir la démocratie dans tous les actes de la vie quotidienne, mais aussi dans le respect des suffrages exprimés par le peuple à quelque niveau que ce soit. Suffrages qui lient la France et les Français pour la durée prévue du mandat, quel qu'il soit.

Certes, notre peuple retrouvera sa force en se rassemblant. En se rassemblant derrière l'élu de l'ensemble des Français, le président de la République, gardien des institutions et chef de l'Etat.

Certes, seule la France rassemblée pourra satisfaire à ses exigences de dignité et au besoin de justice des Français.

Ce rassemblement, le président du Rassemblement pour la République devrait œuvrer à le réaliser pour éviter la bipartition manichéenne du peuple de France. Ses capacités, sa compétence, sa connaissance du monde politique et sa pratique de l'Etat, toute sa personne et toute sa personnalité l'y préparent et devraient l'y conduire.

La sérénité de se savoir indiscutablement patriote, la patience d'être incomparable parmi les seconds au service de l'Etat et de la patrie, sont la condition et la promesse de pouvoir être le premier dans l'Etat pour le bien de la patrie.

Qui t'a fait comte ?

Qui t'a fait roi ?

Ces propos sonnent bien, mais sont d'une autre époque. Une époque où il suffisait de dominer et d'imposer pour commander sans convaincre.

L'enjeu ne peut plus être personnel et les périls mêmes, que le Rassemblement pour la République veut conjurer, font que la moindre fissure peut devenir lézarde et compromettre l'édifice.

En 1974, le président du Rassemblement pour la République a œuvré pour que nous ayons ce président de la République. Nous le savons et le président de la République le sait. Cela ne donne aucun droit, ni actuel ni successoral, mais simplement le sentiment du devoir accompli dans le plein exercice de son libre arbitre et selon ses convictions.

Il n'est point de mandat impératif. On ne peut, en hypothéquant la magistrature suprême, limiter l'indépendance et les pouvoirs du chef de l'Etat. Lui seul se détermine après s'être informé.

Si l'on a la conviction que la direction est mauvaise et l'action mal engagée, le dire est un impératif moral. Mais s'il s'agit de se dire et de laisser dire, sans le dire soi-même, « je ferais mieux », cesser est tout autant un impératif moral.

Nous savons gré au président du Rassemblement pour la République d'avoir fait inclure dans le manifeste de son mouvement les constats, les principes et les buts que le président de la République avait exposés dans *Démocratie française*.

Devant tant d'accords sur tant de points et un consensus sur l'essentiel, que valent, que pèsent les divergences, si elles ne sont pas alourdies par des ambitions personnelles ?

Avoir servi la France dans l'ombre du général de Gaulle et sous la tutelle du président Pompidou, c'est avoir appris, du premier, qu'il n'y a qu'une ambition : celle de la France; et du second, qu'il n'y a qu'un devoir : la servir.

(*) Médecin.

CORRESPONDANCE

Du côté de Tourette

M. Michel Froeschle, membre du collectif du GAM de Tourette-sur-Loup, nous écrit :

A l'approche des élections municipales, les grandes manœuvres politiques se développent. De Lille à Marseille, de l'est à l'ouest, avec l'apothéose parisienne, c'est Arlequin qui le dispute à Scapin. On reste médusé devant la monopolisation des grands moyens d'information par l' « élite » politique. On croit rêver après le discours de Ploërmel, discours de combat, discours d'un homme contre une moitié de la France. Mais dans tout cela où est la commune, dont on dit qu'elle est la base de notre vie démocratique ?

Vue de Paris, la vie de la « petite » province semble figée, muette, sans problème. Pourquoi cette situation de léthargie, ce désintérêt pour l'action communale ? Qui en porte la responsabilité ?

Venez à Tourette-sur-Loup, à 5 lieues de Nice, à deux enjambées de Vence. Il a fallu la création d'un GAM (1) et une pétition pour que, enfin, une réunion publique du conseil municipal se tienne. Vous chercheriez en vain une information vous précisant le budget de la commune. Là encore, le GAM de Tourette remplace un conseil municipal incapable d'intéresser la population aux problèmes du village. Le village de Tourette-sur-Loup est-il une exception ? Je ne le pense pas. Souvent, dans les petites communes, les notables règnent grâce à un système de clientèle, de services rendus à titre individuel et à une fortune personnelle. C'est leur chose.

Et pourtant, la commune doit être le noyau de base de la vie démocratique. Cette délégation de pouvoir aveugle aux notables, tous les six ans, conduit à l'engourdissement de nos petites communes. Chaque citoyen doit pouvoir élaborer, gérer, contrôler le budget de sa commune. Il faut lui en donner les moyens. Des mesures s'imposent. Elles montreraient que l'Etat a le souci de développer la démocratie locale.

1) Décentralisons les décisions qui intéressent les communes. Allégeons la tutelle des préfets. Le conseil municipal, aidé, contrôlé par l'ensemble des habitants, doit décider de tous les problèmes qui concernent la commune.

2) Dotons les communes d'un budget d'équipement à la hauteur des besoins.

3) Donnons à chacun la possibilité d'accéder aux charges municipales. Il faut rémunérer correctement les élus locaux. Nous savons que le bénévolat en la matière conduit au pouvoir des notables. Le maire doit être élu, contrôlé, payé par ses administrés.

4) Interdisons le cumul des mandats locaux et nationaux. Il n'existe pas d'hommes « Providence ».

Il s'agit là de réformes faciles à mettre en œuvre et qui ne coûtent rien, car elles ne font que déplacer les centres de décision. Rendre le pouvoir à la base doit être un souci constant. Il faut pour cela ne plus traiter le citoyen en simple électeur, mais en homme capable de comprendre, d'analyser, de réaliser sa vie au niveau de la commune. Organisons à un niveau viable, la commune, une société autogérée.

(1) Groupe d'Action municipale.

Une disposition méconnue : l'article 51 du code électoral sur l'affichage

M. Daniel Amson, maître assistant à l'université de Paris-II, nous a adressé la lettre suivante :

L'ouverture de la campagne électorale pose à nouveau la question de savoir quelles règles les candidats doivent appliquer en matière d'affichage. Sur le strict plan de la légalité, la réponse à cette question est donnée par l'article L 51 du code électoral. Celui-ci dispose, en effet, que *« pendant la durée de la période électorale, dans chaque commune des emplacements spéciaux sont réservés par l'autorité municipale pour l'apposition des affiches électorales. Dans chacun de ces emplacements, une surface égale est attribuée à chaque candidat ou à chaque liste électorale de candidats. Tout affichage relatif à l'élection, même par affiche timbrée, est interdit en dehors de cet emplacement ou sur l'emplacement réservé aux autres candidats »*.

Cet article L 51 est complété par l'article L 90, qui dispose que *« sera punissable d'une amende de 10 800 à 36 000 F toute personne qui aura contrevenu aux dispositions du dernier alinéa de l'article L 51 »*, lequel interdit tout affichage relatif à l'élection en dehors des emplacements réservés à chacun des candidats. Or, malgré la relative sévérité des peines prévues par l'article L 90, l'article L 51, quoique maintenu en vigueur, n'est jamais appliqué. Il en est ainsi pour deux raisons. La première est que les tribunaux considèrent que l'article L 51 n'a d'autre effet que d'obliger les candidats à apposer leurs affiches sur les emplacements réservés pendant la seule durée de la *campagne* électorale strictement entendue. Ils en déduisent que, aussi longtemps que cette campagne n'est pas ouverte officiellement, la liberté de l'affichage reste la règle, les candidats n'étant pas tenus de respecter les dispositions de l'article L 51 du code électoral. Cette interprétation ne paraît pas résister à l'examen.

En effet, la « période électorale », seule visée par l'article L 51, est une notion de fait qui ne saurait être confondue avec la « campagne électorale », laquelle est une notion juridique dont la durée est fixée par le gouvernement.

De plus, il est clair que le but poursuivi par l'article L 51 du code électoral est d'assurer l'égalité des moyens financiers dont disposent les candidats à l'élection. Cet article n'aurait, dès lors, pas de raison d'être si les candidats, soumis au respect de cette règle d'égalité après l'ouverture de la campagne officielle de la campagne électorale, avaient le droit de l'ignorer auparavant. Une telle situation serait d'autant plus absurde que les affiches, apposées avant l'ouverture officielle de la campagne, continuent à produire leur effets après cette ouverture, portant ainsi atteinte aux principes d'égalité que l'article L 51 a précisément pour objet de garantir.

Imagine-t-on sérieusement qu'un automobiliste qui, ayant garé son véhicule de 8 h. 45 jusqu'à 18 h. dans un emplacement interdit seulement de 9 h. à 18 h., ne se voie pas infliger de contravention, au simple motif qu'il a commencé à stationner avant que l'interdiction ne prenne effet ? La lettre comme l'esprit de l'article L 51 commandent donc aux tribunaux de réprimer les actes d'affichage commis en dehors des emplacements réservés, *avant comme après* l'ouverture officielle de la campagne électorale.

Mais le respect du principe d'égalité que pose l'article L 51 suppose également que les tribunaux présument que les candidats sont responsables de l'apposition des affiches qui les représentent. Or il n'en est rien. La jurisprudence exige, en effet, que la preuve soit rapportée que les actes d'affichage illégaux — et, notamment, l'apposition d'affiches en dehors des panneaux électoraux après l'ouverture officielle de la campagne électorale — aient eu pour auteur le candidat représenté sur les affiches.

C'est ainsi qu'un jugement du 3 décembre 1974, rendu dans une affaire Dumont contre Giscard d'Estaing, a estimé que, pour être condamné sur le fondement de l'article L 51, le candidat devait avoir *« participé personnellement à la préparation* (des actes d'affichage irréguliers), *fourni les moyens ou donné les instructions »*, ce qui, compte tenu du grand nombre des affiches et de la pratique, en la matière, des conventions par téléphone, est bien évidemment très mal aisé à établir. A moins de surprendre un candidat aux élections municipales, monté sur une échelle, en train d'apposer lui-même ses affiches en dehors des emplacements réservés après l'ouverture officielle de la campagne et de faire aussitôt constater par un huissier le manquement à l'article L 51 du code électoral, on ne voit guère comment une telle preuve pourrait être rapportée.

L'article L 51 du code électoral est donc interprété par les tribunaux d'une manière qui le rend absolument inapplicable. La volonté du législateur de faire en sorte que l'égalité des moyens financiers dont disposent les candidats soit assurée au cours de la campagne électorale se trouve ainsi très gravement méconnue.

Il est à souhaiter que cet article L 51 soit supprimé, si les tribunaux persistent à le dénaturer. Tant il vrai que, dans une démocratie, « *le privilège pour tous* » ne doit pas être la conception de l'égalité.

A Rambouillet

Nous avons reçu la lettre suivante de Mme Thome-Patenôtre :

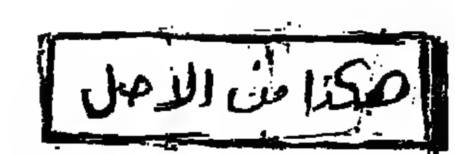
Je suis très étonnée de lire, dans *le Monde* du 4 mars, l'entrefilet concernant les élections municipales à Rambouillet, et je tiens à vous préciser que cette information est inexacte.

En effet, la liste d'union démocratique que je conduis, soutenue par l'union de la gauche, est formée de quatre composantes, parmi lesquelles figurent quinze conseillers municipaux sortants, dont neuf se réclamant de l'action municipale.

Les quelques conseillers municipaux qui ne sont plus sur ma liste le sont, soit pour des raisons personnelles de travail ou de santé, soit parce que nous avons préféré nous en séparer.

● *M. Valéry Giscard d'Estaing* visitera mardi matin 8 mars le salon de l'agriculture, qui se tient à Paris, à la porte de Versailles, du 6 au 13 mars.

● *Les trois nouveaux membres du Conseil constitutionnel*, MM. André Segalat, Achille Peretti et Louis Gros, nommés respectivement par le président de la République, le président de l'Assemblée nationale et le président du Sénat (*le Monde* du 24 février), ont prêté serment vendredi après-midi 4 mars au palais de l'Elysée devant le chef de l'Etat.



DÉFENSE

AU COLLOQUE DE L'U.E.O. SUR L'ARMEMENT

Les ambiguïtés de la coopération euro-atlantique

« Rien n'est plus politique que la définition d'une politique des armements. » L'ancien ministre des armées du général de Gaulle, M. Pierre Messmer, ne croyait pas si bien dire en lançant cette phrase au colloque de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.), jeudi 3 et vendredi 4 mars à Paris, sur une politique européenne des armements. Pendant deux jours, au travers des discussions techniques ou industrielles, deux tendances se sont affrontées, souvent à visage découvert, sur la nécessité d'un dialogue euro-atlantique.

Pour les uns, et on aura reconnu particulièrement les parlementaires britanniques et néerlandais, une politique européenne de coopération en matière d'armements passe par un accord avec les Américains, principalement au sein des instances de l'OTAN. Pour d'autres, et c'est le cas de pays comme la France, la collaboration avec les Etats-Unis est nécessaire mais ne doit pas constituer un préalable ou requérir un feu vert américain.

Le président du colloque, M. Julian Critchley, député conservateur du Royaume-Uni, n'a, du reste, pas dissimulé son opinion. Deux objectifs s'imposent, estime-t-il, dans ce domaine : *« La nécessité pour l'Europe de maintenir son alliance avec les Etats-Unis et la réintégration de la France dans la défense atlantique. »* Le propos du député britannique fut si net, au demeurant, qu'avec l'esprit de nuance qui sied à un diplomate, M. Christopher Lush, conseiller à l'ambassade de Grande-Bretagne à Paris, a tenu à rappeler l'attitude officielle du gouvernement britannique qui attache beaucoup d'importance au travail accompli, depuis plus d'un an à Rome, par le groupe indépendant de programmes auquel la France adhère.

Au nom de la France, l'ingénieur général Marc Cauchie, directeur adjoint des affaires internationales à la délégation générale pour l'armement, a exposé qu'*« il n'y avait aucune exclusive envers les Etats-Unis »*. Mais *« la France considère que la notion primordiale de souveraineté nationale implique, pour chaque pays, la libre détermination de ses choix et de ses décisions. Et, pour garder la maîtrise de cette libre détermination nationale, il est nécessaire d'en maintenir les moyens. C'est pour arriver à des réalisations en Europe que la France a participé, avec onze partenaires européens, à la création du groupe indépendant européen de programmes. La France tient tout particulièrement au mot « indépendant », ce qui veut dire que, dans ce groupe, nous pouvons nous retrouver entre Européens, indépendamment des structures officielles, celles de l'OTAN ou de l'U.E.O. »*.

« La France, a toutefois indiqué M. Cauchie, *attache beaucoup d'intérêt à l'étude confiée au comité permanent des armements de l'U.E.O. sur l'état actuel des industries européennes d'armement, car cette étude peut utilement éclairer les décisions du groupe indépendant européen de programmes. »*

En dépit de cette réaffirmation de la thèse française, l'impression demeure d'une certaine ambiguïté et le colloque de l'U.E.O. ne l'a pas dissipée.

La preuve en est que M. Walter La Berge, secrétaire général adjoint de l'OTAN pour les questions d'armement, s'est félicité que, *« depuis six mois, des informations sont échangées entre le groupe indépendant européen de programmes et l'Eurogroupe »*, un organisme de concertation en matière d'armement qui réunit les pays européens de l'OTAN, à l'exclusion de la France. *« Il est encourageant*, a-t-il ajouté, *que, depuis un an, d'un côté et de l'autre, on ait entrepris un effort de planification. »*

M. La Berge, dont la venue à Paris explique, en partie, la modestie de la participation française au colloque de l'U.E.O., a été encore plus catégorique : *« A l'heure actuelle*, a-t-il affirmé, *les coûts de développement des armements sont si élevés qu'aucun gouvernement, sauf peut-être celui des Etats-Unis, ne peut concevoir tout seul un matériel important. Les pays sont donc condamnés à coopérer, et ces échanges d'informations, où pourraient-ils mieux s'effectuer que dans le cadre de l'OTAN et avec son soutien ? »*

« S'en remettre aux Etats-Unis, a répliqué M. Paul Rivière, député R.P.R. de la Loire, *c'est sacrifier l'emploi et la recherche, et c'est aussi risquer de se trouver en situation de dépendance, comme un pays sous-développé. »*

L'ingénieur général de l'armement René Bloch, directeur du centre d'essais des Landes, et M. Charles Cristofini, rapporteur général du colloque et ancien secrétaire général adjoint de l'U.E.O., se sont accordés pour reconnaître que, aussi longtemps qu'il n'y aura pas d'union politique de l'Europe, les pays en seront réduits à la coopération au coup par coup ou *« à la carte »*.

« Pourquoi les Etats occidentaux ont-ils échoué dans leur tentative d'assurer la standardisation des armements, alors que l'Union soviétique y est parvenue avec des Etats satellites qu'elle a réussi à dominer ? », a demandé, non sans une certaine véhémence, M. Arthur Lewis, député travailliste britannique. *« La raison est simple : le profit passe avant tout. Business et profit, voilà le refrain. Il faut décider une fois pour toutes si c'est le pouvoir politique qui détermine ce que doit être la politique des armements ou si c'est le profit qui passe avant la standardisation. »*

Des parlementaires de l'U.E.O. — notamment Sir Geoffrey de Freitas, président (britannique) de l'Assemblée de l'Atlantique-nord, ou M. Manfred Worner, président de la commission de la défense du Bundestag — sont intervenus pour inviter les Parlements européens à sortir de leur passivité et à reprendre l'initiative de critiquer leurs gouvernements respectifs en matière de défense.

JACQUES ISNARD.

ÉDUCATION

Les relations entre l'administration et la presse

L'éducation a le devoir d'expliquer sa politique

affirme M. Haby

« L'éducation a le devoir d'expliquer sa politique », déclare M. René Haby dans une circulaire, publiée au *Bulletin officiel du ministère de l'éducation* daté du 3 mars 1977, sur les rapports entre les fonctionnaires qui relèvent de son autorité et la presse. *« L'information est appelée à jouer un rôle décisif dans la propagation de l'innovation*, explique le ministre. *Corollaire indispensable de la fonction administrative, elle est devenue, pour les responsables de l'éducation, une mission de première importance. »*

Chaque responsable — du recteur au chef d'établissement, en passant par l'inspecteur d'académie — appréciera désormais seul l'opportunité d'informer les journalistes (même s'il doit prévenir son supérieur hiérarchique). De nombreuses demandes d'information peuvent et doivent être satisfaites sur le plan local, conclut le ministre : *« Il appartient aux chefs d'établissement d'assurer leur responsabilité en matière d'information et de permettre aux journalistes d'avoir auprès d'eux un accès facile et confiant. »*

Pour un *« événement ponctuel »*, le chef d'établissement *« veillera à fournir, à la demande des journalistes, rapidement et au besoin par téléphone, une relation claire et objective des faits »*, sans toutefois indiquer l'identité des personnes mises en cause.

Pour les enquêtes ou reportages, les services d'information du ministère ou des rectorats fourniront aux journalistes tous documents utiles et faciliteront leur entrée, ainsi que celle des photographes et des cinéastes de presse, dans les établissements scolaires.

Une considérable évolution

1961 : sans autorisation de leurs supérieurs, les chefs d'établissement doivent s'abstenir de toute déclaration à la presse. 1972 : les représentants du ministre ont, dans leurs attributions normales, une mission d'information. 1977 : l'éducation a le devoir d'expliquer sa politique. Il faut établir des relations faciles et confiantes avec les journalistes. Trois circulaires marquent l'évolution des idées sur l'information au ministère de l'éducation. Longtemps considérés comme des gêneurs, les journalistes ont souvent rencontré porte close auprès des établissements lorsqu'il s'agissait pour eux de rendre compte d'un événement dont ils avaient eu connaissance ou de témoigner de la vie dans les établissements scolaires. Cette attitude rendait difficile la vérification des informations, notamment en période d'agitation. Ceux-là mêmes qui refusaient d'informer s'indignaient du caractère incomplet des comptes rendus.

Les dispositions nouvelles devraient faciliter la tâche des journalistes, à condition que les principes en soient compris et appliqués : en dépit des textes, beaucoup de fonctionnaires, même au sommet, continuent de « retenir » l'information. Reste donc à faire entrer les intentions dans la pratique.

J.-M. C.

LE TRANSFERT DE PARIS-VIII À MARNE-LA-VALLÉE

M. Pierre Merlin, président de l'université Paris-VIII - Vincennes, estime dans un communiqué que le projet de transfert de cet établissement à Marne-la-Vallée, à l'est de Paris, « semble s'apparenter à un démantèlement ». Selon M. Merlin, on envisage une « réduction de moitié des effectifs étudiants sans que les mesures prévues par les experts désignés en 1974 par le secrétariat d'Etat aux universités de généralisation de l'accès des salariés (bacheliers et non bacheliers) et d'ouverture de disciplines nouvelles, aient été prises ».

D'autre part, M. Merlin s'inquiète « des menaces sérieuses sur les personnels sans statut » et de « la possibilité de déplacement d'enseignants vers d'autres universités ». Il exprime des « réserves expresses vis-à-vis du souci d'adapter au marché local de l'emploi une université dans laquelle on ne souhaite pas maintenir les caractéristiques qui ont donné à Vincennes une place à part sur le plan national et un renom international ».

SCIENCES

Les enseignements de Viking

(Suite de la première page.)

La question préoccupante reste l'absence de composés organiques dans les échantillons de sol martien. Avant Viking, on était sûr d'en trouver et l'on se demandait s'ils auraient une origine chimique ou biologique. Or leur absence est manifeste, malgré la sensibilité élevée du détecteur. Les météorites qui ont bombardé Mars au cours des âges ont apporté des composés organiques. Il semble bien qu'elles en aient apporté suffisamment pour qu'on les détecte : il y a donc nécessairement un mécanisme chimique qui détruit les composés organiques à la surface de Mars.

Cela n'exclut pas formellement une vie martienne : l'expérience ne dénie pas l'existence de micro-organismes vivants, elle dénie l'accumulation de micro-organismes morts ; mais ce mécanisme destructeur rend la vie peu probable. Surtout, il remet en question certaines idées sur l'origine de la vie terrestre.

On admet que sur la Terre des composés organiques ont été synthétisés, puis la vie est apparue quand l'atmosphère était essentiellement constituée de gaz carbonique, comme l'est celle de Mars. Mais cela suppose qu'un mécanisme destructeur analogue à celui qui agit sur Mars n'ait pas existé sur la Terre. Pourquoi cette absence, alors que les atmosphères primitives des deux planètes et la composition de leur croûte semblent très similaires ? La réponse viendra peut-être quand on saura reconstituer sur la Terre un sol martien. Cette reconstitution est en cours.

Les dunes et les coulées de boue

Si la chimie, ou biochimie, martienne reste encore mal connue, l'étude géologique a fait des progrès. La couverture photographique de Mars par les Orbiter est excellente, bien supérieure à ce dont on disposait avant Viking. Elle sera encore améliorée quand un des Orbiter verra sa trajectoire modifiée et passera à 300 kilomètres de la surface, et non à 1 500 comme actuellement. On pourra alors voir des structures d'une dimension de 20 mètres. Ce changement de trajectoire est prévu pour les prochains jours.

Avec la résolution actuelle, on a pu mettre en évidence de nombreux phénomènes géologiques déjà connus. Des champs de dunes et des zones très semblables aux déserts terrestres mettent en évidence l'érosion éolienne. L'érosion aquatique a aussi joué : outre les traces de fleuves, on a observé celles d'énormes coulées boueuses causées par la formation de cratères météoritiques dans des régions gorgées d'eau. Le système de failles qu'on observe sur l'équateur martien est fort semblable à celui qu'on connaît en Afrique et au Proche-Orient.

Mais il est difficile de déterminer les dates auxquelles se sont produits ces phénomènes, en particulier les périodes où l'eau a coulé sur Mars. Il serait fort intéressant de savoir si ces époques ont un rapport avec les glaciations terrestres.

L'expérience acquise au cours des expéditions lunaires montre qu'il est difficile d'obtenir une chronologie précise sans rapporter des échantillons sur la Terre. Pour Mars, cette éventualité est exclue avant 1988. Mais la NASA espère lancer pour 1984 une autre expédition martienne, qui comporterait trois éléments : un satellite en orbite pour observer la planète et relayer les communications ; une sonde posée sur le sol, mais mobile, et qui pourrait parcourir une centaine de kilomètres au moins ; enfin, un réseau de petites stations de mesures, qui seraient projetées sur le sol martien depuis le satellite en quatre ou cinq points. Ces stations s'enfonceraient d'une dizaine de mètres, pour donner des informations sur le sous-sol martien ; elles contiendraient chacune un sismographe, et le réseau ainsi formé permettrait de connaître la structure interne de la planète.

Le président Carter vient d'ajouter 15 millions de dollars (environ 75 millions de francs) au budget de la NASA que lui a légué l'administration Ford. Dans cette augmentation, 10 millions de dollars sont destinés à l'étude d'une prochaine mission martienne.

MAURICE ARVONNY.

RELIGION

DANS UNE DÉCLARATION DE SOLIDARITÉ AVEC L'ÉGLISE EN AMÉRIQUE LATINE

Des évêques français dénoncent l'exploitation du tiers-monde par les pays européens

Mgr Leonidas Proaño, évêque de Riobamba (Equateur), et Mgr Antonio Batista Fragoso, évêque de Crateus (Brésil), sont parmi les plus connus des évêques latino-américains qui se sont engagés — parfois au risque de leur vie — dans la défense des droits de leurs concitoyens, surtout les plus pauvres et les plus exploités, et dans la promotion de réformes sociales.

De passage à Paris, ils ont répondu ensemble aux questions des informateurs religieux le 3 mars. Ils ont signalé, tout d'abord, la généralisation, chez les gouvernements militaires du continent sud-américain, d'une forme de répression qui, sous le nom d'« idéologie de la sécurité nationale », tolère que l'on viole les droits de l'homme dans le but de maintenir un Etat fort lié aux Etats-Unis.

Face à ce fascisme « planifié », l'Eglise représente un des derniers espaces de liberté, bien que les prêtres, et maintenant les évêques, soient de plus en plus l'objet de pressions, voire de violences (« le Monde diplomatique » de mars). Interrogé sur l'arrestation puis l'expulsion de fait, l'été dernier, de dix-sept évêques de différents pays, réunis à Riobamba en conférence pastorale, Mgr Proaño a raconté comment la police avait confisqué un certain nombre de documents prétendument « subversifs ». « Le seul document vraiment subversif qu'on n'a pas emporté, ajouta-t-il, c'était l'Evangile ! »

Pour Mgr Fragoso, « l'affrontement doit venir, car l'Eglise ne peut pas rester passive », sans pour autant se transformer en une force politique.

Sept évêques français viennent, d'autre part, de publier une déclaration de solidarité avec les Eglises catholiques d'Amérique latine (1). Leur texte, intitulé « Solidaires d'une telle Eglise » est publié intégralement dans « le Monde diplomatique » de ce mois de mars.

NN. SS. Proaño et Fragoso se sont déclarés « très contents » de ce geste de solidarité des évêques français, et décidés à tout faire pour assurer sa diffusion en Amérique latine. — A. W.

« Nous sommes de ceux qui tirent profit... »

« Les peuples de plusieurs pays d'Amérique latine sont soumis à l'épreuve. (...), déclarent les sept prélats français. *Les libertés d'expression et d'association sont réduites ou supprimées. Des femmes, des hommes, des jeunes et même des enfants sont gravement atteints — quand ils conservent la vie — dans leur droit à l'existence, au travail et à la vie en société. Les leaders des organisations politiques et syndicales sont menacés, emprisonnés ou définitivement éliminés. La torture est pratiquée systématiquement. Des « suspects » sont portés « disparus ». On ne peut plus ignorer que le nombre des victimes de ces exactions est considérable.*

» Les prêtres et les évêques ne sont pas épargnés. Dans le seul mois de juillet 1976, cinq prêtres en Argentine et deux au Brésil étaient assassinés. Le mois suivant, mourait Mgr Angelelli, évêque argentin de La Rioja, dans un étrange accident d'auto. En octobre, un autre prêtre brésilien était abattu par un policier sous les yeux de son évêque. Le 12 août 1976, fait sans précédent et hautement symbolique, le gouvernement de l'Equateur faisait arrêter dix-sept évêques réunis, avec d'autres chrétiens, chez l'un d'eux, Mgr Proano, évêque de Riobamba, pour une conférence pastorale, puis les relâchait en les priant de quitter le pays. (...)

» C'est au nom de l'Evangile que, dans certains pays, l'Eglise retrouve sa liberté à l'égard des pouvoirs publics. Si elle reconnaît l'utilité d'une autorité pour le bien du peuple, elle conteste les pouvoirs que se sont arrogés les gouvernants. (...) Elle réprouve la « doctrine de la sécurité nationale », dont s'inspirent les gouvernants de plusieurs pays et qui menace de se répandre encore plus largement. Cette doctrine, qui fait de l'intérêt de l'Etat la règle suprême, et de l'Etat le seul juge de son intérêt, sert à légitimer la politique répressive que les militaires au pouvoir conduisent avec l'appui de services étrangers. Les évêques dénoncent le danger que représentent ces régimes totalitaires. Pour eux, la défense des libertés est inséparable de leur tâche apostolique.

» Nous nous déclarons solidaires d'une telle Eglise, aussi bien dans son amour pour les peuples dont elle partage la souffrance, que dans le témoignage qu'elle rend à l'Evangile au prix de la vie de nombre de ses membres.

» Mais l'honnêteté nous oblige à aller plus loin et à déceler les mécanismes d'un système qui plonge ses racines dans nos propres pays.

» Nous qui, en Europe, appartenons à des nations qui se prétendent les plus avancées du monde, nous sommes de ceux qui tirent profit des pays en voie de développement en les exploitant. Nous ne voyons pas la souffrance qui en résulte pour des peuples entiers, dans leur chair et dans leur esprit. Nous contribuons à renforcer la division du monde actuel où éclate la domination des pauvres par les riches, des faibles par les puissants. Savons-nous que notre gaspillage de ressources ou de matières premières ne serait pas possible sans le contrôle des échanges commerciaux par les pays occidentaux ? Voyons-nous à qui profite le commerce des armes, dans lequel notre propre pays s'illustre si tristement ? Comprenons-nous que la militarisation des régimes des pays pauvres est une des conséquences de la domination économique et culturelle exercée par les pays industrialisés, dans lesquels la vie est réglée par le souci du profit et les puissances d'argent ?

» Il est urgent pour nous, Français et Européens, de regarder au-delà de nos frontières pour mieux comprendre nos propres problèmes et donc de mieux assumer les exigences de la justice et de la fraternité humaine à l'échelle mondiale. (...) »

(1) Il s'agit du cardinal Paul Gouyon, archevêque de Rennes, président de Pax Christi ; de NN.SS. Lucien Bardonne, évêque de Châlons, président du comité épiscopal France-Amérique latine (CEFAL) ; André Fauchet, évêque de Troyes, président de la commission sociale ; Armand Le Bourgeois, évêque d'Autun, président du Comité pour l'unité des chrétiens ; Jacques Ménager, archevêque de Reims, président de Justice et Paix ; Jean Rémond, évêque auxiliaire de la Mission de France, et Guy Riobé, évêque d'Orléans, ancien président du CEFAL.

Après les incidents de Saint-Nicolas-du-Chardonnet

Mgr Marty lance un appel au calme

Dans une lettre pastorale publiée le 4 mars, qui sera lue dans les églises de Paris le dimanche 6 mars, le cardinal François Marty lance un nouvel appel au calme, après les incidents qui ont marqué l'occupation par des catholiques traditionalistes de l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, à Paris-5e (*le Monde* du 4 et du 5 mars).

« A mes appels successifs au dialogue depuis 1972, il n'a été répondu que par des conditions que, garant de la foi catholique, je ne puis accepter, écrit notamment l'archevêque de Paris.

» Je suis obligé de constater que les responsables des chrétiens dits intégristes adoptent à l'égard de la foi catholique, telle que l'expriment le pape, le concile, les évêques, des positions qui les mettent en rupture avec la communion de l'Eglise. Cette opposition ne concerne pas seulement des cérémonies liturgiques, ni même telle ou telle question doctrinale. Elle va jusqu'à contester globalement l'authenticité chrétienne de notre Eglise.

» Parmi ces chrétiens, les uns se trompent de bonne foi, entraînés par une piété et une fidélité à certaines traditions. Je les appelle à s'en rendre compte et à garder place dans la communion ecclésiale.

» D'autres assument la responsabilité de ce séparatisme : je les appelle à dégager les questions proprement religieuses d'une procédure de fait accompli, d'intransigeance et même d'un comportement de violence. »

Le cardinal invite les catholiques de Paris à prier *« pour que le Seigneur pacifie les esprits et nous aide à reprendre le dialogue dans une grande fidélité évangélique »*.

Cet appel est une réponse à la pétition adressée au cardinal Marty, et signée par des centaines de paroissiens de Saint-Nicolas, où on lit notamment :

« Chrétiens du quartier, nous sommes vivement émus de voir nos prêtres exclus de notre église et notre curé molesté et contraint au silence. Nous ne pouvons pas tolérer que les assemblées dominicales, le catéchisme de nos enfants et tous les rassemblements liturgiques de notre communauté soient contraints de se dérouler en dehors de notre église.

» Nous attendons de votre autorité pastorale les mesures qui nous permettront un service régulier des besoins de notre communauté. »

Le clergé de Saint-Nicolas, pour sa part, déconseille à ses paroissiens de se rendre aux manifestations prévues pour le 6 mars, dont une grand-messe solennelle, célébrée selon l'ancien rite.

L'évêque de Nice dénonce le désordre provoqué par les partisans de Mgr Lefebvre

De notre correspondant régional

Nice. — Mgr Jean Mouisset, évêque de Nice, commente, dans son bulletin diocésain, la tournée effectuée en février par Mgr Lefebvre sur la Côte d'Azur.

« Des partisans de Mgr Lefebvre, écrit-il notamment, *ont semé du désordre dans plusieurs paroisses de Cannes en distribuant des tracts, détruisant des livres, bousculant des fidèles. Dans des circonstances analogues*, ajoute Mgr Mouisset, *les curés, qui sont responsables de l'ordre public dans leurs églises, ont parfaitement le droit de faire appel à la police ou de porter plainte.*

» Nous n'organiserons pas, de notre côté, des « commandos » : cela ne me paraît pas convenir à la véritable Eglise, pas plus que les tracts ou les lettres anonymes, les calomnies, voire le détournement de fonds au profit d'œuvres en rupture avec le Saint-Siège. »

L'évêque de Nice révèle, d'autre part, qu'une enquête a été ouverte *« pour établir dans quelles conditions Mgr Lefebvre aurait pu célébrer la messe dans une église du diocèse alors qu'il est « suspens a divinis »*.

***

Nous apprenons, d'autre part, que les séminaristes qui ont quitté l'établissement d'Ecône depuis 1974 pour continuer leurs études à Rome seraient une quinzaine. Ils ont obtenu d'être rattachés à un diocèse du Liban. Ils travaillent à l'Angelicum, desservent l'église de la Trinité-des-Monts et sont logés au couvent bénédiction de Sainte-Croix-de-Jérusalem. D'autres se trouvent à l'abbaye de Solesmes (Sarthe). A Ecône, on ne nie pas ces défections, mais on précise qu'il ne s'agit pas de départs « en bloc ».

GUY PORTE.

UNESCO

● *Le directeur général de l'UNESCO à l'Académie des sciences d'outre-mer.* — M. Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'UNESCO, a été reçu le vendredi 4 mars à l'Académie des sciences d'outre-mer. Dans son discours, il a notamment développé l'idée de tolérance qui doit animer les rapports des peuples entre eux et se traduire par le respect de l'identité culturelle.



Le Monde aujourd'hui

DIMANCHE

Bercez vos rêves...

VOICI un couple de cadres, de cadres parisiens, parti comme des milliers d'autres dans sa résidence secondaire pour la fin de semaine (seuls les attardés disent encore *week-end*).

Ils ont passé un samedi idéal, une vraie journée modèle. Ils ont eu toutes les douceurs de l'avant-printemps dans la forêt ardennaise qui prépare ses premières feuilles. Ils ont retrouvé le silence, ils se sont mis à marcher lentement, lourdement, avec leurs bottes boueuses qui tiennent si bien le pied. Ils ont choisi dans la forêt une dizaine de petits bouleaux tout neufs qu'ils ont déterrés (ils ont le droit, étant propriétaire d'une « parcelle »). Ensuite, ils sont revenus à travers champs, les bouleaux se balançant sur l'épaule, pour faire une plantation devant le pigeonnier de leur ferme « à restaurer ».

Maintenant, avachis devant la haute cheminée qui a coûté si cher, les yeux perdus dans le feu et les étincelles, ils s'engourdissent merveilleusement en écoutant chanter les moines de l'abbaye de Clervaux, qui donnent une telle impression d'irréalité et d'éternité. Avec le vent nocturne qui souffle sur la vieille ferme, ils se croient aussi isolés qu'au Moyen Age.

« *C'est la vraie vie,* dit alors la *femme du cadre, il ne faut plus repartir.* »

Aussitôt, les voilà qui s'excitent, passant en revue les solutions qui permettraient peut-être de rester là et de faire un « bras d'honneur » définitif à la prison parisienne. « *Je pourrais faire du tissage,* dit-elle. *Je commencerais par un stage dans ce village de Provence dont parlait une revue que j'ai lue chez le dentiste. Ensuite, j'imiterais les recettes de teinture qui sont dans ce livre, tu sais, par exemple l'écorce de merisier donne à la laine une belle teinte fauve, et puis, il y a d'excellents métiers à tisser en Suisse, et sur notre hectare, on peut mettre une douzaine de moutons plus un bélier, ils auront assez d'herbe.*

— *C'est peu,* dit le cadre, *douze moutons sur notre hectare pour vivre encore cinquante ans. Moi, je veux bien aller tout nu, mais j'ai bon appétit.* »

Alors à son tour, pour ne pas rompre l'enchantement, le cadre évoque d'autres possibilités. Il gardera des caravanes dans la grange, c'est vrai, les gens ne savent jamais où les mettre l'hiver, il louera les emplacements. Onze mois de location à x francs, multipliés par trente caravanes, non vingt-cinq, bon, si tu veux, ça fait... Non, c'est ridicule, sans compter le chemin d'accès qui sera défoncé, forcément, et l'assurance que j'oubliais. Voyons, y a-t-il autre chose ? Un gîte rural, tiens, voilà l'idée, ils sont programmés au VII[e] Plan, ça c'est du bon marketing et de splendides relations humaines ; un soir, ce sont de jeunes Allemands qui arrivent à la ferme, ils s'asseoient en tailleur autour de la cheminée et ils entonnent de vieux lieder de Bavière, le lendemain, ce sont des Anglais qui jouent de la cornemuse...

Ils parlent enfin d'abeilles et de miel, combien donne une ruche en moyenne, pas plus ? Ils parlent d'élevage de canards comme en Chine, d'élevages d'oies comme en Bulgarie, ils parlent de conserves de champignons pour faire l'appoint, ils parlent de peaux de lapin, de peaux de renard quand ils n'ont pas la rage, ils parlent...

Le samedi soir, dans leur résidence secondaire (quelle honte, ce nom), les cadres parisiens poursuivent longtemps leur rêve devant les bûches qui crépitent, et c'est Paris-ras-le-bol qui flambe ici pour une nuit et qui renaîtra de ses cendres demain, à la même heure, dans toute sa gloire, sur l'autoroute de l'Est.

OLIVIER RENAUDIN.

LUNDI

La fausse note

C'EST venu d'une manière bizarre, imprévue. Sournoisement. A cause d'un lundi pas tout à fait comme les autres. Un lundi où il ressentait, mêlée à l'habituelle lassitude des débuts de semaine, une étrange euphorie. Une curieuse impression qui le maintenait à distance de son propre personnage et lui faisait tout à coup juger déraisonnables toutes les raisons qu'il avait de se retrouver là. Là, derrière son bureau de cadre investi d'une mission qui lui apparut soudain dérisoire, non identifiée.

Oui, c'est vraisemblablement ce jour-là que tout a commencé. Qu'il a rompu avec ses habitudes. En faisant table rase. Disparues, les piles impressionnantes de documents, papiers, revues. Rangés, classés, archivés. Ne restent plus en évidence que quelques minces, très minces, dossiers en attente. Terminée, désormais, cette cérémonie éprouvante que constituait la recherche d'un document.

Avant, c'était toujours une opération au processus compliqué qui réclamait de la part de ses collaborateurs une obstination à toute épreuve.

Dorénavant, c'est sa secrétaire qui répond à de telles demandes. Et sans difficultés, et avec empressement. C'est qu'elle est devenue tellement efficace, sa secrétaire. Elle n'en est pas revenue elle-même d'une telle métamorphose. Il y a maintenant des mois qu'une erreur de frappe, une virgule oubliée, un message elliptique mal interprété ne lui ont pas valu la démonstration cinglante de son incurable incompétence.

Quant à ses adjoints, voilà qu'à présent il écoute avec intérêt leurs suggestions et, qui plus est, en tient compte. Comme s'il doutait de sa propre capacité à tout trancher, tout résoudre, tout décider. Même son langage à leur égard s'est modifié, dépouillé de ces termes hautement techniques, ésotériques, compréhensibles des seuls initiés dignes d'intérêt que n'étaient évidemment pas ses interlocuteurs.

C'est ainsi que, peu à peu, il a bien changé, ce jeune cadre dynamique promis à un brillant avenir de technocrate parmi ses semblables. Mais ses semblables ne se reconnaissent plus en lui. Avec ce style qu'il a maintenant adopté dans ses notes, ses rapports, ses exposés. Tellement simple, tellement clair. Trop simple, trop clair. Comme s'il ne prenait plus la peine de rectifier, de sophistiquer, d'obscurcir les travaux de ses collaborateurs.

D'ailleurs, c'est certain, il laisse trop d'initiative, il fait trop confiance aux équipes d'exécution. Sinon, comment expliquer qu'il arrive toujours à l'heure aux réunions ? Comme si les charges de sa fonction ne lui imposaient pas un combat singulier et de chaque instant avec le temps qui manque toujours, qui manque trop pour qu'un horaire soit respecté. Et, même le soir, il part à l'heure. Sans dossiers, sans revues techniques. Avec, à la main, le journal. Comme s'il s'apprêtait à passer la soirée libéré de toute préoccupation professionnelle. Aucune ambition, c'est évident. On le constate même à sa démarche. Décontractée. On le devine à son air. Pacifié, jovial. Dommage ! un ingénieur si doué !

Non décidément, ils ne se reconnaissent plus en lui, ils ne le reconnaissent plus comme un des leurs, ceux de sa catégorie professionnelle. Une catégorie professionnelle qui, à ce niveau, devient tribu, classe, clan. Ce qui suppose une manière d'être, de se contraindre. Des habitudes orales et gestuelles, un comportement qui, par mimétisme, se réverbère d'un individu à l'autre. Une même façon d'agir, de s'agiter. Et de réagir quand un dissident menace la cohésion du clan. Par une sorte de différence, indéfinissable, mais exaspérante, incongrue, inconfortable. Mais irréparable, telle une fausse note.

EDITH WEIBEL.

Paris

JE SUIS UNE DAME DU SEIZIÈME

OUI, je suis une « dame du seizième ». Depuis bientôt trente-cinq ans. En 1942, quand on trouvait un appartement, on sautait dedans pour faire son nid, où qu'il se trouve, trop cher, pas cher, seizième ou pas. Ensuite, on s'y accrochait, bien dedans, pas à l'aise : on serait allé où ? Du côté de la porte de Saint-Cloud, le mien. Pas très « seizième », ce seizième-là, mais l'image de marque est la même.

Au fait, qu'est-ce que ça veut dire : « seizième », cette injure, cette opprobre, cette tare ? J'attends encore qu'on me l'explique. Des gens « seizième », j'en vois ailleurs, et pas seulement chez les bourgeois : dans le huitième arrondissement, dans certains coins du dix-septième, dans le septième du faubourg Saint-Germain, dans le cinquième de « la Mouffe » et dans ces petits taudis rafistolés genre décor de Vadim, avec moquette blanche à poils longs et baignoire ronde, qu'on vend pour des millions anciens le mètre carré dans les ruelles malfamées de ma jeunesse au quartier Latin. Et « seizième », ô combien, j'ai trouvé certaines personnes de province !

Bon gré, mal gré, je suis donc « du seizième », engoncée dans une tunique de Nessus dont je ne vois guère le moyen de me défaire. Et à moi donc le mépris, la défiance, la méfiance et la hargne, dans les regards et les paroles, quand il me faut bien avouer ma honteuse appartenance. Oui, j'habite au pays des rombières en zibeline et des P.-D.G. vicelards et roublards, des mémères à clébards et des bouche en cul de poule qui dévorent le prolo en sandwiches aux coquetèles des Marie-Chantal de sept à soixante-dix-sept ans. Oui, je suis des beaux quartiers cropesés de fric et de valetaille, nourris de caviar et de vrais poulets de grains (question de prix, aujourd'hui, c'est tout comme), et le calme des rues en plus, madame !

Parlons-en ! Démolis, là comme ailleurs, les petits hôtels particuliers fin de siècle, aux jardinets fleuris l'été, tout pépiants d'oiseaux au printemps, joie pour les yeux, et gratuite. Du béton là plus qu'ailleurs et, depuis vingt ans, le bruit des démolitions-constructions. Voisine immédiate — implantée dans ce quartier « résidentiel » grâce à quelles protections ? — une entreprise de transformation d'huiles usées. Bien avant 8 heures, le matin (ces sales bourgeois n'ont qu'à être debout, comme tout le monde), ce ne sont que roulements de tonneaux pleins ou vides, camions-citernes qui pompent ou déversent leur contenu, tous moteurs en marche, et l'odeur exquise du fuel qui pénètre à travers les fenêtres closes — et pour cause — s'incruste dans les rideaux et jusque dans ce que l'on mange.

Le paradis perdu

Mon paradisiaque « seizième », un désert commercial. Mis à part un de ces monstres à chariots métalliques et rayons kilométriques de paquets de lessive, de camemberts, boîtes de conserve et bouteilles de tout acabit, rien, ou presque. La dernière décennie a vu fermer cinq épiceries, une teinturerie et une boulangerie, transformées en banques, bureaux, locaux paramédicaux : c'est fou ce qu'on « kinésithérapeute », dans mon coin, sans doute aussi privilégié du rhumatisme.

La question de recevoir un ami à l'improviste, si le réfrigérateur-congélateur est vide ou l'armoire à provisions inexistante. Le sel oublié ? Cinq cents mètres à parcourir. Pour la variété dans l'alimentation, se livrer à un casse-tête et à un long passe-temps, manière idiote de la perdre. Nantie, longtemps, d'une famille nombreuse, je me faisais l'effet, engrangeant pour la semaine, de tenir un petit hôtel. Ces ravitaillements massifs provoquaient d'ailleurs des remarques sans acrimonie. J'avais, en plus, le complexe de l'affameuse du peuple.

Je dis : « en plus », car les joies du « seizième » ont un autre revers encore. Conséquence inévitable de la fermeture progressive des magasins, dans les dernières boutiques qui survivent et jusqu'en notre agonisant marché à ciel ouvert, le chaland est visé comme un lièvre. De quoi rentrer, le cœur en révolte, de n'importe quelle expédition dans un Paris moins « chic » ou à la périphérie, pour peu qu'on ait l'habitude de comparer les prix.

Jeune mère, j'avais, pour mener jouer mes enfants, les squares de la porte de Saint-Cloud et ceux, charmants, de la porte d'Auteuil. Promènerai-je mes petites-filles sur les autoroutes qui les ont remplacés ? Irai-je — mais c'est déjà une expédition — les traîner au bois de Boulogne ? On sait ce qu'il est advenu de ses bosquets et de ses pelouses, un rêve à portée de main devenu cauchemar. Alors, déambuler dans les rues ? C'est tout ce qui me reste, en effet, des rues mornes, aux façades muettes, mais distinguées, cela va de soi dans le « seizième ». Pour le lèche-vitrine, ce plaisir éminemment parisien, chercher ailleurs.

Trente-cinq ans bientôt que cela dure ! Je suis une « dame du seizième », j'ai bien de la chance ! Je n'aurai même qu'à traverser la rue, dans mes vieux jours, pour trouver refuge chez les Petites Sœurs des Pauvres, dans leur maison de vieillards. Je vois ceux-ci aux fenêtres, par beau temps, coquets et dignes. De vrais vieillards du seizième. Des privilégiés. Comme moi.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

Au fil de la semaine

ENTRE L'ARBRE ET L'ÉCORCE

par

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

EN quelques jours, sous nos yeux, une force nouvelle vient de naître et de faire une entrée fracassante sur le forum. Qu'on ne s'y trompe pas : même si elle doit connaître des hauts et des bas, sa carrière ne fait que commencer et il faudra désormais compter avec elle. Encore incrédules, mais déjà perplexes, les partis et les élus, du président de la République au maire de village, regardent avec étonnement ce nouveau venu mal embouché qui prétend s'asseoir sans y avoir été convié au banquet électoral.

Ainsi l'écologie, en troublant le jeu, interpelle-t-elle les formations et les hommes de la politique politicienne qui n'avaient pas prévu cette agression-là.

Oh ! ce n'est pas la révolution, pas encore. Parmi toutes ces listes écologiques, parfois sérieuses, souvent farfelues, qui prolifèrent à Paris, à Lyon, à Lille, à Strasbourg, de Nice à Dunkerque, de Grenoble à Cahors, de Montauban à Mulhouse, et dans dix autres villes, dans cinquante banlieues, dans cent communes petites ou grandes, très peu franchiront la barre du premier tour de scrutin, moins encore — aucune peut-être — n'auront d'élus. Mais dans un pays coupé en deux, où la dernière grande décision électorale a été acquise par une marge de 0,8 % des suffrages exprimés, les petites escouades de francs-tireurs, qui détournent ou neutralisent 3, 4, 5 % des voix, comptent autant ou presque que les gros bataillons. Or, dans un certain nombre de localités, on est loin, si l'on en croit les sondages, des 2,6 % de M. René Dumont à l'élection présidentielle de mai 1974. Cette fois, c'est plus sérieux.

Surtout, en deux ans, le mouvement écologiste s'est terriblement durci, radicalisé, et il est passé, sur tous les fronts, de la défensive à l'offensive. Bon nombre de ses candidats déclarent qu'ils se maintiendront s'ils sont admis à participer au second tour et que, en tout état de cause, ils ne donneront pas de consignes de votes, ils ne délégueront pas leurs suffrages. Pour eux, le béton de droite et la bagnole de gauche, tel grand pollueur du secteur privé et telle entreprise nationalisée, les avocats des centrales et de la bombe, que l'on trouve aussi bien dans la majorité que dans l'opposition, sont à mettre dans le même sac. Leur « apolitisme » affiché est, en fait, car tout est politique qu'ils le veuillent ou non, un refus des règles du jeu, une sorte d'anarchisme qui les place hors des institutions et au besoin contre elles.

Sur le fond, ils ne se contentent plus de réclamer qu'on arrête l'invasion du béton et qu'on organise la circulation automobile, ils veulent qu'on détruise les tours et qu'on stoppe les voitures. M. René Dumont, qui fait maintenant figure de modéré puisqu'il se résigne d'avance à « voter pour le moins mauvais » au second tour, disait, l'autre semaine à France-Inter : « Nous voulons interdire l'automobile particulière dans la cité... Nous voulons également arrêter la croissance énergétique française. »

***

Comment en est-on arrivé là ? Aux yeux de la classe politique, rien n'était pourtant moins menaçant, il y a peu, que les gentils écologistes. De doux rêveurs, certainement inoffensifs, qui prêtaient à rire et qu'on pouvait même à l'occasion feindre de flatter sans péril : mais oui, la pollution, c'est mauvais ; l'environnement, c'est important ; la nature, c'est beau ; l'alimentation, c'est délicat ; la qualité de la vie, qui ne voudrait l'améliorer ? On le sait, on s'en occupe. La preuve : il y a des ministères pour cela, et des lois, et des fonctionnaires, et même quelques menus crédits. L'industrie de l'antipollution industrielle s'annonce juteuse, l'organisation de l'environnement promet de rapporter gros, la défense de la nature va déboucher sur d'excellentes affaires, l'agriculture et l'alimentation macrobiotiques ouvrent des rayons jusque dans les supermarchés et au nom de la qualité de la vie, puisque chacun est libre d'avoir mauvais goût, la laideur continue à bien se vendre.

Il y avait bien, de temps en temps, quelques incidents de parcours. On voyait se réunir de curieuses foules de jeunes pour manifester aux abords des chantiers ou des sites nucléaires, des cortèges défilaient pour protester contre la dégradation des rivages, l'empoisonnement des rivières, la pollution des villes, et il flottait sur ces rassemblements une odeur de soufre, de Lip et de Larzac. Grâce à Dieu, leurs démonstrations étaient presque toujours non violentes et donc faciles à contrôler. Pour le reste, l'écologie c'était plutôt la fête avec orchestres, chansons, vélos, et des amuseurs publics comme Mouna, le « retraité humaniste, cyclodidacte et président du Front international de libération du sourire » qui a recueilli, à son propre étonnement, 238 voix lors de l'élection partielle de novembre 1976 au quartier Latin.

Il serait, certes, injuste de prétendre qu'on n'a rien fait. Les plus subtils des hommes politiques, à commencer par M. Giscard d'Estaing lui-même, avaient senti dès 1974 que tout cela n'était pas si futile. Les mesures prises, les lois votées en deux ans ne sont pas négligeables, il s'en faut. Et de la Communauté européenne, qui a adopté en décembre dernier un « plan quinquennal de la protection de l'environnement », à maintes commissions ou groupes d'études, en passant par d'innombrables colloques, séminaires et congrès, l'écologie a reçu bel et bien droit de cité.

C'est peut-être précisément là, dans la rencontre entre une reconnaissance officielle et une sensibilité populaire, qu'il faut chercher la clef de la présente éclosion, pour ne pas parler d'explosion. Deux phénomènes, toutefois, ont puissamment contribué à cet étrange et rapide éveil.

Le premier prend sa source dans une sorte de constante du tempérament national qui entraîne périodiquement des accidents inattendus : les Français prennent lentement, très lentement, la mesure d'une affaire qui, pourtant, les concerne tous et directement, d'une situation qui, pourtant, pèse lourd sur leur vie quotidienne. Et puis, lorsqu'une sorte de reconnaissance officielle vient cautionner l'importance de cette affaire ou l'existence de cette situation, alors ils s'emballent.

Ce fut, par exemple, le cas lorsque, en 1954-1955, les protestations contre le poids excessif de la fiscalité parties des milieux commerçants gagnèrent peu à peu d'autres catégories sociales, les artisans, les paysans, s'élargissant à d'autres causes de mécontentements et débouchant tout à coup, le 2 janvier 1956, sur l'élection-surprise de cinquante-deux députés poujadistes, alors que tous les experts officiels et tous les commentateurs n'en attendaient que trois ou quatre tout au plus.

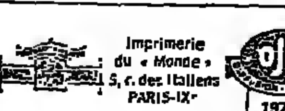
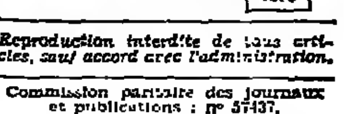
Encore faut-il, pour qu'il en soit ainsi, que se produise un second phénomène : le message qui ne passait pas est soudain reçu. Ainsi en fut-il, vers 1953-1954, pour la paix en Indochine proposée par Pierre Mendès France ; en 1960-1961, pour l'indépendance algérienne envisagée par le général de Gaulle : rejetés la veille, sauf par quelques-uns, ces dénouements s'imposaient tout à coup à la foule comme seule issue possible à des guerres qui duraient depuis bientôt huit ans.

***

Aujourd'hui l'écologie, dûment accréditée, commence à faire passer son message. L'air et l'eau pollués, la nature saccagée, la nourriture malsaine, le bruit partout, la vie même menacée, qui ne le comprend, ne le sent, ne le voit ? En revanche, l'autre message, la réplique de ceux qui sont censés savoir, ne passe plus ou passe mal : personne ne croit plus aux promesses, et les surenchères auxquelles se livre sur ce thème toute la classe politique ne convainquent plus. Cela va loin : « Il faut choisir entre une pénurie dramatique d'énergie dans dix, dans vingt ans, et les centrales nucléaires », affirment à l'envi la plupart des scientifiques, économistes et politiques. Le choix est fait, réplique M. René Dumont : arrêter la croissance énergétique française.

En voulant faire l'économie d'un véritable débat national sur le nucléaire, en traitant trop souvent les écologistes comme de doux maniaques et les Français comme des enfants qu'il convient de diriger pour leur bien en se gardant de trop leur en dire, les pouvoirs, tant scientifiques qu'économiques ou politiques, ont fait une erreur. Ils risquent de le payer cher, et nous avec eux, car les voilà pris maintenant, si l'on peut dire, entre l'arbre et l'écorce.

Édité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

LOS ANGELES TIMES

D'une « noble expérience » au « Kavardak »

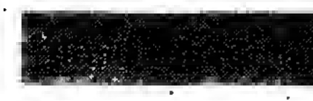
La campagne « vieux papiers contre livres neufs » est-elle un échec en U.R.S.S. ? demande le correspondant du *LOS ANGELES TIMES* à Moscou.

« Lorsque le gouvernement soviétique lança l'idée, en 1974, le citoyen moyen jugea que c'était une « noble expérience », raconte le quotidien américain. *Dans dix villes différentes, pour 20 kilos de vieux journaux ou papiers divers, on recevait 40 kopeks* (environ 2,50 F) *et un ticket permettant d'acheter l'un des huit livres les plus populaires et les plus difficiles à trouver : Tolstoï, Conan Doyle, Alexandre Dumas, Andersen, etc.*

» L'accueil du public fut enthousiaste. Le premier hiver, de longues queues se formèrent devant les bureaux de récupération des vieux papiers. On venait en voiture de cent cinquante kilomètres à la ronde, en train de cent kilomètres.

» Neuf mois après, la Pravda *annonçait fièrement que 90 000 tonnes de vieux papiers avaient été récupérés — exactement ce qui manquait à la production nationale. Quatre millions de livres avaient été distribués. »*

Aujourd'hui, il semble que toute l'opération soit devenue un « Kavardak » (« bazar »). La *Literatournaia Gazeta* dit que *« les centres de collecte ne sont ouverts que quand les employés en ont envie et il est de plus en plus difficile d'obtenir les livres promis ».* Diagnostic du *LOS ANGELES TIMES* : les autorités ont été débordées par la masse de papier à recycler. Il aurait fallu au moins cinq usines de plus. Bref, « *on a mis la charrue devant les bœufs* ».



Chameaux à la dérive

« Un porte-parole des forces des nations unies basées dans le Sinaï a annoncé qu'un troupeau de vingt chameaux, qui semaient la perturbation dans le désert, vient enfin d'être retrouvé », indique l'*INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE.*

Selon le quotidien américain, *« ce troupeau inquiétait depuis plusieurs mois les services d'écoutes d'une mission américaine chargée de surveiller les mouvements de troupes israéliennes et égyptiennes.*

» Une unité des Nations unies, menée par un commandant hollandais et guidée par quatre Bédouins, a passé deux semaines à poursuivre les chameaux qui ont maintenant été restitués à leurs propriétaires. »

DAILY EXPRESS

Cachez ce coude...

Il y a une mode pour l'érotisme aussi, assure le quotidien anglais DAILY EXPRESS, qui évoque le bon vieux temps : *« Une poitrine nue, au temps des Tudor, était le gage de la virginité d'une jeune fille. Les décolletés impressionnants que les dames arboraient alors n'avaient pas la moindre chance d'attirer le regard des hommes qui vainquirent la Grande Armada. C'étaient les coudes — oui, les coudes — qui jetaient les Elizabéthains dans des frénésies de désir. Si vous étiez une jeune fille bien gardée, au temps de la Reine Vierge, vous pouviez porter un corsage décolleté jusqu'à la taille, mais vous cachiez vos coudes.*

» Cette règle d'or fut un peu assouplie sous le règne du bon roi Charles. Les coquettes, dont les décolletés incroyables paraissaient banals, pouvaient mettre les gentlemen hors d'eux en révélant une parcelle de poignet.

» Au Moyen Age, c'était la gloire interdite de sa chevelure qu'une dame devait couvrir totalement (...) Les Victoriens tombèrent dans un autre excès : une femme qui ne pouvait pas prouver qu'elle pouvait s'asseoir sur ses cheveux, était considérée comme pratiquement chauve. Mais si elle laissait apercevoir ses pieds, elle était rejetée par la société comme un gant sale. »

SOVIETSKAIA KULTURA

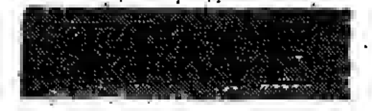
Vraie toile et fausse tante

L'organe culturel du comité central du parti communiste soviétique, *SOVIETSKAIA KULTURA,* estime que *« la plupart des toiles exposées au Musée de la ville nouvelle de Tchakovski sont des faux.*

» Les œuvres contestées avaient été données au musée par un collectionneur moscovite, Alexandre Gigalko. Elles sont signées des peintres Vaznietsov, Aivazovski, Levitan, Polienov, Repine, Serov, Sourikov et Vroubel.

» Le doute sur leur authenticité est né lorsque le neveu de Vaznietsov n'a pas reconnu sa tante dans une toile intitulée l'Epouse de l'artiste.

SOVIETSKAIA KULTURA se demande si le généreux donateur était crédule, ou si les vraies toiles ont été volées et remplacées par des faux grossiers.



Des « paumés » inquiétants

« Bien qu'elles continuent d'attirer quelques « paumés » dangereux, les organisations néo-nazies américaines marquent le pas », raconte l'hebdomadaire TIME.

« Le parti national des droits des Etats, le plus connu, dirigé par Fred Cowan, affirme compter vingt mille adhérents, répartis en une centaine de « chapitres ». Les gens sérieux limitent ce chiffre à mille. Mais le mensuel du parti « THUNDERBOLT tire à quinze mille exemplaires. Le quartier général est installé à Marietta, en Géorgie. A sa tête, un avocat, J. B. Stoner, qui fait des déclarations de ce genre : « Il est » ridicule de tuer quelques juifs et quelques nègres, parce » qu'on ne s'en débarrassera pas ainsi. Il faut organiser cela » à l'échelle nationale. »

» California Reich, *un documentaire sorti l'année dernière, montrait des Américains moyens jurant obéissance au* « leader » immortel de ma race à la vision duquel je souscris pour le » bonheur et l'avenir de l'homme aryen. » *Souriant fièrement à leurs enfants, ils terminaient par* « Heil Hitler ! ». *Le producteur du film, Walter Parkes, qui a obtenu un Oscar, dit :* « L'image du nazisme a beaucoup d'attrait pour quelqu'un » qui se méprise. Le parti est plein de marginaux qui sont » heureux de retrouver leurs pareils. »

Lettre de Tananarive

L'insaisissable cité des Mérinas



SANS âge, ils ont des armes, peu de tabous, leur code, leur langage, leur hiérarchie semi-clandestine, leur spécificité. Ils aiment *« monter sur un arbre »* — les effets de la marijuana ou du chanvre, — ce sentiment de valoir mieux que les autres. Deux cents d'entre eux avaient monté une briqueterie. Un soir de chanvre et d'alcool, ils ont voulu tout casser. Leurs briques, leur bien. Les autres ne pouvaient pas comprendre. Il a fallu deux heures de palabres pour les en dissuader.

Souvent produits du chômage local, les zoams sont un phénomène typique de Tananarive, une sorte de milieu libertaire, organisé en bandes et qui s'éparpille aussi bien sur les collines de la capitale malgache que dans les bas quartiers de la ville. S'ils vendent leurs services aux différents clans et clientèles politiques, leurs sympathies vont plutôt à gauche, au M.F.M. — *« les petits au pouvoir »,* — un mouvement banni à l'automne 1975 par le président Ratsiraka et dont une centaine de dirigeants ont été arrêtés.

En bordure d'une rue en forte pente, adossé à la clôture de pierre qui abrite une propriété bourgeoise à longues colonnades et étroites fenêtres, un semi-taudis accueille ainsi une demi-douzaine de zoams. Filles et garçons, jeunes et vieux. Le voisin, un avocat bien né, les ménage. Il emploiera l'un comme gardien de nuit, tissant ainsi le premier maillon d'une chaîne de regards chez l'autre, de complicités, de méfiances et de silences propres à Tananarive, où tout se sait et ne se raconte qu'à voix basse.

LA bourgeoisie mérina ? Sans en connaître précisément les limites, on lui accorde un style de vie. Des enfants qui peuplent une université qui, à l'heure de la « révolution socialiste », tourne en rond. Des liens solides, autrefois, avec les intérêts français. Une place de choix dans la haute administration, à la tête de l'armée et même dans les allées du pouvoir. Descendants de hobereaux des Hauts-Plateaux, ces bourgeois sont sur la défensive, surtout depuis l'ascension du capitaine de frégate Didier Ratsiraka, cet homme venu de la côte, qui occupe la présidence depuis deux ans ou presque et que, pour peu, ils compareraient à un Rastignac.

Les Mérinas qui se jugent bien nés observent, se placent, guettent ce régime qui a nationalisé les intérêts français et produit son propre « *petit livre rouge* ». Ils s'engagent rarement. Les plus inquiets ont déjà envoyé leurs enfants poursuivre leurs études en France. Mais, tant que leur style de vie n'en sera pas trop sérieusement affecté, ils se contenteront sans doute d'ironiser entre eux sur une « *révolution* » qu'ils dédaignent, qualifiant au passage ceux qui hantent les couloirs du pouvoir de « néophytes » ou de « parachutés » de la vie publique.

A Tananarive, le bourgeois mérina et son antidote, le zoam, donnent le ton. On imagine lequel. Une ville de graffiti et aussi de pamphlets qui circulent sous le manteau en maniant l'ironie acerbe. Ainsi se font épingler ces hauts fonctionnaires qui prônent la « malgachisation », notamment celle de l'enseignement, tout en envoyant leurs enfants au lycée français. La loi martiale et le couvre-feu ont été levés depuis juillet 1975, soit cinq mois après l'assassinat d'un ancien chef d'Etat, le colonel Ratsimandrava. Mais si, depuis, la floraison des tracts interdits peut être attribuée en partie au maintien de la censure de presse, beaucoup d'entre eux font néanmoins penser à des règlements de comptes entre clans qui s'épient depuis la nuit des temps et ne sont guère habitués à vider au grand jour leurs querelles.

PAR rapport au début de 1975 — époque du meurtre du colonel Ratsimandrava, que certains considèrent comme un véritable coup d'Etat, — l'atmosphère s'est détendue. Au cœur de Tananarive, les jeeps montées de mitrailleuses se font très rares, il y a plus de monde dans les rues en fin de journée, et les marchés ont gagné de nouveaux trottoirs. Il en est même un qui campe en permanence non loin du motel Agip, dans la ville nouvelle. Le Hilton a fini par rouvrir les huit étages de chambres qu'il avait fermés faute de clients.

Mais les indices d'un malaise latent subsistent. A la mi-1975, la ville a été recouverte d'une pluie de cendres quand plusieurs bois des alentours ont été victimes d'incendies, un signe traditionnel de protestation qui est intervenu, tel un avertissement, au lendemain de la désignation par un directoire militaire de M. Ratsiraka comme chef d'Etat. Plus récemment, en octobre 1976, les bureaux qu'occupait autrefois l'ancien président Tsiranana, et qui étaient devenus, depuis, la présidence du gouvernement, ont mystérieusement brûlé.

Voilà pour les forces profondes. Reste l'apparence : le quotidien, la grande animation du petit jour, les ombres de la nuit.

Commerçants chinois et indiens se retrouvent, le soir, au casino qui occupe le dernier étage de l'hôtel Hilton. Roulette et black-jack. A l'heure de l'apéritif, les Français se regroupent volontiers à la terrasse de l'Hôtel de France pour y voir déambuler la foule de l'avenue de l'Indépendance, face à la carcasse calcinée d'un hôtel de ville détruit en 1972, pendant le « mai malgache ». De nuit, quelques patrouilles de soldats armés continuent de traîner dans les rues d'une ville peu sûre, où l'agent de police se fait rare et où les prostituées attendent frileusement un client qui se manifeste moins que du temps des Français.

Madagascar-Matin s'essaye laborieusement à la terminologie socialiste du moment. A l'occasion du cinquante-neuvième anniversaire de la révolution d'Octobre, on a même vu le quotidien franco-malgache de Tananarive publier un témoignage de l'agence de presse Novosti, celui d'Hélène Stavossa, ancien compagnon de Lénine. « *Dans le cadre de l'éducation révolutionnaire de nos lecteurs* », devait expliquer le journal bilingue avant d'en revenir à un style provincial qui lui sied mieux en rapportant, dans les mêmes éditions, le succès du dixième anniversaire de l'école « *la Coupe chez soi* », dirigée par Mme Razafimbahoaka Raketabahoaka et dont les élèves « *montrèrent que, si elles cousent des robes dont l'inspiration est tirée de catalogues occidentaux, elles n'en oublient pas pour autant qu'elles sont malgaches et qu'elles se doivent de préserver l'authenticité nationale par des petits faits, peu importants sans doute, mais originaux* ».

Situé à une vingtaine de kilomètres de la ville, un magnifique terrain de dix-neuf trous continue de vivre de ses quelque deux cents amateurs de golf. Prudence ? Peur de l'incongru ? Les banderoles de la révolution brillent par leur absence, comme s'il était difficile de retenir longtemps l'attention d'une foule active, sceptique, qui vaque à ses occupations même quand il ne s'agit que de garder un maigre étalage de légumes ou de vêtements devant lequel les passants défilent sans trop marchander, faute de sous. Dans le centre de la capitale, aux abords des marchés, c'est l'éternelle dispute d'enfants pour la garde d'une voiture, la vente d'un quotidien, l'occasion d'un maigre larcin. Maigres affaires qui se joueront aussitôt sur un coin de trottoir.

DANS les administrations, les séminaires succèdent aux séminaires. L'armée est devenue populaire. Sensible depuis 1972, l'éclosion culturelle n'a pas encore trouvé un point de rencontre. Les talents malgaches ont tendance à s'exiler, faute de moyens locaux, alors que Tananarive, si réceptive au romantisme, ne semble guère gênée par le nouveau verbe révolutionnaire.

La capitale malgache et son demi-million d'habitants ont le don d'évoluer sur plusieurs registres à la fois et une capacité d'adaptation surprenante. Image de la vitalité un peu triste d'un peuple insulaire, Tananarive ne se donne pas. Elle échappe pour se refaire sur place, avec des habitudes bien ancrées et cette mentalité scrutatrice qui s'accommode des rumeurs les moins fondées — les plus tentantes — et sécrète cette seconde nature semi-clandestine qui en est l'un des attraits. L'explosion — de colère, de mauvaise humeur, — n'y est jamais que le dernier recours d'une exaspération trop longtemps refoulée. Et pour pendant, cette apparente passivité. Si attentive.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

ESPAGNE

Printemps basque

EN avance sur le calendrier, de bien étranges primevères ont fleuri cette année, dans les montagnes de Navarre et du Guipuzcoa, sur la côte de Biscaye. On les appelle « Ikurrina », ces fleurs de liberté dont les pétales de tissu, blancs et verts sur fond rouge, ondoient au gré des vents, après une absence officielle longue de quarante ans.

Sur les cheminées d'usine, aux fils à haute tension, elles n'avaient certes pas attendu l'autorisation de Madrid pour éclore dans les endroits les plus insolites. Dans mon village, la première poussa un matin, sans crier gare. Bravo Ikurrina ! Plus de neuf semaines, elles resta accrochée à la flèche de San-Pedro. Jusqu'au jour où un garde civil, sournoisement, monta au clocher pour hisser à sa place les couleurs sang et or de la Vieille-Castille. San-Pedro ne dut pas apprécier. Car, le surlendemain, déchirée par la tempête, il n'en restait que de misérables lambeaux dont le passant ne pouvait deviner la nature ni l'origine.

Et puis tout a changé. Ou presque. Le drapeau des combattants basques a subitement cessé d'être poursuivi. Non qu'il ait été vraiment autorisé. Et encore moins légalisé. Non ! Il a été uniquement « toléré », à la condition insigne de flotter aux côtés de l'emblème espagnol et des couleurs de la province. Nuance... Du moins claque-t-il, désormais, au fronton des mairies où il provoque la fureur de quelques nostalgiques particulièrement irascibles. Le propre adjoint au maire du village voisin n'y a pas résisté : bondissant de sa voiture, il se mit à tirer à la carabine, comme un forcené, sur ce qui demeure, de fait, le symbole de l'irrédentisme basque.

Plus avisés, les commerçants ne mirent pas longtemps à comprendre le profit qu'ils pouvaient en tirer. Déjà, les grands magasins de Bilbao en vendent au mètre, alors que les boutiques de souvenirs l'offrent en écusson, ouvre-bouteille, épingle à cravate, cendrier, pendentif, porte-clefs... Jusqu'aux pâtissiers de Vitoria qui en décorent leurs pièces montées dominicales. De quoi faire se retourner Sabino Arana dans sa tombe !

Normal, dira-t-on : un symbole aussi populaire portait en lui-même sa récupération commerciale, sinon politique. Peut-être... Mais ce serait mal connaître les Basques que de le réduire à cela. La semaine dernière, un « gudari » de dix-neuf ans a été découvert dans un cimetière de Zarauz, enseveli comme tant d'autres dans une Ikurrina frappée des trois lettres E.T.A. « Mort par accident en préparant une action armée. » Le printemps approche aussi, au Pays basque, où rien n'est plus pareil, mais où tout n'est pas changé pour autant.

FRANÇOIS PLEYBER.

NEW-YORK

Les nouveaux débuts de Jackie

SAINT-PETERSBOURG est à l'honneur, ces temps-ci, à New-York puisque le lancement d'un livre de photographies des costumes, des bijoux, des réceptions de l'époque tsariste (dix-huitième et dix-neuvième siècle), a coïncidé avec l'ouverture d'une somptueuse exposition de costumes russes de la même époque au Metropolitan Museum. Cette exploration nostalgique des goûts luxueux, du déploiement de faste de l'aristocratie russe, fut menée — est-ce bien surprenant ? — par Jacqueline Onassis, lectrice chez l'éditeur Viking, qui sélectionna les photographies de l'album et rédigea les légendes qui les accompagnent.

Elle effectue ainsi son troisième « début » : après avoir été la première dame des Etats-Unis, puis la « femme la plus riche du monde », elle réapparaît sous les traits de l'historienne et de l'écrivain. Au cours d'un déjeuner offert à la presse à l'occasion du lancement du livre, elle refusa de répondre aux questions personnelles qui, bien sûr, lui furent posées et en particulier à celles qui tendaient à mettre en relief la relation entre la vie fastueuse qui a toujours été la sienne et celle des tsars qui, visiblement, l'avait passionnée.

« *Le problème des riches* » — auquel elle s'attache dans son livre, — consistant à gaspiller leur argent sans parvenir pour autant à tromper leur ennui, lui apparaît comme étant purement « historique » et « sans rapports avec le présent ». Elle expliqua, sans le moindre embarras, la raison pour laquelle le livre ne porte que sur les vêtements des riches : « *Ceux des pauvres,* dit-elle, *n'avaient aucun intérêt, vous savez. Ils étaient fripés, usés, décolorés, et puis on n'en a pas retrouvé beaucoup.* »

Jacqueline Onassis a fait, l'année passée, un voyage en U.R.S.S. pour faire son travail de recherche. L'exposition du Metropolitan Museum a été organisée par Diana Vreeland, une amie de Jacqueline Onassis et ancienne directrice de *Vogue.* A en juger par le taux d'affluence au « Met », les New-Yorkais sont entichés de capes d'hermine, de tiares, de lustres étincelants de satins écarlates et, d'une façon générale, d'ancien régime.

LOUIS WIZNITZER.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	98 F	175 F	252 F	330 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	188 F	355 F	523 F	690 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE - LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	125 F	230 F	335 F	440 F
II. — TUNISIE	163 F	305 F	448 F	590 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

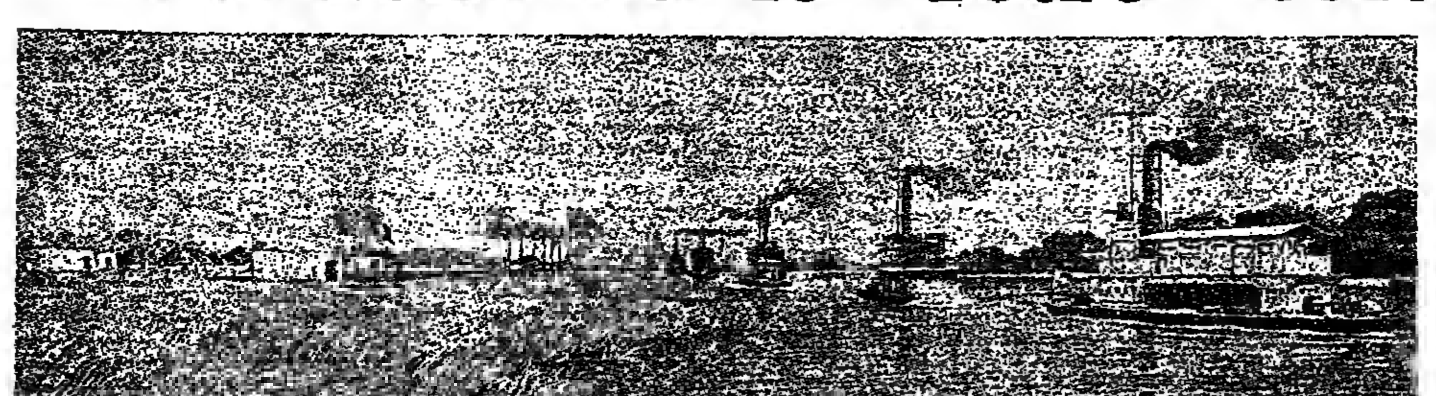
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



RADIO-TELEVISION

UNE ÉPOPÉE DANS UN FEUILLETON

Fachoda ou le « rétro » colonial



EN ce temps-là — la fin du dix-neuvième siècle, — les puissances européennes se partageaient l'Afrique. Maîtresse, depuis 1882, de l'Egypte, l'Angleterre entreprit d'étendre son influence au Soudan, déjà placé sous la domination du khédive. Mais, en 1885, un prophète, le « *Mahdi* », mena les derviches soudanais à la guerre sainte. Le général anglais Gordon fut massacré à Khartoum et, pendant treize ans, les derviches résistèrent aux troupes anglo-égyptiennes. Le 2 septembre 1898, enfin, Herbert Kitchener, « sirdar » de l'armée d'Egypte, écrasait la révolte madhiste à Omdurman. Il allait se mettre en marche vers Fachoda, sur le haut Nil, et là, brusquement, l'Angleterre se heurtait à la France.

Une mission contre l' « ennemi héréditaire »

Car la France, de son côté, cherchait à étendre son influence. Etablie au Congo, elle désirait s'avancer, par le haut Oubangui et le Bahr-el-Gazal, jusqu'à Fachoda pour barrer aux Anglais la route du « Caire au Cap ». L'idée d'une mission Congo-Nil, conçue dès 1891, allait se réaliser avec le capitaine Marchand.

Officier d'infanterie de marine, habitué de l'Afrique noire, où il avait percé des routes et reconnu des rivières, le capitaine Jean-Joseph Marchand ne voyait que devoir et honneur là où les politiciens de Paris songeaient surtout aux calculs diplomatiques. Cette mission Congo-Nil, il l'avait voulue, préparée, étudiée. Le 19 juillet 1896, Marchand abordait Libreville et trouvait le Congo, pourtant pacifié par Savorgnan de Brazza, en pleine anarchie. C'est seulement deux ans après, le 10 juillet 1898, que la mission Marchand atteignit Fachoda. Elle avait affronté d'innombrables épreuves et elle ne trouva que des ruines. Mais les Anglais avaient été devancés. Après avoir conclu un pacte d'amitié avec Abd-el-Fadil, sultan du pays chillouk, Marchand installait un fortin sur lequel flottait le drapeau français.

En août, il fallut se battre contre des forces madhistes, bien supérieures en nombre et venues par le fleuve. Les madhistes furent repoussés. Les Chillouks, qui attendaient le résultat de la bataille pour passer du côté du plus fort, se placèrent définitivement sous protectorat français. Marchand semblait avoir triomphé, lorsque, le 19 septembre, une lettre du général Kitchener adressée au « chef de l'expédition européenne à Fachoda » lui apprit l'arrivée des Anglais. Réponse digne et ferme, visite du sirdar qui, officiellement, venait arborer le pavillon égyptien au nom du khédive. Marchand refusa de partir. L'adversaire resta courtois, mais l'affaire, portée devant les gouvernements de Paris et de Londres, créa un incident diplomatique d'où la guerre pouvait sortir. En France, l'opinion publique était pour Marchand et contre l'« ennemi héréditaire ».

Les hommes politiques — ce qu'ignorait alors Marchand — étaient préoccupés par la nouvelle flambée de l'affaire Dreyfus : le procès Zola, le suicide du colonel Henry après la découverte de sa falsification de document, le discrédit jeté sur l'armée. Il fallait éviter une rupture avec l'Angleterre. Marchand fut rappelé. Il s'inclina, en soldat qui obéit aux ordres. La mission Marchand revint en France, au début de 1899, en passant par l'Abyssinie.

Le « Far West » de la France

Tout cela, brièvement rappelé, passionna nos grand-pères et nos pères. C'est loin, maintenant, rejeté dans le passé de conquêtes *coloniales* qui ne sont plus de saison. On peut ainsi trouver curieux qu'engageant une coproduction avec l'*Office* de radiodiffusion télévision de la République du Sénégal Antenne 2 ait choisi comme sujet de feuilleton l'histoire de la mission Marchand, qui ne rappelle pas forcément de bons souvenirs en Afrique... Mais enfin, c'est arrivé.

Le feuilleton vient de débuter sur Antenne 2, le vendredi 4 mars. *Le Sénégal* a fourni du matériel, des techniciens, ses paysages et une importante figuration indigène. Georges-Matrick Salvy-Guide, scénariste, François-Marie Banier, dialoguiste, et Roger Kahane, réalisateur, ont raconté, en six épisodes d'une heure, le voyage de la mission Marchand et l'incident de Fachoda.

C'est un feuilleton-imagerie spectaculaire et romanesque (même si ni les moyens matériels ni les conditions de tournage n'ont permis de reconstituer, par exemple, le terrible enlisement de la mission dans les marais du Bar-el-Gazal), le feuilleton dans lequel l'Afrique noire de Marchand apparaît comme le « Far-West » de la France.

Conquête héroïque, civilisation en marche, lutte contre la nature, les négriers et les trafiquants, la fatigue et la maladie, rivalité avec l'Angleterre : nous voilà replacés, sans aucune distance critique, dans la mythologie coloniale des années 1890. Et Robert Etcheverry, en uniforme blanc, a un peu la prestance qu'avait Errol Flynn lorsqu'il incarnait Custer, général sans peur et sans reproche, dans *la Charge fantastique* de Raoul Walsh. Il est vrai que, dans *Fachoda*, le portrait du héros est fidèle à l'histoire : Marchand fut un homme et un soldat exceptionnel.

Beaucoup d'ingénuité pour faire « comme si »

Roger Kahane a fort adroitement retrouvé l'esprit d'une aventure dans laquelle la foi et les qualités de l'officier français meneur d'hommes ne représentaient pas nécessairement l'orgueilleuse supériorité de la race blanche sur les populations africaines. N'empêche qu'il faut beaucoup d'ingénuité pour faire comme si les problèmes du colonialisme et du racisme ne s'étaient pas posés à ce moment-là, pour montrer des chevaux et des Noirs tirant dans les sables du désert, le vapeur *Faidherbe* (il fut, en fait, démonté et transporté pièce par pièce, la chaudière sur un chariot) sur le pont duquel Marchand et ses compagnons français restent installés sans se rendre compte apparemment qu'ils représentent une charge supplémentaire.

Ce *Fachoda*, c'est un monde d'autrefois qui ignore aujourd'hui, l'Afrique d'un officier qui fait avancer les membres de sa mission et ses tirailleurs sénégalais vers un but qu'il faut atteindre, envers et contre tout, avant les Anglais. C'est l'expression sans retouches d'un XIX[e] siècle finissant. De quoi s'étonner, s'indigner peut-être. Comment réagira le public ? Car enfin, s'il y a rappel d'un patrimoine historique, on ne peut pas, quoi qu'en disent certains, juger cela « au second degré ».

JACQUES SICLIER.

★ Les vendredis, Antenne 2, 20 h. 30.

Naître esquimau au Canada

Une autre planète

LES pieds lourds sur la glace, un trou dans la glace, et la tête énorme d'un morse, les longues canines ensanglantées. Des bruits de pas, les chiens tirent l'animal qui fait céder sous son poids la solitude glacée, divise en deux l'espace tout au long de cette course glissante vers des blancheurs plus fermes. Les couteaux alors s'affairent : en quelques minutes, le morse est dépecé, les pattes, l'estomac, le foie, la tête, les yeux, tout servira, y compris la peau du pénis qui, gonflée et tendue entre les pavés de neige, laissera passer la lumière à l'intérieur de l'igloo.

Tout sert dans l'animal, et tout devait venir de lui dans la tradition des Inuits, ces Esquimaux du Grand-Nord canadien qui vivent à 3 000 kilomètres d'Ottawa comme sur une autre planète, sur un territoire où le thermomètre tombe à moins 20 degrés, où il fait jour la nuit, où les hommes peuvent être des femmes et les femmes des hommes. Les Inuits, terme qui désigne les « vrais hommes », sont vingt mille au Canada (il y a cent mille Esquimaux dans le monde), ils vivent de la chasse et de la pêche et réclament aujourd'hui leur autonomie parce que leurs mythes, leur culture, leur vie, sont menacés par la civilisation blanche.

A Igloolik (sept cents habitants), les Inuits sont logés et chauffés gratuitement dans des petites maisons offertes par le gouvernement fédéral, les prêtres ont gagné comme toujours avec l'arrivée des blancs — les Esquimaux sont chrétiens, — mais le temps a d' « étranges retours » et l'Eglise soutient aujourd'hui les revendications autonomistes.

Igloolik ou la planète esquimaude, de Bernard Saladin d'Anglure et Michel Treguer n'est ni un film ethnologique à proprement parler ni un document politique, mais le rapport intelligent du quotidien de la vie et des pensées d'un peuple minoritaire. C'est dans des paysages infinis et plats, dans le brouillard qui siffle, dans les silhouettes qui se battent contre le froid, dans cette chasse aux morses, aux phoques, aux caribous, dans cette pêche sous la glace, et le sang instantanément frigorifié, que s'entendent les chants (« *Je vais manger tes yeux* », « *Sa chair est belle* »), là aussi sont nés les mythes.

Chez les Inuits, on peut être un autre, ou des autres, chacun étant soi-même mais aussi parfois seulement un ancêtre mort et réincarné, c'est ainsi que les notions de sexe s'évanouissent, il y a des hommes-hommes, des femmes-femmes, mais aussi des hommes-femmes et des femmes-hommes, étrange conception de l'identité (pour nous du moins) dans laquelle une grand-mère inuit et sa fille nous font entrer.

Témoignage extraordinaire, interrompu par la sonnerie du téléphone par satellite. Ce « passage » d'un sexe à l'autre, qui se situe souvent pour les femmes au moment des premières règles, quand elles deviennent « hommes », est-il symbolique ou réel ? La grand-mère se souvient avoir poussé un bloc de neige vers l'extérieur, elle a vu sa fille — sa future mère — qui ne l'entendait pas, elle a touché sa ceinture et s'est retrouvée dans son utérus, un igloo, elle avait peur d'avoir froid, elle a hésité entre les instruments féminins et masculins... le téléphone sonne.

Comment rester soi-même avec l'avion et le téléphone ? Comment faire à l'école, quel nom donner, quel sexe et quelle identité ? Comment renier les ancêtres puisqu'ils « *sont* » leurs ancêtres ? L'école est est la première et la pire agression relevée par les ethnologues. Les Inuits s'acharnent ensemble à la pêche, ils font partie du grand cycle biologique avec les bêtes ; à l'école, c'est déjà le « *chacun pour soi* », les enfants d'Igloolik ne peuvent intégrer ce nouveau monde sans se détruire.

« *Un savoir contre une école, la banquise contre quatre murs* » : dans les salons chauffés d'Ottawa, les délégués des Inuits ont choisi. *Ils* parlent d'un Etat, ils ne veulent pas « *reprendre leur pays* », ils ne l'ont « *jamais donné* », simplement ils veulent que celui-ci ne leur « *échappe* » pas.

CATHERINE HUMBLOT.

★ Les vendredis 11 et 18 mars, FR 3, 21 h. 30.

RELANCE DES ÉMISSIONS VERS L'ÉTRANGER

Cinq millions et de nouvelles cibles pour Radio-France-Internationale

DECIDEE depuis près d'un an par le gouvernement, la « relance » de l'action radiophonique vers l'étranger entre dans sa phase active. C'est ce lundi 7 mars, en effet, que Radio-France-Internationale commencera à émettre, en ondes courtes, vers Lisbonne (une heure d'émissions quotidiennes en portugais). Le choix de la date retenue pour cette « première » n'est pas sans rapport avec la venue à Paris du premier ministre portugais, M. Mario Soares, qui participera à l'une de ces émissions durant sa visite officielle.

Autre opération attendue : le lancement, en avril prochain par Radio-France-Internationale, d'une « chaîne » destinée, cette fois, aux auditeurs des pays de l'Est (quinze heures d'émissions quotidiennes, également sur ondes courtes).

Ces deux initiatives représentent une certaine remise en cause des décisions prises, en 1974, au moment de la réforme de l'O.R.T.F. A l'époque, les responsables politiques avaient décidé de réduire la présence française sur les ondes internationales à la portion congrue.

Entre-temps, M. Jean d'Arcy, membre du haut conseil de l'audiovisuel et ancien directeur des programmes de la télévision française, s'est vu confier une mission d'étude sur la situation de la « Voix de la France » dans le monde. Remis en février 1976 au gouvernement Chirac, son rapport (demeuré secret) est vraisemblablement à l'origine de la « relance » entreprise aujourd'hui.

Mme Baudrier, P.-D.G. de Radio-France, devait ensuite être reçue par le président de la République.

CINQ millions de francs. Il n'en fallait pas davantage pour que les émissions en direct de Radio-France-Internationale (R.F.I.) vers l'étranger connaissent un nouvel essor. Ce sera chose faite avec, le 7 mars prochain, la première émission d'une heure par jour vers le Portugal et la création, en avril, d'une chaîne radiophonique (quinze heures par jour) à destination des pays de l'Est.

Depuis l'éclatement de l'O.R.T.F., en janvier 1975, et la disparition de la DAEC (Direction des affaires extérieures et de la coopération), la présence française sur les ondes internationales a connu un sérieux recul. La politique adoptée par les responsables de R.F.I. — concentration des moyens techniques, financiers et humains, vers quelques objectifs privilégiés mais géographiquement limités (*le Monde* du 23-24/11-1975) — a porté ses fruits : là où elle est encore entendue, la « Voix de la France » l'est clairement. Mais seule, jusqu'à ce jour, le continent africain, l'Espagne, les deux Allemagne et, dans une moindre mesure, la côte est des Etats-Unis étaient concernés par ces émissions d'une durée extrêmement variable : d'une heure par jour (pour les émissions vers l'Allemagne et l'Espagne) à dix-sept heures trente (pour la « chaîne Sud », captée en Afrique et dans l'océan Indien).

Quinze heures pour la « chaîne Est »

Aujourd'hui, le gouvernement entend développer l'action radiophonique extérieure. R.F.I. s'est donc vu confier, il y a plusieurs mois, le soin de préparer la « relance ». La première opération est dirigée vers Lisbonne : une heure par jour, en langue portugaise. La seconde opération, beaucoup plus importante, est dirigée vers les pays de l'Est. Principales caractéristiques de cette « chaîne Est » : quinze heures d'émissions radio quotidiennes, diffusées sur ondes courtes et composées pour l'essentiel (dans un premier temps du moins) par la retransmission, en direct ou en différé, des programmes nationaux de France-Inter, de France-Culture et de France-Musique. Un dosage avant, donc, dans lequel viendront s'intercaler — vraisemblablement avant la fin de l'année — quatre fois un quart d'heure d'émissions « spécifiques », réalisées en français, mais plus particulièrement consacrées à des informations intéressant les pays de l'Est : politiques et culturelles. Dans une région du monde qui ne constitue pas, à l'inverse du continent africain, un vaste ensemble francophone, la « chaîne Est » devrait, avant tout, s'adresser à une « élite ».

Techniquement, ces projets ne soulèvent pas de grandes difficultés. Le parc des émetteurs ondes courtes (implantés à Allouis et à Issoudun, et gérés par Télédiffusion de France) est sous-employé. Quelque deux cents heures-fréquence, sur un total de quatre cents, étaient encore disponibles. Pour les utiliser, il suffisait simplement de profiter des décalages horaires pour « réveiller » les émetteurs. Ce qui n'entraîne pas de dépenses excessives.

Cette relance de la « Voix de la France » était prévue depuis plusieurs mois : la décision a été prise en avril 1976, au cours d'un conseil des ministres du gouvernement Chirac. L'intérêt manifesté par les pouvoirs publics pour ces questions constitue cependant un phénomène nouveau. Trop longtemps, les émissions vers l'étranger ont été considérées, au Quai d'Orsay notamment, comme quantité négligeable. Au point que personne — syndicats des personnels de l'O.R.T.F. mis à part — ne s'est sérieusement opposé à la liquidation, en janvier 1975, de quatorze des dix-huit sections linguistiques qui composaient le DAEC. La France, déjà mal placée dans ce domaine par rapport aux autres nations, s'est ainsi vue, du jour au lendemain, reléguée dans le peloton de queue. A titre de comparaison : RF 1 émet aujourd'hui en cinq langues (français, anglais, allemand, espagnol, et demain portugais). La B.B.C. en utilise une quarantaine et la Radio allemande plus d'une trentaine.

Le « redéploiement de la Voix de la France » se place, malgré tout, sous le signe de l'austérité : les 5 millions de francs prélevés sur la redevance et votés au cours de la dernière session parlementaire par le Sénat seront donc les bienvenus, car les subventions allouées par le Quai d'Orsay pour les émissions de RF 1 n'auraient même pas suffi, en 1977, à maintenir les objectifs (la section allemande notamment était menacée d'étranglement financier).

Provisoirement soulagés, les responsables de RF 1 n'en sont pas moins tenus à une gestion rigoureuse, voire étriquée. Premières victimes pressenties : les programmes. Quand il faut se faire entendre et se faire comprendre dans un pays étranger, on s'efforce de parler la langue de ce pays, ce que fait RF 1 avec ses émissions en espagnol, en allemand et en portugais. Mais cela coûte cher.

Un mélange satisfaisant

A moins de couper la poire en deux. Ainsi, la « chaîne Sud » est-elle composée pour moitié par des émissions « exportables », sélectionnées gratuitement dans le programme de France-Inter (« Radioscopie » de Jacques Chancel, par exemple) et, pour l'autre moitié, par des émissions « spécifiques » en français (à l'exception d'une heure « anglaise ») développant des aspects particuliers de l'actualité africaine. Ce « mélange des genres » donne, numériquement, des résultats satisfaisants. Selon M. Albert Aycard, directeur de RF 1, « *le nombre des auditeurs de la chaîne Sud ne cesse d'augmenter, si l'on en juge par la progression du courrier* ».

Enfin, dernière solution pour composer un programme : sacrifier le « spécifique » sur l'autel des économies et ne transmettre que des émissions nationales. Cette formule, la moins onéreuse, est également la moins satisfaisante pour l'auditeur. Utilisée actuellement vers les Etats-Unis, elle sera également en partie retenue pour la « chaîne Est », qui, le jour de son lancement, en avril prochain, ne diffusera que des retransmissions. Les responsables de RF 1 envisagent d'y introduire par la suite une heure au total de programmes « spécifiques », mais réalisés en français.

« Arroser le sable » ?

Souci d'économie, également, en ce qui concerne les moyens techniques de diffusion. Alors que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale, notamment, possèdent un nombre impressionnant de relais répartis sur les cinq continents, la France semble, pour sa part, y avoir définitivement renoncé. Ainsi n'est-il plus question, par exemple, de construire un émetteur ondes moyennes en Guyane. Le coût de l'opération (100 millions de francs et quatre ans de travaux) fait réfléchir. De plus, comme l'explique M. Albert Aycard, « *l'implantation d'émetteurs ondes moyennes (d'une portée de 500 kilomètres) dans nos territoires ou départements d'outre-mer ne servirait, le plus souvent, qu'à « arroser » le sable ou la mer* ».

La seule exception à la règle — l'émetteur « planté » à Chypre par la SOMERA (Société monégasque de radiodiffusion) et qui émet depuis trois ans sur ondes moyennes à destination du Proche-Orient — apporte toutefois la preuve du contraire : certains déserts peuvent revêtir une importance stratégique et politique de premier plan.

Ne possédant, à part Chypre, aucun « relais » à l'étranger — contre trente-neuf à la B.B.C. et dix-sept à l'Allemagne fédérale, la France doit cependant se résigner et utiliser au maximum ses vingt émetteurs ondes courtes (dont douze de 100 kWh et huit de 500 kWh). En attendant, peut-être, de pouvoir confier au satellite *Symphonie*, dans une dizaine d'années, le soin de porter la « Voix de la France » aux quatre coins du monde.

Dans l'immédiat, les ondes courtes peuvent rendre de bons et loyaux services. Tout d'abord les émetteurs, situés dans l'Hexagone, sont à l'abri des nationalisations ou des coups d'Etat toujours possibles à l'étranger. De plus, en jouant astucieusement sur les fuseaux horaires, « il sera sans doute possible », comme nous l'a dit Mme Jacqueline Baudrier, P.-D. G. de Radio-France, « *d'émettre bientôt successivement vers l'Afrique, l'Europe de l'Est et l'Amérique latine* ». Mais il existe également des inconvénients : avec les moyens dont elle dispose aujourd'hui, RF 1 ne peut espérer atteindre, par exemple, l'Asie du Sud-Est où, pourtant, la culture française est encore vivante. Autant dire que le « petit pas » aujourd'hui accompli vers les pays de l'Est, s'il n'est pas négligeable, ne devrait constituer qu'un début dans la voie d'une réhabilitation de la Voix de la France.

CATHERINE GUIGON et CLAUDE DURIEUX.

RADIO-TELEVISION

FRANCE-MUSIQUE TOUJOURS EN QUESTION

Des goûts et des sondages...

« JE ne puis sérieusement vous donner une opinion sur l'évolution de France - Musique durant l'année écoulée, ayant, depuis plus d'un an, renoncé à écouter cette chaîne », *écrit un de nos lecteurs, en réponse à la question que nous lui avons posée par écrit, plus d'un an après la « réforme » opérée par Louis Dandrel et son équipe. Le courrier, alors, avait été abondant. La tentation était grande de relancer aujourd'hui le débat épistolaire.*

« La » ou « les » musiques ? « Classique » ou « moderne » ? « Traditions » ou « variétés » ? Hiérarchie ou mélange des genres ? A en croire ce récent courrier (une dizaine de lettres), l'heure n'est plus aux questions fondamentales mais à des remarques plus fragmentaires, plus matérielles. Mis à part, en effet, ceux qui ont définitivement exclu France-Musique de leur horizon sonore, on s'étonnera de la précision avec laquelle les *détracteurs* les *plus virulents notent — à croire qu'ils écoutent ! — telle familiarité dans la présentation, tel glissement d'horaire, telle perturbation dans le début* d'un concert. « Le mélomaniaque, c'est sa faiblesse, attend de la musique une joie, un plaisir, une émotion, *écrit un irréductible.* Son « aliénation culturelle bourgeoise » fait de lui un être qui trouve dans la musique un dérivatif aux laideurs de ce monde. C'est ce qui s'appelle le bonheur. » *Comment mieux dire, en effet, que la musique n'intervient, dans cette polémique, qu'en tant que prétexte, voire de masque.*

En conserve et en tranches

Alors, en un an, quoi de mieux, quoi de pire ? « Je lis plus et j'écoute un peu plus mes disques (...), je remarque qu'en fait il ne reste plus tellement de choses des points brûlants et litigieux », *reconnaît un lecteur qui critique néanmoins, entre autres, les fréquentes modifications* de *dernière heure dans les programmes de la chaîne.*

« Je regrette la mode récente qui consiste à diffuser des fragments d'œuvres, *note judicieusement,* d'*autre part, un correspondant de Villeurbanne.* Il en résulte des modifications de valeur, des changements de perspective fâcheux, en particulier pour la musique de chambre — sans compter la frustration ressentie s'il s'agit d'une œuvre aimée. »

« La musique en conserve a des défauts ; la musique en tranches, c'est pire » *renchérit un mécontent qui met cependant à l'actif de la nouvelle direction* « l'augmentation des diffusions de concerts », *tout en regrettant* « la qualité technique souvent médiocre » *des diffusions et* « le manque évident de coordination des programmes avec France-Culture et surtout à l'intérieur même de France-Musique ».

Enfin, un universitaire rouennais concède qu' « on a mis de l'eau dans le vin »... *mais déplore* qu' « on continue de prendre les auditeurs pour des enfants qu'il s'agit d'instruire (...), pour des « déviants » politiques et/ou psychiques (...), qu'il appartient à France-Musique de rééduquer. » « C'est mieux fait, moins rugueux, *ajoute-t-il.* L'auditeur n'est plus accusé tous les matins d'avoir travaillé avec Mme Mao en écoutant Beethoven. Mais Beethoven est subtilement entrelardé de rengaines et de cornemuse. Mis à plat. Plus d'auteurs. Des documents ethnographiques, de la technologie des instruments et, bien sûr, la mise entre parenthèses, de toute considération proprement esthétique. Autrement dit, France-Musique demeure en 1977 ce qu'elle était en 1975 : une annexe de France-Inter pour la sonnette et de France-Culture pour le pédantisme. Avec le petit ton « parisien » en plus. »

Au moment où nous arrivait ce courrier, la revue Panorama de la Musique *rendait publics les résultats d'une consultation de même type, mais de plus large envergure, opérée, dans un premier temps, par l'intermédiaire d'un questionnaire paru dans le numéro 16 de cette publication, puis au moyen de formulaires distribués à la sortie de certains concerts. Les résultats (300 réponses au total) ont l'intérêt d'émaner, en majorité, de mélomanes (63 % d'entre eux se disent même « passionnés » de musique), qui vont souvent au concert (80 %), pratiquent à 50 % un instrument, et qui, pour un tiers d'entre eux, fréquentent les scènes lyriques ou les festivals spécialisés.*

Les amateurs de fond sonore

Rien d'étonnant donc si 61,6 % de cet échantillonnage se dit moins assidu à l'écoute de France-Musique depuis 1975. Mais rien d'étonnant, non plus, si la moitié de ces auditeurs (qui, pour 71,4 % d'entre eux écoutent, disent-ils, la radio en « fond sonore ») *considèrent que la musique contemporaine occupe, dans les nouveaux programmes, une place excessive, et s'ils souhaitent, à une écrasante majorité (83,8 %), que soit diffusée sur les ondes la musique ininterrompue, sans commentaire.*

Beaucoup de disques, peu ou pas de télévision, informé, solitaire : un « profil » qui semble, en effet, faire la grimace à ces « gêneurs », à ces « bavards », à ces nouveaux producteurs, trop « érudits » et trop « inexpérimentés » de France-Musique.

Répartie des responsables : les sondages. Non par goût, dit-on à la direction de la chaîne, mais parce que les chiffres constituent la « seule réponse » *au message radiophonique, lancé* « dans le vide », *la preuve que* « la mécanique marche » *ou s'enraye.*

« Audience accrue », *conclut une récente enquête* (le Monde *du 18 février) réalisée par l'IFOP auprès de trois mille deux cents personnes représentant un échantillonnage national. La station s'adresse désormais à trois millions d'auditeurs dans la semaine (contre vingt-quatre millions avant 1975) et bénéficie de leur part d'une écoute plus attentive et plus fidèle.*

L'argument du racolage

Progrès depuis la réforme ? 16 %. Dégradation ? 8 %. Les commentaires ? Trop bavards pour 11 % seulement des auditeurs. La musique contemporaine ? Trop abondante pour 19 % d'entre eux. Vingt auditeurs assidus sur cent applaudissent aux émissions de jazz ; dix-sept se félicitent de la variété des programmes, et sept seulement se plaignent de la « voix » et du « style » de certains présentateurs.

Verdict encourageant, donc. Verdict qui ne manquera pas, néanmoins, d'être discuté et utilisé contre ceux qui l'ont publié. « Les auditeurs fuient, la chaîne se saborde », *proclamaient naguère les détracteurs et les sceptiques.* « Les auditeurs se multiplient ? On les racole. La chaîne, en se démocratisant, se détériore », *plaideront, désormais, et* a contrario, *les mêmes.*

« L'important ? *dit Louis Dandrel.* 8 % des auditeurs déplorent l'insuffisance des bulletins d'information sur France-Musique », *preuve, en effet, que la chaîne commence à être considérée comme un organe de radio : un canal où passent, aussi, des émissions, et pas seulement de la « sonorisation », autant dire : de* l'*insonorisation.*

ANNE REY.

Écouter, voir

● **CHRONIQUE : RENCONTRES BIBLIQUES. — Tous les lundis, France-Culture, 21 heures.**

« *Toutes les larmes juives coulent dans la mer, qui en fait un chant plus profond que l'abîme* », écrit Elie Wiesel dans *le Mendiant de Jérusalem,* ouvrage qui valut au romancier-théologien le prix Médicis.

Cete voix ample, prenante et inspirée, retentit chaque lundi désormais (jusqu'au 18 avril) sur Radio-France et raconte à sa façon, pour les auditeurs de France-Culture, les cinq premiers livres de la Bible, depuis Adam jusqu'à l'établissement de la royauté de David. Commentaires établis par la tradition hassidique ; prolongements symboliques ou historiques : une pensée et un texte, ici confrontés, dans la série « L'autre scène ou les vivants et les dieux ».

● **JEU : L'INSPECTEUR MÈNE L'ENQUÊTE. — Mercredi 9 mars, TF 1, 20 h. 30.**

Une réception est offerte par le mage Amaleb, dans son château où logent les Adorateurs du Cosmos — ses disciples. Deux invités se présentent ; ils n'ont pas la tête à entrer dans la secte : Jean-Claude Vincent, journaliste et sceptique, concocte une série d'articles « explosifs » sur les groupes ésotériques ; l'inspecteur de police Tellier est, lui, un féru de sciences occultes. Ils tombent en pleine intrigue, dans une atmosphère « surnaturelle » de suspicion dangereuse. Qui est Amaleb ? Un mage ? Un sage ? Un saint homme ? Ou le pire des escrocs ? En tout cas, la discorde règne.

Pour cette nouvelle énigme, une innovation : l'émission sera diffusée en direct, depuis un décor naturel en extérieur. Jean-Pierre Barizien, le réalisateur, a pris ce « risque », afin de permettre aux téléspectateurs de participer plus directement aux péripéties de l'action, aux phases de l'intrigue et à son dénouement. Les bonnes suggestions seront récompensées par des primes, allant de 100 à 500 francs. « Relance » (après l'interruption due à la grève des artistes-interprètes) d'une formule d'« intéressement » à l'ordre public, qui n'a pas fini de susciter des polémiques...

● **CINÉMA 16 : LA FORTUNETTE. — Mercredi 9 mars, FR 3, 20 h. 30.**

« *Avec la collaboration de Jacques Krier* », lit-on au générique de cette chronique d'une province imaginaire, de cette satire d'un mythe, autant que d'un rite : le tiercé.

La réalisation, signée Pierre Cavassilas, devrait également attirer devant leurs postes les amateurs de la télévision d'« avant », quitte à ce qu'ils soient déçus par la minceur du scénario (dû à Maurice Bruzek et à Pierre Andro). Des « Dossiers de l'écran », qui, la veille évoquent le monde des champs de courses, à cette « dramatique » bien de chez nous, les émissions régulières ne dénotent pas cette semaine un souci troublant d'actualité.

● **REPORTAGE MUSICAL : COMPOSITEURS CANADIENS. — Les jeudis 10 et 24 mars, France-Musique, 11 h.**

On a déjà entendu les violoneux inconnus du Canada au cours d'une première émission, premier chapitre, premier volet de ce voyage à Montréal.

Charlotte Latigrat a rencontré pour France-Musique les compositeurs canadiens : parmi ceux-ci, Jean Prévôt, dont la dernière œuvre, *Chorégraphie III*, sera présentée le 15 mars au studio 104 de Radio-France. Puis Gilles Tremblay, l'élève de Messiaen.

La dernière émission sera consacrée à Serge Garant, membre et fondateur de la Société de musique contemporaine du Québec, et à Micheline Coulombe Saint Marceaux, compositeur de musique électroacoustique. La programmation de cette série d'émissions est reliée aux activités du Centre culturel canadien (tél. : 551-35-73).

Les films de la semaine

● **COULEZ LE « BISMARCK », de Lewis Gilbert. — Dimanche 6 mars, TF 1, 17 h. 35.**

Comment la marine anglaise détruisit, sur l'ordre de Churchill, un puissant cuirassé allemand qui pouvait décider du sort de la guerre sur mer. De l'histoire vraie, avec des documents vrais et une reconstitution soignée. Il n'y manque que la présence d'un grand réalisateur.

● **LES SEINS DE GLACE, de Georges Lautner. — Dimanche 6 mars, TF 1, 20 h. 30.**

Adaptation « francisée » d'un roman de Richard Matheson dont Lautner, malgré de louables efforts pour créer un climat d'angoisse, n'a pas retrouvé la ténébreuse atmosphère. Reste le mystère de Mireille Darc contre lequel se cogne Claude Brasseur, dont le personnage vient au premier plan de l'histoire.

● **LES SORCIÈRES, de Franco Rossi, Mauro Bolognini, Pier Paolo Pasolini, Luchino Visconti et Vittorio de Sica. — Dimanche 6 mars, FR 3, 22 h. 30.**

Le film à sketches est une spécialité du cinéma italien. Celui-ci donne à Silvana Mangano cinq rôles de femmes étranges et contrastées qui ne sont souvent « sorcières » que par métaphore. Visconti a fait de la Mangano une star névrosée, dépouillée de ses faux-semblants, et qu'il a disséquée avec cruauté. Pasolini l'a transformée en sourde-muette à cheveux verts tombée dans un bidonville pour charmer le vieux Toto et son fils Ninetto Davoli. Le reste est absolument sans importance, sans intérêt.

● **MONSIEUR VERDOUX, de Charles Chaplin. — Lundi 7 mars, TF 1, 20 h. 30.**

Il restait encore — avec le barbier juif — quelque chose de Charlot dans *le Dictateur.* Ici, plus rien. Ou plutôt, le Charlot agressif et vindicatif qui se cachait sous le vagabond sentimental apparaît au grand jour dans le personnage élégant et cynique qui assassine des femmes mûres et riches pour assurer le bonheur de sa famille. Cela se passe en France et l'on pense à Landru. Mais Verdoux n'est pas Landru. C'est bien Chaplin, pessimiste, misogyne, misanthrope, liquidant tous ses comptes accumulés avec les femmes américaines, dénonçant par l'absurde une société où le crime est « *la continuation des affaires par des méthodes différentes* », où le tueur de dames n'est qu'un amateur face à la tuerie en masse des guerres. Ce Chaplin sans masque et sans mythe apporte ici le comique de la cruauté dans un pamphlet qui, trente ans après, apparaît très moderne.

● **GEANT, de Georges Stevens. — Lundi 7 mars, FR 3, 20 h. 30.**

Vingt-cinq ans de l'histoire d'une famille de propriétaires terriens du Texas et d'un ouvrier agricole enrichi par le pétrole, trois heures de projection, la preuve par l'ennui du faux talent de George Stevens. A voir pour James Dean, tout de même. Ce fut son dernier rôle et il glissait, dans la deuxième partie, vers la composition de monstre sacré.

● **CASAQUE ARC-EN-CIEL, de Basil Dearden. — Mardi 8 mars, A 2, 20 h. 30.**

Un adolescent qui veut devenir jockey tombe entre les mains d'un ancien du métier qui se sert de lui pour réintégrer les champs de courses. Ce film anglais date de plus de vingt ans et n'a jamais été présenté en France.

● **LA ROUTE DE L'OUEST, d'Andrew McLaglen. — Mardi 8 mars, FR 3, 20 h. 30.**

Chronique d'un convoi de pionniers s'en allant vers une « terre promise » (ici l'Oregon). Empêtré dans un scénario confus, Andrew McLaglen a étiré des scènes de genre et dispersé l'attention sur les divers personnages sans qu'on s'attache vraiment à aucun.

● **ZORBA LE GREC, de Michel Cacoyannis. — Jeudi 10 mars, A 2, 20 h. 30.**

Cacoyannis, cinéaste grec, fourvoyé dans une production internationale à la manière de Hollywood. Le roman de Nikos Kazantzakis est ramené à un simple affrontement entre Alan Bates et Anthony Quinn, qui charge comme un bulldozer. La Crète n'est plus qu'un décor folklorique et la mise en scène s'enfle jusqu'au mauvais goût. Même la séquence — tragique — de la lapidation d'Irène Papas est ratée. Une consolation : la musique de Mikis Théodorakis.

● **LOLA MONTES, de Max Ophüls. — Jeudi 10 mars, FR 3, 20 h. 30.**

Le mensonge des mythes du spectacle, l'exploitation des vedettes, dénoncés par la mise en question du propre mythe de Martine Carol, dans un spectacle baroque, tourbillonnant, délirant. Passé et présent mêlés, vérité des souvenirs et imposture des attractions de cirque où l'héroïne, transformée en idole, jetée en pâture au public, vit sa Passion. Maudit depuis sa sortie, le fabuleux film d'Ophüls, tourné en Cinémascope, va encore être massacré à la télévision.

● **MARIE, de Marta Meszaros. — Vendredi 11 mars, A 2, 22 h. 50.**

Une femme, veuve et solitaire, son fils, l'amie de son fils ; des rapports de protection étouffants du fils à la mère, une amitié féminine. L'art de Marta Meszaros est tout d'intimisme, de réalisme minutieux, de sensibilité et d'attention aux êtres. Ce film hongrois est peu connu, sinon inconnu.

● **LE GRAND CHEF, d'Henri Verneuil. — Dimanche 13 mars, TF 1, 20 h. 30.**

Un film comique sur un sujet qui, aujourd'hui, serait plutôt traité de façon dramatique : un enlèvement d'enfant. Comme les ravisseurs sont Fernandel et Gino Cervi, les deux compères de la série *Don Camillo*, c'est bien une opération-rire. D'autant que le gamin enlevé, très heureux d'échapper à la tutelle familiale, invente des farces et des jeux dont ses geôliers bonasses font les frais.

● **DAVID GOLDER, de Julien Duvivier. — Dimanche 13 mars, FR 3, 22 h. 30.**

Le premier film parlant de Duvivier, tiré d'un roman d'Irène Nemirovsky, à une époque où le cinéma français se ruait sur les pièces de théâtre. Bel équilibre entre l'image et le dialogue, tension dramatique et trait naturaliste dans la description d'un monde corrompu par l'argent. Œuvre très caractéristique du pessimisme du réalisateur. Harry Baur vit avec puissance, grandeur et douleur, le calvaire d'un « père Goriot » juif détruit par son amour pour une fille indigne.

● **TYPHON SUR NAGASAKI. — Lundi 14 mars, TF 1, 20 h. 30.**

Jean Marais, ingénieur au Japon, est pris entre le charme oriental de Kishi Keiko et la séduction bien parisienne de Danielle Darrieux, qui veut le reconquérir. Un typhon spectaculaire arrange tout. Ciampi s'est tiré relativement à son avantage des pièges d'une coproduction franco-japonaise, la première à l'époque.

● **GRAND PRIX, de John Frankenheimer. — Lundi 14 mars, FR 3, 20 h. 30.**

Des bolides automobiles en action sur les grands circuits internationaux, de Monte-Carlo à Monza. Des intermèdes romanesques et sentimentaux servent d'entractes à des séquences de courses impressionnantes, très spectaculaires et faites, à l'origine, pour l'écran du Cinérama.

625 - 819 lignes

INFORMATIONS

TF 1 : 13 h., Le journal d'Yves Mourousi ; 20 h., le journal de Roger Gicquel (le dimanche, Jean-Claude Bourret reçoit un invité à 19 h. 45) ; Vers 23 h., TF 1 dernière, par Jean-Pierre Pernaud. Pour les jeunes : « Les Infos » de Claude Pierrard (le mercredi, 17 h. 15).

A 2 : 13 h. Journal (le samedi à 12 h. 30 : magazine Samedi et demi) ; 18 h. 45 (sauf samedi et dimanche), « Flash » ; 20 h. et vers 23 h., Journal.

FR 3 : 19 h. 55, « Flashes » (sauf le dimanche) ; vers 22 h., Journal.

ÉMISSIONS PRATIQUES

TF 1 : A la bonne heure (du lundi au vendredi, 18 h. 15) ; Je voudrais savoir (le mardi, 13 h. 30) ; Six minutes pour vous défendre (le samedi, 18 h. 40) ; Magazine « Formation » (une fois par mois, le samedi 11 h.).

A 2 : D'accord, pas d'accord (le mardi, le jeudi, puis le samedi à 20 h. 20).

RELIGIEUSES ET PHILOSOPHIQUES

TF 1 : 9 h. 15 (le dimanche), à Bible ouverte ; 9 h. 30, Foi et Traditions des chrétiens orientaux (le 6), la Source de vie (le 13) ; 10 h. Présence protestante ; 10 h. 30, le Jour du Seigneur : « Un homme de cœur, Jean Rodhain » (le 6), Actualité de l'Église (le 13) ; Messe à l'église Saint-Charles-de-Monceaux Paris-17e (le 6), à la paroisse Notre-Dame d'Auteuil, Paris-16e (le 13).

PROGRAMMES ÉDUCATIFS

Les programmes des émissions éducatives diffusées à la radio sur le réseau ondes moyennes de France-Culture et à la télévision sur la première chaîne les jours de la semaine sont parus dans « le Monde de l'éducation » (n° 26, daté mars 1977), qui les publie régulièrement tous les mois.

La première nuit des municipales

TF 1

En liaison avec la SOFRES, TF 1 communiquera les premières estimations à 20 heures. Les résultats définitifs seront donnés au fur et à mesure, accompagnés de commentaires, de débats avec des hommes politiques (le premier débat à 22 h. 15 réunira sur le même plateau, MM. Georges Marchais (P.C.), Jean Lecanuet (C.D.S.), Jacques Chirac (R.P.R.), Michel Rocard (P.S.) et Michel d'Ornano (R.I.). Liaisons en direct avec la province.

ANTENNE 2 ET EUROPE 1

Premier rendez-vous à 19 heures pour les deux chaînes. Les résultats des élections seront communiqués en commun depuis la salle Wagram à Paris, où les deux rédactions seront installées. Une première fois à 20 heures pour une grande opération « estimation » avec l'IFOP sur vingt-deux villes. Puis, de nouveau, à 22 heures, 23 heures et 24 heures, avec les résultats ville par ville et des débats avec les principaux responsables politiques. Entre-temps Jacques Martin animera, pour Antenne 2 seulement, son programme de variétés depuis la salle de l'Empire.

FR 3

Les résultats des élections seront communiqués sur la chaîne nationale à 19 h. 55, 21 h. 15 et 24 h. 20, grâce à une équipe de journalistes qui travaillera en liaison avec les stations régionales et d'outre-mer.

De 21 h. 35 à 23 heures, chacune des régions donnera à l'occasion de vingt-deux « décrochages régionaux » les résultats concernant son propre secteur.

FRANCE-INTER

La soirée, animée par Jean Lefèvre et Gilbert Denoyan, débutera à 20 heures par l'opération-estimation « France-Inter SOFRES » sur onze villes-tests. Présent dans les quartiers généraux de tous les partis politiques, dans les régions avec quinze envoyés spéciaux et dans les vingt arrondissements de Paris. France-Inter s'est assuré le concours de quatre cent quarante-huit journalistes de province pour téléphoner les résultats. Ceux-ci seront analysés au fur et à mesure par trente-deux journalistes à Paris, reliés par des lignes téléphoniques en multiplex avec les principaux élus. Synthèse des résultats à minuit et à 1 heure du matin.

R.T.L.

La soirée commence à 19 heures ; les premières estimations seront communiquées à 20 heures, à partir de douze villes-test. Les résultats définitifs seront donnés, au fur et mesure, avec commentaires et débats.

RADIO MONTE-CARLO

Installé à Paris et dans sept villes-tests, avec Harris-France, Radio Monte-Carlo réalisera une première opération-estimation à 20 heures. Les résultats définitifs seront communiqués au fur et à mesure, de 20 heures à 22 heures, avec des analyses et des commentaires. Radio Monte-Carlo quadrillera, d'autre part, le sud de la Loire en organisant simultanément dans sept villes un débat qui sera retransmis en direct grâce à des studios reliés en multiplex. A partir de 22 heures, la soirée se poursuivra avec des débats, interviews, entrecoupés de musique.



IDEES

LA PHILOSOPHIE

par Jean Lacroix

Le «visage» de Bergson

L'OUVRAGE que Marie Cariou consacre à *Bergson et le fait mystique* répond exactement à son titre. La métaphysique bergsonienne est une métaphysique positive qui s'insère dans le vécu, et s'efforce de l'expliciter. Son mode de connaissance est l'intuition, comprise plus en compréhension qu'en extension et qui dépasse les apparences pour procéder à une investigation en profondeur de l'objet dans ce qu'il a d'essentiel et de propre. La réalité est mouvement et seul le mouvement de l'esprit peut connaître le mouvement de la vie. L'intuition ne peut être que le point de rencontre entre le mouvement de l'esprit connaissant et la réalité mouvante qu'il connaît : elle est l'acte qui fait indissociables la méthode et la doctrine. C'est seulement à partir d'elle, et pour l'exprimer, que peuvent se construire les concepts.

Bergson a peu à peu découvert qu'avoir l'intuition de cet élan même, ou plutôt en pénétrer la source intime, c'était atteindre l'intuition mystique. Il y était conduit par son cheminement. Ce n'est pas le mysticisme qu'étudie Bergson, mais le fait mystique qu'il analyse. Chez les mystiques — notamment chez les mystiques chrétiens, — le courant vital remonte à sa source ultime : il faut y remonter avec eux et pour cela pénétrer l'intuition mystique, investir en quelque sorte une zone particulière et privilégiée de l'expérience. Marie Cariou ne propose pas une nouvelle interprétation de Bergson : au-delà des bergsoniens et des bergsonismes, elle le lit simplement, et le lit à haute voix, elle chemine avec lui, « *à la recherche d'un visage* », comme elle le dit elle-même.

La méthode et la doctrine de Bergson devaient le conduire naturellement à l'étude du fait mystique. Il a souligné lui-même que le point de départ et le fondement de sa pensée avaient été et étaient demeurés la découverte de la durée créatrice. D'où la distinction, qui commande tout, du « *clos* » et de l' « *ouvert* ». Toute création, toute ouverture, se perd vite dans l'imitation, la répétition, la « fabrication », le clos en un mot, qui sont toujours des assoupissements. Le moi qui dure, c'est le moi qui change, et tout changement est une création : le temps est invention, ou il n'est pas.

La philosophie bergsonienne est une philosophie de l'acte créateur. Seule l'intuition de la durée permet de retrouver cet élan créateur qui exprime et manifeste notre liberté — cette liberté qu'il ne s'agit pas de prouver, mais d'éprouver, surtout dans l'activité esthétique et plus encore dans l'activité mystique. Spiritualité et matérialité — l'ouvert et le clos — sont comme des points limites extrêmes de la propulsion du moi dans deux sens différents : la matière est retombée ; l'esprit, élan.

Ce qui distingue l'esprit de la matière, c'est précisément cette possibilité de vivre en durée, de se transcender soi-même. La vie est la source créatrice, et la biologie devient de plus en plus la science capitale : elle est le point de départ qui permet d'aller plus haut et plus loin. Le moral est dans le prolongement du psychique comme celui-ci est dans le prolongement du biologique, mais il les dépasse l'un et l'autre. La force spirituelle de l'homme est participation d'un courant vital créateur. Située dans une relation avec un absolu, la conscience devient ainsi une sorte de supra-conscience, un « pouvoir divin ». Dans *les Deux Sources*..., cette puissance créatrice, cette énergie spirituelle, devient un acte d'amour. C'est donc à la suite naturelle de ses travaux que Bergson découvre la vie mystique sur les hauteurs de l'acte libre.

Les phénomènes mystiques sont un ensemble à étudier, objectif, décrit comme tel par les mystiques eux-mêmes. L'âme mystique est celle dont l'action s'exprime dans la création la plus généreuse et la plus continue, en relation d'amour avec le modèle mystique qu'est Jésus-Christ. Les extases ou apparitions n'ont pas grand intérêt, et peuvent même être pathologiques. L'essentiel est que le mystique est un esprit qui retrouve en lui les manifestations les plus hautes de la vie et peut entrer ainsi en communication avec l'esprit divin. L'amour atteint alors sa plénitude dans l'union des volontés.

Le mystique répond à un appel, et l'efficacité de l'appel tient à la puissance de l'émotion qui a provoqué un ébranlement qu'il ne faut pas confondre avec un mouvement de l'affectivité. L'émotion est un bouleversement de la personne tout entière dans l'attente de sa transfiguration. Comme au-delà de soi-même, le mystique retourne aux sources et coïncide avec l'élan créateur manifesté dans la vie. Ainsi peut-il contempler l'univers dans la lumière d'un amour qui a tout fait.

Il laisse au philosophe le soin de tirer de son expérience de l'amour des implications philosophiques : il lui suffit d'aimer. Il ne prouve pas Dieu, il l'éprouve. « *Dieu est amour et il est objet d'amour : tout l'apport du mysticisme est là. De ce double amour, le mystique n'aura jamais fini de parler.* » Bergson se borne à accepter un fait et à l'analyser : le mystique ne « fabrique » pas une idée de Dieu, il en parle comme d'une présence expérimentée. Le pouvoir de créer ne fait qu'un avec celui d'aimer. Dieu fait de nous des dieux par participation. Le mysticisme nous fournit le moyen d'aborder expérimentalement le problème de l'existence et de la nature de Dieu. La philosophie ne saurait l'atteindre autrement. Il est achèvement de la philosophie au sens d'épanouissement et de plénitude : il la porte au-delà d'elle-même.

A la suite de cette analyse, Marie Cariou pose non pas proprement des critiques, mais des interrogations, en quelque sorte de l'intérieur même du bergsonisme. Au temps de Bergson, le mysticisme, dans divers pays et religions, était encore mal connu, et il a voulu s'en tenir à la mystique chrétienne, à une sorte même de mystique chrétienne, celle en somme de saint Jean de la Croix et de sainte Thérèse. Lui-même aujourd'hui procéderait sans doute à une enquête plus étendue. En tout cas, il a voulu faire une étude qui dépasse toute religion. Mais tout ce qu'il voit dans cette mystique de *la Montée du Carmel* qu'il a privilégiée, c'est la transformation du monde par l'amour. Il écarte absolument ce qui, selon la mystique chrétienne, est à l'origine de son expérience : la foi.

Bergson fait la distinction entre une intuition de Dieu par expérience et une foi qui est l'acceptation d'un savoir doctrinal indémontrable, et qui par conséquent ne saurait concerner le philosophe. Mais, précisément, dans la perspective chrétienne, les deux ne sauraient être séparées. Et même de mystique chrétien se méfie de toute révélation personnelle pour ne s'appuyer que sur la Révélation. Ce qui n'est en rien une objection, mais un point important à souligner, car il a provoqué des confusions : la mystique bergsonienne est « réelle, féconde, admirable », elle n'est pas exactement la mystique chrétienne.

Elle a, en tout cas, des conséquences politiques et sociales importantes. Selon Bergson, la morale sociale est strictement close, mais la morale ouverte exige référence à un tout vital, cosmique, dynamique, infiniment plus large. La mystique, donc, peut et doit être transformatrice. Elle est normalement inspiratrice de la démocratie. Mais celle-ci n'est guère réalisée. La « civilisation » ne fait que déplacer l'état de guerre primitif : non plus chacun contre chacun, mais des groupes de plus en plus larges dotés d'instruments de plus en plus puissants. Pour être plus larges, ils n'en sont pas moins « clos ».

Ce qui peut nous sauver, c'est seulement l'idéal du moi qui transcende le social et provient de l'élan mystique créateur. La société ne peut être « ouverte » que par des individus. La vraie moralité n'est pas dans l'obligation mais dans l'aspiration : un élan *vers* qui est aussi un élan *par*. Les créations démocratiques sont, à l'origine, le fait d'un génie moral inventif. Péguy, proche de Bergson, dénoncera la mystique qui se dégrade en politique, mais défendra la politique qui s'inspire de la mystique. Certes, ces héros, ces conquérants, ne font que définir un limite idéale qui ne se réalisera jamais. Mais c'est cet idéal qui commande tout progrès, même s'il lui arrive de retomber dans le « clos » ; la mystique, seule, peut faire passer la société vers un autre stade.

* * *

Une dialectique du « clos » et de l' « ouvert » permettrait de réaliser des éléments positifs dans le cadre même de notre civilisation. Il ne s'agit pas de lutter contre la science et la technique : la domination de la nature par l'homme est bonne, et il faut la poursuivre. Mais le progrès technique doit se doubler d'une organisation politique et sociale à sa taille, éclairée par un type de scientificité nouvelle, qui soit une investigation de l'esprit et non plus seulement de la matière.

La mystique n'apporte pas la « certitude définitive », mais l'archétype fondamental. C'est cet archétype qui engendre l'action généreuse. Bergson en appelle à une visée cosmique, universelle, non pour satisfaire la prétention de savoir le tout, mais pour refuser aux parties de se prendre pour le tout. Il délivre de l'impérialisme qui consiste à se prendre pour tout et pour centre, aussi bien dans le domaine du savoir que de la politique. La référence à la mystique est essentielle pour cette délivrance. Mais je ne voudrais pas donner l'impression de boucler la boucle.

Dans un résumé, j'ai pu paraître présenter la philosophie de Bergson comme un tout, et le livre de Marie Cariou comme un exposé de cette totalité. Il n'en est rien. L'appel à un au-delà, l'ouverture vers un perpétuel dépassement sont toujours présents. L'élan vital anime cette pensée même et ne lui permet pas de repos. Le livre de Marie Cariou répond à cette attitude. Sa lecture de Bergson sait être à la fois personnelle, originale et objective. Le style lui-même est direct, souvent interrogatif — d'une interrogation qui s'adresse à la fois à Bergson et au lecteur. Il est bien, en effet, une lecture à haute voix, qui fait toujours mieux apparaître le « visage » de Bergson.

★ *BERGSON ET LE FAIT MYSTIQUE*, par Marie Cariou. Ed. Aubier, 1976, 267 pages.

LIVRES REÇUS

— *Matérialisme, dialectique et logique*, par Pierre Raymond, éd. Maspero, 1977, 35 F. En face des faiblesses des philosophies des sciences aussi bien que des réactions anti-philosophiques des savants, apparaît la nécessité de l'alliance du matérialisme et de la dialectique.

— *Maurice Pradines ou l'Epopée de la raison*. Association des publications près les universités de Strasbourg, éd. Ophrys, 1976, 110 F. Recueil d'articles, réunis et présentés par André Grappe et Roland Guyot, qui ressuscitent une œuvre capitale trop oubliée.

— *Temps et musique*, par Eric Emery, éd. l'Age d'Homme, Lausanne, 85 F. Evolution de la notion de temps et de son rôle en musique, apparition aujourd'hui d'une nouvelle conception du temps en composition musicale.

— *Science et métaphysique*, colloque de l'Académie internationale de philosophie des sciences, avec Vuillemin, Costa de Beauregard, éd. Beauchesne, 1976, 55,20 F.

— *De la connaissance selon saint Thomas d'Aquin*, par Joseph Moreau, Beauchesne, 1976, 27,60 F.

— *La Neige bleue et la Repasseuse*, par Marthe Jourdan, éd. la Pensée universelle, 1976, 21,40 F. Tentative personnelle et originale pour s'adresser en termes simples à tout le monde en parlant des plus grands problèmes à partir d'exemples quotidiens, par un « *amateur de philosophie* ».

CORRESPONDANCES

A propos du «Sens de la recherche»

LEXICOS existe, je l'ai même rencontré. A propos d'un message fort discourtois que Chronicos, qu'il estimait pourtant, lui a adressé. Le décodage en est facile, tous les amis de Lexicos y sont parvenus. Car Chronicos est en proie, depuis trois ans ou moins, à une double obsession : l'Université — où il croit qu'on est payé à ne rien faire — et l'analyse des discours politiques. Que la première permette de moderniser la seconde, et les deux idées fixes n'en font qu'une : insurmontable. Pauvre Chronicos ! L'Université lui avait pourtant ouvert ses portes. Mais il a été vite déçu par les règlements administratifs. Il a une telle capacité de travail, Chronicos, peu d'étudiants à son séminaire et peu de soucis pour les examens : Lexicos le remplace si nécessaire.

C'est juste d'ailleurs, car il n'a pas les lourdes charges qui pèsent sur le journaliste. Comme cet anti-turbo-prof qu'on ne rencontre à aucune première, à aucun gala, qui ne se dépense pas dans les couloirs et les conseils, fait son métier sans tapage, Chronicos croit qu'il n'est pas là. Et pour cause, Chronicos vient rarement à l'Université. Quand il pénètre dans sa salle de séminaire, il lorgne vers la machine de Lexicos, et, pour son plus grand malheur, confond une perforeuse et un ordinateur, une cafetière et un turbo-propulseur. S'il avait su, pauvre Chronicos !

Lexicos n'a pas à demander à ses étudiants de compter les mots : l'ordinateur le fait en quelques secondes, sans se tromper. Il aurait appris aussi, Chronicos, que le Centre — qu'il a co-dirigé — n'a pas les moyens de se payer des ordinateurs et que, sans l'aide de crédits extérieurs à l'Université, aucune étude n'aurait pu être poursuivie. Quelle caution et quelle garantie pour Chronicos, mais voilà, trop pressé, il n'a pas eu le temps de s'informer.

Après tout, un journaliste n'est pas un savant. L'essentiel, pour Chronicos, est qu'il soit informé scientifiquement. Sur ce terrain, Lexicos l'a aidé : il lui a indiqué, grâce à ses ouvrages, quel était le contenu du discours politique du général de Gaulle : une bonne introduction pour son épopée de la République gaullienne. Il récidive avec Jacques Chirac et compte les mots comme l'ordinateur. Aucune étude, aucun démenti.

Quand Démocratie française *tombe sur sa table, il est alors débordé par son idée fixe et écrit quelques lignes aussi mécaniquement qu'une machine mal programmée (1). Mais l'étude scientifique révèle que les mots les plus fréquents ne sont pas ceux dont Chronicos avait espéré qu'ils le fussent. Cela eût dû rester un simple épiphénomène si un savant collègue, dont le verbe est communicatif, ne l'avait porté à la connaissance de confrères de Chronicos au cours d'agapes et de libations.*

Chronicos tente alors de se rattraper en disant que les mots qu'il a découverts sont les plus importants. Lexicos lui a pourtant expliqué que l'ordinateur révèle aussi bien les mots les plus fréquents que le non-dit et les mots rares, et qu'ils sont l'un et l'autre porteurs de sens. Mais écrire que « tolérance » est le mot le plus fréquent de Démocratie française, *bien que cité une fois sur trente-deux mille mots, est un non-sens.*

Pauvre Chronicos ! Sa rage n'a plus de limites. Il tente alors de ridiculiser à la fois la méthode et celui qui l'applique en considérant qu'ils sont responsables de son propre ridicule. Il commet alors de nouvelles erreurs. S'il veut parler du comptage des mots, ce n'est pas en 1930 que la méthode a été inventée : les massorètes comptaient le mot Dieu dans la Bible, voilà onze siècles. S'il fait référence à la linguistique statistique, science récente, elle est en pleine expansion : en littérature, en psychiatrie, en histoire, pour l'analyse des conflits sociaux, dans le décodage des textes internationaux...

Bref, peu de domaines y échappent. Pauvre Chronicos, il lui reste à griffonner au fil de la semaine quelques mauvaises lignes qui lui permettront, pense-t-il, de briser cet ordinateur, cause de ses malheurs. « Ignoti nulla cupido... »

JEAN-MARIE COTTERET.

professeur au département de science politique de la Sorbonne, directeur du centre de recherches sur l'information et la communication.

(1) *Le Monde* du 12 octobre 1976.

Au Théâtre des Amandiers

Sous le titre « Marivaux redécouvert », nous avons publié (le Monde *daté 13-14 février*) *un « croquis » signé de M. Robert Baniol, qui prenait à partie des snobs, spectateurs d'un théâtre populaire. M. Pierre Debauche, directeur du Théâtre des Amandiers à la Maison de la culture de Nanterre, où était représentée jusqu'à l'automne* la Dispute *de Marivaux dans une mise en scène de Patrice Chéreau, nous communique, en guise de réponse, un certain nombre d'informations intéressantes sur l'activité de son théâtre :*

Qui vient au Théâtre des Amandiers - Maison de la culture de Nanterre ? 75 % des adhérents habitent Nanterre et les Hauts-de-Seine ; 50 % viennent par l'intermédiaire de collectivités (comités d'entreprises, établissements scolaires, associations).

Nous travaillons avec plus de deux cents relais (dont près de 80 % dans les Hauts-de-Seine et le quart dans les comités d'entreprises), avec des adhérents dans toutes les villes du département et dans plus de cent autres communes de la région parisienne.

La construction de la Maison de la culture a été décidée en 1966 par le conseil municipal de Nanterre, à la suite d'une pétition qui a regroupé sept mille signatures nanterriennes. Construire un théâtre de mille places dans une ville ouvrière de cent mille habitants, chef-lieu d'un département regroupant près d'un million cinq cent mille personnes, c'est construire un équipement collectif indispensable.

Notre cahier des charges nous impose l'organisation de deux cents représentations par an. Nous travaillons dans cette maison dans des conditions budgétaires difficiles mais avec l'appui d'un public local attentif qui n'a pas cessé, depuis douze ans, de nous faire connaître ses critiques et ses analyses.

Sept mille huit cents adhérents, cinquante-trois comités d'entreprises, soixante établissements scolaires, soixante-dix associations et quarante mille spectateurs de notre théâtre attendent notre mille huit cent cinquantième représentation et notre soixante-neuvième création. Alors, laissons M. Baniol à sa joviale solitude et, comme disait Albert Camus : « *Allons préparer le prochain spectacle.* »

Einstein - plombier

M. H. Bacry, professeur de physique théorique à l'université d'Aix-Marseille II, conteste la citation d'Einstein et son interprétation, contenues dans l'article de M. Marcel Landowski, « Une nouvelle sagesse » (le Monde *daté 20-21 février*). *Il nous écrit notamment :*

Einstein n'a pas dit « *Quel malheur que je n'aie pas été plombier* » mais « *plutôt devenir plombier ou colporteur que physicien* » (1)... Selon M. Landowski, il s'agit d'une « *affreuse boutade d'Albert Einstein après ses découvertes dans le domaine nucléaire* », alors que l'auteur commente ainsi sa déclaration dans sa lettre à Max Born le 17 janvier 1955 : « *Ce que je voulais dire, c'était seulement ceci : dans les circonstances actuelles, je choisirais une profession où le gain de mon pain quotidien n'aurait rien à voir avec la recherche des connaissances* (2). »

On est loin de la « *dimension prophétique* » mentionnée par M. Marcel Landowski. Mais il est vrai — et c'est à sa décharge — que la presse internationale a interprété un peu hâtivement la célèbre sentence d'Einstein. Max Born lui-même s'était laissé prendre à cette interprétation. La présente mise au point me paraît d'autant plus nécessaire.

(1) Albert Einstein, Max Born : *Correspondance 1916-1955*. Ed. du Seuil, p. 245.
(2) *Op. cit.*, p. 244.

INVENTIONS

La tête et les mains

IL s'en dépense, dans le monde, de l'ingéniosité, de l'invention, de l'effort et de la méthode, pour faire avancer la science et la technique, pour « sophistiquer » les mécaniques. Il s'en écrit, des pages, pour glorifier le *dézigne* et les *dézigneurs*, tout ce qui est censé nous embellir et nous rationaliser l'ordinaire. Mais est-ce qu'on *a* bien commencé par le commencement, est-ce que le progrès *a* bien progressé dans l'ordre ? C'est ce que je me demandais l'*autre* jour en arpentant les quais de la gare de Lyon (les fameux chariots sont toujours ailleurs, à l'autre extrémité, vous avez remarqué ?), avec une valise de quinze kilos au bout du bras, et mon mouchoir plié en seize pour n'avoir pas la main sciée par la poignée.

Valise à roulettes

Le monsieur qui a dessiné cette valise a pensé à beaucoup de choses, aux serrures, aux coins arrondis, *aux* courroies, aux soufflets à l'intérieur — *mais* il ne s'est pas dit que si le style c'est l'homme (oui, je sais : « le style est *de l'homme même* »), la poignée c'est le point névralgique de la valise, très exactement le point par où l'on souffre. Et que, par conséquent, ce qui importerait avant tout serait de dessiner une poignée adaptée à la main qui porte, c'est-à-dire une poignée large et non pas étroite, souple et non pas dure, sans arêtes sans coutures, modelée sur les quatre doigts arqués qui soutiennent par dessous, et le pouce plié qui maintient de côté. Moyennant quoi porter une valise ne serait plus obligatoirement un supplice. Messieurs les *dézigneurs*, songez, s'il vous plaît, aux poignées de valises.

En revanche, la valise à roulettes incorporées, propre à être remorquée et non plus portée, est une de ces modestes merveilles qui changent l'existence. Une des grandes conquêtes de l'humanité souffrante. Quelque chose comme la brouette chinoise par rapport à la brouette occidentale. La prochaine fois, je n'hésiterai pas. La valise à roulettes, dans le tableau technologique du siècle, a beaucoup plus d'importance, à mon avis, que la fusée spatiale, parce qu'elle change la vie de beaucoup plus de gens.

Une autre invention capitale : le levier à débloquer les couvercles de bocaux. Je connais une personne qui mourait d'inanition à côté d'un bocal de cornichons (Dieu sait pourtant si elle les aime !), faute de vigueur suffisante dans les poignets, et à qui le cadeau d'un levier à débloquer les couvercles a rendu un peu de confiance en soi. Or quoi de plus simple dans la conception, et de plus ingénieux en même temps ? Un très grand bravo pour avoir sa statue quelque part.

Bruits de portes

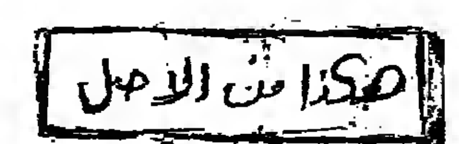
Mais les anses de tasses impossibles à tenir entre trois doigts, si ravissantes soient-elles... les emballages pharmaceutiques indéchirables... les manches de cuillers, et originaux mais filiformes (dans ce domaine, rien de mieux que le dix-huitième, lequel ignorait le mot de « fonctionnel », n'est-ce pas ?). Mais les portières de voitures ! Ici, il s'agit de bruit : au son, une automobile normale n'a pas quatre portes, on le sait, mais dix ou douze, la nuit surtout. Les portes d'ascenseurs, de réfrigérateurs, on les fait silencieuses depuis des années. Dans la voiture, ce serait bougrement plus essentiel que l'allume-cigares ou le dessin du tableau de bord. Messieurs les constructeurs, objectif prochain, objectif urgent : le silence de vos portières !

Messieurs de l'électro-ménager, l'absorbeur électromagnétique à poussière, pour appartements, c'est certainement réalisable, désormais. Alors, pour quand ?

Messieurs les urbanistes, les trottoirs roulants, remède à la démence de la circulation dans les villes, c'est pour bientôt ? Et les tranchées toutes canalisations, recouvertes de simples dalles amovibles, qui auraient dû mettre fin depuis longtemps au cauchemar de l'éventration perpétuelle des rues, Auguste Perret les a réalisées lors de la reconstruction du Havre après la guerre, non ? Eh bien ?

Qu'il y avait de choses à faire avant le sous-marin nucléaire, l'avion supersonique ou le canon automoteur, et à moindres frais, vous ne trouvez pas ?

JEAN GUICHARD-MEILI.



RADIO-TELEVISION

Jeudi 10 mars

CHAINE I : TF 1

12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi première ; 13 h. 35 (III), Emissions régionales ; 13 h. 50, Objectif santé ; 14 h. (III), Pédagogie : Les vingt-quatre jeudis ; 18 h. (III), A la bonne heure ; 18 h. 35, Pour les petits ; 18 h. 40, L'île aux enfants ; 19 h. 5 (R.), Feuilleton : Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui ; 19 h. 43, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien raconte !

20 h. 30, Série : Rendez-vous en noir ; 21 h. 20, Magazine d'actualité : L'événement, prés. J. Besançon. (Pourquoi sont-ils si forts ?)

Les sports en République fédérale d'Allemagne et aux Etats-Unis.

22 h. 25, Musique : Impressions sur un virtuose (Le pianiste Claude Kahn), d'A. Mortimer, réal. W. Magnin.

CHAINE II : A 2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Accordéons en balade ; 14 h., Aujourd'hui madame... ; à 15 h. 5 (R.), Feuilleton : A la recherche du Nil ; 15 h. 50, Aujourd'hui magazine ; 18 h. 35, Le palmarès des enfants ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : La tirelire.

20 h. 30 (R.), Film : « Zorba le Grec », de M. Cacoyannis (1964), avec A. Quinn, A. Bates, I. Papas, L. Kedrova, G. Foundas. (N.)

Un jeune écrivain anglais venu en Crète pour remettre en exploitation une mine héritée de son père se lie d'amitié avec un colosse grec qui lui apprend la joie de vivre.

22 h. 45, Catch à quatre.

CHAINE III : FR 3

18 h. 10, Objectif formation ; 18 h. 45, Pour les jeunes : la Nouvelle-Calédonie ; 19 h. 5, Emissions régionales (avec, à 19 h. 40, « Le monde du blue-jeans », de D. Litvak, FR 3 Paris) ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30 (●) (R.), Les grands noms de l'histoire du cinéma : « Lola Montes », de M. Ophüls (1955), avec M. Carol, P. Ustinov, A. Walbrook, I. Desny, W. Quadfielg, O. Werner.

Lola Montès, célèbre femme galante exhibée dans un cirque de La Nouvelle-Orléans, revoit, au milieu du spectacle mensonger dont elle est la vedette, la réalité de son passé et de ses amours.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance ; à 8 h. 32, Saint Colomban et les moines irlandais ; 8 h. 50, Le sphinx de papier ; 9 h. 7, La matinée de la littérature ; 10 h. 45, Questions en zig-zag ; 11 h. 2 (●), Calques... travail musical : La musique contemporaine au Québec ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Renaissance des orgues de France ; 14 h., Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix ; 14 h. 45, Radio scolaire sur ondes moyennes ; 15 h. (●), Les après-midi de France-Culture... Cinéma et sémiologie ; 17 h. 10, L'heure de pointe ; 18 h., Lecture de la France ; 18 h. 30, Bonnes nouvelles, grands comédiens : « l'Eté de Cortazar » ; 19 h. 25, Biologie et médecine ;

19 h. 55, Poésie ; 20 h., Le Cameroun, par J. Pivin ; 20 h. 30, Nouveau répertoire dramatique de France-Culture ; 22 h. 30 (●), Entretiens avec Olivier Merlin ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Festival du son ; 10 h., La règle du jeu ; à 10 h. 30, Cours d'interprétation ; 12 h., La chanson ; 12 h. 40, Jazz classique ;

13 h. 15, Micro-facteur ; 14 h., Mélodies sans paroles : nouvelles auditions (Martinet, Charpentier, Murail) ; 15 h., Festival du son ; 16 h., Des notes sur la guitare ; 16 h. 30, Echanges internationaux de Radio France : « Lieutenant Kijé » (Prokofiev), par l'Orchestre philharmonique de la Radio néerlandaise, direction A. Dorati ; 17 h. 15, Nouveaux talents, premiers sillons ; 18 h. 2, Ecoute, magazine musical ; 18 h. 30, Festival du son ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 40, Incidences ;

20 h. 5 (●), En direct de Munich : « Missa Solemnis » (Beethoven), par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, direction R. Kubelik, et les chœurs de la Radio bavaroise, avec H. Donath, soprano, B. Fassbaender, alto, P. Schreier, ténor, J. Shirley-Quirk, basse ; 22 h., Festival des arts traditionnels de Rennes ; 0 h. 5, Muses et musette ; 0 h. 30, Ma bien chère Claire.

Vendredi 11 mars

CHAINE I : TF 1

12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h. 35 (III), Emission régionale ; 17 h. 30 (III), Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III), A la bonne heure ; 18 h. 35, Pour les petits ; 18 h. 40, L'île aux enfants ; 19 h. 5 (R.), Feuilleton : Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui ; 19 h. 43, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien, raconte ! ;

20 h. 30, Au théâtre ce soir : « Huit femmes » de R. Thomas, avec M. Dalmès, C. Le Poulain, B. Robert.

Une famille : huit femmes et un homme ; ce dernier est trouvé assassiné. Qui a tué ?

22 h., Allons au cinéma.

CHAINE II : A 2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Journal des sourds et des mal-entendants ; 14 h., Aujourd'hui madame... à 15 h. 5 (R.), Feuilleton : A la recherche du Nil ; 16 h. 5, Aujourd'hui magazine ; 18 h. 35, Le palmarès des enfants ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : La tirelire ;

20 h. 30 (★), Série : Fachoda, la mission Marchand, réal. R. Kahane ; 21 h. 30, Emission littéraire : Apostrophes, de B. Pivot (Vive le roman populaire).

Avec MM. Patrick Cauvin (« E = MC2 mon amour »), Maurice Denuzière (« Louisiane »), Michel Déon (« les Vingt Ans d'un jeune homme vert »), et MM. Jean-Claude Lamy, Jean-Edern Hallier, Robert Marty.

22 h. 50 (●), Ciné-club : « Marie » de M. Meszaros (1969). Avec M. Torocsik, L. Balazsovits, K. Kovacs (N.).

Une veuve est prise en charge, de force, par son fils, qui la confie à son amie, étudiante. Un étrange lien se crée entre les deux femmes.

CHAINE III : FR 3

19 h. 45, Pour les jeunes : Histoire de France et Des livres pour nous ; 19 h. 5, Emissions régionales (avec, à 19 h. 40, « Claudine en liberté » de B. Claeys, FR 3 Lille) ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30 (●), Magazine vendredi... service public : la publicité, vérité ou mensonge ?, enquête et réalisation J.-M. Perthuis.

La presse, la rue, la radio, le cinéma, autant d'endroits où la publicité s'affiche. Jean-Marie Perthuis a mené son enquête partout, traqué les malhonnêtetés ou les fautes. Il a interrogé des avocats, des consommateurs, des publicitaires.

21 h. 30 (★), Documentaire : « Igloolik ou la planète sauvage » de B. Saladin d'Anglure et M. Treguer (première partie).

Les Esquimaux canadiens revendiquent aujourd'hui leur autonomie pour préserver leur identité, menacée, selon eux, par la civilisation blanche.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance ; à 8 h. 32, Saint Colomban et les moines irlandais ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, La matinée des arts du spectacle ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 11 h. 2, Trente ans de musique française ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Recherche musique ; 14 h., Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix ; à 14 h. 45 Radio scolaire sur ondes moyennes) ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture : Les Français s'interrogent... L'évolution des Jardins, que sait-on du hasard ? ; 16 h. 40, La musique une et indivisible ; 17 h. 10, L'heure de pointe ; 18 h. 2, Lecture de la France ; 18 h. 30, Bonnes nouvelles, grands comédiens : « la Place des nymphes », de O. Boulanger ; 19 h. 25, le Cameroun ; 19 h. 55, Poésie.

20 h., Emission médicale en liaison avec TF 1... Le rein artificiel à domicile ; 21 h. 30, Soliste... « Six petites pièces opus 19 » et « Cinq pièces opus 23 » (Schœnberg), « Pièce pour clavier n° 5 » (Stockhausen), « Dialogues » (I. Malec), « la Chance » (K. Hubert) ; 22 h. 30 (●), Entretiens avec Olivier Merlin ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Festival du son ; 10 h., La règle du jeu ; à 10 h. 35, Cours d'interprétation ; 12 h., La chanson ; 12 h. 40, Jazz classique ;

13 h. 15, Micro-facteur ; 14 h., Mélodies sans paroles (Haendel, Meyerbeer, Wagner) ; 15 h., Festival du son avec les solistes de l'Orchestre de Paris (Beethoven, Mozart) ; 17 h. 30, Clarté dans la nuit ; 18 h. 2, Ecoute, magazine musical ; 18 h. 30, Festival du son : jazz avec le Martial Solal trio ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 40, Incidences ;

20 h. 30, Echanges franco-allemands, avec l'Orchestre symphonique de la Radio sarroise, direction H. Zender, pianiste R. Firkusny : « Litania instrumentalis » (K. Huber), « Concerto pour piano et orchestre en ré majeur » (Mozart), « Symphonie n° 9 » (Mahler) ; 23 h., Cabaret du jazz ; 0 h. 5, Cathédrales englouties.

Samedi 12 mars

CHAINE I : TF 1

11 h. 30 (III), Téléformation ; 12 h. 10 (III), Emissions régionales ; 12 h. 30 (III), Midi première ; 12 h. 45 (III), Jeunes pratique ; 13 h. 35 (III), Les musiciens du soir ; 14 h. 10 (III), Restez donc avec nous ; 16 h. 5 (III), Trente millions d'amis ; 19 h. 40, Magazine auto-moto ; 19 h. 15, Six minutes pour vous défendre ; 19 h. 45, Eh bien raconte !

20 h. 30, Variétés : Numéro un ; 21 h. 30 (R.), Série : Peyton Place ; 22 h. 25, Catch à Longjumeau.

CHAINE II : A 2

12 h., Téléformation ; 13 h. 30, Hebdo chansons, hebdo musique ; 14 h. 10, Les jeux du stade, de J. Lanzi ; 17 h. 10, Des animaux et des hommes ; 18 h., Concours : La course autour du monde ; 19 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : La tirelire.

20 h. 30, Jeu : Interneiges, de G. Lux ; 21 h. 30 (●), Entretien : Questions sans visage, par P. Dumayet ; 22 h. 45 (●), Variétés : Drôle de baraque, réal. R. Sangla.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes : Musique buissonnière ; 19 h. 5, Emissions régionales (avec, à 19 h. 40, Samedi entre nous) ; 20 h., Le magazine du cheval : Cavalcade.

20 h. 30, Théâtre : « Délicate balance », une prod. de l'American Film Theatre, d'après la pièce d'E. Albee. Adapt. E. Albee. Réal. T. Richardson. Avec K. Hepburn, P. Scofield, L. Remick, K. Reid, J. Cotten, B. Blair.

Névrose, alcool et frustration, par l'auteur de « Virginia Woolf ».

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... Regards sur la science ; à 8 h. 30, « Sonate en ré majeur » (Scarlatti) ; 8 h. 32, « 77... 2000, comprendre aujourd'hui pour vivre demain », par J. Yanowski ; 9 h. 7, Le monde contemporain ; 10 h. 45, Démarches ; 11 h. 2, La musique prend la parole ; 12 h. 5, Le pont des Arts ;

14 h., Poésie ; 14 h. 5 (●), Samedis de France-Culture... le Bolchoï, par F. Crémieux ; 16 h. 20, Le livre d'or, avec M. Th. Folx ; 17 h. 30 (R), Poésie baroque française, par M. Cazenave... « Eloge du gaspillage », avec Severo Sarduy, réal. J. Couturier ; 18 h. 30, Entretiens de Carême par le pasteur D. Atger : « Jésus-Christ ou rien », « la Faim », avec C. et E. Rossier, H. et A. Boussarie ; 19 h. 25, Communauté radiophonique ; 19 h. 55, Poésie ;

20 h., « Klaudia », de M. Schlovitz ; 21 h. 55, Ad lib, avec M. de Breteuil ; 22 h. 55, La fugue du samedi ou mi-fugue, mi-raisin ; 23 h. 50, Poésie ;

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Pittoresques et légères ; 8 h., Mélodies ; 9 h. 2, Ensemble d'amateurs ; 9 h. 30, Festival du son ; 11 h. 15, Les jeunes Français sont musiciens ; 12 h. 40, Jazz s'il vous plaît ;

13 h. 30, Chasseurs de son stéréo ; 14 h. (●), Les Astronautes... à 14 h. 10, Discothèque 77 ; 15 h., Elise Ross en direct du studio 118 ; 15 h. 45, Effractions ; 16 h. 35, Vingt-cinq notes/seconde ; 17 h. 35, Test hi-fi ; 19 h. 10, Non écrites ;

20 h. 5, Jour J ; 20 h. 30, Echanges internationaux de Radio-France, avec l'Orchestre symphonique de la Radio hongroise, direction G. Lehel, avec le pianiste Z. Kocsis : « Concerto pour piano et orchestre n° 5 », « Symphonie n° 3 » (Beethoven) ; 23 h., Vieilles cires ; 0 h. 5, Un musicien dans la nuit.

Dimanche 13 mars

CHAINE I : TF 1

9 h. 15 (III), Emissions religieuses et philosophiques ; 12 h. (III), La séquence du spectateur ; 12 h. 30 (III), Bon appétit ; 13 h. 20 (III), C'est pas sérieux ; 14 h. 15 (III), Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 45 (III), Sports : Direct à la une ; 17 h. 5, Téléfilm : les Vengeurs du récif de corail ; 19 h. 30, Elections municipales (premier regard) ; 18 h. 55, Les animaux du monde.

20 h. 30 (R.), Film : « le Grand Chef », de H. Verneuil (1958), avec Fernandel, G. Cervi, Papouf, J.-J. Delbo, N. Norman. (N.)

Deux laveurs de voitures, qui veulent s'enrichir, enlèvent le jeune fils d'un homme d'affaires et réclament une rançon. Le gamin, insupportable et farceur, s'amuse à leur compliquer la vie.

22 h. 15, Elections municipales : résultats du premier tour.

CHAINE II : A 2

10 h. 30, Téléformation ; 11 h., La télévision des téléspectateurs en super-8 ; 11 h. 30 (●), Concert : Concerto pour piano en sol majeur K. 453, de Mozart. Sol. M. Boegner, par l'Orch. philharm. de Radio-France, dir. J.-P. Izquierdo.

12 h. (●), Bon dimanche avec Jacques Martin... ; à 13 h. 25, La lorgnette ; à 14 h. 15, Jeu : Pom, pom pom, pom (repr. à 15 h. 40, 17 h. 20 et 18 h. 15) ; à 14 h. 20, Ces messieurs nous disent ; à 15 h. 50, Série : Pilotes ; à 19 h. 40, Trois petits tours ; à 17 h. 25, Lyrique : Contre ut ; à 18 h. 30 (●), Série : Les Muppets ; 19 h., Spécial élections municipales.

20 h. 30, Musique and music ; à partir de 21 h. 30, Résultats des élections municipales (premier tour).

CHAINE III : FR 3

10 h., Emission destinée aux travailleurs immigrés : A écrans ouverts ; 10 h. 30, Mosaïque ; 19 h. 55, Documentaire : Igloolik ou la planète esquimaude. (Première partie, reprise de l'émission du 11 mars).

17 h. 50 (●), Espace musical, de J.-M. Damian : « Mort et transfiguration », de R. Strauss avec l'Instrument Youth Orchestra dirigé par Cl. Abbado ; 18 h. 45, Spécial DOM-TOM ; 19 h., Hexagonal : « Vacances d'Alain Dhouailly ».

20 h. 15, Téléfilm : « le Cercueil d'acier », de R. Senesky ; 21 h. 35, Résultats des élections municipales (présentés par les 22 stations régionales).

23 h. (●), Cinéma de minuit : « David Golder », de J. Duvivier (1930), avec H. Baur, J. Monnier, P. Andral, G. Jacquet, C. Bert, J. Grétillat (N.).

La vieillesse douloureuse d'un juif polonais devenu très riche, père idolâtre qui se dévoue jusqu'à la mort à sa fille frivole, menteuse et intéressée.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 7, La fenêtre ouverte ; 7 h. 15, Horizon ; 7 h. 40, Chasseurs de son... le fou et le créateur ; 8 h., Emissions philosophiques et religieuses ; 11 h., Regards sur la musique ; 12 h. 5, Allegro ; 12 h. 45, Inédits du disque ;

14 h., Poésie ; 14 h. 5, « Le Paradoxe sur le comédien », de Diderot ; 16 h. 5 (R.), Musique de chambre et récital d'orgue (Pergolèse, J.-S. Bach, J.-P. Leguay) ; 16 h. 45, Conférences de Carême en direct de Notre-Dame de Paris... « Jésus-Christ ou rien » et « la Faim », par le Père Bernard Bro ; 17 h. 35 (●), Rencontre avec Edwige Feuillère ; 18 h. 30, Ma non troppo ; 19 h. 10, Le cinéma des cinéastes ;

20 h. 2, Poésie ; 20 h. 40 (●), Atelier de création radiophonique ; 23 h., Informations : « Spécial élections » ; 23 h. 30, Black and Blue ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Concert promenade ; 8 h., Cantate ; 9 h. 2, Musical Graffiti ; 11 h., Concert au Théâtre d'Orsay : « Quatuor n° 2 » (Bartok), « Quatuor op. 59 n° 2 » (Beethoven) ; 12 h., Sortilèges du flamenco ; 12 h. 35, Opéra-bouffon ;

13 h. 35, Jour J ; 14 h., Festival du son... la tribune des critiques de disques : « le Barbier de Séville » (Rossini) ; 17 h. (●), Le concert égoïste de M. Brion (Dowland, Mozart, Beethoven, Schumann, Schubert, Brahms, Wagner, Schoenberg, Strauss) ; 19 h., La route des jongleurs ; 19 h. 35, Jazz vivant ;

20 h. 30, Echanges internationaux de Radio-France, avec l'Orchestre symphonique de la Radio de Francfort, direction E. Inbal, avec le ténor W. Hollweg ; 22 h. 30, Cycle de musique de chambre (Schoenberg) ; 0 h., Concert extra-européen ; 1 h. 15, Trêve.

Lundi 14 mars

CHAINE I : TF 1

10 h. 30 (III), Téléformation ; 12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi première ; 13 h. 35 (III), Magazines régionaux ; 13 h. 50 (III), Restez donc avec nous... à 14 h. 5, Téléformation ; à 17 h. 35, Variétés : Le club du lundi ; 18 h. (III), A la bonne heure ; 18 h. 35, Pour les petits ; 19 h. 40, L'île aux enfants ; 19 h. 5 (R.), Feuilleton : Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui ; 19 h. 43, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien, raconte ! ;

20 h. 30 (R.), film : « Typhon sur Nagasaki », d'Yves Ciampi (1956), avec J. Marais, D. Darrieux, K. Keito, G. Froebe.

Un ingénieur français, en poste à Nagasaki, s'éprend d'une jeune Japonaise. L'arrivée d'une journaliste, son ancienne maîtresse, compromet cette idylle.

22 h. 20, Archives du XX[e] siècle : Valentine Tessier.

CHAINE II : A 2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Chanteurs et musiciens des rues ; 14 h., Aujourd'hui madame... à 15 h. 5 (R.), Feuilleton : A la recherche du Nil ; 15 h. 50, Aujourd'hui magazine (reprise à 19 h 45) ; 16 h. 30, Cyclisme : Paris-Nice ; 18 h. 35, Chronique : Les histoires de l'histoire ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : La tirelire ;

20 h. 30, Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55 (●), Portrait : Luchino Visconti ou la puissance d'être, de M. Random ; 22 h. 40, Polémique : L'huile sur le feu, de Ph. Bouvard.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes : La chronique du mois ; 19 h. 5, Emissions régionales (avec, à 19 h. 40, « Ambiance bleue ou les créatures de Gryse » de Ch. Marc, FR 3 Toulouse) ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, Cinéma public : « Grand Prix » de J. Frankenheimer (1966), avec J. Garner, E. M. Saint, Y. Montand, T. Mifune, B. Bedford, A. Sabato.

Quatre coureurs automobiles se disputent le titre de champion du monde au cours d'une saison sur les circuits internationaux.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance ; « Le Juif errant » par R. Auguet ; à 8 h. 32, L'homme face à la machine, par F. Christian ; 8 h. 30, Echec au hasard ; 9 h. 7, Les lundis de l'histoire ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Eveil à la musique ; 14 h., Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « l'Embarras incertain ou le Hollandais » de J. Gaudon. (à 14 h. 45, Radio scolaire) ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... l'invité du lundi : G. Mathé ; 17 h. 10, L'heure de pointe ; 18 h. 2, Un rôle, des voix : « les Noces de Figaro » (Mozart) ; 18 h. 30, La vie entre les lignes... « Démosthène » avec L. Delamare, G. Adel, M.-J. Gardien, réalisation E. Frémy ; 19 h. 25, Présence des arts ;

19 h. 55, Poésie ; 20 h., Communauté radiophonique ; 21 h. (●), L'autre scène ou les vivants et les dieux, par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 30, Entretiens avec Hubert Damisch ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Petites formes ; 10 h., La règle du jeu ; 12 h., La chanson ; 12 h. 40, Jazz classique ;

13 h. 15, Micro-facteur ; 14 h., Mélodies sans paroles : portrait de R. Loucheur ; à 15 h. 32, « le Cid » (Massenet) ; 18 h. 2, Ecoute, magazine musical ; 19 h., Jazz time ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 40, Concours international de guitare ;

20 h., Conversation souterraine ; 20 h. 30, En direct du Théâtre des Champs-Elysées, avec l'Orchestre national de France, direction W. Torkanowsky, et le violoniste I. Stern : « Concerto pour violon en sol majeur » (Mozart), « Concerto pour violon » (Rochberg) ; 23 h., Entre les pavés l'herbe ; 0 h. 5, Le pouvoir des géraniums ; 1 h., Bonjour tristesse.

Les écrans francophones

Lundi 7 mars

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Hawaii ; 21 h., *la Vengeance du shérif*, film de B. Kennedy.

TELE - MONTE - CARLO : 20 h., Kojak ; 21 h., *Tamango*, film de J. Berry.

TELEVISION BELGE : 18 h. 50, *Moi y'en a vouloir des sous*, film de J. Yanne (suivi d'un débat).

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Votations fédérales ; 21 h. 45, Les comiques associés ; 22 h. 10, La voix au chapitre.

Mardi 8 mars

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Police des Plaines ; 21 h., *Un drôle de colonel*, film de J. Girault.

TELE - MONTE - CARLO : 20 h., Daniel Boone ; 21 h., *la Grande escapade*, film de J.-B. Clark.

TELEVISION BELGE : 20 h. 20, Qui de droit ; 21 h. 15, Document sur le Japon ; 22 h. 45, Basket-ball.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Le riche et le pauvre ; 21 h. 55, S'tan Getz.

Mercredi 9 mars

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Kojak ; 21 h., *Sabrina*, film de B. Wilder.

TELE - MONTE - CARLO : 20 h., Brigade spéciale ; 21 h., *l'Increvable*, film de J. Boyer.

TELEVISION BELGE : 19 h. 50, Guerre et paix ; 21 h. 20, Le point de la médecine ; 22 h. 15, La pensée et les hommes.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Le grand tournant ; 21 h. 30, Les clés du regard.

Jeudi 10 mars

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Médecine aujourd'hui ; 21 h., *la Prison*, film de D. Wickes.

TELE - MONTE - CARLO : 20 h., L'homme de fer ; 21 h., *les Parachutistes arrivent*, film de J. Frankenheimer et E. Lewis.

TELEVISION BELGE : 20 h. 10, Le secret ; 22 h. 15, Le carrousel aux images.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Temps présent ; 21 h. 15, Un juge, un flic ; 22 h. 10, The Benny Goodman Show.

Vendredi 11 mars

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Mannix ; 21 h., *Quand la terre s'ouvrira*, film de A. Marton.

TELE - MONTE - CARLO : 20 h., Les Incorruptibles ; 21 h., *Don Juan*, film de J. Berry.

TELEVISION BELGE : 19 h. 50, Le riche et le pauvre ; 20 h. 35, A suivre ; 22 h. 15, Casablanca.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Les Sangliers ; 21 h. 45, Dietrich Fischer-Dieskau ; 22 h. 15, Le trou dans la terre.

Samedi 12 mars

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., L'Immortel ; 21 h., *la Valse de l'Empereur*, film de B. Wilder.

TELE - MONTE - CARLO : 20 h., Les Bannis ; 21 h., *Un homme est passé*, film de J. Sturges.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 40, L'Opéra sauvage ; 21 h. 30, Les Oiseaux de nuit ; 22 h. 40, Athlétisme.

Dimanche 13 mars

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Cosmos 1999 ; 21 h., *Stavisky*, film d'A. Resnais.

TELE - MONTE - CARLO : 20 h., Splendeurs et misères des courtisanes ; 21 h., *les Durs à cuire*, film de J. Pinoteau.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Napoléon ; 21 h. 50, Entretiens ; 22 h. 25, Athlétisme.

Lundi 14 mars

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Hawaii 5-0 ; 21 h., *John Mc Cabe*, film de R. Altman.

TELE - MONTE - CARLO : 20 h., Kojak ; 21 h., *Planète interdite*, film de F. Mc Leod Wilcox.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Hors série ; 21 h. 30, Caf' Conc' ; 21 h. 55, La Voix au chapitre.

LA PRISE DE SON SUR FRANCE-MUSIQUE

● Technique radiophonique à l'émission « La règle du jeu » : à l'occasion du Festival international du son, les directeurs du son de Radio-France donnent l'avis des spécialistes sur des interprétations des membres du sextuor à corde de l'Orchestre national de France (le 10 mars), des pianistes classique et jazz Michel Sendrez et Georges Edouard Nouel (le 11 mars), du quatuor de percussions de Paris et du quintette de cuivre de l'Orchestre national de France (le 12). Concerts publics et entrée libre à 20 heures, à l'auditorium 105 de la Maison de Radio-France.



LA PHILOSOPHIE

par Jean Lacroix

Le «visage» de Bergson

L'OUVRAGE que Marie Cariou consacre à *Bergson et le fait mystique* répond exactement à son titre. La métaphysique bergsonienne est une métaphysique positive qui s'insère dans le vécu, et s'efforce de l'expliciter. Son mode de connaissance est l'intuition, comprise plus en compréhension qu'en extension et qui dépasse les apparences pour procéder à une investigation en profondeur de l'objet dans ce qu'il a d'essentiel et de propre. La réalité est mouvement et seul le mouvement de l'esprit peut connaître le mouvement de la vie. L'intuition ne peut être que le point de rencontre entre le mouvement de l'esprit connaissant et la réalité mouvante qu'il connaît : elle est l'acte qui fait indissociables la méthode et la doctrine. C'est seulement à partir d'elle, et pour l'exprimer, que peuvent se construire les concepts.

Bergson a peu à peu découvert qu'avoir l'intuition de cet élan même, ou plutôt en pénétrer la source intime, c'était atteindre l'intuition mystique. Il y était conduit par son cheminement. Ce n'est pas le mysticisme qu'étudie Bergson, mais le fait mystique qu'il analyse. Chez les mystiques — notamment chez les mystiques chrétiens, — le courant vital remonte à sa source ultime : il faut y remonter avec eux et pour cela pénétrer l'intuition mystique, investir en quelque sorte une zone particulière et privilégiée de l'expérience. Marie Cariou ne propose pas une nouvelle interprétation de Bergson : au-delà des bergsoniens et des bergsonismes, elle le lit simplement, et le lit à haute voix, elle chemine avec lui, « *à la recherche* d'*un visage* », comme elle le dit elle-même.

La méthode et la doctrine de Bergson devaient le conduire naturellement à l'étude du fait mystique. Il a souligné lui-même que le point de départ et le fondement de sa pensée avaient été et étaient demeurés la découverte de la durée créatrice. D'où la distinction, qui commande tout, du «*clos*» et de l'«*ouvert*». Toute création, toute ouverture, se perd vite dans l'imitation, la répétition, la « fabrication », le clos en un mot, qui sont toujours des assoupissements. Le moi qui dure, c'est le moi qui change, et tout changement est une création : le temps est invention, ou il n'est pas.

La philosophie bergsonienne est une philosophie de l'acte créateur. Seule l'intuition de la durée permet de retrouver cet élan créateur qui exprime et manifeste notre liberté — cette liberté qu'il ne s'agit pas de prouver, mais d'éprouver, surtout dans l'activité esthétique et plus encore dans l'activité mystique. Spiritualité et matérialité — l'ouvert et le clos — sont comme des points limites extrêmes de la propulsion du moi dans deux sens différents : la matière est retombée ; l'esprit, élan.

Ce qui distingue l'esprit de la matière, c'est précisément cette possibilité de vivre en durée, de se transcender soi-même. La vie est la source créatrice, et la biologie devient de plus en plus la science capitale : elle est *le* point de départ qui permet d'aller plus haut et plus loin. Le moral est dans le prolongement du psychique comme celui-ci est dans *le* prolongement du biologique, mais il les dépasse l'un et l'autre. La force spirituelle de l'homme est participation d'un courant vital créateur. Située dans une relation avec un absolu, la conscience devient ainsi une sorte de supra-conscience, un « pouvoir divin ». Dans *les Deux Sources*..., cette puissance créatrice, cette énergie spirituelle, devient un acte d'amour. C'est donc à la suite naturelle de ses travaux que Bergson découvre la vie mystique sur les hauteurs de l'acte libre.

Les phénomènes mystiques sont un ensemble à étudier, objectif, décrit comme tel par les mystiques eux-mêmes. L'âme mystique est celle dont l'action s'exprime dans la création la plus généreuse et la plus continue, en relation d'amour avec *le* modèle mystique qu'est Jésus-Christ. Les extases ou apparitions n'ont pas grand intérêt, et peuvent même être pathologiques. L'essentiel est que le mystique est un esprit qui retrouve en lui les manifestations les plus hautes de la vie et peut entrer ainsi en communication avec l'esprit divin. L'amour atteint alors sa plénitude dans l'union des volontés.

Le mystique répond à un appel, et l'efficacité de l'appel tient à la puissance de l'émotion qui a provoqué un ébranlement qu'il ne faut pas confondre avec un mouvement de l'affectivité. L'émotion est un bouleversement de la personne tout entière dans l'attente de sa transfiguration. Comme au-delà de soi-même, le mystique retourne aux sources et coïncide avec l'élan créateur manifesté dans la vie. Ainsi peut-il contempler l'univers dans la lumière d'un amour qui a tout fait.

Il laisse au philosophe le soin de tirer de son expérience de l'amour des implications philosophiques : il lui suffit d'aimer. Il ne prouve pas Dieu, il l'éprouve. « *Dieu est amour et il est objet d'amour : tout l'apport du mysticisme est là. De ce double amour, le mystique n'aura jamais fini de parler.* » Bergson se borne à accepter un fait et à l'analyser : le mystique ne « fabrique » pas une idée de Dieu, il en parle comme d'une présence expérimentée. Le pouvoir de créer ne fait qu'un avec celui d'aimer. Dieu fait de nous des dieux par participation. Le mysticisme nous fournit le moyen d'aborder expérimentalement le problème de l'existence et de la nature de Dieu. La philosophie ne saurait l'atteindre autrement. Il est achèvement de la philosophie au sens d'épanouissement et de plénitude : il la porte au-delà d'elle-même.

A la suite de cette analyse, Marie Cariou pose non pas proprement des critiques, mais des interrogations, en quelque sorte de l'intérieur même du bergsonisme. Au temps de Bergson, le mysticisme, dans divers pays et religions, était encore mal connu, et il a voulu s'en tenir à la mystique chrétienne, à une sorte même de mystique chrétienne, celle en somme de saint Jean de la Croix et de sainte Thérèse. Lui-même aujourd'hui procéderait sans doute à une enquête plus étendue. En tout cas, il a voulu faire une étude qui dépasse toute religion. Mais tout ce qu'il voit dans cette mystique de *la Montée du Carmel* qu'il a privilégiée, c'est la transformation du monde par l'amour. Il écarte absolument ce qui, selon la mystique chrétienne, est à *l'origine* de son expérience : la foi.

Bergson fait la distinction entre une intuition de Dieu par expérience et une foi qui est l'acceptation d'un savoir doctrinal indémontrable, et qui par conséquent ne saurait concerner le philosophe. Mais, précisément, dans la perspective chrétienne, les deux ne sauraient être séparées. Et même de mystique chrétien se méfie de toute révélation personnelle pour ne s'appuyer que sur la Révélation. Ce qui n'est en rien une objection, mais un point important à souligner, car il a provoqué des confusions : la mystique bergsonienne est « réelle, féconde, admirable », elle n'est pas exactement la mystique chrétienne.

Elle a, en tout cas, des conséquences politiques et sociales importantes. Selon Bergson, la morale sociale est strictement close, mais la morale ouverte exige référence à un tout vital, cosmique, dynamique, infiniment plus large. La mystique, donc, peut et doit être transformatrice. Elle est normalement inspiratrice de la démocratie. Mais celle-ci n'est guère réalisée. La «civilisation» ne fait que déplacer l'état de guerre primitif : non plus chacun contre chacun, mais des groupes de plus en plus larges dotés d'instruments de plus en plus puissants. Pour être plus larges, ils n'en sont pas moins «clos».

Ce qui peut nous sauver, c'est seulement l'idéal du moi qui transcende le social et provient de l'élan mystique créateur. La société ne peut être «ouverte» que par des individus. La vraie moralité n'est pas dans l'obligation mais dans l'aspiration : un élan *vers* qui est aussi un élan *par*. Les créations démocratiques sont, à l'origine, le fait d'un génie moral inventif. Péguy, proche de Bergson, dénoncera la mystique qui se dégrade en politique, mais défendra la politique qui s'inspire de la mystique. Certes, ces héros, ces conquérants, ne font que définir un limite idéale qui ne se réalisera jamais. Mais c'est cet idéal qui commande tout progrès, même s'il lui arrive de retomber dans le «clos» : la mystique, seule, peut faire passer la société vers un autre stade.

* * *

Une dialectique du «clos» et de l'«ouvert» permettrait de réaliser des éléments positifs dans le cadre même de notre civilisation. Il ne s'agit pas de lutter contre la science et la technique : la domination de la nature par l'homme est bonne, et il faut la poursuivre. Mais le progrès technique doit se doubler d'une organisation politique et sociale à sa taille, éclairée par un type de scientificité nouvelle, qui soit une investigation de l'esprit et non plus seulement de la matière.

La mystique n'apporte pas la «certitude définitive», mais l'archétype fondamental. C'est cet archétype qui engendre l'action généreuse. Bergson en appelle à une visée cosmique, universelle, non pour satisfaire la prétention de savoir le tout, mais pour refuser aux parties de se prendre pour le tout. Il délivre de l'impérialisme qui consiste à se prendre pour tout et pour centre, aussi bien dans le domaine du savoir que de la politique. La référence à la mystique est essentielle pour cette délivrance. Mais je ne voudrais pas donner l'impression de boucler la boucle.

Dans un résumé, j'ai pu paraître présenter la philosophie de Bergson comme un tout, et le livre de Marie Cariou comme un exposé de cette totalité. Il n'en est rien. L'appel à un au-delà, l'ouverture vers un perpétuel dépassement sont toujours présents. L'élan vital anime cette pensée même et ne lui permet pas de repos. Le livre de Marie Cariou répond à cette attitude. Sa lecture de Bergson sait être à la fois personnelle, originale et objective. Le style lui-même est direct, souvent interrogatif — d'une interrogation qui s'adresse à la fois à Bergson et au lecteur. Il est bien, en effet, une lecture à haute voix, qui fait toujours mieux apparaître le «visage» de Bergson.

★ BERGSON ET LE FAIT MYSTIQUE, par Marie Cariou. Ed. Aubier, 1976, 267 pages.

LIVRES REÇUS

— *Matérialisme, dialectique et logique*, par Pierre Raymond, éd. Maspero, 1977, 35 F. En face des faiblesses des philosophies des sciences aussi bien que des réactions anti-philosophiques des savants, apparaît la nécessité de l'alliance du matérialisme et de la dialectique.

— *Maurice Pradines ou l'Epopée de la raison*. Association des publications près les universités de Strasbourg, éd. Ophrys, 1976, 110 F. Recueil d'articles, réunis et présentés par André Grappe et Roland Guyot, qui ressuscitent une œuvre capitale trop oubliée.

— *Temps et musique*, par Eric Emery, éd. l'Age d'Homme, Lausanne, 85 F. Evolution de la notion de temps et de son rôle en musique, apparition aujourd'hui d'une nouvelle conception du temps en composition musicale.

— *Science et métaphysique*, colloque de l'Académie internationale de philosophie des sciences, avec Vuillemin, Costa de Beauregard, éd. Beauchesne, 1976, 55,20 F.

— *De la connaissance selon saint Thomas d'Aquin*, par Joseph Moreau, Beauchesne, 1976, 27,60 F.

— *La Neige bleue et la Repasseuse*, par Marthe Jourdan, éd. la Pensée universelle, 1976, 21,40 F. Tentative personnelle et originale pour s'adresser en termes simples à tout le monde en parlant des plus grands problèmes à partir d'exemples quotidiens, par un «*amateur de philosophie*».

CORRESPONDANCES

A propos du «Sens de la recherche»

LEXICOS existe, je l'ai même rencontré. A propos d'un message fort discourtois que Chronicos, qu'il estimait pourtant, lui a adressé. Le décodage en est facile, tous les amis de Lexicos y sont parvenus. Car Chronicos est en proie, depuis trois ans au moins, à une double obsession : l'Université — où il croit qu'on est payé à ne rien faire — et l'analyse des discours politiques. Que la première permette de moderniser la seconde, et les deux idées fixes n'en font qu'une : insurmontable. Pauvre Chronicos ! L'Université lui avait pourtant ouvert ses portes. Mais il a été vite déçu par les règlements administratifs. Il a une telle capacité de travail, Chronicos, peu d'étudiants à son séminaire et peu de soucis pour les examens : Lexicos le remplace si nécessaire.

C'est juste d'ailleurs, car il n'a pas les lourdes charges qui pèsent sur le journaliste. Comme cet anti-turbo-prof qu'on ne rencontre à aucune première, à aucun gala, qui ne se dépense pas dans les couloirs et les conseils, fait son métier sans tapage, Chronicos croit qu'il n'est pas là. Et pour cause, Chronicos vient rarement à l'Université. Quand il pénètre dans sa salle de séminaire, il lorgne vers la machine de Lexicos, et, pour son plus grand malheur, confond une perforeuse et un ordinateur, une cafetière et un turbo-propulseur. S'il avait su, pauvre Chronicos !

Lexicos n'a pas à demander à ses étudiants de compter les mots : l'ordinateur le fait en quelques secondes, sans se tromper. Il aurait appris aussi, Chronicos, que le Centre — qu'il a co-dirigé — n'a pas les moyens de se payer des ordinateurs et que, sans l'aide de crédits extérieurs à l'Université, aucune étude n'aurait pu être poursuivie. Quelle caution et quelle garantie pour Chronicos, mais voilà, trop pressé, il n'a pas eu le temps de s'informer.

Après tout, un journaliste n'est pas un savant. L'essentiel, pour Chronicos, est qu'il soit informé scientifiquement. Sur ce terrain, Lexicos l'a aidé : il lui a indiqué, grâce à ses ouvrages, quel était le contenu du discours politique du général de Gaulle : une bonne introduction pour son épopée de la République gaullienne. Il récidive avec Jacques Chirac et compte les mots comme l'ordinateur. Aucune étude, aucun démenti.

Quand Démocratie française *tombe sur sa table, il est alors débordé par son idée fixe et écrit quelques lignes aussi mécaniquement qu'une machine mal programmée (1). Mais l'étude scientifique révèle que les mots les plus fréquents ne sont pas ceux dont Chronicos avait espéré qu'ils le fussent. Cela eût dû rester un simple épiphénomène si un savant collègue, dont le verbe est communicatif, ne l'avait porté à la connaissance de confrères de Chronicos au cours d'agapes et de libations.*

Chronicos tente alors de se rattraper en disant que les mots qu'il a découverts sont les plus importants. Lexicos lui a pourtant expliqué que l'ordinateur révèle aussi bien les mots les plus fréquents que le non-dit et les mots rares, et qu'ils sont l'un et l'autre porteurs de sens. Mais écrire que «tolérance» est le mot le plus fréquent de Démocratie française, *bien que cité une fois sur trente-deux mille mots, est un non-sens.*

Pauvre Chronicos ! Sa rage n'a plus de limites. Il tente alors de ridiculiser à la fois la méthode et celui qui l'applique en considérant qu'ils sont responsables de son propre ridicule. Il commet alors de nouvelles erreurs. S'il veut parler du comptage des mots, ce n'est pas en 1930 que la méthode a été inventée : les massorètes comptaient le mot Dieu dans la Bible, voilà onze siècles. S'il fait référence à la linguistique statistique, science récente, elle est en pleine expansion : en littérature, en psychiatrie, en histoire, pour l'analyse des conflits sociaux, dans le décodage des textes internationaux...

*Bref, peu de domaines y échappent. Pauvre Chronicos, il lui reste à griffonner au fil de la semaine quelques mauvaises lignes qui lui permettront, pense-t-il, de briser cet ordinateur, cause de ses malheurs. «*Ignoti nulla cupido...*»*

JEAN-MARIE COTTERET.

professeur au département de science politique de la Sorbonne, directeur du centre de recherches sur l'information et la communication.

(1) *Le Monde* du 12 octobre 1976.

Au Théâtre des Amandiers

Sous le titre « Marivaux redécouvert », nous avons publié (le Monde *daté 13-14 février*) *un « croquis » signé de M. Robert Baniol, qui prenait à partie des snobs, spectateurs d'un théâtre populaire. M. Pierre Debauche, directeur du Théâtre des Amandiers à la Maison de la culture de Nanterre, où était représentée jusqu'à l'automne* la Dispute *de Marivaux dans une mise en scène de Patrice Chéreau, nous communique, en guise de réponse, un certain nombre d'informations intéressantes sur l'activité de son théâtre :*

Qui vient au Théâtre des Amandiers - Maison de la culture de Nanterre ? 75 % des adhérents habitent Nanterre et les Hauts-de-Seine ; 50 % viennent par l'intermédiaire de collectivités (comités d'entreprises, établissements scolaires, associations).

Nous travaillons avec plus de deux cents relais (dont près de 80 % dans les Hauts-de-Seine et le quart dans les comités d'entreprises), avec des adhérents dans toutes les villes du département et dans plus de cent autres communes de la région parisienne.

La construction de la Maison de la culture a été décidée en 1966 par le conseil municipal de Nanterre, à la suite d'une pétition qui a regroupé sept mille signatures nanterriennes. Construire un théâtre de mille places dans une ville ouvrière de cent mille habitants, chef-lieu d'un département regroupant près d'un million cinq cent mille personnes, c'est construire un équipement collectif indispensable.

Notre cahier des charges nous impose l'organisation de deux cents représentations par an. Nous travaillons dans cette maison dans des conditions budgétaires difficiles mais avec l'appui d'un public local attentif qui n'a pas cessé, depuis douze ans, de nous faire connaître ses critiques et ses analyses.

Sept mille huit cents adhérents, cinquante-trois comités d'entreprises, soixante établissements scolaires, soixante-dix associations et quarante mille spectateurs de notre théâtre attendent notre mille huit cent cinquantième représentation et notre soixante-neuvième création. Alors, laissons M. Baniol à sa joviale solitude et, comme disait Albert Camus : « *Allons préparer le prochain spectacle.* »

Einstein plombier

M. H. Bacry, professeur de physique théorique à l'université d'Aix-Marseille II, conteste la citation d'Einstein et son interprétation, contenues dans l'article de M. Marcel Landowski, « Une nouvelle sagesse *» (*le Monde *daté 20-21 février). Il nous écrit notamment :*

Einstein n'a pas dit « *Quel malheur que je n'aie pas été plombier* » mais « *plutôt devenir plombier ou colporteur que physicien* » (1)... Selon M. Landowski, il s'agit d'une « *affreuse boutade* d'*Albert Einstein après ses découvertes dans le domaine nucléaire* », alors que l'auteur commente ainsi sa déclaration dans sa lettre à Max Born le 17 janvier 1955 : « *Ce que je voulais dire, c'était seulement ceci : dans les circonstances actuelles, je choisirais une profession où le gain de mon pain quotidien n'aurait rien à voir avec la recherche des connaissances* (2). »

On est loin de la « *dimension prophétique* » mentionnée par M. Marcel Landowski. Mais il est vrai — et c'est à sa décharge — que la presse internationale a interprété un peu hâtivement la célèbre sentence d'Einstein. Max Born lui-même s'était laissé prendre à cette interprétation. La présente mise au point me paraît d'autant plus nécessaire.

(1) Albert Einstein, Max Born : *Correspondance 1916-1955*. Ed. du Seuil, p. 245.

(2) *Op. cit.*, p. 244.

INVENTIONS

La tête et les mains

IL s'en dépense, dans le monde, de l'ingéniosité, de l'invention, de l'effort et de la méthode, pour faire avancer la science et la technique, pour « sophistiquer » les mécaniques. Il s'en écrit, des pages, pour glorifier le *dézigne* et les *dézigneurs*, tout ce qui est censé nous embellir et nous rationaliser l'ordinaire. Mais est-ce qu'on a bien commencé par le commencement, est-ce que le progrès a bien progressé dans l'ordre ? C'est ce que je me demandais l'autre jour en arpentant les quais de la gare de Lyon (les fameux chariots sont toujours ailleurs, à l'autre extrémité, vous avez remarqué ?), avec une valise de quinze kilos au bout du bras, et mon mouchoir plié en seize pour n'avoir pas la main sciée par la poignée.

Valise à roulettes

Le monsieur qui a dessiné cette valise a pensé à beaucoup de choses, aux serrures, aux coins arrondis, aux courroies, aux soufflets à l'intérieur — mais il ne s'est pas dit que si le style c'est l'homme (oui, je sais : « *le style est de l'homme même* »), la poignée c'est le point névralgique de la valise, très exactement le point par où l'on souffre. Et que, par conséquent, ce qui importerait avant tout serait de dessiner une poignée adaptée à la main qui porte, c'est-à-dire une poignée large et non pas étroite, souple et non pas dure, sans arêtes, sans coutures, modelée sur les quatre doigts arqués qui soutiennent au-dessous, et le pouce plié qui maintient de côté. Moyennant quoi porter une valise ne serait plus obligatoirement un supplice. Messieurs les *dézigneurs*, songez, s'il vous plaît, aux poignées de valises.

En revanche, la valise à roulettes incorporées, propre à être remorquée et non plus portée, est une de ces modestes merveilles qui changent l'existence. Une des grandes conquêtes de l'humanité souffrante. Quelque chose comme la brouette chinoise par rapport à la brouette occidentale. La prochaine fois, je n'hésiterai pas. La valise à roulettes, dans le tableau technologique du siècle, a beaucoup plus d'importance, à mon avis, que la fusée spatiale, parce qu'elle change la vie de beaucoup plus de gens.

Une autre invention capitale : le levier à débloquer les couvercles de bocaux. Je connais une personne qui mourait d'inanition à côté d'un bocal de cornichons (Dieu sait pourtant si elle les aime !), faute de vigueur suffisante dans les poignets, et à qui le cadeau d'un levier à débloquer les couvercles a rendu un peu de confiance en soi. Or quoi de plus simple dans la conception, et de plus ingénieux en même temps ? Un très grand bravo pour avoir sa statue quelque part.

Bruits de portes

Mais les anses de tasses impossibles à tenir entre trois doigts, si ravissantes soient-elles... les emballages pharmaceutiques indéchirables... les manches de cuillers, si originaux mais difformes (dans ce domaine, rien de mieux que le dix-huitième, lequel ignorait le mot de « fonctionnel », n'est-ce pas ?). Mais les portières de voitures ! Ici, il s'agit de bruit : au son, une automobile normale n'a pas quatre portes, on le sait, mais dix ou douze, la nuit surtout. Les portes d'ascenseurs, de réfrigérateurs, on les fait silencieuses depuis des années. Dans la voiture, ce serait bougrement plus essentiel que l'allume-cigares ou le dessin du tableau de bord. Messieurs les constructeurs, objectif prochain, objectif urgent : le silence de vos portières !

Messieurs de l'électro-ménager, l'absorbeur électromagnétique à poussière, pour appartements, c'est certainement réalisable, désormais. Alors, pour quand ?

Messieurs les urbanistes, les trottoirs roulants, remède à la démence de la circulation dans les villes, c'est pour bientôt ? Et les tranchées toutes canalisations, recouvertes de simples dalles amovibles, qui auraient dû mettre fin depuis longtemps au cauchemar de l'éventration perpétuelle des rues. Auguste Perret les a réalisées lors de la reconstruction du Havre après la guerre, non ? Eh bien ?

Qu'il y avait de choses à faire avant le sous-marin nucléaire, l'avion supersonique ou le canon automoteur, et à moindres frais, vous ne trouvez pas ?

JEAN GUICHARD-MEILI.

LE MONDE AUJOURD'HUI

SOCIETE

Témoignage

UN COUPABLE

Etudiant en théologie à l'Institut catholique, et préparant une licence d'arabe, M. Michel Neyreneuf, qui est aussi éducateur bénévole d'alphabétisation des travailleurs immigrés et milite au Mouvement contre le racisme et l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.), nous a adressé le témoignage suivant.

DIMANCHE 12 décembre. Il est 17 h. 45 : je sors d'une rencontre dans des locaux paroissiaux. Elle avait réuni tout l'après-midi des gens de toutes nationalités et de tous horizons : Maghrébins, Béninois, Camerounaises, Maliens, Français, Antillais, jeunes et moins jeunes. Nous avons préparé un méchoui dans la nuit de Noël pour les immigrés plus ou moins isolés. Je traverse la rue de la Charbonnière, 18°, pour rentrer chez moi, rue fort animée comme toujours, surtout en ce dimanche. Un car de policiers s'est arrêté et quatre ou cinq agents en sont descendus. Au moment où je passe à leur hauteur, ils commencent une charge à coups de matraque pour disperser (sans avertissement préalable) les joueurs de dés qui se tiennent au carrefour boulevard de la Chapelle-rue de la Charbonnière. Je les vois revenir vers leur car l'air fort réjoui.

« Journaliste communiste »

Je m'arrête et les observe quelques instants, puis je sors de ma poche mon agenda pour noter peut-être le matricule d'un agent ou le nom de la rue. En tout cas, à peine ai-je sorti mon carnet que deux policiers me maîtrisent par derrière tandis qu'un autre m'arrache ou essaie de m'arracher (je ne sais plus), mon agenda :

« Donne-nous ce carnet... De quoi est-ce que tu te mêles ?

— T'es encore un des ces emm... de journalistes, de ces communistes.

— Où sont tes papiers ?

— Qu'est-ce que tu écris ? »

Ils étaient au moins quatre. Les questions fusent de toute part sans que je puisse dire quoi que ce soit. Quand le flot est tari, j'interviens avec la vivacité que donne le sentiment de l'injustice : *« De quel droit agissez-vous ainsi ? Lâchez-moi : j'ai mes papiers, je suis en règle. Je ne suis pas comme les immigrés sans papiers et sans défense avec lesquels vous faites ce que vous voulez. La façon dont vous agissez est scandaleuse. »* (Je ne garantis pas l'exactitude littérale de ces propos. En tout cas, je n'ai prononcé aucune injure — je suis trop averti — et je me suis servi une seule fois du tutoiement.)

Alors s'approche, par le côté, l'agent X (celui dont la mine réjouie m'avait le plus révolté), qui me dit : *« Pas de scandale, pas de scandale. Tes papiers... »*

Ses propos sont recouverts par les questions des autres. Je demande : *« A qui dois-je répondre ? »*

Et voyant que X ne portait pas son matricule, je me retourne vers celui qui me fait face tout en relevant mon tricot pour retirer mes papiers qui se trouvaient dans la poche de ma chemise. Je ne peux faire plus : X m'arrose de sa bombe à gaz lacrymogène ; je titube, mi-aveuglé, mi-étouffant, tandis qu'il dit aux autres : *« Allez, on l'emmène. »*

M'ayant traîné dans le car qui démarre, X me frappe à plusieurs reprises à la tête. Un autre lit dans mon agenda les adresses des organisations politiques et syndicales du quartier que j'y ai notées. Chacune d'elles provoque un coup.

X commente : *« Espèce de communiste... Espèce de gauchiste... Je vais te faire passer les envies de t'occuper de ce qui ne te regarde pas, etc., etc. »*

Tandis que les coups pleuvent, X, entre deux coups, trouve le temps de dire aux autres, qui s'esclaffent : *« Ça tombe bien, j'ai justement mal au pouce ! »*

A l'arrêt il me sort du car en me tirant par les cheveux. Au commissariat, croyant, je suppose, m'infliger un nouveau supplice, il me dit en me poussant dans la cellule : *« Tiens, puisque tu aimes les immigrés, tu vas être servi. »*

Et, en effet, j'ai été bien servi : cigarettes, sourires, discussions qui remontent le moral (il y avait avec moi un Marocain, un Algérien, deux Ivoiriens et une Antillaise, tous, sauf la dernière, menacés à plus ou moins longue échéance d'expulsion pour manque de papiers ou faux papiers, car pour avoir une autorisation de séjour il faut du travail, et vice-versa...).

Après l'hôtel de passe

J'apprends que je suis gardé à vue pour outrages et violences, X s'étant plaint de son pouce et de ses jambes. D'après lui, je me débattais tellement dans le car — peut-être même, assure-t-il, allais-je le tabasser, seul contre tous — qu'il a dû, pour me calmer, recourir à la bombe à gaz lacrymogène. Plus de deux cents immigrés avaient été témoins des faits. Mais quel étranger, aujourd'hui, surtout à Barbès, oserait, sans compromettre son avenir, témoigner contre la police ?

Le pouce de X lui fait tellement mal qu'il déclare être obligé de solliciter un arrêt de travail. Une heure après avoir signé les procès-verbaux (où je niais les faits qui m'étaient imputés), je le retrouve au poste de police où je passe la nuit (avec interdiction de prendre des notes). Il tape de ses dix doigts, pendant plus d'une heure, un mystérieux rapport en plusieurs exemplaires, qu'il fait lire de temps en temps à ses collègues en me montrant de la tête.

Mon procès, en flagrant délit, a lieu une semaine après. Un avocat, membre du conseil de l'ordre, accepte de prendre mon dossier en charge. Son arrivée ne passe inaperçue pour personne, ni pour le président, ni pour le greffier, ni surtout pour le substitut du procureur de la République. Il est rapidement décidé de traiter mon affaire dès le début de l'audience.

Après avoir eu le temps nécessaire pour m'expliquer (mon procès durera — cas exceptionnel — plus d'une demi-heure) et après les dépositions des deux agents, le substitut se lance dans un long réquisitoire, où pêle-mêle il parle de ces *« dévots qui fréquentent la rue de la Charbonnière »* — il avait noté que j'étais étudiant en théologie, — cite saint Augustin, laisse entendre que je devais sortir d'un des nombreux hôtels de passe de la rue. Il intervient très longuement : il a en face de lui un membre du conseil de l'ordre.

Mon avocat replace le problème où il est : les libertés individuelles. A-t-on le droit de sortir un carnet sans provoquer une intervention de la police ?

Jugement en délibéré. En attendant, quelques affaires sont traitées beaucoup plus rapidement, sans intervention ni du procureur ni d'avocats. Délibération. *« Le tribunal vous condamne à 300 F d'amende... »*

Dimanche en Mayenne

LE STRIP-TEASE SUR LE CHAMP DE FOIRE

LE strip-tease a monté ses tréteaux sur le champ de foire de la Madeleine, et la Mayenne s'agglutine, casquettes et bérets, le nez collé à hauteur d'estrade.

Naguère, c'étaient les lutteurs et leurs défis de Titans : le muscle fanfaron des « professionnels » contre la poigne experte des prétendus « amateurs » du cru. Aujourd'hui, c'est le sexe libéré, « rigoureusement interdit aux mineurs ». Le batteur d'estrade annonce « un spectacle en nu intégral, exécuté par des professionnelles recrutées à prix d'or dans les cabarets parisiens les plus éminents ».

Les « bioutifoules gueurles » Nina et Katia se trémoussent consciencieusement au son d'un bastringue à la mode. L'une est laiteuse, dévêtue de dentelle noire, l'autre est basanée, moulée de jean clouté. Dans la touffeur de l'air, ces dames semblent tressauter au rythme d'une laborieuse digestion, et la cadence du spectacle n'offre guère de répit à leur essoufflement.

Il suffit de 5 francs pour passer de l'autre côté du rideau, mais à chaque représentation un privilégié du sexe fort a le droit de se rincer l'œil sans bourse délier. Il paie son écot en dansant avec ces dames pour racoler le public, puis en les aidant à se dévêtir sur scène.

Belle aubaine pour l'animateur : en ce dimanche après-midi, l'hôpital psychiatrique voisin déverse sur la foire un échantillon choisi de personnages endimanchés. Un quinquagénaire malingre au visage blafard couronné de cheveux blancs se contorsionne sans complexe dans un ample froc serré aux aisselles. Lui succède un rutilant sexagénaire, qui tombe la veste, puis la casquette : nuque et crâne chauves, deux touffes de cheveux hérissés au-dessus des oreilles rubicondes et décollées, strabisme convergent de part et d'autre d'un nez vineux, pendouillant comme un viscère.

« Votre nom ? » questionne le présentateur. « Auguste », répond simplement l'amateur. Ça ne s'invente pas. La foule délire, et le bonimenteur énonce ce qui allait sans dire. « Je me disais aussi... » On connaît la suite. M. le forain jubile. Il pense être tombé sur un spécimen représentatif de la paysannerie locale, et s'improvise montreur d'ours : « Dandinez-vous mieux que ça, mon ami, suivez la cadence ! »

L'assistance, qui a compris, n'a plus qu'un sourire gêné, contrit d'être complice, et Auguste se balance sans conviction, fasciné qu'il est par les hanches de la demoiselle basanée. Regards furtifs et inquiets entre les deux belles : et si l'énorme paluche du partenaire obéissait soudain à d'oubliées pulsions génétiques ? Mais non, l'instinct se tient coi, et l'on ne verra point surgir en blouse immaculée les robustes infirmiers du centre psychothéropique.

« Par ici, messieurs-dames, pour 5 francs, de l'inédit, du jamais vu en Mayenne. » Une nouvelle fournée s'engouffre sous la toile.

MAURICE SOUTIF.

ARDÈCHE

Balazuc a trouvé une boulangère

BALAZUC c'est un splendide village médiéval de l'Ardèche méridionale où chaque été Belges, Néerlandais et Allemands viennent par centaines rejoindre les quatre-vingts habitants. Le maire de la commune, M. Pierre Berre, se souvient qu'au début du siècle Balazuc comptait huit cents habitants et neuf cafés. Et puis comme la plupart des communes rurales du département, Balazuc a été sévèrement touché par l'exode rural.

Boulangerie fermée

Les cafés ont disparu l'un après l'autre et avec eux les boutiques. Seul demeurait jusqu'au printemps dernier, un boulanger, M. Roger Cardinal, que l'évolution avait amené à devenir subsidiairement épicier et droguiste. Malgré les supplications de ses clients et du maire, M. Cardinal a dû finalement abandonner son pétrin.

La fermeture de la boulangerie a pris, pour les personnes âgées en particulier, l'allure d'une catastrophe. Le boulanger le plus proche était à Ruoms, à une dizaine de kilomètres. Après avoir tenté en vain de trouver un successeur au boulanger du village, le maire a essayé sans plus de succès d'organiser un dépôt de pain. Puis il eut l'idée de lancer un message, un véritable S.O.S., dans la presse régionale et sur les ondes d'une radio périphérique. Balazuc gagna ainsi quelques estivants supplémentaires, mais pas de boulanger.

Contre tout espoir, Balazuc a retrouvé à l'automne un de ses enfants et une jeune boulangère-épicière-droguiste, Mme Ginette Michallon. Faute de pouvoir vivre au pays, elle avait dû s'exiler quelques années plus tôt. C'est sans beaucoup d'hésitation qu'elle a accepté de quitter Paris. Avec la clientèle estivale, son commerce, sans être d'un rapport vraiment intéressant, peut lui permettre de vivre, de vivre autrement que dans la capitale.

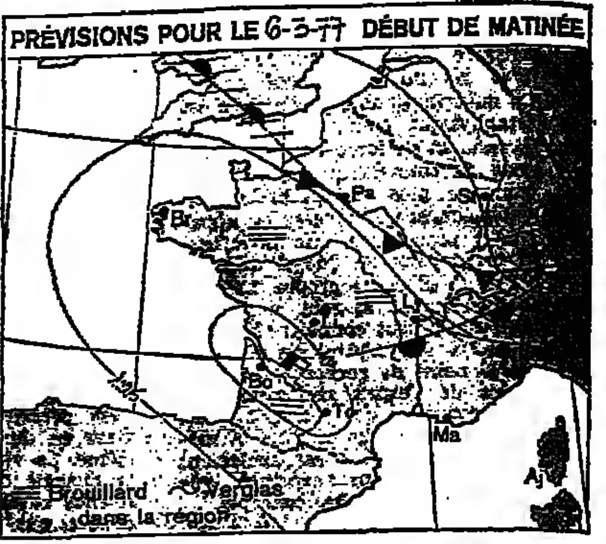
L'ouverture de la boutique fut un événement important. Et si on épargna au maire la cérémonie du ruban, il dut prononcer un discours qui ne fut pas le plus facile de sa carrière. Entre les cageots de carottes, de poireaux et une pile de miches de pain, Mme Michallon et sa mère écoutaient en souriant. Elles paraissaient heureuses.

MAURICE LEBESQUE.

INFORMATIONS PRATIQUES

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le samedi 5 mars à 0 heure et le dimanche 6 mars à 24 heures :

La France demeurera sous l'influence d'une zone anticyclonique formée dans des masses d'air océanique assez humide dans les basses couches de l'atmosphère.

Dimanche 6 mars, il y aura des brouillards ou des nuages bas matinaux, qui seront surtout nombreux de l'Aquitaine à la Bretagne et au Bassin parisien, mais ces formations brumeuses seront souvent suivies de belles périodes ensoleillées l'après-midi. Les nuages resteront toutefois plus abondants près de la Manche, où de faibles pluies auront lieu. On notera également quelques précipitations (pluie en plaine, neige en montagne) près des frontières de l'Est et du Nord-Est. En général, les vents seront faibles et les températures plutôt en hausse.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 mars ; le second, le minimum de la nuit du 4 au 5) : Ajaccio, 17 et 6 degrés ; Biarritz, 20 et 8 ; Bordeaux, 20 et 6 ; Brest, 12 et 4 ; Caen, 13 et 2 ; Cherbourg, 10 et 4 ; Clermont-Ferrand, 21 et 4 ; Dijon, 20 et 5 ; Grenoble, 19 et 6 ; Lille, 12 et 3 ; Lyon, 21 et 6 ; Marseille, 22 et 12 ; Nancy, 12 et 4 ; Nantes, 15 et 5 ; Nice, 16 et 9 ; Paris-Le Bourget, 14 et 1 ; Pau, 21 et 5 ; Perpignan, 25 et 13 ; Rennes, 14 et 2 ; Strasbourg, 16 et 3 ; Tours, 13 et 0 ; Toulouse, 19 et 5 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 25 et 4 degrés ; Amsterdam, 12 et 6 ; Athènes, 16 et 6 ; Berlin, 10 et 5 ; Bonn, 12 et 4 ; Bruxelles, 12 et 4 ; Iles Canaries, 22 et 16 ; Copenhague, 6 et 4 ; Genève, 16 et 3 ; Lisbonne, 24 et 12 ; Londres, 12 et 5 ; Madrid, 24 et 4 ; Moscou, — 8 et — 10 ; New-York, 11 et 3 ; Palma-de-Majorque, 19 et 3 ; Rome, 15 et 4 ; Stockholm, 2 et — 1.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 5 mars 1977 :

DES DECRETS

● Modifiant le code de procédure pénale et relatif à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction.

● Modifiant l'article R. 92 du code de procédure pénale.

● Fixant le montant maximum des indemnités qui peuvent être allouées en application de la loi n° 77-5 du 3 janvier 1977 garantissant l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction.

Logement

● *« L'Indicateur du particulier »*, nouveau mensuel spécialisé dans l'immobilier vient de publier son premier numéro.

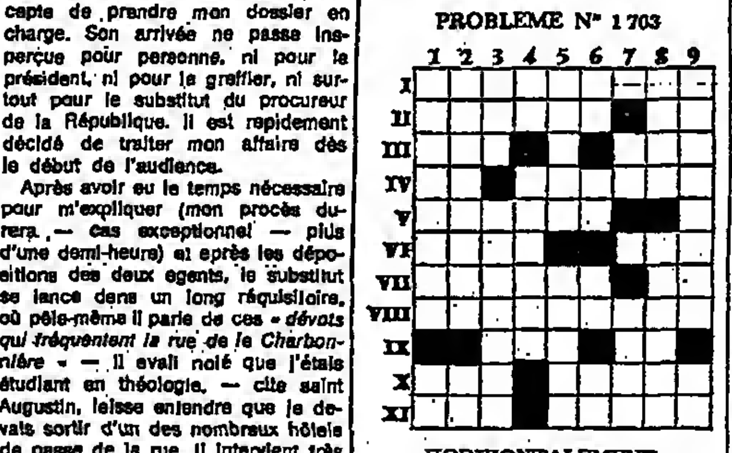
Il se propose *« d'informer et de défendre les futurs acquéreurs de logements neufs »* (appartements et maisons individuelles) en *« passant au crible »* chaque mois quatre ou cinq programmes d'habitations réalisées à Paris ou dans sa région (le numéro : 6 francs).

Exposition

● *Exposition de printemps du Parc floral de Paris.* — Le Parc floral de Paris présente comme chaque année à pareille époque sa première exposition de printemps. Jusqu'au 27 mars, de 9 h. 30 à 18 heures, le troisième Salon du camélia est organisé dans les pavillons 2, 5, 7 et 8 (accès par l'esplanade du château.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 703



HORIZONTALEMENT

I. Chères quand elles sont vieilles. — II. Sa découverte ne date pas d'hier ! ; Symbole. — III. Naît souvent dans une vieille racine ; Grecque. — IV. Préfixe ; Sillonnés par des gauchos. — V. Elément d'un jeu. — VI. Dans la même catégorie ; Préfixe. — VII. Supportent maints amendements ; Division arbitraire. — VIII. Entrerions dans la chicane. — IX. Orientation ; Délimite un terrain. — X. Blanc, en mer ; Cornichon très fade. — XI. Augmentent au fil des jours ; En Syrie.

VERTICALEMENT

1. Etat caractéristique des paillasses pénitentiaires ; Symbole. — 2. Relèvent tout ce qui est plat ; Désigne n'importe qui. — 3. Peut blesser ; Ne pardonnent donc pas. — 4. Marque de privation ; Câbles. — 5. Elément d'une couverture ; Il y faisait chaud. — 6. Morceau de musique ; Abréviation ; Permettent d'échafauder les rêves les plus fous ; Désigne un prélat. — 7. En pente ; Rend plus joli. — 8. Une réflexion bien naturelle ; Très sages. — 9. Dans l'Aisne ; Nécessaire à Abadie.

Solution du problème n° 1 702

Horizontalement

I. Flatulence. — II. Narines ; Orangée. — III. Tuons ! ; An ; Océan. — IV. Is ; Lis. — V. Démêlerions. — VI. Iasi ; AP ; Agencée. — VII. NS ; Sérail. — VIII. Essor ; Idolâtrie. — IX. Sas ; Mari ; Erreur. — X. Suai ; Sommeil. — XI. Veto ; Miasmes. — XII. Isère ; Veen ; Egée. — XIII. Noue ; Hast ; Crues. — XIV. Renom ; Tel ; Est. — XV. Ars ; Apprêteur.

Verticalement

1. Entraînés ; Cinna. — 2. Au ; Assas ; SO. — 3. Froids ; Sauveurs. — 4. Lins ; Iso ; Aérée. — 5. Ans ; Ermite ; Na. — 6. Te ; Lear ; Hop ! — 7. Us ; Impairs ; Vamp. — 8. Ase ; Idiomes. — 9. Eon ; Lalo ; Miette. — 10. Mr ; Meg ; Léman ; Et. — 11. Cao ; Réparés ; Clé. — 12. Enclin ; Trimer. — 13. Gê ; Oc ; Reléguer. — 14. Jeanne ; Iu ; Sées. — 15. En ; Sévère ; Este.

GUY BROUTY.

SPORTS

LA QUINZAINE DU LIVRE DU SPORT

Une bibliothèque à Paris

La quinzaine du livre du sport sera présentée, du 9 au 25 mars, dans plusieurs villes de France. Certaines maisons d'édition consacrent une part croissante de leurs activités à ce genre littéraire en raison de l'audience qu'il trouve, auprès des jeunes notamment. Que lisent ces jeunes ? On peut s'en faire une idée en se rendant à la bibliothèque Lancry, rue de Lancry à Paris (dixième arrondissement), qui a reçu pour mission de se spécialiser en ce domaine.

Créée par la Ville de Paris, la bibliothèque Lancry a été confiée à une jeune animatrice, Mme Claude Payan, qui, entre deux classements de livres, a pratiqué le volley-ball dans un club de première division. Sa connaissance du sport lui aura permis de constituer rapidement un fonds de deux mille livres de sports sur les quinze mille que compte actuellement la bibliothèque (dont trois mille romans).

Sans doute en raison du pôle d'attraction que représente le fonds sportif, la moyenne d'âge des lecteurs de la bibliothèque est très jeune : dix-huit ans.

Les livres qui ont le plus de succès ? Ceux qui concernent le football. *« Il faudrait remettre dix fois ce qu'il y a »*, constate Mme Payan. Après, les préférences vont aux sports de combat.

Cet engouement correspond à la pratique de ces sports en France, le judo étant, par le nombre, la troisième fédération après le football et le tennis.

Toutefois, les jeunes s'intéressent également à des activités qu'ils ont moins l'occasion de pratiquer mais qui, sans doute, les font rêver : la moto, la chasse et la pêche, les sports nautiques et, dans une moindre mesure, la montagne sont aussi des sujets recherchés. A cela s'ajoute une demande constante et quasi boulimique pour les revues et les journaux qui parlent de sport.

Cette analyse serait peut-être différente si la bibliothèque possédait un peu plus d'ouvrages de recherches et d'études sur le sport. Mme Payan a conscience qu'il faut développer ce secteur.

Rehausser le niveau

De même les lecteurs trouveront-ils prochainement des œuvres que l'on pourrait qualifier de para-sportives, relatives à la biologie, la médecine ou à la dynamique. La vocation d'une bibliothèque n'est évidemment pas d'être seulement distrayante, elle doit aussi être instructive. En l'occurence, il s'agit de pouvoir y trouver autant de livres de sport que de livres sur le sport. Cette nécessité pédagogique semble bien perçue à la bibliothèque Lancry dont on peut souhaiter que l'expérience serve aux autres bibliothèques municipales, parfois embarrassées pour proposer des sujets de lecture à ses plus jeunes adhérents.

FRANÇOIS SIMON.

Ski

PERRINE PELEN GAGNE LE SLALOM DE SUN-VALLEY

La jeune Française Perrine Pelen a gagné vendredi 4 mars le slalom spécial qui se disputait à Sun-Valley (Idaho). Elle a devancé l'Italienne Claudia Giordano et l'Autrichienne Monika Kaserer.

Dans cette course comptant pour la Coupe du monde, les Françaises ont eu un très bon comportement d'ensemble : Danielle Debernard est cinquième, Fabienne Serrat neuvième et Patricia Emonet douzième.

NATATION. — *Au cours des championnats de France d'hiver, qui se disputent à Rennes, Sylvie Testuz a battu le record national du 400 mètres quatre nages dames, en 5 min. 9 sec. 52 (ancien record : 5 min. 11 sec. 37 par Dominique Amiand).*

A propos de la politique sportive

M. SAINTE-MARIE (P.S.) : les propositions du gouvernement sont du bavardage.

M. Michel Sainte-Marie, député de la Gironde, délégué national du parti socialiste aux sports, estime, à propos de la politique sportive définie au conseil des ministres du 2 mars que *« paralysé par les assauts furieux que se livrent les ministres et incapable d'agir, le gouvernement bavarde sur le sport et les loisirs des jeunes »*.

Il ajoute : *« On nous annonce que les lycéens bénéficieront d'ici à 1980 de deux heures d'éducation physique par semaine, alors que depuis 1969 les programmes prévoient six heures pour le primaire et cinq heures pour le secondaire. »* Pour M. Sainte-Marie, *« le gouvernement tente de développer un brouillard artificiel pour masquer le vide de sa politique en faveur de la vie associative »*.

LA PHILOSOPHIE

par Jean Lacroix

Le «visage» de Bergson

L'OUVRAGE que Marie Cariou consacre à *Bergson et le fait mystique* répond exactement à son titre. La métaphysique bergsonienne est une métaphysique positive qui s'insère dans le vécu, et s'efforce de l'expliciter. Son mode de connaissance est l'intuition, comprise plus en compréhension qu'en extension et qui dépasse les apparences pour procéder à une investigation en profondeur de l'objet dans ce qu'il a d'essentiel et de propre. La réalité est mouvement et seul le mouvement de l'esprit peut connaître le mouvement de la vie. L'intuition ne peut être que le point de rencontre entre le mouvement de l'esprit connaissant et la réalité mouvante qu'il connaît : elle est l'acte qui fait indissociables la méthode et la doctrine. C'est seulement à partir d'elle, et pour l'exprimer, que peuvent se construire les concepts.

Bergson a peu à peu découvert qu'avoir l'intuition de cet élan même, ou plutôt en pénétrer la source intime, c'était atteindre l'intuition mystique. Il y était conduit *par* son cheminement. Ce n'est pas le mysticisme qu'étudie Bergson, mais le fait mystique qu'il analyse. Chez les mystiques — notamment chez les mystiques chrétiens, — le courant vital remonte à sa source ultime : il faut y remonter avec eux et pour cela pénétrer l'intuition mystique, investir en quelque sorte une zone particulière et privilégiée de l'expérience. Marie Cariou ne propose pas une nouvelle interprétation de Bergson : au-delà des bergsoniens *et* des bergsonismes, elle le lit simplement, et le lit à haute voix, elle chemine *avec* lui, « *à la recherche* d'*un visage* », comme elle le dit elle-même.

La méthode et la doctrine de Bergson devaient le conduire naturellement à l'étude du fait mystique. Il a souligné lui-même que le point de départ et le fondement de sa pensée avaient été et étaient demeurés la découverte de la durée créatrice. D'où la distinction, qui commande tout, du « *clos* » et de l' « *ouvert* ». Toute création, toute *ouverture*, se perd vite dans l'imitation, la répétition, la « fabrication », le clos en un mot, qui sont toujours des assoupissements. Le moi qui dure, c'est le moi qui change, et tout changement est une création : le temps est invention, *ou* il n'est pas.

La philosophie bergsonienne est une philosophie de l'acte créateur. Seule l'intuition de la durée permet de retrouver cet élan créateur qui exprime et manifeste notre liberté — cette liberté qu'il ne s'agit pas de prouver, mais d'éprouver, surtout dans l'activité esthétique et plus encore dans l'activité mystique. Spiritualité et matérialité — l'ouvert et le clos — sont comme des points limites extrêmes de la *propulsion* du moi dans deux sens différents : la matière est retombée ; l'esprit, élan.

Ce qui distingue l'esprit de la matière, c'est précisément cette possibilité de vivre en durée, de se *transcender* soi-même. La vie est la source créatrice, et la biologie devient de plus en *plus* la science capitale : elle est le point de départ qui permet d'aller *plus* haut et plus loin. Le moral est dans le *prolongement* du psychique comme celui-ci est dans le *prolongement* du biologique, mais il les dépasse l'un et l'autre. La force spirituelle de l'homme est participation d'un courant vital créateur. Située *dans* une relation avec un absolu, la conscience devient ainsi une sorte de supra-conscience, un « pouvoir divin ». Dans *les Deux Sources*..., cette puissance créatrice, cette énergie spirituelle, devient un acte d'amour. C'est donc à *la* suite naturelle de ses travaux que Bergson découvre la vie mystique sur les hauteurs de l'acte libre.

Les phénomènes mystiques sont un ensemble à étudier, objectif, décrit comme tel par les mystiques eux-mêmes. L'âme mystique est celle dont l'action s'exprime dans la création la plus généreuse et la plus *continue*, *en* relation d'amour *avec* le modèle *mystique* qu'est Jésus-Christ. Les extases ou apparitions n'ont pas grand intérêt, et peuvent même être pathologiques. L'essentiel est que le mystique est un esprit qui retrouve en lui les manifestations les plus hautes de la vie et peut entrer ainsi en communication avec l'esprit divin. L'amour atteint alors sa plénitude dans l'union des volontés.

Le mystique répond à un appel, et l'efficacité *de* l'appel tient à la *puissance* de l'émotion qui *a* provoqué un ébranlement qu'il ne faut pas confondre avec un mouvement de l'affectivité. L'émotion est un bouleversement de la personne *tout* entière dans l'attente de sa transfiguration. Comme au-delà de soi-même, le mystique *retourne* aux sources et coïncide avec l'élan créateur manifesté dans la vie. Ainsi peut-il contempler l'univers dans la lumière d'un amour qui a tout fait.

Il laisse *au* philosophe le soin de tirer de son expérience de l'amour des implications *philosophiques* : il lui suffit d'aimer. Il ne *prouve* pas Dieu, il l'éprouve. « *Dieu est amour et il est objet d'amour : tout l'apport du mysticisme est là. De ce double amour, le mystique n'aura jamais fini de parler.* » Bergson se borne à accepter un fait et à l'analyser : le mystique ne « fabrique » pas une idée de Dieu, il en parle comme d'une présence expérimentée. Le pouvoir de créer ne fait qu'un avec celui d'aimer. Dieu fait de nous des dieux par *participation*. Le mysticisme nous fournit le moyen d'aborder *expérimentalement* le problème de l'existence et de la nature de Dieu. La philosophie ne saurait l'atteindre autrement. Il est *achèvement* de la *philosophie* au sens d'épanouissement et de plénitude : il la porte au-delà d'elle-même.

A la suite de cette analyse, Marie Cariou pose non pas proprement des critiques, mais des interrogations, en quelque sorte de l'intérieur même du bergsonisme. Au temps de Bergson, le *mysticisme*, *dans divers pays et religions*, était encore mal connu, et il a voulu s'en tenir à la mystique chrétienne, à une sorte même de mystique chrétienne, celle en somme de saint Jean de la Croix et de sainte Thérèse. Lui-même aujourd'hui procéderait sans doute à une enquête plus étendue. En tout cas, il a voulu faire une étude qui dépasse toute religion. Mais tout ce qu'il voit dans cette mystique *de la Montée du Carmel* qu'il a privilégiée, *c*'est la transformation du monde par l'amour. Il écarte absolument ce qui, selon la mystique chrétienne, est à l'origine de son expérience : la foi.

Bergson fait la distinction entre une intuition de Dieu par expérience et une foi qui est l'acceptation d'un savoir doctrinal indémontrable, et qui par conséquent ne saurait concerner le philosophe. Mais, précisément, dans la perspective chrétienne, les deux ne sauraient être séparées. Et même le mystique chrétien se méfie de toute révélation personnelle pour *ne* s'appuyer que sur la *Révélation*. *C*e qui n'est en rien une objection, mais un point important à souligner, car il a provoqué des confusions : la *mystique* bergsonienne est « réelle, féconde, admirable », elle *n'*est pas exactement la mystique chrétienne.

Elle a, en tout *cas*, des conséquences politiques et sociales importantes. Selon Bergson, *la* morale sociale est strictement close, mais la morale ouverte exige *référence* à un *tout* vital, cosmique, dynamique, infiniment *plus* large. La mystique, donc, peut et doit être transformatrice. Elle est normalement inspiratrice de la démocratie. Mais celle-ci n'est guère réalisée. La « civilisation » ne fait que déplacer l'état de guerre primitif : non plus chacun contre chacun, mais des groupes de *plus* en plus larges dotés d'instruments *de* plus *en plus* puissants. Pour être *plus* larges, ils n'en sont pas *moins* « clos ».

Ce qui peut nous sauver, c'est seulement l'idéal du *moi qui* transcende le social et provient de l'élan mystique créateur. La société ne peut être « ouverte » que par des individus. La vraie moralité n'est pas dans l'obligation *mais* dans l'aspiration : un élan *vers* qui est aussi un élan *par*. Les créations démocratiques sont, à l'origine, le fait d'un génie moral inventif. Péguy, proche de Bergson, dénoncera la mystique qui se dégrade en politique, mais défendra la politique qui s'inspire de la mystique. Certes, ces héros, ces conquérants, *ne* font que définir un limite idéale qui ne se réalisera jamais. Mais c'est cet idéal qui commande tout progrès, même s'il lui arrive de retomber dans le « clos » ; la mystique, seule, peut faire passer la société vers un autre stade.

* * *

Une dialectique du « clos » et de l' « ouvert » permettrait de réaliser des éléments positifs dans le cadre *même* de notre civilisation. Il ne s'agit pas de lutter contre la science et la technique : la domination de la nature par l'homme est bonne, et il faut la poursuivre. Mais le progrès technique doit se doubler d'une organisation politique et sociale à sa taille, éclairée par un type de scientificité nouvelle, qui soit une investigation de l'esprit et *non* plus seulement de la matière.

La mystique n'apporte pas la « certitude définitive », mais l'archétype fondamental. C'est cet archétype qui engendre l'action généreuse. Bergson en appelle à une visée cosmique, universelle, non pour satisfaire la prétention de savoir le tout, mais pour refuser aux parties de se prendre pour le tout. Il délivre de l'impérialisme qui consiste à se prendre pour tout et pour centre, aussi bien dans le domaine du savoir que de la politique. La référence à la mystique est essentielle pour cette délivrance. Mais je ne voudrais pas donner l'impression de boucler la boucle.

Dans un résumé, j'ai pu paraître présenter la philosophie de Bergson comme un tout, et le livre de Marie Cariou comme un exposé de cette totalité. Il n'en est rien. L'appel à un au-delà, l'ouverture vers un perpétuel dépassement sont toujours présents. L'élan vital anime cette pensée même et ne lui permet pas de repos. Le livre de Marie Cariou répond à cette attitude. Sa lecture de Bergson sait être à la fois personnelle, originale et objective. Le style lui-même est direct, souvent interrogatif — d'une interrogation qui s'adresse à la fois à Bergson et au lecteur. Il est bien, en effet, une lecture à haute voix, qui fait toujours mieux apparaître le « visage » de Bergson.

★ *BERGSON ET LE FAIT MYSTIQUE*, par Marie Cariou. Ed. Aubier, 1976, 267 pages.

LIVRES REÇUS

— *Matérialisme, dialectique et logique*, par Pierre Raymond, éd. Maspero, 1977, 35 F. En face des faiblesses des philosophies des sciences *aussi bien* que des réactions anti-philosophiques des savants, apparaît la nécessité de l'alliance du matérialisme et de la dialectique.

— *Maurice Pradines ou l'Epopée de la raison*. Association des publications près les universités de Strasbourg, éd. Ophrys, 1976, 110 F. Recueil d'articles, réunis et présentés par André Grappe et Roland Guyot, qui ressuscitent une œuvre capitale trop oubliée.

— *Temps et musique*, par Eric Emery, éd. l'Age d'Homme, Lausanne, 85 F. Evolution de la notion de temps et de son rôle en musique, apparition aujourd'hui d'une nouvelle conception du temps en composition musicale.

— *Science et métaphysique*, colloque de l'Académie internationale de philosophie des sciences, avec Vuillemin, Costa de Beauregard, éd. Beauchesne, *1976*, 55,20 F.

— *De la connaissance selon saint Thomas* d'Aquin, par Joseph Moreau, Beauchesne, 1976, 27,60 F.

— *La Neige bleue et la Repasseuse*, par Marthe Jourdan, éd. la Pensée universelle, 1976, 21,40 F. Tentative personnelle et originale pour s'adresser en termes simples à tout le monde en parlant des plus grands problèmes à partir d'exemples quotidiens, par un « *amateur de philosophie* ».

CORRESPONDANCES

A propos du «Sens de la recherche»

LEXICOS existe, je l'ai même rencontré. A propos d'un message fort discourtois que Chronicos, qu'il estimait pourtant, lui a adressé. Le décodage en est facile, tous les amis de Lexicos y sont parvenus. Car Chronicos est en proie, depuis trois ans ou moins, à une double obsession : l'Université — où il croit qu'on est payé à ne rien faire — et l'analyse des discours politiques. Que la première permette de moderniser la seconde, et les deux idées fixes n'en font qu'une : insurmontable. Pauvre Chronicos ! L'Université lui avait pourtant ouvert ses portes. Mais il a été vite déçu par les règlements administratifs. Il a une telle capacité de travail, Chronicos, peu d'étudiants à son séminaire et peu de soucis pour les examens : Lexicos le remplace si nécessaire.

C'est juste d'ailleurs, car il n'a pas les lourdes charges qui pèsent sur le journaliste. Comme cet anti-turbo-prof qu'on ne rencontre à aucune première, à aucun gala, qui ne se dépense pas dans les couloirs et les conseils, fait son métier sans tapage, Chronicos croit qu'il n'est pas là. Et pour cause, Chronicos vient rarement à l'Université. Quand il pénètre dans sa salle de séminaire, il lorgne vers la machine de Lexicos, et, pour son plus grand malheur, confond une perforeuse et un ordinateur, une cafetière et un turbo-propulseur. S'il avait su, pauvre Chronicos !

Lexicos n'a pas à demander à ses étudiants de compter les mots : l'ordinateur le fait en quelques secondes, sans se tromper. Il aurait appris aussi, Chronicos, que le Centre — qu'il a co-dirigé — n'a pas les moyens de se payer des ordinateurs et que, sans l'aide de crédits extérieurs à l'Université, aucune étude n'aurait pu être poursuivie. Quelle caution et quelle garantie pour Chronicos, mais voilà, trop pressé, il n'a pas eu le temps de s'informer.

Après tout, un journaliste n'est pas un savant. L'essentiel, pour Chronicos, est qu'il soit informé scientifiquement. Sur ce terrain, Lexicos l'a aidé : il lui a indiqué, grâce à ses ouvrages, quel était le contenu du discours politique du général de Gaulle : une bonne introduction pour son épopée de la République gaullienne. Il récidive avec Jacques Chirac et compte les mots comme l'ordinateur. Aucune étude, aucun démenti.

Quand Démocratie française *tombe sur sa table, il est alors débordé par son idée fixe et écrit quelques lignes aussi mécaniquement qu'une machine mal programmée (1). Mais l'étude scientifique révèle que les mots les plus fréquents ne sont pas ceux dont Chronicos avait espéré qu'ils le fussent. Cela eût dû rester un simple épiphénomène si un savant collègue, dont le verbe est communicatif, ne l'avait porté à la connaissance de confrères de Chronicos au cours d'agapes et de libations.*

Chronicos tente alors de se rattraper en disant que les mots qu'il a découverts sont les plus importants. Lexicos lui a pourtant expliqué que l'ordinateur révèle aussi bien les mots les plus fréquents que le non-dit et les mots rares, et qu'ils sont l'un et l'autre porteurs de sens. Mais écrire que « tolérance » est le mot le plus fréquent de Démocratie française*, bien que cité une fois sur trente-deux mille mots, est un non-sens.*

Pauvre Chronicos ! Sa rage n'a plus de limites. Il tente alors de ridiculiser à la fois la méthode et celui qui l'applique en considérant qu'ils sont responsables de son propre ridicule. Il commet alors de nouvelles erreurs. S'il veut parler du comptage des mots, ce n'est pas en 1930 que la méthode a été inventée : les massorètes comptaient le mot Dieu dans la Bible, voilà onze siècles. S'il faut référence à la linguistique statistique, science récente, elle est en pleine expansion : en littérature, en psychiatrie, en histoire, pour l'analyse des conflits sociaux, dans le décodage des textes internationaux...

Bref, peu de domaines y échappent. Pauvre Chronicos, il lui reste à griffonner au fil de la semaine quelques mauvaises lignes qui lui permettront, pense-t-il, de briser cet ordinateur, cause de ses malheurs. « Ignoti nulla cupido... »

JEAN-MARIE COTTERET,

professeur au département de science politique de la Sorbonne, directeur du centre de recherches sur l'information et la communication.

(1) *Le Monde* du 12 octobre 1976.

Au Théâtre des Amandiers

Sous le titre « Marivaux redécouvert », nous avons publié (le Monde *daté 13-14 février*) *un « croquis » signé de M. Robert Baniol, qui prenait à partie des snobs, spectateurs d'un théâtre populaire. M. Pierre Debauche, directeur du Théâtre des Amandiers à la Maison de la culture de Nanterre, où était représentée jusqu'à l'automne* la Dispute *de Marivaux dans une mise en scène de Patrice Chéreau, nous communique, en guise de réponse, un certain nombre d'informations intéressantes sur l'activité de son théâtre :*

Qui vient au Théâtre des Amandiers - Maison de la culture de Nanterre ? 75 % des adhérents habitent Nanterre et les Hauts-de-Seine ; 50 % viennent par l'intermédiaire de collectivités (comités d'entreprises, établissements scolaires, associations).

Nous travaillons avec plus de deux cents relais (dont près de 80 % dans les Hauts-de-Seine et le quart dans les comités d'entreprises), avec des adhérents dans toutes les villes du département et dans plus de cent autres communes de la région parisienne.

La construction de la Maison de la culture a été décidée en 1966 par le conseil municipal de Nanterre, à la suite d'une pétition qui a regroupé sept mille signatures nanterriennes. Construire un théâtre de mille places dans une ville ouvrière de cent mille habitants, chef-lieu d'un département regroupant près d'un million cinq cent mille personnes, c'est construire un équipement collectif indispensable.

Notre cahier des charges nous impose l'organisation de deux cents représentations par an. Nous travaillons dans cette maison dans des conditions budgétaires difficiles mais avec l'appui d'un public local attentif qui n'a pas cessé, depuis douze ans, de nous faire connaître ses critiques et ses analyses.

Sept mille huit cents adhérents, cinquante-trois comités d'entreprises, soixante établissements scolaires, soixante-dix associations et quarante mille spectateurs de notre théâtre attendent notre mille huit cent cinquantième représentation et notre soixante-neuvième création. Alors, laissons M. Baniol à sa joviale solitude et, comme disait Albert Camus : « *Allons préparer le prochain spectacle.* »

Einstein plombier

M. H. Bacry, professeur de physique théorique à l'université d'Aix-Marseille II, conteste la citation d'Einstein et son interprétation, contenues dans l'article de M. Marcel Landowski, « Une nouvelle sagesse *» (le Monde daté 20-21 février). Il nous écrit notamment :*

Einstein n'a pas dit « *Quel malheur que je n'aie pas été plombier* » mais « *plutôt devenir plombier ou colporteur que physicien* » (1)... Selon M. Landowski, il s'agit d'une « *affreuse boutade d'Albert Einstein après ses découvertes dans le domaine nucléaire* », alors que l'auteur commente ainsi sa déclaration dans sa lettre à Max Born le 17 janvier 1955 : « *Ce que je voulais dire, c'était seulement ceci : dans les circonstances actuelles, je choisirais une profession où le gain de mon pain quotidien n'aurait rien à voir avec la recherche des connaissances* (2). »

On est loin de la « *dimension prophétique* » mentionnée par M. Marcel Landowski. Mais il est vrai — et c'est à sa décharge — que la presse internationale a interprété un peu hâtivement la célèbre sentence d'Einstein. Max Born lui-même s'était laissé prendre à cette interprétation. La présente mise au point me paraît d'autant *plus* nécessaire.

(1) Albert Einstein, Max Born : *Correspondance 1916-1955*. Ed. du Seuil, p. 245.
(2) *Op. cit.*, p. 244.



INVENTIONS

La tête et les mains

IL s'en dépense, dans le monde, de l'ingéniosité, de l'invention, de l'effort et de la méthode, pour faire avancer la science et la technique, pour « sophistiquer » les mécaniques. Il s'en écrit, des pages, pour glorifier le *dézigne* et les *dézigneurs*, tout ce qui est censé nous embellir et nous rationaliser l'ordinaire. Mais est-ce qu'on *a* bien commencé par le commencement, est-ce que le progrès *a* bien progressé dans l'*ordre* ? C'est ce que je me demandais l'*autre* jour en arpentant les quais de la gare de Lyon (les fameux chariots sont toujours ailleurs, à l'autre extrémité, vous avez remarqué ?), avec une valise de quinze kilos au bout du bras, et mon mouchoir plié en seize pour n'avoir pas la main sciée par la poignée.

Valise à roulettes

Le monsieur qui a dessiné cette valise a pensé à beaucoup de choses, aux serrures, aux coins arrondis, *aux* courroies, aux soufflets à l'intérieur — *mais* il ne s'est pas dit que si le style c'est l'homme (oui, je sais : « le style est *de l'homme même* »), la poignée c'est le point névralgique de la valise, très exactement le point par où l'on souffre. Et que, par conséquent, ce qui importerait avant tout serait de dessiner une poignée adaptée à la main qui porte, c'est-à-dire une poignée large et non pas étroite, souple et non pas dure, sans arêtes sans coutures, modelée sur les quatre doigts arqués qui soutiennent par dessous, et le pouce plié qui maintient de côté. Moyennant quoi porter une valise ne serait plus obligatoirement un supplice. Messieurs les *dézigneurs*, songez, s'il vous plaît, aux poignées de valises.

En revanche, la valise à roulettes incorporées, propre à être remorquée et non plus portée, est une de ces modestes merveilles qui changent l'existence. Une des grandes conquêtes de l'humanité souffrante. Quelque chose comme la brouette chinoise par rapport à la brouette occidentale. La prochaine fois, je n'hésiterai pas. La valise à roulettes, dans le tableau technologique du siècle, a beaucoup plus d'importance, à mon avis, que la fusée spatiale, parce qu'elle change la vie de beaucoup plus de gens.

Une autre invention capitale : le levier à débloquer les couvercles de bocaux. Je connais une personne qui mourait d'inanition à côté d'un bocal de cornichons (Dieu sait pourtant si elle les aime !), faute de vigueur suffisante dans les poignets, et à qui le cadeau d'un levier à débloquer les couvercles a rendu un peu de confiance en soi. Or quoi de plus simple dans la conception, et de plus ingénieux en même temps ? Un très grand bravo pour avoir sa statue quelque part.

Bruits de portes

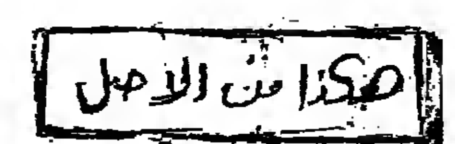
Mais les anses de tasses impossibles à tenir entre trois doigts, si ravissantes soient-elles... les emballages pharmaceutiques indéchirables... les manches de cuillers, si originaux mais filiformes (dans ce domaine, rien de mieux que le dix-huitième, lequel ignorait le mot de « fonctionnel », n'est-ce pas ?). Mais les portières de voitures ! Ici, il s'agit de bruit : au son, une automobile normale n'a pas quatre portes, on le sait, mais dix ou douze, la nuit surtout. Les portes d'ascenseurs, de réfrigérateurs, on les fait silencieuses depuis des années. Dans la voiture, ce serait bougrement plus essentiel que l'allume-cigares ou le dessin du tableau de bord. Messieurs les constructeurs, objectif prochain, objectif urgent : le silence de vos portières !

Messieurs de l'électro-ménager, l'absorbeur électromagnétique à poussière, pour appartements, c'est certainement réalisable, désormais. Alors, pour quand ?

Messieurs les urbanistes, les trottoirs roulants, remède à la démence de la circulation dans les villes, c'est pour bientôt ? Et les tranchées toutes canalisations, recouvertes de simples dalles amovibles, qui auraient dû mettre fin depuis longtemps au cauchemar de l'éventration perpétuelle des rues. Auguste Perret les a réalisées lors de la reconstruction du Havre après la guerre, non ? Eh bien ?

Qu'il y avait de choses à faire avant le sous-marin nucléaire, l'avion supersonique ou le canon automoteur, et à moindres frais, vous ne trouvez pas ?

JEAN GUICHARD-MEILI.



SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra : En sol, la Peri, Adagietto, Mahler's Songs, le Sacre du printemps (ballets) (sam., 19 h. 30).
Centre Georges-Pompidou, grande salle : Iphigénie Hôtel (sam., 20 h. 30). — Petite salle : Lewis et Alice (sam., 17 h. et 21 h. ; dim., 15 h. et 17 h. 30).
Comédie-Française : le Cid (sam. et dim., 20 h. 30) ; Partage de midi (dim., 14 h. 30).
Chaillot, 20 h. : Transit.
Petit Odéon : Guerre au troisième étage (sam. et dim., 18 h. 30).
TEP : l'Otage (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).

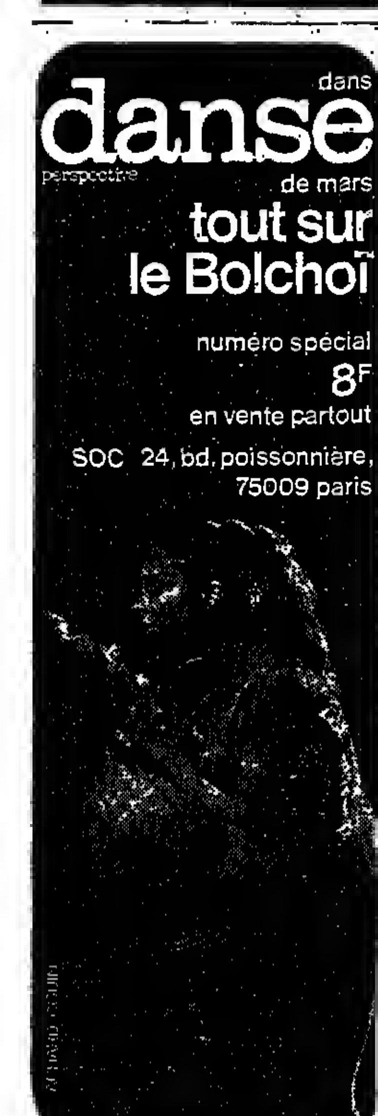
Les salles municipales

Châtelet : Volga (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h.) : Concerts Colonne, dir. J.-S. Béreau ; P. Fontanarosa, violon (Mozart, Dvorak, Mendelssohn, Saint-Saëns (dim., 18 h. 30).
Nouveau Carré : la Dame de la mer (sam., 21 h. ; dim., 15 h.) ; Cirque à l'ancienne (dim., 15 h. 30).
Théâtre de la Ville : Cuarteto Cedron (sam., 18 h. 30) ; les Brigands (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30).

Les autres salles

Air-Libre Montparnasse : La prochaine fois, je vous le chanterai (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. 30) ; Viole d'amour (sam., 16 h. et 22 h. 30).
Antoine : les Parents terribles (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Arts-Hébertot : l'Ecole des cocottes (sam., 20 h. 45 ; dim., 18 h. et 18 h. 30).
Athénée : Equus (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Bateau-Théâtre de Basile : l'Homme de derrière les fagots (sam. et dim., 20 h. 30) ; les Frerasmol et Kie (sam. et dim., 22 h.).
Binthéâtre-Opéra : la Jeune Fille Violaine (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Bouffes-du-Nord : la Nuit de l'iguane (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre de l'Aquarium : La jeune lune tient la vieille lune toute une nuit dans ses bras (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h.). — Théâtre de la Tempête : Parcours vénitien (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h.).





Centre culturel du Marais : Ecoute le bruit de la mer (sam., 21 h.).
Centre culturel suédois : La cruche est vide (sam., 18 h.).
Comédie Caumartin : Boeing-Boeing (sam., 21 h. 10 ; dim., 15 h. 10 et 21 h. 10).
Comédie des Champs-Elysées : Chers Zoiseaux (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Coupe-Chou : l'Impromptu du Palais-Royal (sam., 20 h. 30).
Edouard-VII : Beethoven ou l'Amour de la liberté (sam., 15 h., 16 h. 30 et 16 h.) ; Amphitryon 38 (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Elysée-Montmartre : Une femme presque fidèle (sam., 17 h. et 20 h. 45).
Fontaine : Grandeur et misère de Marcel Barjn (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 21 h.).
Gaîté-Montparnasse : les Fraises musclées (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30) ; Croquez le melon (sam. et dim., 22 h. 45).
Gymnase-Marie-Bell : Une aspirine pour deux (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 21 h.).
Huchette : la Cantatrice chauve ; la Leçon (sam., 20 h. 45) ; dim., 15 h. et 17 h. 30).
La Bruyère : Pour cent briques (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Madeleine : Peau de vache (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Mathurins : les Mains sales (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Michel : Au plaisir, Madame (sam., 21 h. 10 ; dim., 15 h. 10 et 21 h. 10).
Michodière : Acapulco, Madame (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Montparnasse : Même heure, l'année prochaine (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Mouffetard : Tumeur Cervykal (sam., 20 h. 30).
Nouveautés : Nina (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Œuvre : le Scénario (sam., 20 h. 45, dernière).
Palais-Royal : la Cage aux folles (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 20 h. 30).
La Péniche : J.-P. Farré chante (sam. et dim., 20 h. 30).
Plaisance : la Reine de la nuit (sam., 20 h. 45).
Porte-Saint-Martin : Loin d'Hagondange (sam., 15 h. et 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Récamier : Histoires de l'oncle Jakob (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).
Saint-Georges : le Maître de Santiago (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Studio des Champs-Elysées : les Dames du jeudi (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 16 h. 30).
Studio-Théâtre 14 : Médée (sam., 21 h.).
Théâtre d'Art : la Femme de Socrate (sam. et dim., 16 h. 30).
Théâtre de la Cité internationale, la Galerie : la Paix (sam., 21 h.). — La Resserre : Bérénice (sam., 21 h.).
Théâtre d'Edgar : Guyette Lyr (sam., 20 h. 30).
Théâtre Essaïon : la Tentation occidentale (sam., 20 h. 20, dernière). — Salle II : le Grand Parler (sam., 20 h. 30).
Théâtre du Manitout : Vitromagie (dim., 18 h.) ; Louise Michel ou les Œillets rouges (sam., 20 h. 15).
Théâtre du Marais : Electre (sam., 20 h. 45) ; Jeanne d'Arc et ses copines (sam., 22 h. 30).
Théâtre de Ménilmontant : la Passion à Ménilmontant (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Théâtre d'Orsay, grande salle : le Nouveau Monde (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30). — Petite salle : Oh ! les beaux jours (sam., 20 h. 30).
Théâtre Paris-Nord : Macbeth (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Théâtre de la Plaine : José (sam., 20 h. 45 ; dim., 17 h.).
Théâtre Présent : le Pavé de l'ours ; le Tombeau d'Achille (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).
Théâtre Treize : On ne badine pas avec l'amour (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h.).
Troglodyte : Gugozone (sam., 21 h.).
Variétés : Féfé de Broadway (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).

Les théâtres de banlieue

Aubervilliers, Théâtre de la Commune : le Météore (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).
Boulogne, T.B.B. : les Ballets de Roland Petit (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. 30).
Bures-sur-Yvette, Gymnase des Amonts : les Colombaïoni (sam., 21 h.).
Clichy, Théâtre de l'ARC : George Dandin (sam., 21 h.).
Corbeil-Essonnes, Centre Pablo-Neruda : Marianne attend le mariage (sam., 20 h. 30).
Elancourt, Maison pour tous : l'Alchimiste (sam., 20 h. 30).
Evry-Ville-Nouvelle, Hexagone : Ballets et chœurs basques Ektori (dim., 16 h.).
Fontenay-le-Fleury, Centre Pablo-Neruda : la Perle (sam., 21 h.).
Gennevilliers, Maison de l'enfance : In-folio : Fragments d'un naufrage (sam. et dim., 20 h. 30). — Théâtre de Gennevilliers : Attila, roi des Huns (sam., 20 h. 45 ; dim., 17 h.).
Marly-le-Roi, Maison Jean-Vilar : les Colombaïoni (dim., 16 h.).
Montreuil, Théâtre-Ecole : Restez chez vous (sam., 17 h.) ; Jeux de mains, jeux de... (sam., 20 h. 30).
Nanterre, Théâtre des Amandiers : le Mime Fialka (sam., 21 h. ; dim., 16 h.).
Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipe : la Surface de réparation (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles « LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES » 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 5 - Dimanche 6 mars

Suresnes, Théâtre Jean-Vilar : Mikis Théodorakis (sam., 21 h.).
Versailles, Palais des congrès : Herbert Pagani (sam., 21 h.).
Vincennes, Théâtre Daniel-Sorano : Jean Dasté (sam., 21 h. ; dim., 18 h.).

Jazz, rock, folk et pop

Théâtre Fontaine : Mama Bea Tekielski (sam., 16 h. 30).
La Vieille Grille : Michel Ripoche (sam. et dim., 20 h. 30).
Théâtre des Blancs-Manteaux : P. Caratini et M. Fosset (sam., 24 h.).
American Center : Mahjun (sam., 21 h.).
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre de l'Aquarium : Groupe Lô (sam., 23 h. ; dim., 20 h. 30).
Campagne-Première : Franck Wright et son quartet (sam., 22 h.).
Aéroport d'Orly-Sud : Trio Monty Alexander, John Clayton et Jeff Hamilton (sam., 18 h.).
Théâtre de la Cité internationale : Noah Howard et son quartet (sam., 21 h.).
Aire-Libre : D. Humair, F. Jeanneau, H. Texier (dim., 18 h. 30).
Riverbop : CM 4 (sam., 22 h.).

Les concerts

Théâtre Récamier : G. Prouvost, violon, et M. Dalberto, piano (Mozart, Schubert, Brahms, Kreisler) (sam., 18 h.).
Salle Chopin-Pleyel : Suk Soon Kim, cantatrice, et D. Del Tredici, piano (Mozart, Schubert, Puccini, Debussy, Berlioz et airs populaires coréens) (sam., 21 h.).
Théâtre d'Orsay : J.-Cl. Pennetier, piano ; R. Pasquier, violon (Debussy, Ravel, Fauré) (dim., 11 h.).
Conciergerie du Palais : D. Reinemann, baryton ; N. Nordmann, harpe (musique romantique) (sam. et dim., 17 h. 30).
Salle Gaveau : Orchestre Fernand Oubradous, dir. F. Quattrochi, avec R. Veyron-Lacroix, clavecin, et M. Marchesini, violoncelle (Bach, Janson, de Falla) (dim., 17 h. 30).
Théâtre des Champs-Elysées : Concert Pasdeloup, dir. O. Devos, avec M. Hasson, violon (Borodine, Katchaturian, Rimsky-Korsakov) (dim., 17 h. 45).
Eglise des Billettes : O. Linsi, baryton, et D. Swarowsky, piano (Mozart, Beethoven, Brahms, Dvorak) (dim., 17 h. 45).
Théâtre Essaïon : P. Baubet-Gony, piano (Scriabine) (dim., 18 h. 30).
Bouffes-du-Nord : Ben Zimet (chants yiddish) (dim., 20 h. 30).

La danse

Voir Théâtres de banlieue.
Palais des congrès : Ballet du Théâtre Bolchoï (Spartacus, sam., 20 h. 30, et dim., 14 h. 30 ; Giselle, dim., 20 h. 30).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, sam., 15 h. : le Messie, de R. Rossellini ; 18 h. 30 : le Déserteur, de W. Poudovkine ; 20 h. 30 : Guêpier pour trois abeilles, de R. Harrison ; 22 h. 30 : Sweet Charity, de B. Fosse ; 0 h. 30 : Le twist est roi, de G. Garrison. — Dim., 15 h. : Ivan le Terrible, de S. M. Eisenstein ; 16 h. 30 : Viva Zapata, d'E. Kazan ; 20 h. 30 : Cabaret, de B. Fosse ; 22 h. 30 : Fenêtre sur cour, d'A. Hitchcock ; 0 h. 20 : Pin-up Girl, de B. Humberstone.

Les exclusivités

A CHACUN SON ENFER (Fr.) (**) : A.B.C., 2e (236-55-54), Cluny-Palace, 5e (033-07-76), Marignan, 8e (359-92-82), George V, 8e (225-41-46), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48), Athéna, 12e (343-07-48), Fauvette, 13e (331-56-86), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Les Images, 18e (522-47-94).
AFFREUX, SALES ET MECHANTS (It., v.o.) : Styx, 5e (633-08-40), U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19).
BAROCCO (Fr.) (*) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19).
BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Grands Augustins, 6e (633-79-38), Colisée, 8e (359-29-46), P.L.M. St-Jacques, 14e (589-68-42) ; v.f. Impérial, 2e (742-72-52), Athéna, 12e (343-07-48), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LA BATAILLE DE MIDWAY (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33), Rotonde, 6e (633-08-22), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Wepler, 18e (387-50-70), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
LA BATAILLE DU CHILI (2e partie) (All., v.o.) : Studio Logos, 5e (033-26-42).
BLUE JEANS (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (266-55-33).





CASANOVA, UN ADOLESCENT A VENISE (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43), Cambronne, 15e (734-42-96), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
CENTRE TERRE, 7e CONTINENT (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71), jusqu'à jeudi ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93), Liberté, 12e (343-01-59), U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19), jusqu'à jeudi, Mistral, 14e (539-52-43).
COCORICO, MONSIEUR POULET (Fr.), Studio St-Séverin, 5e (033-50-91), Haussmann, 9e (770-47-55), Olympic, 14e (542-67-42).
LE COUP DE GRACE (All., v.o.) : Cinoche St-Germain, 6e (633-10-82).
CŒUR DE VERRE (All., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Liberté, 12e (343-01-59).
CRIA CUERVOS (Esp., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40).
LA DECHEANCE DE FRANZ BLUM (All., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47) ; Arlequin, 6e (548-62-25) ; Studio Jean-Cocteau, 5e (033-47-62) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Paramount-Gaîté, 13e (326-99-34) ; Paramount-Galaxie, 13e (588-18-03) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (266-55-33).
LE DESERT DES TARTARES (Fr.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
DES JOURNÉES ENTIÈRES DANS LES ARBRES (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Olympic, 14e (542-67-42) heure spéciale.
EDVARD MUNCH, LA DANSE DE LA VIE (A., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71).
L'ESPRIT DE LA RUCHE (Esp., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
LA FOLLE ESCAPADE (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71), en soirée ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage, 8e, en mat. ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LE GANG (Fr.) : Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Gaumont-Sud, 14e (326-65-13) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
GIACOMO MATTEOTI (It., v.o.) : 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
LE GRAPHIQUE DE BOSCOP (Fr.) : Noctambules, 5e (033-42-34).
L'HEROINE DU TRIANGLE D'OR (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
JE DEMANDE LA PAROLE (Sov., v.o.) : le Seine, 5e (325-95-99) J.-Renoir, 9e (874-40-75).
JONAS QUI AURA VINGT-CINQ ANS EN L'AN 2000 (Suisse) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) UGC-Odéon, 6e (325-71-08), Normandie, 8e (359-41-18), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Liberté, 12e (343-01-59), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Magic-Convention, 15e (828-20-64), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Murat, 16e (288-99-75).
KING-KONG (A., v.f.) : Balzac, 8e (359-52-70), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
LACHE-MOI LES BASKETS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : UGC-Opéra, 2e (261-50-32) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
MARATHON MAN (A., **, v.o.) : Concorde, 8e (359-92-84) ; v.f. : Maxéville, 9e (770-72-86).
LA MARCHE TRIOMPHALE (It., **, v.f.) : Montparnasse-83, 6e (544-14-27).
1900 (première partie, It., **, v.o., v.f.) : les Templiers, 3e (272-94-56).
1900 (deuxième partie, It., **, v.o., v.f.) : les Templiers, 3e (272-94-56).
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMÉS (It., v.o.) : Cinoche St-Germain, 6e (633-10-82) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).
L'OMBRE DES ANGES (All., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42), h. sp.
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Caméo, 9e (770-20-89) ; UGC-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
PASCUAL DUARTE (Esp., **, v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40).
LE PAYS BLEU (Fr.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Mayfair, 16e (525-27-06) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Lumière, 9e (770-84-64).
LA PETITE FILLE AU BOUT DU CHEMIN (Fr.-Can., v. angl.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17), Concorde, 8e (359-92-84) ; v.f. : Gaumont-Théâtre, 2e (231-33-16), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Nations, 12e (343-04-67), Fauvette, 13e (331-56-86).
LE PRÊTE-NOM (A., v.o.) : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59), Panthéon, 5e (033-15-04), France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Studio Raspail, 14e (326-38-98).
PROVIDENCE (Fr., v. angl.) : Vendôme, 2e (073-97-52) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Publicis-Matignon, 8e (359-31-97), Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).
QUAND LA PANTHÈRE ROSE S'EMMÊLE (A., v.o.) : Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72), Dragon, 6e (548-54-74), Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; v.f. : Rio-Opéra, 2e (742-82-54), Omnia, 2e (233-36-39), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03), les Nations, 12e (343-04-67), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Cambronne, 15e (734-42-96).
QU'EST-CE QUE TU VEUX, JULIE ? (Fr., *) : la Clef, 5e (337-90-90), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Olympic, 14e (542-67-42), H. sp.
RENÉ LA CANNE (Fr.) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65), Fauvette, 13e (331-56-86), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Caravelle, 18e (387-50-70), Victor-Hugo, 16e (727-49-75), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
REQUIEM A L'AUBE (Fr., *) : le Marais, 4e (278-47-86).
LA REVANCHE D'UN HOMME NOMMÉ CHEVAL (A., v.o.) : Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90).
LE ROI DES BRICOLEURS (Fr.) : Capri-Boulevards, 2e (508-11-69), Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00).
SALO (It., v.o.) (**) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37).
SARTRE PAR LUI-MÊME (Fr.) : Le Marais, 4e (278-47-86), h. sp.
SŒURS DE SANG (A., v.o.) (**) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; jusqu'à jeudi.
THE SONG REMAINS THE SAME (Ang., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (329-42-62) ; Haussmann, 9e (770-47-55).
TITI, GROSMINET ET LEURS AMIS (A., v.f.) : Bosquet, 7e (551-44-11) ; Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03).
UNE FEMME, UN JOUR (Fr.) (*) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), jusqu'à jeudi ; Murat, 16e (288-99-75) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
UNE FILLE COUSUE DE FIL BLANC (Fr.) : Mercury, 8e (225-75-90) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
WELCOME TO LOS ANGELES (A., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42), à 18 h. (sam. + 24 h.).

Les séances spéciales

AGUIRRE, LA COLÈRE DE DIEU (All., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) à 22 h. 15 (Sam. + 24 h.).
L'AFFICHE ROUGE (Fr.) Le Seine, 5e (325-95-99) à 14 h. 30, 16 h. 30, 20 h. 30 et 22 h. 30.
BUTCH CASSIDY ET LE KID (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90) à 12 h. et 24 h.
CABARET (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er, à 20 h. 10.
LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er, à 17 h (sauf D.) (V. + 24 h.).
LES DIABLES (Ang., v.o.) (**) : La Clef, 5e, à 12 h. et 24 h.
L'ENIGME DE KASPAR HAUSER (All., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er, à 16 h. 10.
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h.
INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99), à 12 h. 20 (sauf D.).
JE, TU, IL, ELLE (Fr.) : Le Seine, 5e, à 18 h. 30.
JEREMIAH JOHNSON (A., v.o.) : La Clef, 5e, à 12 h. et 24 h.
LES MARX BROTHERS AU GRAND MAGASIN (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
NEXT STOP, GREENWICH VILLAGE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er, à 14 h.
ON ACHÈVE BIEN LES CHEVAUX (A., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e, à 24 h.
PETITS MEURTRES SANS IMPORTANCE (A., v.o.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16) le 8, à 21 h.
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e, à 10 h., 12 h. et 24 h. ; Boîte à Films, 17e (754-51-50).
SANTBALA, NAISSANCE (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e, à 12 h. et 13 h.
SON NOM DE VENISE DANS CALCUTTA DÉSERT (Fr.) : Le Seine, 5e, à 12 h. 15 (sauf D.).
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er, à 16 h.

Les films nouveaux

JULIETTE ET L'AIR DU TEMPS, film français de René Gilson : la Clef, 5e (337-90-90), Palais des Arts, 3e (272-62-78).
NUIT D'OR, film français de Serge Moati (*) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32), U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08), U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23), Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LE CASANOVA DE FELLINI, film italien de Frederico Fellini, v.o. : Impérial, 2e (742-72-52), Quintette, 5e (033-35-40), Gaumont Rive-Gauche, 6e (548-26-36), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
BUBU DE MONTPARNASSE, film italien de Mauro Bolognini, v.o. : Studio Médicis, 5e (633-25-97), U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19).
SERVANTE ET MAITRESSE, film français de Bruno Gantillon (**) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12), Bonaparte, 6e (326-12-12), Biarritz, 8e (723-69-23), Helder, 9e (770-11-24), Liberté, 12e (343-01-59), Mistral, 14e (539-52-43), Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00), Secrétan, 19e (206-71-33).
LA COMÉDIE DU TRAIN DES PIGNES, film français de François de Chevannes : la Clef, 5e (337-90-90), Palais des Arts, 3e (272-62-98).
BLUES, BLANC, ROUGE, film français de Robert Réa (collectif) : le Marais, 4e (278-47-86).
IRENE, IRENE, film italien de Peter Del Monte, v.o. : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
LA NOUVELLE ROUTE DE L'OPIUM, film français de M. et C. Lamour : Palais des Arts, 3e (272-62-98), à 12 h. et 13 h.
LE JARDIN DE PIERRE, film iranien de Parviz Kimiavi, v.o. : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25).
LE PIRATE DES CARAÏBES, film américain de James Goldstone, v.o. : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12), Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93), Mistral, 14e (539-52-43), Miramar, 14e (326-41-02), Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00), Napoléon, 17e (380-41-46).
LE VOYAGE DES DAMNÉS, film américain de Stuart Rosenberg, v.o. : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80), Paramount-Elysées, 8e (359-49-34). — Capri, 2e (508-11-69), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
C'EST TOUJOURS OUI QUAND ELLES DISENT NON, film américain de Norman Panama, v.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62), Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32), Maxéville, 9e (770-72-86), U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, 14e (539-52-43).

Théâtre

«Iphigénie-Hôtel», de Michel Vinaver

Pendant les journées de flottement qui ont suivi le 13 mai 1958, entre le départ de M. Pflimlin et l'arrivée du général de Gaulle, quelques Français en vacances à Mycènes écoutent les nouvelles sur un transistor.

On capte surtout Radio-Monte-Carlo, mais les informations sont contradictoires. Il fait beau à Mycènes, des archéologues viennent de découvrir une tombe qui fut peut-être celle d'Agamemnon, et puis il y a dans l'hôtel un remue-ménage terrible parce qu'Oreste, maître d'hôtel depuis très longtemps, vient de mourir, ce qui donne des chances de promotion à Alain, un valet de chambre français qui a les dents longues.

Construite par séquences brèves, par touches discontinues, *Iphigénie-Hôtel*, de Michel Vinaver, se présente comme une chronique naturaliste sans lourdeur : chacun des personnages qui se croisent là par hasard a sa vie, ses projets proches, ses rêveries vagues. Même l'imminence éventuelle d'un coup d'Etat, d'un changement du régime de leur patrie, n'unit ces gens qu'à peine.

Michel Vinaver pense qu'il a entrecroisé dans sa pièce (écrite en 1959) plusieurs choses importantes : comment le pouvoir (celui de Massu ou celui du valet de chambre Alain) se prend ou non, comment les gens d'aujourd'hui emploient leurs vacances, comment l'amour se fait ou se détruit (il y a une histoire d'amour entre Alain et une femme de chambre, une autre entre une jeune touriste un peu nerveuse et M. Veluze, un avocat d'affaires) ; Vinaver pense avoir décrit aussi l'ordre, le désordre, la difficulté d'être en prise sur les événements politiques, le mouvement de l'histoire, etc.

Vinaver a raison : toutes ces choses qui nous importent se faufilent en catimini dans les situations ordinaires, dans le dialogue brusque à tu et à toi, et la richesse un peu cachée d'*Iphigénie-Hôtel* viendrait sourdre à la surface si la pièce était mise en scène et jouée avec beaucoup de scrupules, avec un naturel apparent, si les personnages semblaient habités, vivants, si « *le temps passait* », un peu comme dans *les Estivants*, de Gorki, mis en scène par Peter Stein.

Il y a, d'ailleurs, dans *Iphigénie-Hôtel*, des moments comme cela, qui tiennent à la nature de tel acteur, à sa présence, par exemple Daniel Soulier (un jeune serveur), Gilbert Vilhon (un autre valet de chambre, dont nous n'avons pas parlé), Jean-Claude Jay (l'avocat), aussi Anne Rondags (une touriste).

Mais, dans l'ensemble, il est difficile de comprendre ce qu'a voulu faire le metteur en scène Antoine Vitez. Il a poussé plusieurs acteurs vers une forme de cabotinage — *forme* étudiée, stylisée, assumée, mais forme de cabotinage quand même, c'est-à-dire de sur-expressionnisme facile à effets.

La pièce ne peut vivre sa vie : elle est sans cesse malmenée, contrariée, par une direction d'acteurs qui bâcle telle page, monte tout à coup en épingle telle autre, passe du roman mou au vaudeville, du Boulevard au Guignol, et certes chacun de ces petits « exercices » successifs est assez curieux en soi, et dans chaque tour de piste chaque acteur est momentanément à son affaire, mais dans la continuité tout cela se disloque, l'ennui gagne, la pièce, trop disséquée, trop tirée à hue et à dia, devient un pantin caricaturé en morceaux. *Iphigénie-Hôtel* se transforme en une œuvre presque grossière, presque sotte, que l'on n'écoute plus et dont les touches politiques n'ont plus d'actualité, de portée.

On dirait que le défaut de Vitez, à part cela excellent pédagogue, est en ce moment de perdre l'intelligence complète des choses, d'oublier l'orientation des œuvres, pour se piéger (et piéger ses acteurs) dans des « jeux » à part, des effets spéciaux, des projets marginaux, des ornements de détail qui participent du grotesque et qui tuent l'architecture, la respiration.

Les costumes de Yannis Kokkos sont bien. Jérôme Deschamps réussit par moments une composition assez drôle de touriste bêta.

Le sous-sol concédé par le centre Pompidou à *l'art du théâtre* est l'un des endroits les plus tristes et les plus moches de Paris. Le lieu lui-même est une boîte, tout à fait nulle. Les abords sont sinistres, inhumains, et déjà sales. Aucune âme là-dedans. Aucune vie. Le théâtre est mis sur le même plan que les toilettes ou les placards à balais. Merci.

MICHEL COURNOT.

★ Centre Pompidou, 20 h. 30.

Rock

Brian Ferry au Pavillon de Paris

Formé entre autres par Brian Ferry (chanteur et compositeur) en 1971, Roxy Music, premier groupe décadent anglais, jouait une musique directe et travaillée dans les sonorités, offrait un peu comme une synthèse musicale des années 50 et 60, un rock flamboyant. Bénéficiant d'une forte promotion, Roxy Music eut le statut de groupe « superstar », surtout en Europe.

Curieusement, Roxy Music ne sut jamais garder en son sein les mêmes musiciens. Aujourd'hui, en compagnie d'un autre membre de ce qui fut Roxy Music, Brian Ferry se présente sous son propre nom, avec un bel orchestre (trois guitares, trois cuivres, un clavier, une batterie) qui sonne bien, qui chauffe, qui balance, qui est musicalement solide, précis, qui se lance dans très peu de solos, mais il y en a un, superbe, de Chris Spedding à la guitare. Trois choristes complètent l'ensemble qui joue avec Ferry (pantalon de cuir noir, chemise blanche et cravate noire). Brian Ferry lui-même se lance parfois dans des solos assez hargneux à l'harmonica.

Présenté au Pavillon de Paris devant un public relativement restreint (deux mille personnes environ) pour le lieu, le show a oscillé entre un rock bien dosé, bien huilé, un rock-spectacle sans surprise, et d'autres morceaux plus personnels, avec quelques moments très beaux, éclatants. — C. F.

Danse

« Spartacus » par le Bolchoï

Sans doute gardant en mémoire le « bide » fatal enregistré par « le Lac des cygnes » au cours de la soirée inaugurale à l'Opéra, en mars 1972, le ballet du théâtre Bolchoï de Moscou avait choisi d'afficher, pour sa première du vendredi 4 mars, au Palais des congrès de la porte Maillot, « Spartacus », le grand mimodrame populaire déjà présenté à Paris au cours de la même tournée et considéré à la fois comme un manifeste social et comme un spectacle théâtral « moderne ». Disons tout de suite que l'exécution magistrale de la troupe soviétique, tout au long de ce long, très long ballet en trois actes, a soulevé l'enthousiasme du parterre, soit quelque quatre mille spectateurs.

Cela posé, observons que cette superproduction sur la révolte des esclaves, digne d'un plateau de Hollywood, ou plus encore des Folies-Bergère, style « l'Orgie romaine », ne pouvait rien apprendre aux Parisiens qui ont goûté à d'autres épices, depuis la guerre, sur leurs propres scènes, avec Roland Petit et Maurice Béjart. En réalité, « Spartacus », par sa grandiloquence, ses parades martiales, ses pas de l'oie, ses danses du sabre, constitue un record de poncifs chorégraphiques dont n'aurait pas voulu le Diaghilev de 1927, celui du « Pas d'acier », de Massine

Enfin, autant Spartacus — l'un des plus beaux sujets dramatiques de l'antiquité, personnification du bon droit persécuté brisant soudain ses entraves — est un héros extrêmement attachant et bien typé, autant Crassus — qui, dans l'histoire, fut grand militaire tout de même et triumvir des dernières années de la République avec César et Pompée — n'est ici qu'une figure de « vilain » élémentaire, grinçant des dents, et à la limite du ridicule : une deuxième mort capitale pour celui qui fut défait un jour dans les sables d'Arménie, et dont on dit que la tête, portée au bout d'une lance, fut envoyée au roi des Parthes, lequel lui fit délicatement verser de l'or fondu dans la bouche en disant : « Rassasie-toi de ce métal dont tu as été si affamé. »

Fanatisme et condition physique

Revenons donc à l'interprétation qui fait tout le prix de cette soirée. Quelle troupe de ballet, débarquant sur une scène étrangère — et qui plus est un plateau moderne inconnu — pourrait se targuer d'une cohésion, d'une flamme, d'une projection artistique aussi éblouissantes que celles du Bolchoï ?

Les « prétoriens » peuvent bien être affublés de casques à cimier ou de cuirasses musclées brandissant sans cesse des glaives ou des aigles romaines, les courtisanes subir l'outrage d'une pastille rouge sur le sein, le mouvement théâtral, le fanatisme, la condition physique supérieurement entraînée des ensembles emportent tout.

Quant aux étoiles, c'est peu de dire qu'elles sont à la hauteur de leur réputation. Elles se surpassent. Dans le rôle écrasant de Spartacus, Vladimir Vassiliev, beau de masque comme jamais, fait admirer une super-forme acrobatique qui lui permet d'enchaîner les variations les plus épuisantes sans paraître éprouvé, sans qu'une goutte de sueur perle à son front, toujours idéalement placé au centre de l'immense scène. A ses côtés, l'exquise Ekaterina Maximova, interprétant Phrygie, la petite compagne esclave, danse sur les nues, et il faut certainement voir dans cette perfection le grand enseignement de Galina Oulanova (qui était présente dans la salle).

De même, Nina Timofeieva, que les Parisiens avaient admirée dans « le Lac des cygnes », en 1958, montre une nouvelle face de son talent sous les traits de la « vamp » Egine, prouvant ainsi l'extraordinaire don de métamorphose des Russes. Enfin, l'excellent Boris Akimov, affligé du rôle de l'abominable Crassus, s'en tire avec force rictus et en se jouant des prouesses saltatoires qui époumoneraient plus d'un athlète olympique.

Il reste, soyons objectif, quelques beaux morceaux dans la chorégraphie d'Iouri Grigorovitch, qui a le mérite de ne jamais laisser les groupes s'ankyloser, notamment le pas de deux d'amour du troisième acte, qui fut justement acclamé.

Et les fonds de décor stylisés de Simon Virsaladzé, manœuvrés à vue, sous de grands voiles tombant des cintres, confèrent de la grandeur aux tableaux bien articulés qui se succèdent.

La partition d'Aram Katchaturion, somptueusement exécutée par l'orchestre du Bolchoï, sous la baguette d'Algis Juraitis, est, avec des relents de Gershwin, facile à entendre, mais se déguste comme du viandox. Attendons la suite.

OLIVIER MERLIN.

★ Prochaines représentations : *Spartacus* (les 5, 6 et 8 mars) ; *Giselle* (les 6 et 9 mars)

Musique

AUX ATELIERS DE L'IRCAM

Les goûts de Michael Gielen

L'Institut de recherche et de coordination acoustique-musique propose, pendant le mois de mars, au Centre Georges-Pompidou, une série de concerts d'initiation aux méthodes de fabrication et d'exécution des partitions contemporaines. Après l'atelier réglé par les soins du compositeur de la République fédérale allemande, M. Michael Gielen, deux séances seront consacrées au département « ordinateurs » (les 7 et 9 mars) et deux autres au « soliste contemporain » (les 14 et 19 mars).

Pour l'IRCAM, Michael Gielen avait composé à sa guise un programme original de compositeurs dont on entend rarement les œuvres à Paris. Le grand Luigi Dallapiccola d'abord, un indépendant, compositeur sériel d'avant l'explosion de 1950 et qui, curieusement, n'a guère figuré au livre d'or du domaine musical. Les Sex Carmina Alcaei *(poèmes saphiques d'Alcée), chantés par la voix fleurie et extatique de Carol Plantamura, sont un admirable hommage à Webern (canons incessants et mélodies de timbres), qui a la chaleur intime et la vénusté d'une œuvre de Monteverdi.*

Edison Denisov ensuite, un compositeur soviétique de quarante-sept ans, qui a écrit des œuvres sur des poèmes de Baudelaire et de Boris Vian, mais qui vient seulement de découvrir Paris. Son Concerto pour flûte *(1975), qui dure près d'une demi-heure, est une des pages les plus intéressantes qu'on ait entendues ces derniers temps. Avec une écriture très moderne, une orchestration raffinée qui a connu Debussy, Webern et Boulez, on retrouve le lyrisme intérieur et contemplatif des grands Russes, Tchaïkovski et Chostakovitch (à qui le troisième mouvement est dédié). Musique soupirante et rêveuse du mouvement initial, scherzo vibrionnant en échanges rapides, en jeux volontairement secs et serrés, andante sur un très beau choral des cordes que vient réveiller et illuminer la flûte, adagio final, une méditation trouée de brèves et vives cadences, qui s'achève dans une sorte de paysage calme où souffle un vent ténu de l'hiver.*

Une expression neuve

Denisov utilise constamment, dans les mouvements extrêmes, des micro-intervalles (quarts de ton) qui donnent à cette musique une expression neuve et profonde ; il était, il est vrai, servi par un flûtiste d'une technique et d'un lyrisme prodigieux, Aurèle Nicolet.

Autre concerto, fort bien joué par Jacques Ghestem, Tempora *pour violon et orchestre (1970), du compositeur suisse Klaus Huber, dont les longs cheveux presque blancs, la barbiche poivre et sel, et le sourire franciscain nous sont familiers depuis Royan 1974. Cette œuvre à présupposés philosophiques a paru cependant moins riche, ramassée et explosive que* Tenebrae *ou* Psalm of Christ. *Les idées mettent longtemps à s'exprimer, les développements semblent quelque peu pâteux, malgré l'incontestable nature musicale qui transparaît.*

Une commande de l'Ensemble intercontemporain permettait de faire connaissance avec Wolfgang Rihm (1952), un jeune colosse allemand, blond et placide. Cuts and dissolves, *titre qui se réfère aux procédés techniques du cinéma (coupes et fondus enchaînés), rassemble cinq esquisses symphoniques vigoureusement écrites et d'une belle qualité sonore, mais qui ne captivent guère l'imagination, bien qu'elles se réfèrent davantage à l'univers de Mahler ou de Berg qu'à celui du sérialisme d'il y a vingt ans.*

Pierre Boulez présentait lui-même, avec les compositeurs et interprètes, ces œuvres excellemment défendues par Michael Gielen à la tête de l'Ensemble intercontemporain.

JACQUES LONCHAMPT.

LA RETRANSMISSION DES SPECTACLES DE L'OPÉRA

Une mise au point de Radio-France et d'Antenne 2

A la suite de notre compte rendu du conseil d'administration de la R.T.L.N. (le Monde *du 4 mars), précisions (à la demande de Radio-France) que les « indemnités prévues » pour les radiodiffusions de l'Opéra dites « de service public » figurent dans un avenant aux conventions collectives de la R.T.L.N. en date du 13 juillet 1976 ; elles ne font donc pas partie d'un accord cosigné par Radio-France.*

M. Pierre Vozlinsky, directeur des programmes et services musicaux de Radio-France, considère que les prix des retransmissions demandés par l'Opéra dans le cadre du service public (40 000 F pour la Walkyrie, *20 500 F pour* Pelléas, *42 000 pour* la Flûte enchantée, *etc.) sont trop élevés pour son établissement, bien qu'il paie des sommes analogues (38 000 F) en 1976 pour des retransmissions normales. Rappelons que les précédentes diffusions bénéficiaient d'une subvention du secrétariat d'Etat à la culture.*

Les indemnités inscrites dans les conventions collectives correspondent à 20 % de la valeur du service pour les artistes des chœurs et de l'orchestre, ainsi que les chefs de chant ayant participé à l'enregistrement des spectacles et des répétitions. Il faut y ajouter les cachets des premiers rôles, que Radio-France, bien entendu, accepte de payer.

Les négociations entre l'Opéra et Radio-France étant dans l'impasse, il y aura lieu sans doute de demander un arbitrage au premier ministre et au secrétaire d'Etat à la culture pour mettre fin à cette situation irritante, les auditeurs de la radio ayant droit à la retransmission de spectacles subventionnés par l'Etat à 80 %.

*D'autre part, la direction d'Antenne 2 a précisé que, contrairement aux informations publiées à la suite du conseil d'administration de la R.T.L.N. et concernant la retransmission sur cette chaîne d'*Otello, *de Verdi, « aucun accord n'est intervenu jusqu'ici entre elle et l'administrateur de l'Opéra ». — J.L.*

Architecture

UN PAVILLON DE BALTARD A NOGENT

Il y a un an, on en commençait le remontage. Le 3 mars, on l'a inauguré, les 5 et 6 ce seront les premières journées « portes ouvertes » du seul pavillon de Baltard sauvé de la destruction en 1972. Il est à Nogent, sur la colline qui domine le paysage entre la Marne et le bois de Vincennes tout proches.

Le dessin des façades à claires-voies qui servaient à ventiler cet ancien magasin de volailles sont oujourd'hui en verre « parasol » sombre. Les murs de briques rouges sont remplacés par un « décor » de grès bleu et toute la structure extérieure a été peinte en bleus de différentes tonalités, très adoucies, un peu sucrées. Le pavillon a l'air plutôt fardé. Dommage, il y perd de sa rigueur graphique. De même avec le vert pâle de l'intérieur, qui laisse une impression d'inconsistance.

Le pavillon est seul dans le paysage, et son implantation semble artificielle. Il a perdu ses sept frères, qui le soutenaient, avec lesquels il formait une vraie cité sous parapluie aux Halles. Heureusement que s'achèvera bientôt le square du Vieux-Paris, dont le député, maire de Nogent, M. Roland Nungesser, veut l'entourer : colonne Morris, fontaine Wallace, station de métro modern' style de Guimard, lampadaires, plaques de rues, et même une vespasienne récupérée sur les grands boulevards... Un peu du vieux Paris à Nogent. Un « jardin-musée » d'architecture parisienne du dixneuvième siècle dont les témoins ont disparu les uns après les autres ces dernières quinze années, au nom du progrès et de la modernisation.

JACQUES MICHEL.

★ Pavillon de Baltard à Nogent. R.E.R. ligne de Boissy-Saint-Léger. Station Nogent-sur-Marne.

Cinema

Méliès, notre enchanteur

(Suite de la première page.)

Ce qu'il y a d'étonnant, dans le programme du Ranelagh, c'est qu'on retrouve ce spectacle dans toute sa nouveauté, toute sa fraîcheur, toute sa densité — les films durent de une à douze minutes seulement — comme si le « cinéma » c'était cela avant tout. Nous ne sommes pas au musée. Nous sommes devant un art « vivant », naïf peut-être, poétique sûrement (surtout quand les images sont coloriées au pochoir) grand, en tout cas et qui va s'offrir à l'émerveillement d'autres générations. L'appareil de projection tourne à la bonne vitesse, les bandes sont restaurées, les improvisations au piano d'Albert Lévy, les effets sonores de l'instrumentiste qui l'accompagne, le commentaire dit, de temps à autre, par une voix féminine, remettent le public en condition, le font participer, applaudir.

Il suffit d'ouvrir les yeux

Méliès avait détruit la plupart de ses films parce qu'il manquait de place, dit son fils. On en a retrouvé, on en retrouve encore comme si, par-delà la tombe, ce génie de l'illusion les avait fait renaître de leurs cendres. Méliès, c'est ce « locataire diabolique », qui, s'installant dans un appartement vide, tire d'un petit sac de voyage une énorme malle, et, de la malle, tous ses meubles et les membres de sa famille. Sur l'écran jaillissent des gags et les délires de l'imagination. Pas besoin qu'on nous explique comment tout cela était organisé, cela romprait le charme. Il suffit d'ouvrir les yeux et de se laisser prendre aux images de ces inventions : la vraie tête d'homme gonflée par un soufflet, la vraie femme en tunique qui vient remplacer sur la croix un Christ de carton pour tenter saint Antoine, la forêt qu'on dirait du douanier Rousseau où une brahmine attire avec sa flûte une énorme chenille qui devient femme-papillon et le transforme lui-même en chenille.

Méliès, le magicien, l'enchanteur, touchait aux contes, aux légendes et aux mythes, réinventait l'Orient, Brocéliande, la Walpurgis et les chaudrons de sorciers. Il y a, dans « la Damnation de Faust » et « la Fée Carabosse » aux multiples transformations, des visions qui rappellent les peintres et les graveurs romantiques. Méliès, on ne cessera de le redécouvrir.

JACQUES SICLIER.

★ Le Ranelagh, 5, rue des Vignes, (16e). 20 h. et matinée à 14 h. 30 les samedis et dimanches.

En bref

Cinéma

● « IRENE, IRENE », — Saint-André-des-Arts, Quatorze-Juillet Parnasse (v.o.).

Une absence... Irène, la femme de Guido Boeri, magistrat florentin, l'a quitté après trente ans de mariage et sans explication. Une absence et, soudain, le monde change pour cet homme de soixante ans, conforté jusque-là dans ses habitudes et sa morale. Partout où passe Guido Boeri, désormais, son regard cherche à comprendre les femmes, le sens de sa vie.

Ce premier long métrage de Peter Dal Monte, jeune réalisateur italien, nous ramène à cette énigme de la réalité sociale et psychologique qu'Antonioni a longtemps scrutée. Pourquoi la solitude ? Pourquoi le silence ? Pourquoi l'impossibilité de communiquer ? Une Italie, villes et campagnes, mouillée de pluie, cernée de tristesse, des lieux habités qui ont l'air vides, la trame opaque d'une vérité que la caméra contemple jusqu'à faire éprouver le vertige de l'inconnu, tel que le ressent Alain Cuny, promeneur et spectateur d'un univers d'où l'harmonie a, pour lui, disparu. Irène absente prend les visages de toutes les femmes entrevues, visages d'un mystère dont la mise en scène nous montre, avec une belle rigueur, qu'il est la clé — insaisissable encore — de l'amour, des rapports avec les hommes. — J. S.

D'UNE RÉGION A L'AUTRE

Alsace

AVANT LA MISE EN MARCHE DE LA CENTRALE DE FESSENHEIM

Les mouvements de protestation anti-nucléaire s'amplifient des deux côtés du Rhin

De notre envoyé spécial

Fessenheim. — *La « divergence », c'est-à-dire la fission du premier noyau d'uranium, doit avoir lieu lundi 7 mars, à la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin). Quelques jours plus tard, l'usine fournira de l'électricité. Depuis six ans, l'équipe d'ingénieurs chargée de la construction et de la mise en marche de la centrale attend cet instant capital, plusieurs fois différé pour des raisons techniques et aussi à cause de l'attentat du 3 mai 1975, dont les dégâts ont été estimés à plusieurs millions de francs. Ce samedi, plusieurs marches « antinucléaires » devaient avoir lieu en Alsace.*

Dans le petit village de Fessenheim, jusqu'à présent calme et confiant, à quelques jours de la « nucléarisation », l'inquiétude commence à se répandre. Il n'y a pas si longtemps, on ne voulait voir que « le bon côté des choses ». La construction de la centrale créait des emplois, redonnait vie au bourg. Les commerçants, surtout, s'y enrichissaient. La taxe professionnelle — 800 000 F par an — devait arrondir le budget modeste de la commune. « *Il faut bien être de son temps*, disait-on. *On n'arrête pas le progrès.* »

Au café des Deux Clés, où se retrouvent après le travail les ouvriers d'E.D.F., l'optimisme demeure. Le patron, M. Alain Corrèges, plaide en faveur du nucléaire. « *Ce n'est pas dangereux*, affirme-t-il, *moins en tout cas que les usines chimiques de Rhône-Poulenc installées à quelques kilomètres en amont de la centrale.* » « *J'ai travaillé à la centrale*, reprend un ouvrier, *les mesures de sécurité y sont exceptionnelles et ça paie bien.* » « *Les gens « prient » pour que les tranches 3 et 4 soient réalisées.* »

Pourtant le cœur n'y est plus. M. Gilbert Meyer, secrétaire départemental du R.P.R., tête d'une liste à la mairie de Fessenheim, naguère défenseur convaincu d'E.D.F., hésite aujourd'hui. Il souhaite, à son tour, qu'une commission de contrôle apporte toutes les garanties.

A quelques kilomètres du grand bloc de béton où se « cuisine » la fission de l'atome, dans la petite maison de l'éclusier, à Roggenhouse, sept personnes jeûnent depuis vingt-trois jours. Elles protestent contre les méthodes d'information du pouvoir et demandent des garanties : la publication du plan « Orsec-rad » au cas où..., des exercices d'alerte dans la population, un contrôle des installations « avant la mise à feu du réacteur ». Des revendications raisonnables, largement appuyées par la population. « *Au début, on disait « les voyous de là-bas, les squatters », à présent nous comprenons leur lutte. Nous sommes avec eux.* »

Sept plateaux de chêne

Epuisés, les jeûneurs, qui se traînent du fauteuil au lit, sont régulièrement suivis par les médecins du pays. Des femmes de Roggenhouse viennent faire le ménage, le menuisier du bourg leur a offert sept plateaux de chêne : « *Heureux les doux et les pacifiques* », a-t-il gravé sur l'un d'eux. Mais le responsable de la construction de la centrale, M. Paul Rousset, a beau affirmer « *les jeûneurs font ce qu'ils ont à faire, on respecte leur opinion, mais il n'y a aucun rapport entre eux et nous* ». Pour E.D.F., pour les élus, pour le préfet, les « jeûneurs » sont les « gêneurs ».

Leur action n'est pas vaine, même si M. Gabriel Gilly, le préfet du Haut-Rhin, souligne que « *c'est uniquement par bonne volonté qu'il a accepté un élargissement de la commission de contrôle de la centrale* ». Y siègent, en plus des membres du conseil général, quatre représentants des associations écologiques et trois maires des communes les plus proches de Fessenheim. Les jeûneurs ne sont pas pour autant satisfaits et continuent leur mouvement. Ils estiment que si la commission de contrôle est bien « indépendante », elle n'est cependant pas « compétente ». Ils demandent que des scientifiques — « n'appartenant » ni à E.D.F. ni au pouvoir — puissent y siéger. « *Pas question*, réplique M. Henri Goetschy, président C.D.S. du conseil général du Haut-Rhin et président de la commission, *nous devons faire confiance aux experts désignés. Il n'y a aucune raison de mettre en doute leur bonne foi.* »

« *C'est la peur mythique de la bombe atomique qui anime les écologistes, c'est irrationnel. Si j'étais écologiste*, dit le préfet, *je serais favorable aux centrales nucléaires car elles sont les moins polluantes.* » Mais on sait que, dans ce domaine, les meilleures argumentations peuvent être mises en cause : « *qu'on nous donne des preuves irréfutables* », répliquent les gens de bon sens, les paysans de la plaine. « *Ils n'ont qu'à nous faire confiance*, rétorquent les ingénieurs, *c'est trop difficile à expliquer.* »

La centrale est entourée d'une double barrière de protection. Jour et nuit, des gardes et des chiens en surveillent les abords. Pour y entrer, les formalités sont sévères, un gardien en uniforme escorte le visiteur ; sur sa casquette, le signe de la radio-activité. Le progrès ne se fait pas sans risque, certes. On comprend ici que l'évolution vers une société plus répressive pour « raison de sécurité » n'est pas le moindre des périls.

Les projets nucléaires des pays riverains — Gerstheim, Fessenheim en France ; Messenheim, Whyl en Allemagne ; Kaiseraugst, en Suisse — sont combattus par l'ensemble des populations concernées. « *Les vents dominants rabattront la pollution vers l'Allemagne* », a voulu rassurer le préfet. C'était ne pas tenir compte de la « petite internationale » qui est en train de naître. « *Autrefois, nous tirions les uns sur les autres pour la gloire de nos maîtres*, écrit le chanteur alsacien François Brupt, *aujourd'hui nous montons ensemble une nouvelle garde du Rhin.* »

Au nucléaire multinational correspond une protestation sans frontière.

Les jeûneurs de Roggenhouse reçoivent des témoignages de sympathie du monde entier. Dans le pays, un peu partout, chaque week-end, on organise des jeûnes de soutien. Plus personne n'oserait aujourd'hui les accuser « *d'aller en cachette au garde-manger* ».

Aussi la « divergence » au « cœur » de la centrale, qui aurait dû être l'occasion d'une heure de gloire scientifique, se fera-t-elle sans manifestation solennelle. C'est que dans les esprits il y a bien d'autres « divergences » qui, en apportant le doute, « ont tout empoisonné ».

CHRISTIAN COLOMBANI.

ÉCONOMIE

DIALOGUE SOCIAL OU ÉLECTORAL ?

Réaffirmant son attachement à la politique contractuelle, M. Raymond Barre, dans sa déclaration à l'A.F.P., le 1er mars, avait invité les syndicats à un dialogue plus constructif. Cela « en dépit des attaques systématiques et virulentes (...) de certains dirigeants d'organisations syndicales politisées ». *Peut-être aussi, le premier ministre a-t-il senti que, s'il peut rester sourd aux « clameurs » des manifestants, il ne peut toujours garder le silence devant les protestations de plus en plus fermes que suscite le blocage, de fait, des négociations paritaires. Tout comme la C.G.T., la C.F.D.T. ou la FEN, les « réformistes » de F.O., de la C.F.T.C. et de la C.G.C. durcissent leur attitude et s'impatientent. La centrale chrétienne, pour sa part, estime que* « beaucoup d'employeurs en rajoutent en matière de rigueur salariale, ce qui ne les empêche d'ailleurs pas de réclamer avec véhémence des hausses de prix parfois substantielles ».

M. Séguy avait estimé que ce gel des négociations violait la loi de 1950 sur la liberté des discussions salariales.

Autre facteur de réflexion : les manifestations pour l'emploi, affirment la C.F.D.T. et la C.G.T., ont été vigoureuses et des augmentations de salaires sont « arrachées » aux chefs d'entreprises plus souvent qu'il ne paraît

Certes, il est dangereux pour le gouvernement et le patronat de peser de façon trop excessive sur le couvercle de la marmite sociale quand la pression monte à l'intérieur. Le premier ministre, de son côté, doit savoir ne pas pousser trop loin le caporalisme vis-à-vis des syndicats. Mais ceux-ci n'ignorent pas non plus les risques, aux yeux des travailleurs, de refuser par principe, comme stérile ou compromettant, tout contact avec « l'autre camp ».

Quoi qu'il en soit, de propos à la cantonade en discours publics, les téléphones ont fini par fixer divers rendez-vous : MM. Jacques Tessier et Jean Bornard pour la C.F.T.C. seront reçus lundi 7 mars par M. Barre. Le lendemain, M. Bergeron et une délégation F.O. s'entretiendra avec M. Ceyrac. Ils montreront au C.N.P.F. « les conséquences du blocage des négociations alors que, dans nombre de cas, les patrons vont au-delà des recommandations gouvernementales ». *Vendredi 11, les dirigeants de la C.G.T. rencontreront le ministre du travail qui verra également à bref délai la C.F.D.T.*

Il reste que, à quelques jours des municipales, « insensible » ou non à l'agitation, chacun veut faire bon visage aux syndicats. Aussi, MM. Maire et Séguy ont-ils dit tout haut qu'ils ne tomberaient pas dans le panneau électoral. Ils ne seront pas seuls... — J. R.

EMPLOI

Le gouvernement a présenté un plan pour résorber la crise à Decazeville

« *Bien que les problèmes restent très graves, l'avenir de Decazeville paraît maintenant assuré* », a déclaré M. Robert Fabre, qui conduisait une délégation de parlementaires de l'Aveyron reçue vendredi 4 mars après-midi par le premier ministre, M. Raymond Barre.

M. Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, député, maire de Villefranche-de-Rouergue, avait, notamment, à ses côtés, MM. Roland Boscary-Monsservin, sénateur, rép. ind., maire de Rodez et Jean Puech, président du conseil général de l'Aveyron (rép. indép.)

Au cours de l'entrevue de vendredi, M. Raymond Barre a fait connaître les grandes lignes de la solution intervenue pour consolider la situation des aciéries et usines métallurgiques de Decazeville.

Une contribution du Fonds de développement économique et social, de l'ordre de 23 millions de francs, permettra de renforcer la situation de la sidérurgie et de la métallurgie dans le département de l'Aveyron et ouvrira aux entreprises de nouvelles possibilités pour la diversification de leurs activités.

Mais cent quatre-vingts licenciements interviendront, assortis d'une promesse de réembauchage de cent salariés dans les vingt et un mois. Les licenciés bénéficieront des protections sociales les plus étendues : 90 % de leur salaire pendant un an et, ensuite 70 % pendant six mois au titre de la formation professionnelle.

Enfin, le premier ministre a indiqué qu'en accord avec la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, on rechercherait de nouvelles implantations d'entreprises, ce qui ouvrirait de nouvelles espérances pour Decazeville.

Les parlementaires de l'Aveyron se sont félicités d'être intervenus et sont repartis rassurés, mais, ont-ils déclaré, « *encore faudra-t-il que les décisions se traduisent dans les faits* ».

PATRONAT

LE C.J.D. : les chefs d'entreprise ne veulent pas devenir « les fantassins des barons ».

Le Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (C.J.D.) répond, dans un communiqué, à la prise de position récente de l'UNICER (Union des chefs et responsables d'entreprise) à propos des nationalisations (*le Monde* du 12 février) :

« *L'UNICER (...) s'enferme dans le débat spirituel et simplificateur d'un choix entre le libéralisme et le collectivisme (...). Pour des milliers de chefs ou dirigeants d'entreprise, notamment petites et moyennes, ce n'est pas en ces termes que se posent les choix. Car ils ont conscience de vivre d'ores et déjà dans le cadre d'une société d'économie mixte. Et ils connaissent les difficultés d'une concurrence sans merci des grands groupes industriels et financiers, privés ou publics. Des milliers de chefs ou dirigeants d'entreprise refusent aujourd'hui de devenir les fantassins des barons et des « nationalisables » du patronat. (...)*

LA MASSE MONÉTAIRE A AUGMENTÉ DE 12,6 % EN 1976

Le taux de croissance de la masse monétaire française s'est établi à 12,8 % en 1976 contre 15,9 % en 1975, indique le Conseil national du crédit. L'expansion monétaire, encore très rapide pendant les deux premiers mois de 1976, a suivi par la suite une pente de l'ordre de 11 %.

L'accroissement des crédits à l'économie, très vif durant les premiers mois de l'année, s'est ralenti à partir de mai

EQUIPEMENT

LE PREMIER MINISTRE ADRESSE AUX PRÉFETS DES DIRECTIVES STRICTES

La fin de la « rénovation-bulldozer » ?

Le premier ministre s'intéresse, lui aussi, au cadre de vie des citadins. Dans une lettre qu'il vient d'envoyer aux préfets, M. Raymond Barre rappelle les grandes lignes de la nouvelle politique urbaine du gouvernement, déjà illustrée par quelques remises en cause spectaculaires, mais qui relève aujourd'hui d'une « politique de longue haleine ».

« *Les interventions massives qui bouleversaient des quartiers entiers devront laisser place à un enchaînement d'opérations sensiblement plus modestes, plus respectueuses du patrimoine et de ses occupants.* » Ces opérations devront « *combiner les types d'intervention pour définir un programme étroitement adapté à la situation locale* ».

Il importe aussi d'« *enrayer la dégradation physique et sociale de certains grands ensembles qui risquent de se transformer en ghettos* ». Enfin, « *vous veillerez*, écrit M. Barre aux préfets, *à ce que ces opérations ne dépassent pas les possibilités financières de l'Etat et des communes* ».

A ce propos, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, qui présentait à la presse, vendredi 4 mars, trois circulaires (sur le Fonds d'aménagement urbain, les études préalables d'urbanisme et la réhabilitation des grands ensembles) a rappelé que « *les opérations lancées à de trop vastes échelles, dont le coût foncier, immobilier, ou en équipement est excessif, qui sont soumises à des aléas trop incertains, seront proscrites* ».

Une centaine de dossiers

Le Fonds d'aménagement urbain fonctionne en fait depuis l'an dernier et il a déjà approuvé, a indiqué M. Claude Cornuau, son secrétaire général, une centaine de dossiers et distribué 44 millions de francs, correspondant à un montant de travaux de 126 millions de francs. Deux exemples de ces opérations plus modestes mais plus intéressantes témoignent de cette nouvelle façon de travailler.

A Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), les rues étroites du centre ancien ne peuvent accueillir les voitures, et beaucoup de rez-de-chaussée ont été transformés en garages. Il n'y a plus de boutiques ; la ville se meurt. Le projet approuvé par le F.A.U. (3 millions de francs, dont un tiers de subventions) prévoit de démonter une halle de bois, de créer un parc de stationnement public souterrain de trois cent cinquante places afin de réinstaller des boutiques dans certains rez-de-chaussée. Une fois reconstruite, la halle abriterait non seulement le marché, mais, aux heures creuses, les activités d'associations. Enfin, les gravats de la fouille du parking serviraient à remblayer les berges pour créer une promenade.

Autre exemple : à Metz (Moselle), dans le quartier Sainte-Croix, la ville envisage d'acheter tout un îlot de maisons anciennes pour y aménager un foyer de personnes âgées, des logements pour personnes isolées, quelques H.L.M., une crèche, des boutiques. La place et les rues voisines seraient réservées aux piétons. L'ensemble coûterait 8,6 millions. L'Office d'H.L.M. fournissant l'essentiel des crédits, le F.A.U. versera un million de francs.

Au lieu d'ajouter des procédures nouvelles à celles qui existent déjà (rénovation, secteurs sauvegardés, résorption de l'habitat insalubre, etc.), le F.A.U. doit coordonner ces réglementations et les appliquer avec le souci de répondre aux véritables besoins des villes en finançant aussi des opérations qui n'entrent pas dans les catégories officielles. Il s'agit, lit-on dans la circulaire, de « *mettre en œuvre dans chaque ville une véritable stratégie face à l'évolution spontanée du milieu urbain* ».

Le FAU peut ainsi financer aussi bien l'aménagement de rues et de places, la modernisation d'immeubles tout en limitant les hausses de loyers, la création de parcs de stationnement, la restauration architecturale ou l'installation d'équipements sociaux ou culturels, notamment dans des bâtiments classés monuments historiques. Pour cela il dispose en 1977 d'environ 650 millions de francs pris sur différents chapitres budgétaires auxquels s'ajoutent 400 millions de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH). Le FAU accorde des subventions de 35 % du coût des travaux, 50 % pour les acquisitions foncières et 70 à 80 % s'il s'agit de reloger des familles très démunies.

Selon la circulaire, le FAU a trois objectifs principaux : empêcher que la modernisation des quartiers anciens en chasse les habitants aux ressources modestes ; rendre aux collectivités locales leurs responsabilités ; assainir les pratiques financières grâce à des subventions importantes mais non révisables. La coordination administrative devant par la suite être assurée dans chaque département, les responsables de cet organisme vont entreprendre, d'ici à l'été, un tour de France pour exposer leurs méthodes de travail.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

TRANSPORTS

LE « GLOBTIK VÉNUS » APPAREILLERA DANS LES PROCHAINS JOURS affirme son armateur

Le pétrolier « Globtik Venus » **quittera Le Havre dans les prochains jours avec un équipage de marins et d'officiers non syndiqués, a annoncé vendredi soir 4 mars à Londres le propriétaire de la flotte de pétroliers dont fait partie le navire, M. Ravi Tikkoo.**

Ce « défi » répond à l'avertissement des leaders du syndicat des marins prévenant M. Tikkoo qu'il risquait le boycott de ses bateaux dans tous les ports du monde. Cinq heures de discussions avec les délégués syndicaux dans les bureaux de l'armateur s'étaient achevées jeudi soir sans résultat.

Au Havre, les autorités portuaires, qui ont fait procéder à une visite du navire à bord duquel ne se trouve qu'un équipage réduit, ont estimé que le « Globtik Venus » pourrait représenter un danger pour la navigation dans le port.



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

VITICULTURE

« Le pouvoir central est sourd à nos revendications »

assurent les comités d'action un an après le drame de Montredon

Narbonne. — Venus de l'Hérault, du Gard et de tous les cantons audois, les vignerons, exactement un an après le drame de Montredon, se sont retrouvés cinq ou six mille, vendredi 4 mars, dès 15 heures, sur les lieux tragiques où deux hommes ont trouvé la mort : Emile Pouytès, un viticulteur, et l'officier de C.R.S. Joël Le Goff.

Cette manifestation du souvenir s'est déroulée dans le calme et la dignité. De nombreux élus représentant les partis de gauche ainsi que des dirigeants des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et FEN occupaient les premiers rangs de la foule réunie sur la guarrigue. De très nombreux maires audois s'étaient également joints à la foule, venue comme en pèlerinage.

Après une minute de silence, M. Georges Fabre, au nom du CRAV (comité régional d'action viticole), lut un communiqué commun des syndicats et déclara notamment : « Nous sommes encore à vos côtés. Le sacrifice d'Emile Pouytès ne sera pas inutile. » Puis le porte-parole du CRAV, M. Michel Romain, s'adressa en ces termes à ses pairs : « Nous sommes des hommes droits, simples et justes. Le pouvoir central est sourd à nos revendications. Notre situation est la conséquence des entêtements officiels. » Il ajouta : « Emile Pouytès, tu n'es pas mort pour rien. (...) Dans notre pays de vaillance, qui résiste aujourd'hui aux projets égoïstes, à soixante-dix ans de distance rien n'a changé, mais des hommes sont morts par la faute des mêmes fraudeurs. Si la République avait été plus juste, plus digne, plus fraternelle, les deux hommes n'auraient pas été des victimes. »

Dans une longue allocution, M. André Cazes, l'ancien leader des comités, stigmatisa ensuite le comportement des responsables gouvernementaux : « Avec Giscard, c'est le couperet. » Et il lança un appel à la complémentarité de l'action pour conclure : « Le pouvoir est incapable et a perdu sa crédibilité. »

Pour terminer, M. Michel Romain déclara notamment : « Après certaines échéances, nous serons dans l'obligation de remettre les choses en place. D'ores et déjà nous prenons date, car il faudra à nouveau réclamer la justice. » — G. R.

MAL DE MIDI

La « guerre du vin », qui s'est amorcée à l'automne 1973, a ses martyrs. 1976 s'inscrit dans la légende vigneronne après 1907, autre année meurtrière, celle de la « révolte des gueux ». Comment en arrive-t-on là ? Parce que deux viticulteurs qui avaient saccagé les chais d'un négociant dans l'Ain sont arrêtés. Parce que tout le Midi prend cela comme une nouvelle brimade, un nouvel acte colonial de la capitale contre le Languedoc-Roussillon. Parce que depuis une trentaine de mois, un sentiment d'injustice, que provoquent pêle-mêle surproduction, distillation, mévente, chute des cours, importations d'Italie et interminables discussions de Paris et Bruxelles, tenaille les vignerons, les pousse au désespoir, à l'émeute.

Depuis trois jours ils mettent la région sens dessus-dessous : des dizaines de signaux ferroviaires détruits, des bâtiments administratifs endommagés, des stations d'autoroutes renversées... Les dégâts sont considérables. Le claquement des armes, l'odeur de la poudre, figent le Midi viticole hébété par tant de violence et de haine déchaînées, écœuré par le goût du sang.

Toute la viticulture languedocienne en deuil afflue le 6 mars dans un petit village des Corbières, Arquettes-en-Val, pour les funérailles d'Emile Pouytès. Mais le ressort de la révolte est cassé. Les comités d'action viticole, qui sont le fer de lance du mouvement, disparaissent peu à peu de la scène. Leur leader, M. André Cazes, le « seigneur de Leuc », se terre au milieu de ses vignes sous la protection de quelques fidèles.

Lorsqu'un viticulteur-pompiste de Lauragel, M. Albert Teisseyre, est arrêté pour sa participation à la fusillade de Montredon, « on » se rassemble à Béziers, Nîmes et Carcassonne le 3 avril pour « protester ». Le Languedoc lance « un ultime avertissement » aux pouvoirs publics le 29 avril : quelque cent cinquante mille personnes, massées sur l'esplanade de la Comédie à Montpellier, vignerons, ouvriers, enseignants, petits commerçants et artisans, Occitans de tout poil, scandent ensemble « libérez Teisseyre », « nous voulons vivre au pays ».

Désarçonnée, traumatisée par le drame de Montredon, la viticulture trouve, apparemment, un point d'appui sur les autres catégories socio-professionnelles de la région. Les difficultés débordent, en effet, largement le cadre viticole : une population qui vieillit ; des cantons qui se dépeuplent ; un chômage qui atteint un niveau record en France ; une spéculation immobilière qui gangrène le littoral ; une industrialisation qui ne se fait pas... Les courants occitans, dont l'influence croît, servent de liant. Pourtant cette manière d' « union sacrée » des Méridionaux n'a plus guère l'occasion de se manifester autrement que par des communiqués après le mois d'avril.

Active réglementation

Au sein même de la viticulture, les querelles intestines, un moment assourdies, recommencent. Longtemps contraints au silence — par la menace quelque fois, — les représentants officiels des organisations professionnelles reprennent le pas sur les « meneurs » des comités d'action qui animent et radicalisent le mouvement depuis le début de la crise. L'Hérault « ne marche plus » avec l'Aude, et les Pyrénées-Orientales « se débrouillent » de leur côté. Chaque notable a son plan, le meilleur, et il en noircit les colonnes de *Midi libre*.

Le déclin du mouvemnet viticole — qui rappelle celui de Marcellin Albert lors des événements de 1907 — s'accompagne paradoxalement d'une intense activité réglementaire. Les promesses gouvernementales se réalisent enfin. Le 6 mars 1976, les ministres de l'agriculture des Neuf adoptent, après deux ans de discussions stériles, un nouveau règlement viticole européen moins libéral. Le 8 avril suivant, le décret de création de l'Office des vins de table (ONIVIT) est publié et un texte réglementant l'exercice de la profession de négociant est mis au point par le ministère des finances. Quelques semaines plus tard est créée une organisation interprofessionnelle qui permet à l'ONIVIT d'exercer réellement sa mission. Le plan de restructuration de 80 000 hectares de vignoble est adopté, le 19 janvier 1977, par le gouvernement qui gomme néanmoins les dispositions les plus courageuses du rapport remis plusieurs mois auparavant par M. Yves Bentegeac, commissaire à la rénovation du vignoble depuis 1975.

Tout ne se réalise pas cependant sans mal. L'Elysée s'oppose un moment à la création de l'Office des vins et ne l'accepte qu'après un incident de M. Jacques Chirac, premier ministre, qui s'est engagé, auprès des professionnels, à « faire passer » ce texte. Les négociants font le siège de M. Fourcade, Rue de Rivoli, pour que le projet de loi sur l'agrément de la profession de négociant ne retienne aucun a *priori* à l'exercice de la profession. Les représentants de la viticulture quittent au bout de quelques semaines le conseil d'administration de l'Office des vins puis y reviennent. L'accord interprofessionnel sur le prix d'achat minimal n'est guère respecté au cours de l'été 1976.

Malgré tout, on peut penser que le Midi commence à voir la fin de ses peines. Plus de manifestation violente, plus « *d'opération de commando* ». La fièvre vigneronne est retombée. Elle ne laisse qu'amertume et désillusion, la certitude inconsciente que le vin est oublié, abandonné par Paris, trahi par la France.

Ce sentiment anime tout le livre d'Emmanuel Maffre-Baugé : *Vendanges amères* (1), qui retrace d'une façon poétique l'expérience de cet important responsable professionnel. Mais la passion ne fait pas bon ménage avec la raison. Le vigneron du Midi — « gros » ou « petit », — ne veut pas savoir qu'un tiers de la récolte régionale manque de couleur et de *degré*, qu'il faut donc la couper, qu'il faut donc importer des vins médecins, algériens, italiens ou espagnols, pour le commercialiser. Il dit simplement : « *Qu'on m'achète mon vin. Il est naturel.* » C'est vrai. Il n'a pas le droit de chaptaliser, contrairement à toutes les régions plus septentrionales qui, faute de *faire* des degrés-soleil, font des degrés-sucre.

Pourtant, il est persuadé qu'un complot est ourdi contre lui, que tout — la réglementation européenne libre-échangiste, le chaptalisation dans les régions extra-méridionales, la faiblesse de la lire italienne, les négociants affairistes et sans scrupules, l'intérêt tenu des pouvoirs publics — se ligue contre sa vigne. Il n'y a pas à en sortir.

Le mauvais vin chasse le bon

Mais que d'itinéraires à partir de cette idée centrale. Les uns s'engagent sur le chemin sinueux de la concertation avec le gouvernement et les négociants. Les autres entament une campagne pour faire autoriser la chaptalisation. Quant à M. Emmanuel Maffre-Baugé — l'homme de droite, élevé dans la rigueur jésuite, écœuré par les débordements de mai 1968, foncièrement conservateur, — il en arrive à ne pas espérer qu'en cheminant vers la gauche. Il demande désormais l'adaptation du droit de propriété, l'organisation de la production dans le cadre d'un véritable office, la mise au pas du négoce, trop préoccupé de ses intérêts financiers et indifférent à ceux des vignerons. « *Maffre* » patronna même la création d'un nouveau mouvement, le GERVIT, qui doit réfléchir à la solution des problèmes viticoles dans un cadre socialiste.

Exagération, foucade, coups de gueule typiques du tempérament latin ? Pour une part sans doute. Toutefois, comment ces hommes ne seraient-ils pas déroutés ? Depuis des dizaines d'années la viticulture est en crise. Depuis des dizaines d'années ils vivent de promesses. Cette fois, c'est fini : on distille un bon coup, on arrache un peu ici, on replante ailleurs, on restructure, on organise, et tout ira bien. Mais voilà ! Après quelque quatre années de manifestations et de réorganisation, on revient toujours à la même situation, comme dans un cauchemar : trop de vin, plus de 30 millions d'hectolitres ; pas de vente, moins de 350 000 hectolitres par semaine ; trop d'importations, 650 000 hectolitres en janvier ; pas de prix rémunérateur, quelque 10 francs le degré-hectolitre... N'y a-t-il pas de quoi se révolter ? Quand le père vivait bien sur 10 hectares, le fils s'y ruine petit à petit. Quand le père vivait heureux au pays, le fils craint devoir le quitter. Alors il résiste, s'obstine, refuse une destinée qu'il n'évitera sans doute pas. Parce que l'économie viticole est implacable : le mauvais vin chasse le bon.

Paris craint-il un nouveau sursaut de colère dans le Midi viticole, un coup de tête au moment des élections ? Toujours est-il qu'avant la manifestation anniversaire de Montredon les pouvoirs publics n'ont guère tardé pour alerter les autorités bruxelloises sur la dégradation des conditions de concurrence entre la France et l'Italie, qu'ils n'ont pas hésité à intimider les négociants pour tâcher de leur faire restreindre leurs achats dans la péninsule. Quels en seront les résultats ? Les événements de ces derniers mois ressemblent trop à un interminable « hoquet » pour que tout se règle d'un coup. Mais ne faudrait-il pas que les vignerons disent une bonne fois ce qu'ils veulent, que les pouvoirs publics en tirent les conséquences et qu'ils s'y tiennent contre vents et marées ?

ALAIN GIRAUDO.

(1) Ed. J.-P. Ramsay.

LOGEMENT

Le ministère prévoit une nouvelle baisse des mises en chantier de logements

Le nombre des appartements terminés a diminué de 12,7 % en 1976

On ne devrait mettre en chantier en 1977 que 475 000 logements, contre 492 300 en 1976 (soit une baisse de 3,5 %, succédant à des baisses précédentes de 4,6 % des mises en chantier en 1976 et de 6,3 en 1975). Cette prévision, qui estime à 260 000 (dont 150 000 (H.L.M.) le nombre de logements aidés qui seraient lancés cette année, contre 215 000 logements du secteur libre, est publiée dans le « tableau de bord conjoncturel du logement » (trimestriel) de la direction de la conjoncture du ministère de l'équipement.

En 1976, sur l'ensemble des logements commencés, on dénombre 87 800 H.L.M. locatives (contre 114 600 en 1975 : — 23,4 %) et 60 000 H.L.M. en accession à la propriété (contre 51 000 en 1975 : + 17,6 %), 80 700 logements bénéficiant de P.S.I. (prêts spéciaux immédiats) (+ 3,6 %) et 35 700 logements dotés de P.I.C. (prêts immobiliers conventionnée) (— 5,3 %) ; le reste, soit 228 100 logements (— 2,9 %), est dû au secteur libre non aidé.

S'agissant des permis de construire, on observe en 1976 une baisse de 20 % des H.L.M. locatives (84 000 autorisations), un accroissement de 18,2 % des H.L.M. en accession à la propriété (65 000), de 7,8 % des logements primés (P.S.I. et PIC) et de 6,3 % des logements non aidés. Pour la première fois, le nombre des permis de construire délivrés pour des maisons individuelles (315 600, en hausse de 25 %) dépasse celui des appartements en immeubles collectifs (260 000, en baisse de 6,3 %).

Quant aux 448 900 logements terminés en 1976, contre 514 300 en 1975 (— 12,7 %), 98 100 sont des H.L.M. locatives (— 12 %), 55 000 des H.L.M. en accession à la propriété (— 5,2 %), 76 900 ont été construits avec l'aide de P.S.I. (— 4 %), 36 300 avec l'octroi de PIC (— 17,9 %), tandis que le secteur non aidé, avec 182 600 logements terminés, connaissait une chute de 17,2 %.

HANDICAPÉS

LES GRANDES ASSOCIATIONS EXPLIQUENT LES RAISONS DE LA JOURNÉE NATIONALE DES INFIRMES CIVILS

A la veille de la Journée nationale des paralysés et infirmes civils, qui a lieu le dimanche 6 mars, quatre grandes associations d'infirmes, chargées par le ministère de la santé de l'organisation de cette manifestation, ont expliqué les raisons de cette campagne annuelle de solidarité (1).

« *Toutes les barrières à l'intégration des handicapés moteurs ne sont pas visibles, beaucoup se créent en nous-mêmes, à notre insu, en fonction de notre attitude devant le handicap, que la société n'est pas encore habituée à recevoir comme n'importe quel autre fait* », a notamment déclaré M. Henri Théry, président du comité d'entente des associations. Obstacles à la communication, à l'information, mais aussi barrières de l'enseignement, de la formation scolaire ou professionnelle, puis du métier : c'est aussi pour « faire sauter » ces barrières, et pour permettre certaines réalisations, que les associations de défense des handicapés ont recours, bien malgré elles, à la solidarité du public.

Récemment, des organisations minoritaires, regroupant notamment de jeunes aveugles et le comité de lutte des handicapés, avaient protesté contre la « *mendicité organisée* » destinée, selon elles, à cautionner les carences des pouvoirs publics (*le Monde* daté 27-28 février).

(1) Association des paralysés de France, Confédération nationale des sourds de France, Fédération nationale des malades, infirmes et paralysés, Ligue pour l'adaptation du diminué au travail. Siège du Comité d'entente : 103, rue du Faubourg-Saint-Honoré à Paris-8e.

ACTION SOCIALE

M. GISCARD D'ESTAING A VISITÉ UNE RÉSIDENCE POUR PERSONNES AGÉES

Pendant près d'une heure, vendredi 4 mars, le président de la République a visité la résidence pour personnes âgées du centre social de la rue de Fontenay, à Vincennes, comme nous l'avons annoncé dans nos dernières éditions d'hier. Il a parcouru rapidement en compagnie de M. René Lenoir, secrétaire d'Etat à l'action sociale ; les locaux — restaurants, logements et terrasses — qui s'ordonnent autour d'un jardin intérieur.

La directrice du centre, Mme Souweyne, conseillère municipale de la majorité et responsable des six clubs du troisième âge de la ville, avait été mise au courant. Aussi, le repas de midi était-il particulièrement soigné. « *Mais, de toute façon, la cuisine est bonne tous les jours*, dit un pensionnaire, *nous sommes des privilégiés.* »

M. André Arnaud, adjoint au porte-parole de l'Elysée, a souligné, après la visite de M. Giscard d'Estaing, « *l'action continue* » du gouvernement, action qui porte à la fois sur les ressources et sur les conditions de vie des personnes âgées. Il a mis l'accent, notamment, sur l'humanisation des maisons de retraite.

AFFAIRES

LA SUÈDE S'APPRÊTE A LEVER LES RESTRICTIONS AUX IMPORTATIONS DE CHAUSSURES

Le gouvernement suédois vient de faire savoir à la Commission européenne qu'il proposait à son Parlement de supprimer, à partir du 1er juillet, les restrictions imposées depuis novembre 1975 aux importations de chaussures, nous signale notre correspondant à Bruxelles. Ces restrictions, que la Communauté avait dénoncées comme contraires à l'accord de libre échange conclu avec la Suède, ont sérieusement gêné les producteurs des Neuf, puisque leurs exportations de chaussures vers la Suède, en 1976, ont diminué de deux millions de paires par rapport à l'année précédente.

D'autre part, en Grande-Bretagne, une enquête officielle a prouvé qu'il y avait « dumping » sur les chaussures de cuir pour hommes en provenance de Tchécoslovaquie et les sandales de cuir pour hommes en provenance de Pologne. A la suite de cette enquête, les deux pays concernés se sont engagés auprès du ministre britannique du commerce à relever le prix des chaussures qu'ils exportent en Grande-Bretagne.

Aux Etats-Unis, enfin, le président Carter doit décider, dans un mois environ, d'appliquer ou non des restrictions sur les importations de chaussures. La commission américaine du commerce international lui a, en effet, remis en janvier une série de propositions visant à contingenter les importations de chaussures à 265,5 millions de paires par an.

FAITS ET CHIFFRES

Agriculture

● LA SEMAINE INTERNATIONALE DE L'AGRICULTURE se tient à la porte de Versailles, à Paris, du 5 au 13 mars. M. Christian Bonnet, ministre de l'agriculture, doit l'inaugurer dimanche 6 ; le président de la République et le premier ministre doivent la visiter également. Deux mille animaux, douze mille machines, une exposition sur l'homme et la forêt, la recherche agronomique, des journées d'études techniques, des stands gastronomiques, un marché des provinces de France, mille curiosités de la campagne : paysans et citadins trouveront tout ce qui peut les intéresser.

Commerce extérieur

● LORS DU CONSEIL DU GATT, qui vient de se tenir à Genève, les Etats-Unis et la C.E.E. se sont de nouveau opposés sur la question des subventions à l'exportation. La C.E.E. dénonce l'exonération partielle d'impôt aux Etats-Unis des sociétés exportatrices ; les Etats-Unis dénoncent de la même façon certaines pratiques fiscales en vigueur en Belgique, aux Pays-Bas et en France.

Cependant, le gouvernement Carter pourrait être favorable à la suppression du système fiscal d'aide aux exportations institué en 1972 par l'administration Nixon et les Européens renonçaient de leur côté à certaines pratiques. — *(A.F.P.)*

Conflits

● LES CHEMINOTS de la circonscription d'exploitation de Lorient se sont mis en grève du jeudi 3 mars à 18 heures au samedi 5 mars à 6 heures, pour appuyer diverses revendications. Ce mouvement, déclenché par la C.G.T. et la C.F.D.T., a concerné quelque quatre cents agents, et a été suivi, selon la direction, aux deux-tiers. La circulation des trains des grandes lignes n'a pas été affectée par cette grève ; en revanche, le trafic des trains omnibus et des trains de marchandises a été fortement perturbé entre Redon et Quimper.

Étranger

● EN ITALIE, LE DEFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE a doublé en un an, s'étant élevé en 1976 à 5 402 milliards de lires (30 milliards de francs), les exportations italiennes ont atteint 30 904 milliards de lires, en hausse de 35,2 % par rapport à 1975. Les importations se sont élevées à 36 306 milliards, en augmentation de 44,1 %.

Seul le mois de juillet a enregistré un solde positif (+ 111 millions), avril a été le mois le plus mauvais (— 707 millions). Le déficit pétrolier s'est élevé en 1976 à 6 676 milliards (37 milliards de francs). — *(A.F.P.)*

Organisation internationale

● AU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, le conseil d'administration tripartite — Etats, patronat, syndicats — a adopté par 34 voix contre 17 (délégations des pays arabes et des pays de l'Est) une nouvelle procédure d'examen des résolutions soumises à la Conférence internationale du travail qui se tient chaque année. Cette procédure que nous avons présentée dans nos dernières éditions d'hier, vise à empêcher une politisation excessive des débats et devrait encourager les Etats-Unis à revenir sur leur décision de quitter l'Organisation internationale à l'automne. — *(Cor.)*

Sécurité sociale

● LA C.G.T. DECLARE QUE LE RAPPORT DE L'INSPECTION GENERALE DES AFFAIRES SOCIALES montre la nécessité de réformes différentes de celles qu'envisage le gouvernement. La centrale estime néanmoins que ce rapport fait partie de la campagne menée par le pouvoir contre la protection sociale des travailleurs. Elle réitère sa demande d'une négociation tripartite sur l'ensemble des problèmes de sécurité sociale.

Syndicats

● M. GUY HENNINOT, président du Syndicat national des classes moyennes, critique vivement la création des GIR (Groupes initiative et responsabilité) par MM. Debatisse (exploitants agricoles), Gingembre (P.M.E.), Charpentié (C.G.C.), Combe (chambres de métiers) et Monier (syndicats de médecins) (*le Monde* du 2 mars). « *Ces personnalités*, affirme-t-il, *ont pris le risque dangereux de conduire vers une politisation inacceptable les centrales professionnelles dont ils assument la responsabilité, et ce sans consultation préalable de la base. Leurs ambitions personnelles suscitent un trouble profond dans les organisations de classes moyennes et entraînent la division.* »

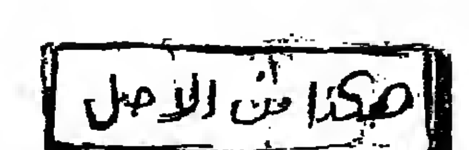
ÉNERGIE

L'OPEP A DÉJA AFFECTÉ 772 MILLIONS DE DOLLARS A L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

La moitié des sommes du Fonds spécial de l'OPEP a trouvé une affectation précise, a déclaré le 3 mars à Vienne le président du conseil des gouverneurs de cet organisme, M. Mohamed Yeganeh, ministre d'Etat iranien. Sur un programme de 1,6 milliard de dollars, 772,9 millions ont été répartis : 142,3 millions serviront à mettre en œuvre des projets d'industrialisation dans trente-huit pays sous forme de crédits à vingt ans dépourvus d'intérêt ; six nouveaux bénéficiaires de crédits de soutien à la balance des paiements ont été désignés : les Comores, la Guinée-Equatoriale, Grenade, les Maldives, Sao-Tomé et les Seychelles ; 192,6 millions serviront à quarante-deux pays pour rétablir leurs balances des paiements (mais le Cambodge a refusé cette aide) ; enfin, 400 millions sont destinés au Fonds international de développement agricole (FIDA).

Une partie des 827,1 millions de dollars non encore affectés va d'autre part être consacrée par l'OPEP au « *fonds commun de stabilisation des prix des matières premières* », que doit créer la CNUCED.

● ERRATUM. — Une coquille typographique nous a fait écrire dans l'article « Les sept sœurs sont-elles responsables de la hausse du prix du pétrole ? » (*le Monde* daté 25 février 1977) : « *Vers le milieu des années 40, selon M. Blair, des producteurs indépendants avaient amené du pétrole, de préférence libanais* », il fallait lire : « *libyen.* »



LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Remous sur le franc suisse — Nouvelle hausse de l'or

Une certaine nervosité a continué à régner cette semaine sur les marchés des changes, où des remous ont agité le FRANC SUISSE, le DOLLAR et le DEUTSCHEMARK. Le cours de l'or a continué à monter en liaison avec l'adjudication du Fonds monétaire, qui s'est effectuée à un cours record.

Dès le début de la semaine, le DOLLAR s'affaiblissait sur l'annonce du plus fort déficit commercial enregistré en un mois par les Etats-Unis : à Francfort, son cours revenait mardi de 2,397 D M à 2,3888 D.M. En revanche, la monnaie américaine s'appréciait très vivement par rapport au FRANC SUISSE, atteignant à Zurich le cours de 2,57 F.S. La monnaie helvétique continuait à fléchir sur tous les marchés, même à Paris, où elle revenait à 1,94 F, les mouvements atteignant une certaine ampleur. En fin de semaine elle se raffermissait quelque peu.

Cette baisse du FRANC SUISSE suscite de nombreux commentaires sur les places financières. Certains se sont demandé si la Banque nationale suisse (B.N.S.) n'était désireuse depuis longtemps d'éviter une appréciation excessive du FRANC SUISSE, jugée préjudiciable aux exportations helvétiques. Le président de la B.N.S., M. Leutwiler, a affirmé qu'il n'en était rien, et que, à son avis, la baisse du FRANC SUISSE était « excessive ». A Londres, on estime que le recul du FRANC SUISSE est dû surtout à des considérations techniques et qu'une réaction pourrait intervenir rapidement. Toutefois, il est fort possible que certains mouvements de capitaux se soient produits ces derniers temps, au fur et à mesure que la monnaie helvétique perdait du terrain.

Les détenteurs de fonds « flottants » réfugiés en Suisse ont pu se reporter sur le DEUTSCHEMARK, via le DOLLAR, et surtout s'intéresser de nouveau à l'or, dont la hausse, continue depuis quelque temps, s'est accélérée cette semaine.

Le cours de l'once d'or, qui était, la semaine dernière, au-dessus de 140 dollars pour la première fois depuis décembre 1975, s'est avancé jusqu'à 145,75 dollars. Sa hausse s'est précipitée à la veille de la septième adjudication du Fonds monétaire, qui s'est effectuée à un prix moyen de 146,51 dollars, niveau record depuis le début des adjudications en juin 1976. Il convient de noter que les sept adjudicataires étaient tous européens, et, parmi eux, les trois grandes banques suisses (S.B.S., U.B.S. et Crédit suisse). Y figure également la firme britannique Montaigu, qui estime, dans son rapport annuel, que le cours du métal est appelé à monter cette année dans un marché stable. Elle relève un accroissement significatif des achats en provenance du Moyen-Orient, qui ont quadruplé, de l'Extrême-Orient (doublement) et d'Italie, la demande mondiale ayant augmenté de 34 %, en 1976, à 1 570 tonnes.

Le FRANC FRANÇAIS a légèrement fléchi en fin de semaine : les élections municipales approchent, et à l'étranger, ou en France, certains opérateurs peuvent vouloir se couvrir. Il convient, à cette occasion, de citer l'opinion émise par *World Financial Market*, publication de la banque Morgan, dans sa livraison de février : comparant les différents taux d'inflation et les variations des monnaies sur les dernières années, Morgan estime que depuis mars 1973 la compétitivité de la France sur les marchés étrangers s'est accrue de 10 %.

Le FRANC est donc sous-évalué de 10 %, contre 3,25 % pour l'Italie et 4 % pour la Grande-Bretagne.

Le DEUTSCHEMARK, en revanche, est surévalué de 2,5 %, le FLORIN de 3,25 %, le FRANC SUISSE de 7 % et la COURONNE SUEDOISE de 10 %. Le problème de la France en 1977 serait le déficit de sa balance des paiements courants : 4 milliards de dollars, soit le plus important en Europe.

A signaler, enfin, une dévaluation de 6 % de la LIVRE TURQUE : 1 franc français vaut désormais 3,50 L.T. contre 3,33, et 1 dollar 17,50 L.T. contre 16,50.

FRANÇOIS RENARD.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre
(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Livre	$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	—	1,7137	8,5385	4,3639	4,0914	62,7728	4,2671	1.516,62
		1,7080	8,5143	4,3468	4,0850	62,8544	4,2700	1.506,54
New-York	1,7137	—	20,0702	39,2695	41,8848	2,7300	40,1606	0,1129
	1,7080		20,0691	39,2927	41,7798	2,7173	40,0000	[illegible]
Paris	8,5385	4,9825	—	195,66	208,69	13,6022	200,10	[illegible]
	8,5143	4,9850		195,87	208,27	13,5461	199,40	[illegible]
Zurich	4,3639	2,5465	51,1088	—	106,6590	6,9519	102,2690	[illegible]
	4,3468	2,5450	51,0531		106,3290	6,9157	101,8000	[illegible]
Francfort	4,0914	2,3875	47,9177	93,7561	—	6,5178	95,8835	[illegible]
	4,0880	2,3935	48,0140	94,0471		6,5040	95,7400	[illegible]
Bruxelles	62,7728	36,6300	7,3517	14,3844	15,3424	—	14,7108	[illegible]
	62,8544	36,8000	7,3821	14,4597	15,3749		14,7209	[illegible]
Amsterdam	4,2671	2,4909	49,9749	97,7812	104,2931	6,7977	—	[illegible]
	4,2700	2,5000	50,1504	98,2318	104,4495	6,7934		[illegible]
Milan	1516,62	885,00	177,62	347,53	370,68	24,1605	355,42	—
	1506,54	883,00	177,13	346,95	368,91	23,9915	353,20	

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lires.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

CRUELLE INCERTITUDE

Deux mouvements contradictoires ont été enregistrés cette semaine sur le marché monétaire de Paris : une détente sensible sur le taux au jour le jour, et une certaine tension sur les taux à terme, qui dénote l'incertitude, et même l'inquiétude, des emprunteurs.

Au jour le jour, l'action de la Banque de France allait se faire sentir très nettement dans le sens de la détente. Lundi, le taux quotidien revenait de 10 à 9 15/16 % ; la Banque intervenant à 9 7/8 % contre bons et 10 % contre effets. Mardi et mercredi, cette dernière abaissait de 1/8 % son taux d'intervention, et le marché s'établissait à 9 13/16 %. Mercredi, grosse surprise : l'Institut d'émission abaissait de 9 3/4 % à 9 5/8 % le taux de son adjudication, valeur 3 mars, et portant sur 6,4 milliards de francs d'effets. Les opérateurs attendaient 9 3/4 % (le taux précédent) et certains redoutaient un taux de 9 7/8 %.

Devant ce changement d'attitude des autorités monétaires, qui marquaient leur volonté de voir s'opérer une détente en profitant de la bonne tenue du franc, le marché réagissait assez vivement, le taux au jour le jour tombant jeudi et vendredi à 9 1/2 %, au plus bas depuis le début d'octobre 1976, et pour la première fois depuis cinq mois au-dessous du taux de base des banques (9,60 %). A très court terme, les liquidités étaient abondantes, grâce aux dépenses du Trésor et à l'avance prise par les banques dans la constitution de leurs réserves, à tel point que les autorités monétaires durent freiner la baisse par Crédit agricole interposé, sinon le taux quotidien aurait glissé à 9 3/8 %.

A terme, en revanche, une certaine inquiétude se faisait sentir, les emprunteurs manifestant, en fin de semaine, une nette tendance à se couvrir sur les échéances moyennes, après le fléchissement du milieu de la semaine consécutif aux résultats de l'adjudication. La Caisse des dépôts, revenue sur le marché, prêtait seulement à 9 7/8 - 10 % sur un mois, 10 à 10 1/8 % sur trois mois, et 10 1/8 à 11 1/4 % sur un an. D'ici l'été, il y a tellement d'échéances : les élections municipales, les résultats du plan Barre, la tenue du franc...

A l'étranger, l'événement de la semaine a été le développement de la demande de crédit par les entreprises aux Etats-Unis, les concours accordés par les dix principales banques new-yorkaises ayant enregistré leur plus forte progression hebdomadaire depuis mi-décembre (+ 404 millions de dollars). L'augmentation, en taux annuel, s'inscrit sur une pente de 20,4 % depuis la fin janvier. Est-ce la reprise tant attendue de l'économie américaine ? — F. R.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Nouvelle et sensible hausse du plomb et du cacao

L'année promet d'être faste pour de nombreux pays producteurs de matières premières. En effet, depuis le 1er janvier, la hausse survenue sur de nombreux produits a été souvent importante.

Ainsi, les cours du plomb se sont valorisés de 50 % environ, ceux du cacao de 40 % en moyenne et ceux du café de 35 %. Sur l'étain, la progression des cours atteint 20 % et 10 % sur le cuivre et l'argent.

MÉTAUX. — *Nouvelle progression des cours du plomb à Londres. Pour la quatrième fois depuis le 1er janvier, les producteurs américains viennent de relever leurs prix pour le porter à 31 cents la livre. La majoration est de 2 cents et de 5,50 cents la livre ou 20 % par rapport au prix de septembre 1976. Une grande partie des stocks britanniques, qui atteignent 88 000 tonnes, seraient déjà vendus à l'U.R.S.S. En outre, dans de nombreux pays, les producteurs disposent de réserves de métal réduites, inférieures à la normale. Le déficit mondial de production de l'année pourrait être supérieur à 100 000 tonnes.*

La hausse se poursuit sur les cours du cuivre au Metal Exchange de Londres. Les producteurs américains ont relevé de 2 et même 3 cents par livre le prix de leur métal porté à 70 ou 71 cents la livre. C'est la deuxième augmentation en l'espace de deux mois.

En corrélation avec la hausse de l'or, les cours de l'argent se sont raffermis à Londres. Le disponible s'est avancé à 278,40 pence l'once troy contre 270,20 pence et le trois mois à 286,50 pence contre 278,[illegible].

Les cours de l'étain ont atteint de nouveaux niveaux records sur les places commerciales. La Bolivie aurait demandé au Conseil international de l'étain un relèvement de 15 % des prix plancher et plafond. Pour 1977, le déficit mondial de production atteindrait 20 000 tonnes.

DENRÉES. — *Avance sensible des cours du cacao sur les différents marchés. Le déficit mondial de production est évalué par une firme privée britannique à 81 000 tonnes pour la saison 1976-77. La flambée des prix devrait toutefois provoquer une diminution de 4 % de la consommation mondiale de fèves.*

La hausse a été consolidée avec facilité sur les cours du café, entretenue par des facteurs climatiques et politiques.

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS DU 4 MARS 1977

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars) comptant, 873 (843) ; à trois mois, 897,50 (872) ; étain comptant, 8 330 (8 085) ; à trois mois, 8 300 (8 222) ; plomb, 431,50 (415) ; zinc, 426,50 (421).

— New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 68,30 (66) ; aluminium (lingots), inch. (48) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), 72,83 (72,17) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), inch. (181 - 185).

— Singapour (en dollars des Détroits par picul de 133 lbs) : 1 597 (1 540 1/8).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton mai, 78,40 (74,90) ; juillet, 78,60 (74,90).

— Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec), mai, 239 (240) ; jute (en dollars par tonne) Pakistan, White grade C, 414 (420).

— Roubaix (en francs par kilo) : laine mars (24,75).

— Calcutta (en roupies par maund de 82 lbs) : jute, inch. (530).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. comptant, 54,75-57 (55-56,50).

— Singapour (en nouveaux cents des Détroits par kilo) : 204-204,50 (204,50-205).

DENRÉES. — New-York (en cents par lb) : cacao mai, 192,50 (177) ; juill., 188,25 (172,25) ; sucre disp., 8,45 (8,17) ; mai, 8,88 (8,71) ; café mai, 282,49 (263,49) ; juill., 283,93 (263,93).

— Londres (en livres par tonne) : sucre mai, 129,70 (126,80) ; août, 132,20 (128,95) ; café mai, 3 810 (3 735) ; juill., 3 820 (3 760) ; cacao mai, 2 657 (2 530) ; juill., 2 615 (2 490).

— Paris (en francs par quintal) : cacao mai, 2 298 (2 217) ; juill., 2 300 (2 060) ; café mai, 3 230 (3 120) ; juill., 3 220 (3 125) ; sucre (en francs par tonne), mai, inch. (1 160) ; août, 1 175 (1 161).

CÉRÉALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé mai, 277 1/2 (293) ; juill., 285 (298 1/4) ; maïs mai, 260 (265 1/2) ; juill., 264 (269 3/4).

LA REVUE DES VALEURS

Valeurs à revenu fixe ou indexées

La hausse des cours de l'or a favorisé le comportement des emprunts « 4 1/2 % 1973 et 7 % 1973 », activement recherchés pendant la semaine, et qui ont atteint des niveaux records. Le prochain prix de reprise et de remboursement des titres sortis au tirage d'amortissement du 14 mars, de « l'Emprunt 4 1/2 % 1973 » se situait, vendredi soir, à 650,64 F alors que 52 bourses — sur les 100 qui seront prises en considération — étaient écoulées.

	4 mars	Diff.
4 1/2 % 1973	619	+ 3,80
7 % 1973	166	+ 2
Empr. 10,30 % 1975	98	+ 0,40
10 % 1976	100,35	— 0,15
Empr. 10,60 % 1976	93,30	— 0,35
4 1/4 % 1963	102	+ 0,70
4 1/4 - 4 3/4 % 1963	61,10	inchangé
5 1/2 % 1965	104,20	+ 0,60
6 % 1966	104	inchangé
6 % 1967	97,10	+ 0,10
C.N.E. 3 %	1 620	— 16
Charbonnages 3 %.	131,20	+ 1,80

Trois emprunts du « secteur privé » seront placés dans le public à partir de lundi : *Radar* : 100 millions de francs à 11,30 % (record actuariel 11,31 %). *Gimodis* : 100 millions de francs à 11,30 % (record actuariel 11,36 %). *Rhône - Poulenc* : 350 millions de francs à 11,30 % (record actuariel 11 %).

Banques, assurances, sociétés d'investissement

U.C.B.-C.F.E.C. annonce un bénéfice net consolidé de 145 millions de francs contre 56,9 millions. Le dividende global reste fixé à 12 F, s'appliquant, il est vrai, à un capital majoré d'un tiers par attribution gratuite.

Les comptes provisoires de la *Cie du Nord* laissent apparaître, à la fin de l'exercice 76, un bénéfice net de 23 millions de francs (contre 3,4) ; les revenus du portefeuille ont représenté 31,3 millions de francs (contre 22,2), et le montant du dividende global devrait être porté de 2,10 F à 2,25 F.

	4 mars	Diff.
Bail Equipement	153	+ 3
B.C.T.	105,80	+ 5,80
Cetelem	170	+ 2,50
Comp. bancaire	290,50	+ 4,50
C.C.F.	101,50	— 1,30
Crédit foncier	389	+ 6,90
Comp. fin. Paris	149	+ 4,50
Locindus	299	+ 9
U.C.B.	190	+ 2
Créd. fonc. et imm.	122	+ 3,90
La Hénin	290,50	+ 19,30
S.N.I.	346	— 1
A.G.P.	261	+ 1,60
Pricel	128	+ 3,50
Schneider	132	inchangé
Suez	205,10	+ 2,10
Comp. du Nord	20,35	+ 0,10

Le *C.I.A.L.* annonce un bénéfice net de 27,7 millions de francs et prévoit un dividende légèrement majoré (6,75 F c./6,30 F). Cette société a l'intention de procéder à une augmentation de son capital par incorporation de réserves et attribution gratuite à raison d'une action nouvelle pour 10 anciennes.

L'absorption de la *Banque Dupont* par la *Banque Scalbert* est maintenant définitive.

Bâtiment et travaux publics

En dépit de la baisse de son chiffre d'affaires en 1976, la société *André Borie* estime que les résultats de cet exercice seront très satisfaisants. Le bénéfice s'était élevé à 14,84 millions de francs en 1975.

Avec un chiffre d'affaires en hausse de 6 %, les *Grands Travaux de l'Est* espèrent dégager pour l'exercice 1976 un bénéfice net supérieur au précédent (12,84 millions de francs en 1975).

	4 mars	Diff.
Auxil. d'entrepr.	210,90	+ 2,10
Bouygues	298	+ 2
Chim. et Routière.	98,60	— 1,10
Ciments français	91,05	— 0,95
Dumez	516	— 7
Entr. J. Lefebvre	172,10	— 7,90
Génér. d'entrepr.	141	inchangé
Gds Travx de Mars.	181,20	+ 3,20
Lafarge	184	+ 2
Maisons Phénix	1 524	+ 58
Poliet et Chausson.	141,20	+ 0,20

Le bénéfice du groupe *Sainrapt et Brice* devrait être de l'ordre de 21 millions de francs pour 1976 (+ 25 %) et la marge brute d'autofinancement de 62 millions de francs (+ 40 %).

Matériel électrique, services publics

Alsthom-Atlantique et la *Franco-belge de matériel de chemin de fer* ont décidé de renforcer leur coopération et d'établir entre elles un lien financier. A cet effet, *Alsthom-Atlantique* a pris une participation de 12,5 % dans le capital de la *Franco-belge*.

Le groupe *Philips*, qui détient 92 % du capital de *Schneider-radio-télévision*, offre de racheter toutes quantités au prix de 160 F. La société intéressée a fait savoir que son bénéfice net pour 1976, de l'ordre de 2 % du chiffre d'affaires, qui s'élève lui-même à 439 millions de francs, permettra d'apurer le report, à nouveau déficitaire, mais n'autorise pas à espérer un dividende.

	4 mars	Diff.
Alsthom	59,50	+ 2,90
C.E.M.	62,10	— 1,50
C.G.E.	256	+ 1,50
C.I.T.-Alcatel	1 119	— 17
D.B.A.	139	+ 7
Legrand	1 665	+ 50
Machines Bull	26,95	— 0,15
L.M.T.	1 297	— 3
Radiotechnique	468	+ 27
S.A.T.	507	+ 17
Thomson-Brandt	178	+ 3,20
I.B.M.	1 390	+ 3
Siemens	530	+ 14
Générale des eaux	469	+ 33,90
Lyonnaise des eaux	345	+ 18

Bourse de Paris

SEMAINE DU 28 FEVRIER AU 4 MARS 1977

Galop d'essai

EN dépit de l'affaiblissement lent et cootinu de ses forces, la Bourse de Paris s'est offert, cette semaine, un petit galop d'essai qui a permis aux différents indices de progresser de 2 à 2,5 % en cinq séances. En deux séances... devrait-oo dire, tant les trois premières journées furent constantes dans la médiocrité.

Ainsi, le noovel indice de la chambre syndicale des ageots de change a-t-il commeucé sa carrière, le 28 février, par un repli de 0,14 % (voir ci-dessous). Il devait heureusement se rattraper quelque peu lors de la séance suivante, au cours de laquelle les cours se mootrèrent légèrement plus résistants. Cette résistance se serait sans doute confirmée le lendemain 2 mars si le marché o'avait enregistré, ce jour-là, une forte contraction de soo volume d'affaires. Jamais, depuis le début de cette année, les échanges effectués à terme o'avaieot été aussi maigres (34 millions de francs). Puis, jeodi, sans qu'aucun élémeot onnveau oe vienne apparemment influeucer la cote de manière positive, les cours se redressèrent brusquement. Reprise technique ? Moovemeot plns profond ? Chacun s'interrogeait. Certains avancèreot que lee étrangers — un foods de placement britannique notammeot — avaieot décidé de « jouer » les résultats des élections municipales. D'autres affirmaient que la spéculation française o'était pas, noo plus, absente do « jeu ». Vrai oo faux, la meilleure orientation des cours ne devait pourtant pas se démeotir — loin de là — à la veille do week-end. Ce petit galop d'essai se poursuivra-t-il ? Nul ue peut répondre. Les élections approchent. Les sondages oe soot pas particulièrement favorables à la majorité goovernemeotale. Les résultats de l'enquête mensuelle menée par l'INSEE aoprès des chefs d'entreprise ne sont guère réjouissants (ces derniers prévoieot une stagnatioo de l'activité).

En revanche, la baisse du taux de l'argeot au jour le jour — eo se poursuivant — pourrait avoir d'heureuses répercussions sur le marché. De même, le jogement relativement positif porté par l'O.C.D.E. sur le plan Barre pourrait — s'il s'avérait judicieux — « décrisper » quelques opératsurs. Les prochaines séances le diront...

En attendant, soulignons la oouvelle et forte avance des mines d'or, aux valeurs étrangères, où les allemandes et quelques titres pétroliers ont enregistré une confortable avance. Les américaines ont également progressé, mais dans de moindres proportions.

Sur le marché de l'or, la spéculation à la hausse qui s'est développée à l'extérieur de nos frontières avant l'adjudication du Fonds mouétaire (voir d'autre part) a poussé le cours du kilo à 23 595 F contre 22 890 F. Les transactions sont restées relativement réduites (5 à 7 millions de francs par jour). Quant ao napoléon, il n'a progressé que de 4,50 F à 237,40 F. Sa « prime » par rapport au kilo, en fouction du prix do métal cootenu, est « tombée » à 73 %, ce qui est encore élevé. Il faut, néanmoins, remonter à avril 1975 pour retrouver un tel pourcentage, le record absolu ayant été enregistré en septembre dernier avec 125 %.

PATRICE CLAUDE.

Le groupe *D.B.A.* a enregistré en 1976 le chiffre d'affaires sans précédent de 2 103 millions de francs hors taxes, en hausse de 23,1 %. Le bénéfice net de la société mère s'établit à 18,5 millions de francs, et le dividende net a été fixé à 7 F, contre 6 F.

Vigoureuse reprise des grandes valeurs de services publics.

Pétroles

L'action Française des Pétroles a sensiblement progressé sur la rumeur d'un maintien do dividende global à 14,10 F pour l'exercice 1976. Une décisioo devrait être prise le 10 mars par le conseil d'administratioo : il n'est pas interdit de penser qu'effectivement le coupon pourrait être reconduit, ce qui assurerait aux titres un rendement dépassant 13 %. La diminutiou de la rémunération des actionnaires apporterait peu de chose au groupe pétrolier, doot les besoins sont d'un ordre autrement important, et risquerait de lui coûter bien davantage sur le plan psychologique.

	4 mars	Diff.
Aquitaine	288	+ 3,10
Esso	51,40	inchangé
Franç. des pétroles.	107	+ 4,40
Pétroles B.P.	69,80	— 0,15
Primagaz	139	— 5,40
Raffinage	84	+ 0,10
Sogerap	68	+ 0,50
Exxon	261,90	+ 4,90
Norsk Hydro	237,40	+ 8,40
Petrofina	623	— 17
Royal Dutch	271	+ 3

Produits chimiques

La rentabilité du groupe anglo-néerlandais *Unilever*, qui s'était fortement dégradée durant la dernière partie de 1974 et en 1975, s'est considérablement améliorée pour l'exercice écoulé. Le béoéfice du groupe a ainsi atteint le montant record de 1 178 millions de florins, marquant une progression de 53 % (+ 73 % à taux de change constant), pour un chiffre d'affaires de 36,47 milliards de florins, en diminution de 1 % (— 14 %, à taux de change constant). Les meilleurs résultats oot été obtenus hors d'Europe. Les actionnaires de *N.V.* toucherout un dividende final de 5,16 florins, contre 4,72 florins, faisant un total de 8,36 florins, contre 7,65 florins. Le dividende final do *Limited* est fixé à 11,76 pence, contre 8,43 pence, faisant un total de 19,24 pence, contre 13,67 pence.

	4 mars	Diff.
C.-M. Industries	156	— 4
Cotelle et Foucher.	51	inchangé
Institut Mérieux	333,50	+ 10,50
Laboratoire Bellon	199	inchangé
Nobel-Bozel	75,10	— 1,40
Pierrefitte-Auby	60	+ 0,10
Rhône-Pouleuc	72,20	+ 1,70
Roussel-Uclaf	145,50	+ 6,50

Le déficit de la firme chimique italienne *Montedison SpA* pour 1976 s'élève à 60,6 milliards de lires, après amortissements et réévaluation des actifs. Le capital va être porté de 435,6 à 828 milliards de lires, par émission en oumèraire (neuf pour dix).

Alimentation

En février, le montant global des ventes effectuées par *Carrefour* a représenté (filiales comprises) 619 millions de francs, c'est-à-dire une progression de 30 %, comme en janvier, eo tenant compte de l'ouverture de quatre nouveaux hypermarchés.

	4 mars	Diff.
Beghin-Say	59,05	— 0,95
B.S.N.-Gerv.-Dan.	442	+ 12,50
Carrefour	1 396	+ 6
Casino	1 020	+ 6
C.D.C.	193	+ 0,70
Moët-Hennessy	395	+ 8,50
Mumm	297,50	+ 13,50
Olida et Caby	130	+ 5
Pernod-Ricard	342	+ 11
Radar	341	— 4
Raffin. St-Louis	73,50	— 2
S.I.A.S.	220	+ 3
Veuve Clicquot	381,50	— 1,50
Viniprix	399	— 11
Guyenne et Gasc.	272	— 9
Nestlé	6 450	—130

Mines, caoutchouc, outre-mer

Le groupe canadien *INCO* prévoit une augmentation de ses bénéfices (196,8 millions de dollars en 1976) pour l'exercice en cours, augmentation qui résultera notamment de la hausse du cuivre sur le marché international.

	4 mars	Diff.
Imétal	85,10	+ 1,30
Peñarroya	46,40	+ 1,55
Asturienne	134,60	+ 1,60
Charter	11,50	+ 0,10
Inco	156,80	+ 5,10
R.T.Z.	20,95	+ 1,20
Tanganyika	13,30	+ 0,10
Union minière	131,60	— 1,50
Z.C.I.	1,42	— 0,02
Hutchinson-Mapa	104	— 1,50
Kléber	39,70	+ 0,50
Michelin	1 169	+ 34

Métallurgie, constructions mécaniques

Le bénéfice net de la *Société Financière de Bretagne* s'est élevé, pour 1976, à 1,30 million de francs contre 1,32, en 1975. Le dividende global passe de 5,40 F en 1975 à 5,76 F. Un compléement de 0,24 F par titre sera distribué en 1978.

	4 mars	Diff.
Chiers-Châtillon	27,30	+ 0,60
Creusot-Loire	85,50	+ 3,50
Denain Nord-Est	58,80	— 3,10
Marine-Wendel	52	— 0,05
Métal. Normandie	62,20	+ 4,40
Pompey	78	+ 0,10
SaeOor	27,50	— 1,50
Sanines	81	+ 1,50
Usinor	28,50	— 1,55
Vallourec	136,50	— 0,50
Alspi	62,40	— 0,10
Babcock-Fives	75,70	— 2,30
Génér. de fonderie.	130,50	— 2,40
Poclain	N.C.	N.C.
Sagem	472	+ 10
Saunier-Duval	79,80	+ 0,80
Penhoët	177,50	+ 0,50
Peugeot-Citroën	247	+ 3
Ferodo	385	+ 6

Marquant une progression de 73 %, le bénéfice net de « Ferodo » a atteint 63,1 millions de francs pour 1976. Le dividende global augmente de 6,8 % à 28,20 F contre 26,40 F.

Filatures, textiles, magasins

Dollfus-Mieg a conclu avec *Pricel* un accord prévoyant que sa part dans *Texunion* serait portée de 51 à 67 %. En contrepartie, *Pricel* recevra 50 % du capital de *Lainière de Picardie-Intissel* et de celui de *Flertex-Holding*, sociétés dans lesquelles ses intérêts seront dès lors supérieurs à 75 %.

En Bourse, l'action *Agache-Willot* a repris sa progression, terminant à 229 F, tandis que *Saint-Frères* reste offert sur un dernier cours de 45,80.

SCOA compte réaliser pendant l'exercice 1976-1977 un chiffre d'affaires consolidé de 7 milliards de francs, contre 6,05 milliards. Le groupe espère maintenir sa marge de profit, bien que certains pays africains en proie à l'inflation soient susceptibles d'adopter une politique de contrôle des prix.

	4 mars	Diff.
Dollfus-Mieg	41,60	— 1,20
Sommer-Allibert	413	— 7
Agache-Willot	229	+ 29
Fourmies	21,30	— 1,20
Roudière	315	— 8
Galeries Lafayette.	45,40	+ 1,40
Nouvelles Galeries.	46	+ 2
Prénatal	40,90	— 1,20
Printemps	38,60	— 0,40
La Redoute	577	— 5
S.C.O.A.	52,40	— 1,50
U.I.S.	228	+ 0,50
Optorg	162,20	+ 2,20
Uniprix	32	— 3
Darty	314,50	+ 3,50

Au cours des onze premiers mois de l'exercice 1976-1977, les ventes hors taxes de *Darty* ont augmenté de 20,6 % pour atteindre 654,3 millions de francs. Le chiffre d'affaires du groupe s'est accru de 36,7 %, à 787 millions, mais *Darty Rhône-Alpes* et *Odiorox* n'ont été pris en compte, au titre de l'exercice précédent, que pour les derniers mois.

U.I.S., dont le bénéfice net est passé de 33,3 millions à 41,1 millions de francs de 1975 à 1976, porte son dividende global de 16,76 à 20,54 F. Son statut de SICOMI autorise cette augmentation de 22 %.

Mines d'or, diamants

Le principal puits d'extraction de la *Buffelsfontein* (40 % de la production d'or de la compagnie) a été mis hors service à la suite d'un effondrement. Pour pallier une partie de la perte de production ainsi occasionnée, les mineurs ont été transférés dans d'autres puits, dont le rendement sera ainsi accru.

	4 mars	Diff.
Amgold	102,50	+ 6,50
Anglo-American	15,30	+ 0,95
Buffelsfontein	51,40	+ 3,80
Free State	72,80	+ 2,80
Goldfields	14,50	+ 0,65
Harmony	22	+ 3
President Brand	63,55	+ 4,95
Randfontein	152	+ 1,70
Saint-Helena	72,40	+ 4,90
Union Corporation.	13,95	+ 1,04
West Driefontein	112,50	+ 7,10
Western Deep	46	+ 3,50
Western Holdings	90	+ 4
De Beers	14,50	+ 0,60

Valeurs diverses

Le résultat oet du « Club Méditerranée », pour l'exercice clos le 31 octobre 1976 s'est élevé à 51,77 milliards de fraocs (+ 29,2 %). Le dividendo global a été augmenté de 6,5 % à 6,39 F par titre, s'appliquant à un capital augmenté par attribution gratuite (1 pour 6).

	4 mars	Diff.
L'Air liquide	338	+ 15,50
Bic	761	+ 14
Europe n° 1	386	+ 4,90
L'Oréal	850	+ 4
Club Méditerranée.	393,80	+ 22,60
P.U.K.	72,90	+ 3,90
Arjomari	96	— 6
Hachette	143,90	— 0,10
Presses de la Cité	217,48	+ 1,90
St-Gob.-P.-à-M.	117,70	+ 4,50
Skis Rossignol	1 825	+ 10
Chargeurs réunis	163,50	— 1

La firme chimique suédoise *Kemanord* a décidé de suspendre l'OPA qu'elle avait lancée en décembre sur les actions *Suédoise des allumettes*. L'étude eo vue d'une fusioo des deux entreprises va néanmoins se poursuivre.

TITRES LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉS A TERME

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
4 1/2 % 1973	24 760	15 190 730
Michelin	6 320	7 291 100
Air liquide	17 790	5 862 804
Schlumberger (1)	19 325	5 600 917

(1) Quatre séances seulement.

Un « Dow Jones » à Paris

Par la volonté de la Chambre syndicale des agents do change, la Bourse de Paris bénéficie désormais d'un nouvel indicateur de tendance dont la particularité est de varier, en cours de séance, au fur et à mesure des cotations des grandes valeurs.

« Enfin ! » disent certains. C'est faire bien peu de cas des efforts fournis dans le passé par quelques professionnels pour doter le marché parisien d'un indicateur instantané. Il y a six ans déjà, M. Cappeliez, agent de change, avait eu cette idée. Avec de modestes moyens, il avait créé l'« indice 13 heures » reproduit parfois dans la chronique quotidienne boursière du « Monde ».

Quatre ans plus tard, une société de gestion de portefeuilles, « Chainet et Cie », publiait en Bourse, par l'intermédiaire de la charge Legrand, un indice continu basé sur cent valeurs cotées à terme et représentant 90 % de la capitalisation boursière française.

Enfin, depuis un an environ, la charge Gorgeu-Perkel-Krucker diffuse auprès d'un trop petit nombre de professionnels un indice évolutif calculé par ordinateur.

De ces trois outils, seul le dernier poursuivra sa mission. La vie de l'indice « Chainet » fut très brève (six mois) et, s'il continue d'être calculé, il n'est plus publié au palais Brongniart. Quant à celui de la charge Cappeliez, devenue Michelez-Tricart, son existence a pris fin avec la naissance de l'indicateur de tendance de la Chambre syndicale. « Par correction envers cette dernière », a indiqué M. Michelez, qui a souligné qu'« avec les moyens dont dispose la C.S., nous ne doutons pas qu'elle nous fera profiter d'un outil de travail encore plus perfectionné ». Tel apparaît en effet ce nouvel indice, déjà baptisé le « petit Dow Jones » par les boursiers.

Basé sur les cinquante valeurs les plus importantes du marché à terme (représentant 63 % de la capitalisation boursière française et 68 % du volume des transactions), l'indicateur ne devient définitif qu'à l'issue des dernières cotations de ces cinquante titres. Mais, dès le premier quart d'heure de la séance, un indice d'ouverture, calculé sur les trente-cinq premiers cours inscrits, apparaît sur le tableau électronique spécialement installé à cet effet près de la corbeille et directement relié à la batterie d'ordinateurs de la Chambre syndicale. En relais vient alors un second indicateur, suivant l'évolution des titres sélectionnés pendant toute la séance. Une troisième ligne indique de façon permanente l'écart enregistré par ces valeurs par rapport aux cours de compensation de la liquidation précédente.

Préparée par plusieurs mois de mise au point, la naissance officielle de ce nouvel indice a été bruyamment saluée par les commis lundi dernier au palais Brongniart.

Hélas ! Il ne suffit pas d'un indice « à l'américaine » pour doper un marché qui, à l'heure actuelle, en vient à douter de sa propre utilité...

P. C.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	28 fév.	1er mars	2 mars	3 mars	4 mars
Terme	37 624 931	42 868 087	34 095 650	47 550 526	50 862 006
Comptant :					
R. et obl.	79 012 131	51 317 078	66 553 450	86 426 035	92 469 741
Actions	36 765 216	35 651 500	32 794 528	36 178 250	33 790 834
Total	153 402 278	130 036 665	133 443 628	170 154 611	177 121 581

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E., base 100, 31 décembre 1976)

Val. franç.	93,5	93,7	93,6	94,6	95
Etrang.	100,2	100,6	101	101,6	101,7

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 31 décembre 1976)

Tendance	94,4	94,6	94,5	95,7	96,3

(base 100, 29 décembre 1961)

Indic. gén.	60,7	60,7	60,6	61,1	61,5

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Net redressement

Un net redressement des cours s'est produit cette semaine à Wall Street, où l'indice Dow Jones a gagné 20 points à 953,46.

En légère progression lundi, le marché enregistrait mardi sa plus forte avance de l'année (8 points à l'indice), puis, après un fléchissement mercredi, reprenait son avance jeudi et vendredi.

Pour les analystes, ce redressement est essentiellement d'ordre technique, après la forte baisse des dernières semaines. Certains d'entre eux estiment, néanmoins, que le niveau des cours tient déjà compte des mauvaises nouvelles en provenance de l'économie, affectée par la vague de froid : baisse des différents indicateurs et accroissement du taux de chômage, ce dernier ayant été jugé moins important qu'on ne l'avait redouté.

Il est possible que les opérateurs aient déjà anticipé ces « mauvaises nouvelles ». Ils continuent à faire preuve néanmoins d'une grande prudence, craignant toujours une reprise de l'inflation et une tension du taux d'intérêt ; sur ce dernier point, l'évolution satisfaisante de la masse monétaire et les déclarations officielles devraient les rassurer.

	Cours 25 févr.	Cours 4 mars
Alcoa	53 1/2	54 7/8
A.T.T.	63 3/8	63 1/8
Boeing	41 3/4	42 7/8
Chase Man. Bank	30 5/8	31 3/8
Du P. de Nemours	126 1/2	130
Eastman Kodak	74 3/8	70 3/8
Exxon	50 1/2	52 1/8
Ford	56 3/4	59 1/4
General Electric	50 1/4	50 7/8
General Foods	32	31 5/8
General Motors	70 1/8	71 1/4
Goodyear	21 5/8	21 3/8
I.B.M	275 5/8	278 1/2
I.T.T	33	32 7/8
Kennecott	26 7/8	28 1/8
Mobil Oil	65 1/4	67 1/4
Pfizer	27 1/4	27 7/8
Schlumberger	57 7/8	58 5/8
Texaco	27 3/4	28
U.A.L. Inc.	20 1/4	21 1/4
Union Carbide	59 5/8	61 3/8
U.S. Steel	56	47 1/2
Westinghouse	17 1/2	13 1/2
Xerox Corp.	50 5/8	51 3/8

LONDRES

Optimisme

A quatre semaines de la présentation du budget, le marché est resté fondamentalement optimiste. Il attend une réduction des impôts, et des taux d'intérêt, bien que la Banque d'Angleterre ait maintenu son taux d'escompte à 12 % cette semaine. Une certaine réticence a néanmoins été observée à l'approche du week-end en raison du conflit social chez Leyland et de la demande d'un blocage des prix présentée par le chef syndical Mack Marco.

Les mines d'or se sont à nouveau distinguées, en liaison avec la hausse du cours du métal. Indice du « Financial Times » : industrielles, 407,9 contre 401, 7 ; mines d'or, 132,5 contre 125,5.

	Cours 25 févr.	Cours 4 mars
Bowater	181	184
Brit. Petroleum	894	890
Charter	132	134
Courtaulds	109	115
De Beers	223	228
Free State Geduld	11 3/8	11 5/8
Gt Univ Stores	186	196
Imp. Chemical	342	332
Shell	508	507
Vickers	159	156
War Loan	27 7/8	27 1/4

FRANCFORT

Amélioration

Hausse de 1 % sur les marchés allemands en raison du recul du chômage et d'une série de nouvelles favorables.

	Cours 25 févr.	Cours 4 mars
A.E.G.	85,70	87,60
B.A.S.F.	154,50	158,20
Bayer	133,50	136,80
Commerzbank	186,60	188,20
Hoechst	135,40	138,90
Mannesman	166	163,60
Siemens	246,10	252,30
Volkswagen	139	144

TOKYO

Fléchissement

Déprimé par la menace d'une réduction des importations américaines de TV couleur japonaises, le marché a fléchi après une hausse initiale. Une très forte activité a régné, surtout en début de semaine : 1 623 millions de titres ont changé de mains contre 1 076 millions.

Indices do 4 mars : Dow Jones, 5 059,84 (contre 5 050,87) ; indice général, 379,45 (contre 382,13).

	Cours 25 févr.	Cours 4 mars
Fuji Bank	280	284
Honda Motors	669	652
Matsushita Electric	664	640
Mitsubishi Heavy	127	127
Sony Corp.	2 660	2 620
Toyota Motors	1 250	1 230

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

PAS DE ROBES POUR LES CROQUETTES

« Romance », le nouveau spectacle des Dzi Croquettes, qui devait commencer au Palace, a dû être reporté à deux reprises : les deux cents robes des célèbres travestis brésiliens et leurs décors sont en souffrance à l'aéroport de Rio après avoir été retenus à Sao-Paulo par l'administration des douanes. Les Croquettes donneront leur première représentation le jour-même où leur matériel arrivera à Paris. Renseignements : 343-87-18.

Le numéro du « Monde » daté 5 mars 1977 a été tiré à 569 994 exemplaires.

A B C D E F G

Violent tremblement de terre en Roumanie

• Plusieurs centaines de personnes auraient été victimes du séisme
• La ville pétrolière de Ploesti semble avoir été touchée

Bucarest (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.). — Un très violent tremblement de terre a secoué la Roumanie, vendredi 4 mars à 21 h. 21, heure locale (20 h. 21 heure de Paris). La région de Vrancea, à 120 kilomètres environ au nord de Bucarest, semble avoir le plus souffert du séisme. A 75 kilomètres au nord de la capitale, la ville de Ploesti parait atteinte, ainsi que d'importantes installations pétrolières.

Les informations étaient encore très fragmentaires ce samedi matin mais laissaient supposer de très importants dégâts matériels : de nombreux immeubles de la capitale roumaine ont été endommagés et plusieurs bâtiments s'y seraient effondrés. Le nombre des victimes était encore incertain. Les dépêches d'agences faisaient état de plusieurs centaines de morts.

La situation a semblé suffisamment grave en Roumanie pour que M. Nicolas Ceaucescu, chef de l'Etat roumain, rentre précipitamment à Bucarest dès ce samedi matin, annulant l'entrevue qu'il devait avoir ce 5 mars à Majorque (Baléares) avec le roi d'Espagne, Juan Carlos, au terme d'un voyage en Afrique.

L'état d'urgence a été proclamé par décret présidentiel sur l'ensemble du territoire roumain, avant même que M. Ceaucescu n'ait regagné la capitale. Le décret précise que « *toutes les unités* » capables d'intervenir doivent entrer en action. Les membres du parti et des autres organisations de masse sont invités à rejoindre le siège de leurs mouvements, afin de « *diriger les secours* » et d'assurer les transports, les communications et l'approvisionnement en énergie. La population et les unités militaires sont appelées à « *poursuivre l'activité économique (surtout dans les régions qui n'ont pas été affectées par le séisme) et à participer aux travaux de sauvetage et de reconstruction* ». Des mesures spéciales prévoient la surveillance médicale et sanitaire de la population.

Téléphone, télex, télégraphe et radio ont été coupés au moment de la secousse. Certaines communications auraient cependant été rétablies, au moins temporairement. L'électricité a été, elle aussi, coupée, de même que la distribution du gaz naturel. Mais, selon l'ambassadeur de France à Bucarest, les canalisations de gaz auraient été réparées rapidement, préservant ainsi le chauffage de la population à une époque où les nuits sont encore froides.

« *Beaucoup d'immeubles sont un peu abimés*, a précisé, vendredi soir, l'ambassadeur de France, *mais la ville n'est pas du tout en ruines. Il y a peut-être des victimes dans certains endroits, dans certains restaurants ; nous n'en sommes pas absolument sûrs. Mais, par exemple, tout le personnel de l'ambassade est sauf. Comme il était réparti aux quatre coins de la ville, il ne semble pas qu'on soit devant une situation catastrophique* », a-t-il ajouté.

Le tremblement de terre a été ressenti dans une très vaste région allant de Moscou à Naples et de Samsun (sur la côte turque de la mer Noire), à Istanbul et à Vienne. Un peu partout, les lustres se sont balancés, les verres et la vaisselle ont tinté, les placards se sont ouverts. Les secousses ont été particulièrement fortes en Turquie, en Yougoslavie, en Bulgarie et en Moldavie soviétique, c'est-à-dire dans les pays les plus proches de la Roumanie.

Comme le 10 novembre 1940...

Le tremblement de terre qui vient de frapper gravement la Roumanie semble être une répétition de celui du 10 novembre 1940. Ce jour-là, il s'est produit dans la même région, près de Vrancea, un séisme de magnitude 7,4. Très peu de renseignements ont été donnés sur ce séisme, compte tenu du fait que l'Europe était en guerre et que l'éventuelle réduction de la production pétrolière due au tremblement de terre était couverte par le secret militaire. Généralement, on estime que le nombre des morts devait être de l'ordre du millier.

Le 4 mars, selon les mesures faites dans divers observatoires sismologiques du monde, la magnitude serait d'environ 7,2, ce qui est très comparable à celle de novembre 1940.

Autre similitude : la surface affectée par le séisme. En 1940, la zone la plus touchée avait 400 kilomètres de long et 200 de large (selon Séismes et volcans, *de M. Jean Rothé, collection « Que sais-je ? ») ; Bucarest, notamment, fut très endommagée ; 20 % des immeubles de la capitale devaient être reconstruits, et 95 % des bâtiments avaient subi des dégâts plus ou moins importants. Les secousses avaient été très sensiblement ressenties à Moscou, à Kiev et à Kharkov.*

Bien que la profondeur du foyer du 4 mars ne soit pas encore déterminée, la région de Vrancea, au « coude » des Carpates, est connue pour sa sismicité. Mais les tremblements de terre qui s'y produisent sont très particuliers : leurs foyers sont, en effet, « intermédiaires », c'est-à-dire qu'ils sont situés à des profondeurs comprises entre 100 et 185 kilomètres de profondeur. Alors que la très grande majorité des séismes, destructeurs ou non, ont des foyers « superficiels » (situés à moins de 70 kilomètres et même, le plus souvent, à 10 ou 30 kilomètres de profondeur). Ainsi, la profondeur du foyer du tremblement de terre de 1940 a-t-elle été estimée à 133 kilomètres.

Presque chaque année des séismes intermédiaires se produisent dans la région du « coude » des Carpates, comme le relèvent les Résumés annuels d'informations sur les catastrophes naturelles publiés par l'UNESCO : *1966, quatre séismes, dont les foyers étaient respectivement à 128, 120, 140 et 160 kilomètres et les magnitudes de 5 (?), 5,4, 5,6 et 5,5 ; 1967, deux séismes au moins, 130 et 131 kilomètres, magnitudes proches de 5 ; 1968, deux séismes, 185 et 130 kilomètres, magnitudes proches de 5 ; 1969, un séisme, 135 kilomètres, magnitude proche de 5 ; 1970, un séisme, 140 kilomètres, magnitude proche de 5 ; 1971, un séisme, 135 kilomètres, magnitude proche de 5 ; 1972, deux séismes, 135 et 100 kilomètres, magnitudes proches de 5 ; 1973, deux séismes, 75 et 175 kilomètres, magnitudes supérieures à 5 ; 1974, un séisme, 145 kilomètres, magnitude supérieure à 5.*

Pourquoi la plupart des tremblements de terre du « coude » des Carpates sont-ils intermédiaires ? Jusqu'à présent, les sismologues n'ont pu trouver de réponse satisfaisante. Les Carpates font partie, certes, du système alpin, dont l'existence et la sismicité sont dues au rapprochement de l'Afrique et de l'Europe-Asie. Mais les séismes y sont presque tous superficiels. Seules la région de Vrancea, la mer Egée, l'arc sicilo-calabrais et, exceptionnellement, le sud de l'Espagne connaissent des séismes intermédiaires. Peut-être, dans le cas du « coude » des Carpates, s'agit-il d'une « plaque » rigide mise à la verticale lors de la disparition de la Téthys, cette mer ancêtre de la Méditerranée. Mais la structure des Balkans, de la mer Egée, de la Grèce et de la Turquie est particulièrement compliquée (et donc encore mal comprise), car les plaques rigides se sont, dans cette région, morcelées en plusieurs « plaquettes » qui, coincées entre les masses africaine et eurasiatique, se réajustent sans cesse les unes par rapport aux autres.

A magnitude égale, les séismes intermédiaires sont, heureusement, moins destructeurs que les séismes superficiels, ce qui explique tous les tremblements de terre de Vrancea ne sont pas catastrophiques. A titre de comparaison, rappelons que le séisme très superficiel d'Agadir, qui tua quinze mille personnes et détruisit la plus grande partie de la ville le 29 février 1960, avait une magnitude de 5,5.

Si les dégâts des tremblements de terre intermédiaires sont moins importants (à magnitude égale), en revanche l'aire touchée est plus grande. Toutefois, il faut rappeler que le récent séisme d'Udine, pourtant superficiel, a été ressenti jusqu'à Berlin, Strasbourg et Moscou. Et que l'on ne sait pas pourquoi.

YVONNE REBEYROL.

● *Le Secours populaire français* reçoit dans toutes ses permanences les dons en espèces et en nature destinés aux victimes du tremblement de terre de Roumanie. Des dons en espèces peuvent être envoyés au Secours populaire français, 9, rue Froissart, 75003 Paris, par chèque bancaire ou par chèque postal (C.C.P. 654-37, Paris).

Ancien ministre des affaires étrangères de Roumanie

M. CORNELIU MANESCU EST NOMMÉ AMBASSADEUR A PARIS

M. Corneliu Manescu, qui fut ministre des affaires étrangères de Roumanie de 1961 à 1972, vient d'être nommé ambassadeur à Paris en remplacement de M. Constantin Flitan.

Avec M. Manescu, c'est une personnalité bien connue de la vie politique roumaine et internationale qui a été choisie pour occuper l'ambassade de Paris. Né en 1916, très tôt militant du parti communiste, M. Manescu a été au lendemain de la guerre chef du département politique de l'armée, vice-ministre de la défense nationale, puis, en 1955, vice-président du comité d'Etat au plan. En 1961, après une année passée à l'ambassade de Roumanie à Budapest, il fut nommé ministre des affaires étrangères : à ce titre, il participa pendant onze ans à toutes les initiatives de la politique roumaine d'indépendance qui prit corps à cette période. En 1967, il fut le premier représentant d'un pays communiste élu président de l'Assemblée générale de l'ONU. Ces dernières années, il était vice-président du Front de l'unité socialiste, mouvement qui englobe les représentants de diverses professions et minorités du pays.

Quant à M. Constantin Flitan, il quitte Paris après un séjour de neuf ans — il avait présenté ses lettres de créance au général de Gaulle en mars 1968 — marqué par un important développement des relations franco-roumaines. Il laisse à ses nombreux amis, notamment aux journalistes qu'il recevait très volontiers, le souvenir d'un ambassadeur actif, remarquablement informé de l'actualité internationale et de la vie politique française.

MM. GISCARD D'ESTAING ET CARTER SE SONT ENTRETENUS PAR TÉLÉPHONE DU SORT DE CONCORDE

Le président de la République recevra, lundi 7 mars, M. Marcel Cavaillé, secrétaire d'Etat aux transports, et M. Pierre Baudis, député et maire de Toulouse (app. R.I.).

« *Il s'entretiendra avec eux des dernières initiatives prises par le gouvernement français pour appeler l'attention des hautes autorités américaines sur l'importance majeure que le gouvernement attache à une solution positive dans l'affaire des droits d'atterrissage de Concorde à New-York* », précise un communiqué de l'Elysée.

D'autre part, M. Valéry Giscard d'Estaing s'est entretenu, vendredi 4 mars, par téléphone avec le président américain, M. Jimmy Carter, à propos de cette affaire.

On sait que les autorités du port de New-York doivent faire connaître leur décision le 10 mars.

● *M. Youri Pivovarov*, membre de la mission commerciale soviétique, accusé ces derniers jours d'espionnage par le gouvernement espagnol, a quitté Madrid, samedi 5 mars par avion, à destination de Moscou. M. Pivovarov, quarante-deux ans, ingénieur, était délégué commercial en Espagne depuis deux ans. Il a été expulsé pour « faits d'espionnage ». — *(A.F.P.)*

En Rhodésie

LE PROJET DE LOI SUR LA RÉDUCTION DES ZONES RURALES RÉSERVÉES AUX BLANCS EST ADOPTÉ DE JUSTESSE

Salisbury (A.F.P.). — Le projet de loi sur la réduction des zones rurales réservées à la population minoritaire blanche, présenté par le premier ministre rhodésien, M. Ian Smith, « été adopté d'extrême justesse le vendredi 4 mars à la majorité des deux tiers requise (quarante-quatre voix sur soixante-six).

A la dernière minute, trois parlementaires noirs qui, avec neuf autres de leurs collègues africains de la Chambre, avaient décidé de s'abstenir, jugeant que le projet de loi foncière n'allait pas assez loin en matière d'égalité raciale, ont apporté leurs voix au gouvernement.

Le projet qui doit faire passer de 18 millions d'hectares à 200 000 les zones rurales exclusivement réservées à la minorité blanche avait provoqué mercredi une scission au sein du comité politique du Front rhodésien (parti au pouvoir). Douze membres du comité avaient exprimé leur opposition à cette tentative de réduction des inégalités raciales les plus flagrantes du régime de Salisbury (« le Monde » du 4 mars).

CHEF DE LA FAMILLE CARLISTE

Le prince Xavier de Bourbon-Parme aurait été enlevé à son domicile parisien

Le prince Xavier de Bourbon-Parme, quatre-vingt-huit ans, a disparu depuis une semaine de son domicile parisien, rue Silvestre-de-Sacy (septième arrondissement). Depuis son départ, il n'a été vu dans aucune des deux propriétés qu'il possède en province, le château de Lignière (Cher) et celui de Bostz (Allier).

La famille a signalé la disparition du prince à la police, laquelle oppose un mutisme complet à propos de ce qu'elle considère comme une « affaire de famille ». *Selon des proches, en effet, le prince aurait pu être victime d'un enlèvement commis par l'un de ses deux fils, Sixte de Bourbon-Parme.* « Il s'agit certainement d'un nouvel épisode politique », *a précisé à l'Agence France-Presse un familier, qui évoque par ailleurs une* « affaire » qui « oppose depuis longtemps les deux fils de Xavier, Sixte et Carlos Hugo ».

La seule certitude actuelle dans cet imbroglio politico-policier est la disparition de son domicile parisien le samedi 26 février du prince Xavier de Bourbon-Parme. Il avait, la veille, adressé un message à son fils Carlos Hugo, alors en voyage, lui demandant de le rencontrer de toute urgence. Selon la famille du prince, qui a signalé sa disparition à la police, Xavier aurait été enlevé par le frère cadet de Carlos Hugo, Sixte de Bourbon-Parme, lié aux groupes ultras du franquisme.

Expulsés par Franco

Xavier, son fils Carlos Hugo et ses sœurs ont été expulsés d'Espagne par Franco. Depuis, Carlos Hugo, prétendant carliste à la couronne depuis l'abdication de Xavier en sa faveur, a pris la tête d'un parti carliste de tendance socialiste autogestionnaire, membre de la Coordination des organisations démocratiques, et dont la demande de légalisation vient d'être rejetée par le ministère espagnol de l'intérieur. Son jeune frère Sixte se présente comme le chef de la branche carliste traditionnelle, liée aux ultras de droite.

Le 9 mai 1976, de graves incidents avaient éclaté à Montejurra, en Navarre, à l'occasion du pèlerinage carliste. Un commando ultra avait ouvert le feu sur les carlistes de Carlos Hugo, faisant un mort.

Selon la famille de Xavier, l'enlèvement aurait pour but de le contraindre à se dissocier des vues politiques de Carlos Hugo. Un hebdomadaire espagnol, *Actualidad española*, a récemment publié un article d'où il ressort que Xavier soutiendrait plutôt Sixte. Ce dernier se serait rendu à Paris la semaine dernière et aurait été vu à plusieurs reprises en compagnie de son père. Toujours selon la famille, il l'aurait enlevé pour l'empêcher de revenir sur les déclarations faites à la presse espagnole.

● *Explosion à bord d'un pétrolier à Rotterdam : trois morts.* — Trois marins britanniques ont trouvé la mort vendredi 4 mars dans une explosion à bord du pétrolier libérien *Bilbao* (150 000 tonnes) dans le port de Rotterdam. L'explosion a été suivie d'un incendie violent qui a ravagé entièrement la chambre des machines. — *(A.F.P.)*

● *Un ouvrier âgé de quarante-six ans, père de quatre enfants*, M. Jean Ramon, demeurant à Avion (Pas-de-Calais), a fait, vendredi 4 mars en début d'après-midi, une chute de dix mètres alors qu'il réparait le toit du magasin de la fosse 7 de Liévin (Pas-de-Calais). Il a été tué sur le coup.

A Paris

GRÈVE AU LYCÉE ET AU C.E.T. DE LA RUE LECOURBE

Un défilé réunissant environ deux cents manifestants, lycéens et collégiens, a eu lieu, vendredi 4 mars après-midi, dans le quinzième arrondissement de Paris. La plupart d'entre eux étaient des grévistes du lycée et du collège d'enseignement technique de la rue Lecourbe, auxquels s'étaient joints, par « solidarité », quelques collégiens d'autres C.E.T. de l'arrondissement.

Suivie par une grande partie des douze cents élèves des deux établissements, la grève a commencé le 1er mars. Mais la vie du lycée et du collège avait déjà été perturbée les deux jours qui ont précédé les vacances de février. Le mouvement semble avoir pour origine le comportement d'une des enseignantes du C.E.T. accusée « *de violences verbales et physiques* ». Une enquête administrative est en cours.

Les grévistes, dont un petit nombre de militants de la coordination permanente des C.E.T. (proche de la C.G.T.), de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), et du Mouvement de la jeunesse socialiste, réclament en outre « *une véritable liberté d'expression et d'information* » dans leur établissement et « *l'abrogation d'une circulaire sur les absences et les retards* » permettant, selon eux, de « *renvoyer n'importe qui à tout moment* ». Ils protestent aussi contre la réforme Haby.

La commission permanente de l'établissement, réunie jeudi 3, a décidé de demander la fermeture de celui-ci au cas où le mouvement de grève se prolongerait lundi 7. — B. L. G.

La situation de l'emploi

M. MARCHAIS RÉPOND A M. BARRE

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., a répondu vendredi soir 4 mars, à Créteil, au cours d'un meeting de soutien à la liste que conduit M. Michel Germa (P.C.), aux déclarations de M. Raymond Barre sur la situation de l'emploi (*le Monde* du 2 mars). Le premier ministre avait affirmé notamment : « *Il n'y a pas eu jusqu'à présent d'aggravation sensible du chômage depuis six mois.* »

M. Marchais a déclaré : « *M. Barre manque vraiment de sérieux. Les chiffres officiels eux-mêmes, ceux de l'INSEE, indiquent un accroissement de + 3,6 % du nombre des demandeurs d'emploi, de décembre à janvier, en un mois ! Pour M. Barre, cela n'est pas une aggravation... Mais,* dit-il, *ce qui compte, c'est la « tendance ». Mais la tendance, c'est que de janvier 1976 à janvier 1977, le chômage s'est accru de + 14 %.* »

Le secrétaire général du P.C. a ajouté : « *M. Barre propose une solution, une « solution-miracle » pour résorber le chômage. Cette solution, c'est l'expatriation. (...) L'Europe du Marché commun compte actuellement six millions de chômeurs. Que veut M. Barre ? Echanger des chômeurs français contre des chômeurs allemands ? De qui se moque-t-on ?* »